

## RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière pour l'exercice terminé le 31 octobre 2011, par rapport aux deux exercices antérieurs. Le présent rapport de gestion, daté du 1<sup>er</sup> décembre 2011, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels de 2011 et les notes complémentaires. Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent rapport est basée sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2011, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse [rbc.com/investisseurs](http://rbc.com/investisseurs), sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com) et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse [sec.gov](http://sec.gov).

<b>7</b>	<b>Vue d'ensemble et perspectives</b>	20	Gestion de patrimoine	49	Risque de marché
7	Faits saillants financiers et autres	23	Assurances	52	Gestion des liquidités et du financement
8	Aperçu de la Banque Royale du Canada	26	Services bancaires internationaux	55	Risque opérationnel
8	Vision et objectifs stratégiques	28	Marchés des Capitaux	55	Risque lié à l'environnement réglementaire et juridique
8	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	32	Services de soutien généraux	55	Risque d'assurance
		33	<b>Information financière trimestrielle</b>	56	Risque lié à la réputation
<b>9</b>	<b>Principaux événements de 2011</b>	33	Rendement au quatrième trimestre de 2011	56	Risque stratégique
<b>10</b>	<b>Rendement financier</b>	34	Analyse des résultats et des tendances	<b>56</b>	<b>Aperçu d'autres risques</b>
10	Vue d'ensemble	<b>35</b>	<b>Résultats par secteur géographique</b>	<b>58</b>	<b>Gestion du capital</b>
11	Résultats liés aux activités poursuivies	<b>36</b>	<b>Situation financière</b>	<b>63</b>	<b>Information financière supplémentaire</b>
<b>14</b>	<b>Résultats des secteurs d'exploitation</b>	36	Bilans condensés	63	Risques liés à certains instruments financiers
14	Résultats par secteur d'exploitation	36	Arrangements hors bilan	<b>64</b>	<b>Questions en matière de comptabilité et de contrôle</b>
14	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	<b>41</b>	<b>Gestion du risque</b>	<b>73</b>	<b>Opérations entre apparentés</b>
15	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	41	Aperçu	<b>74</b>	<b>Renseignements supplémentaires</b>
17	Services bancaires canadiens	43	Risque de crédit		Se reporter à notre glossaire pour obtenir les définitions de termes utilisés dans le présent document.
		48	Rendement au chapitre de la qualité du crédit		

### Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur l'exercice 2011, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, aux perspectives et aux priorités pour chacun de nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'au contexte de gestion des risques, y compris la gestion des liquidités et du financement. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes terminées à ces dates, ainsi que notre vision, nos objectifs stratégiques et nos objectifs en matière de rendement financier, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces risques, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prédire les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché et opérationnel et les risques d'illiquidité et de financement, ainsi que d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques

Gestion du risque et Aperçu d'autres risques; la conjoncture commerciale et économique générale et les conditions du marché financier au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où nous exerçons nos activités, y compris l'incidence de la crise de l'endettement qui touche des États souverains en Europe; la révision à la baisse de la cote de la dette à long terme souveraine des États-Unis attribuée par Standard & Poor's; les modifications apportées aux normes, conventions et estimations comptables, y compris les modifications apportées à nos estimations relatives aux dotations, aux provisions et aux évaluations; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales fiscales, monétaires et autres; les modifications et les nouvelles interprétations des lignes directrices concernant le capital à risque et les liquidités; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements, y compris en ce qui concerne le système de paiements au Canada, les mesures de protection des consommateurs et la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act et les règlements aux termes de cette loi qui seront édictés; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; notre capacité à attirer et à fidéliser des employés; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et contreparties; notre capacité à réussir la mise en œuvre de nos stratégies ainsi qu'à mener à terme des acquisitions stratégiques et des contreparties et à les intégrer avec succès; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution; et l'incidence des questions environnementales.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent document. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent document sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Faits saillants financiers et autres

Tableau 1

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	2011	2010	2009	2011 par rapport à 2010 Augmentation (diminution)	
<b>Activités poursuivies</b>					
Total des revenus	27 430 \$	26 082 \$	26 441 \$	1 348 \$	5,2 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	975	1 240	2 167	(265)	(21,4)%
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	3 360	3 546	3 042	(186)	(5,2)%
Frais autres que d'intérêt	14 453	13 469	13 436	984	7,3 %
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	8 642	7 827	7 796	815	10,4 %
<b>Bénéfice net lié aux activités poursuivies</b>	<b>6 650</b>	<b>5 732</b>	<b>5 681</b>	<b>918</b>	<b>16,0 %</b>
<b>Bénéfice net lié aux activités abandonnées</b>	<b>(1 798)</b>	<b>(509)</b>	<b>(1 823)</b>	<b>(1 289)</b>	<b>n.s.</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>4 852 \$</b>	<b>5 223 \$</b>	<b>3 858 \$</b>	<b>(371)\$</b>	<b>(7,1)%</b>
<b>Secteurs – bénéfice net (perte nette) lié aux activités poursuivies</b>					
Services bancaires canadiens	3 492 \$	3 044 \$	2 663 \$	448 \$	14,7 %
Gestion de patrimoine	809	669	583	140	20,9 %
Assurances	601	491	527	110	22,4 %
Services bancaires internationaux	173	92	123	81	88,0 %
Marchés des Capitaux	1 575	1 647	1 768	(72)	(4,4)%
Services de soutien généraux	–	(211)	17	211	n.s.
<b>Bénéfice net lié aux activités poursuivies</b>	<b>6 650 \$</b>	<b>5 732 \$</b>	<b>5 681 \$</b>	<b>918 \$</b>	<b>16,0 %</b>
<b>Données financières sommaires</b>					
Bénéfice (perte) par action – de base	3,21 \$	3,49 \$	2,59 \$	(0,28)\$	(8,0)%
– dilué(e)	3,19 \$	3,46 \$	2,57 \$	(0,27)\$	(7,8)%
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	12,9 %	14,9 %	11,9 %	n.s.	(200)p.b.
Rendement du capital de risque (1)	19,0 %	25,4 %	19,5 %	n.s.	(640)p.b.
<b>Données financières sommaires liées aux activités poursuivies</b>					
Bénéfice par action – de base	4,47 \$	3,85 \$	3,90 \$	0,62 \$	16,1 %
– dilué	4,45 \$	3,82 \$	3,86 \$	0,63 \$	16,5 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	18,0 %	16,5 %	17,9 %	n.s.	150 p.b.
Rendement du capital de risque (1)	28,9 %	31,5 %	33,2 %	n.s.	(260)p.b.
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,34 %	0,45 %	0,72 %	n.s.	(11)p.b.
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations	0,78 %	0,95 %	1,02 %	n.s.	(17)p.b.
<b>Ratios de capital et coefficients</b>					
Ratio du capital de première catégorie	13,3 %	13,0 %	13,0 %	n.s.	30 p.b.
Ratio du capital total	15,3 %	14,4 %	14,2 %	n.s.	90 p.b.
Coefficient actif-capital	16,1X	16,5X	16,3X	n.s.	n.s.
Ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie (2)	10,6 %	9,8 %	9,2 %	n.s.	80 p.b.
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>					
Total de l'actif	751 702 \$	726 206 \$	654 989 \$	25 496 \$	3,5 %
Valeurs mobilières	179 558	183 519	177 298	(3 961)	(2,2)%
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	296 284	273 006	258 395	23 278	8,5 %
Actifs liés aux dérivés	100 013	106 155	92 095	(6 142)	(5,8)%
Dépôts	444 181	414 561	378 457	29 620	7,1 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	35 550	33 250	30 450	2 300	6,9 %
Moyenne du capital de risque (1)	24 150	19 500	18 600	4 650	23,8 %
Actif pondéré en fonction du risque	267 780	260 456	244 837	7 324	2,8 %
Biens sous gestion	308 700	264 700	249 700	44 000	16,6 %
Biens administrés – RBC	699 800	683 800	648 800	16 000	2,3 %
– RBC Dexia IS (3)	2 744 400	2 779 500	2 484 400	(35 100)	(1,3)%
<b>Information sur les actions ordinaires</b>					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 430 722	1 420 719	1 398 675	10 003	0,7 %
– moyenne (diluée)	1 437 904	1 433 754	1 412 126	4 150	0,3 %
– à la fin	1 438 376	1 424 922	1 417 610	13 454	0,9 %
Dividendes déclarés par action	2,08 \$	2,00 \$	2,00 \$	0,08 \$	4,0 %
Rendement de l'action (4)	3,9 %	3,6 %	4,8 %	n.s.	30 p.b.
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX) – à la fin	48,62 \$	54,39 \$	54,80 \$	(5,77)\$	(10,6)%
Capitalisation boursière (TSX)	69 934	77 502	77 685	(7 568)	(9,8)%
<b>Renseignements généraux liés aux activités poursuivies</b>					
Nombre d'employés (équivalent de travail à temps plein)	68 480	67 147	65 980	1 333	2,0 %
Nombre de succursales	1 338	1 336	1 323	2	0,1 %
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 626	4 557	4 544	69	1,5 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (5)	1,015 \$	0,959 \$	0,858 \$	0,056 \$	5,8 %
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	1,003 \$	0,980 \$	0,924 \$	0,023 \$	2,3 %

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles ont trait au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, au rendement du capital de risque, à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et à la moyenne du capital de risque. Pour une analyse plus détaillée de la moyenne du capital de risque, du rendement des capitaux propres et du rendement du capital de risque, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(2) Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(3) Représente le total des biens administrés de la coentreprise dans laquelle nous détenons une participation de 50 %, présenté avec un décalage de un mois.

(4) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.

(5) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours de change au comptant à la fin du mois pour la période.

n.s. non significatif

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. Elle est l'une des plus importantes banques au Canada au chapitre de l'actif et de la capitalisation boursière et l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale au chapitre de la capitalisation boursière. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services

d'assurance, des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement et des services de traitement des opérations. Nous comptons environ 74 000 employés à temps plein et à temps partiel au service de près de 15 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 56 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site [rbc.com](http://rbc.com).

### Vision et objectifs stratégiques

Nos stratégies et nos activités commerciales sont guidées par notre vision consistant à **Toujours mériter le privilège d'être le premier choix de nos clients**. Nos objectifs stratégiques sont les suivants :

- Au Canada, être le chef de file incontesté en matière de prestation de services financiers;
- À l'échelle mondiale, être un chef de file en matière de prestation de solutions liées aux marchés des capitaux et à la gestion de patrimoine;

- Dans des marchés cibles, être un chef de file en matière de prestation de services financiers choisis reposant sur nos forces principales.

Se reporter à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation pour les progrès réalisés en 2011 relativement à ces objectifs.

### Aperçu et perspectives

#### Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – Données en date du 1<sup>er</sup> décembre 2011

##### Canada

Le taux de croissance estimatif de l'économie canadienne pour l'année civile 2011 est de 2,3 %, soit un taux inférieur à la croissance estimative de 2,6 % que nous avions prévue le 2 décembre 2010. La croissance enregistrée au début de l'année reflète les dépenses élevées des entreprises, laquelle a ralenti au milieu de l'année, car le tremblement de terre survenu au Japon a perturbé la chaîne d'approvisionnement dans le secteur automobile et réduit les activités de fabrication. Au deuxième semestre, le taux de croissance s'est légèrement accru, en raison des exportations à la hausse et de la légère augmentation des dépenses de consommation tenant aux gains au chapitre de l'emploi survenus au cours de l'année, le taux de chômage reculant à 7,3 % en octobre. Les fortes activités sur le marché de l'habitation enregistrées au cours de l'année ont eu une incidence favorable sur la croissance des volumes d'activités de financement aux fins d'accession à la propriété. Bien que l'économie canadienne ait continué d'afficher une croissance modeste, la Banque du Canada a maintenu son taux d'intérêt à 1 %, en raison du maintien de l'incertitude liée à l'économie mondiale.

Pour l'année civile 2012, nous prévoyons une croissance de l'économie canadienne de 2,5 %, alors que les marchés stables du travail devraient continuer d'étayer dans une faible mesure la croissance des dépenses de consommation et des dépenses des entreprises. Cependant, en raison du maintien de l'incertitude liée à l'économie mondiale, nous nous attendons à ce que la Banque du Canada reporte les hausses des taux d'intérêt jusqu'au deuxième semestre de 2012.

##### États-Unis

Le taux de croissance estimatif de l'économie américaine pour l'année civile 2011 est de 1,8 %, soit un taux inférieur à la croissance estimative de 2,8 % que nous avions prévue le 2 décembre 2010. Cette situation reflète essentiellement la situation économique mondiale, dont le taux de croissance s'est avéré inférieur aux prévisions en raison de l'accroissement des craintes liées à la crise de l'endettement qui touche des États souverains en Europe au deuxième semestre. La croissance a ralenti à la mi-exercice, les dépenses de consommation ayant diminué en raison du maintien de niveaux de chômage élevés. En réponse à la situation, la Réserve fédérale a maintenu ses taux d'intérêt entre 0 % et 0,25 % et mis en œuvre d'autres mesures de relance afin de réduire davantage les taux d'intérêt à long terme et d'aider les consommateurs à refinancer leurs emprunts hypothécaires à des taux moins élevés.

Pour l'année civile 2012, nous prévoyons une croissance de l'économie américaine de 2,5 %, en raison de l'accroissement des dépenses en immobilisations des entreprises découlant des bilans solides des grandes entreprises et du maintien de faibles taux d'intérêt. La Réserve fédérale a indiqué qu'elle prévoit maintenir les taux d'intérêt à des niveaux planchers historiques au moins jusqu'à la mi-année de 2013.

##### Europe

Le taux de croissance estimatif de l'économie dans la zone euro pour l'année civile 2011 est de 1,7 %. La croissance enregistrée au cours de l'année a ralenti, car les craintes accrues liées à la crise de l'endettement touchant des États souverains et les mesures d'austérité fiscale ont miné

la confiance des consommateurs et des entreprises. Les coûts de financement pour les pays européens ont augmenté au deuxième semestre, ce qui a entraîné un accès réduit au financement pour les banques mondiales, particulièrement en Europe. En réponse, l'Union européenne et les gouvernements de la zone euro ont annoncé la mise en œuvre de mesures additionnelles visant la restructuration de la dette de la Grèce, la restructuration future du capital des banques, et l'élargissement des mesures d'octroi de liquidités sur les marchés du financement. Au cours de l'année, les taux d'intérêt ont été majorés à 1,5 %; cependant, en raison du ralentissement de la croissance économique, ils ont été réduits à 1,25 %. Nous nous attendons à ce qu'ils soient de nouveau revus à la baisse, pour s'établir à 1,0 % d'ici la fin de l'année civile 2011.

Pour l'année civile 2012, nous nous attendons à ce que la croissance de l'économie dans la zone euro ralentisse et s'établisse à 0,9 %, car nous prévoyons de faibles dépenses des gouvernements et des entreprises en raison des niveaux d'endettement élevés et de l'accès réduit au crédit. Bien que l'Union européenne et le G20 continuent d'appuyer la mise en place de mécanismes de financement additionnels, des incertitudes subsistent en ce qui a trait à l'efficacité de cette initiative. En conséquence, des pressions continueront probablement de s'exercer sur la croissance de la zone euro et sur les coûts de financement. Les perspectives en matière de croissance reposeront donc sur la sévérité et sur la durée de la crise de l'endettement touchant des États souverains en Europe. Bien que le taux d'inflation demeure élevé, nous sommes d'avis que le taux d'intérêt sera maintenu à 1,0 % d'ici la fin de l'année civile 2012, de manière à continuer de favoriser la relance de l'économie.

##### Marchés financiers

Les marchés financiers mondiaux se sont améliorés au premier semestre, mais ils se sont considérablement détériorés au deuxième semestre, en raison du ralentissement de l'économie mondiale et de la crise de l'endettement touchant des États souverains en Europe. Les conditions difficiles du marché reflètent les importantes réductions des volumes de transactions des clients, la volatilité croissante des activités de négociation et l'élargissement des écarts de taux découlant de la réduction des liquidités sur les marchés au deuxième semestre. Les activités d'émission sont demeurées élevées pendant presque tout l'exercice, mais elles ont ralenti à la fin de l'exercice, en raison du contexte du marché moins favorable.

Pour l'exercice 2012, nous nous attendons à ce que les marchés financiers mondiaux continuent de subir des pressions, et ce, tant qu'un redressement de l'économie mondiale et une résolution de la crise de l'endettement touchant des États souverains en Europe ne se seront pas produits. Les coûts de financement pour les banques mondiales demeureront vraisemblablement élevés, situation qui reflète cette incertitude ainsi que la mise en œuvre prévue d'exigences réglementaires visant l'accroissement des niveaux de liquidités.

Les prédictions et les prévisions présentées dans la présente rubrique sont fondées sur des informations et sur des hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme étant fiables. Si ces informations ou ces hypothèses s'avèrent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer considérablement des perspectives présentées dans la présente rubrique.

Pour plus de détails sur les facteurs de risque liés à la conjoncture économique générale et aux conditions du marché qui pourraient avoir une incidence sur nos activités et sur nos résultats financiers, se reporter à la rubrique Aperçu d'autres risques.

### Contexte réglementaire

Nous continuons de prendre des mesures par suite des faits nouveaux en matière de réglementation à l'échelle mondiale, notamment en ce qui a trait aux exigences concernant les liquidités posées par les normes mondiales concernant la réforme liée aux liquidités et au capital élaborées par le Comité de Bâle sur la supervision bancaire (accord de Bâle III), la réforme concernant les dérivés hors cote, les nouvelles mesures de protection des consommateurs et les réformes du secteur financier telles que la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act. Nous continuons de surveiller ces faits nouveaux et d'autres éléments récents, et nous nous efforçons de faire en sorte que toute répercussion sur nos activités, le cas échéant, soit réduite au minimum.

Pour une analyse détaillée des facteurs de risque découlant des faits nouveaux en matière de réglementation à l'échelle mondiale qui pourraient se répercuter sur nos activités et sur nos résultats financiers, se reporter à la rubrique Aperçu d'autres risques. Pour une analyse plus détaillée de notre cadre et de nos activités de gestion du risque, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion du capital.

### Établissement et évaluation de notre réussite au moyen du rendement total pour les actionnaires

Nous visons à maximiser le rendement pour les actionnaires par l'atteinte d'un rendement total pour les actionnaires se situant dans le quartile supérieur à moyen terme (de 3 ans à 5 ans), ce qui reflète notre point de vue à plus long terme sur l'atteinte d'un rendement financier solide et constant.

Le rendement total pour les actionnaires s'aligne sur nos trois objectifs stratégiques, et nous sommes d'avis qu'il représente la mesure la plus appropriée de la création de valeur pour les actionnaires. Le rendement total pour les actionnaires est une notion utilisée pour comparer le rendement de nos actions ordinaires sur une période donnée et tient compte de l'appréciation du prix des actions et des dividendes versés aux actionnaires ordinaires. La valeur absolue du rendement total pour les actionnaires fluctue en fonction de la conjoncture des marchés, et le rendement relatif reflète la perception du marché à l'égard de notre rendement global par rapport au rendement de notre groupe d'homologues sur une période donnée.

Les objectifs en matière de rendement financier servent à évaluer les progrès réalisés par rapport à nos objectifs à moyen terme visant le rendement total pour les actionnaires. Nous revoyons et révisons ces objectifs financiers de manière qu'ils reflètent l'évolution constante de l'économie, des aspects comptables, des marchés et du contexte réglementaire. Nous prêtons une attention particulière aux objectifs à moyen terme aux fins de la prise de décisions, car nous sommes d'avis que nous serons bien positionnés pour assurer une croissance durable du bénéfice et de solides rendements pour nos actionnaires.

Nos objectifs financiers sont les suivants : une croissance du bénéfice dilué par action de 7 % ou plus, un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 16 % à 20 % et des ratios de capital élevés. Ces objectifs financiers se traduisent par le ratio de distribution cible.

En ce qui concerne les activités poursuivies, nous avons obtenu des résultats favorables par rapport à tous nos objectifs financiers, et avons atteint notre objectif au chapitre du ratio de distribution. Sur une base consolidée, nous n'avons pas atteint nos objectifs au chapitre de la croissance du bénéfice dilué par action et du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et nous n'avons pas atteint notre cible pour ce qui est du ratio de distribution, en raison de la perte liée à la vente annoncée de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis. Pour plus de détails sur la vente annoncée de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis, se reporter à la rubrique Principaux événements de 2011.

Nous avons révisé notre objectif au chapitre du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, le portant à 18 %+, par rapport à l'objectif de 16 % à 20 %, de manière à tenir compte de la réduction de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires découlant de l'incidence de notre adoption des Normes internationales d'information financière (IFRS) avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2011.

La moyenne du rendement total annuel pour les actionnaires sur trois ans et sur cinq ans se chiffre à 5 % et à 4 %, respectivement, soit un résultat qui se situe dans le deuxième quartile de notre groupe d'entreprises homologues mondiales pour la période de trois ans et dans le quartile supérieur pour la période de cinq ans. La moyenne du rendement total annuel pour les actionnaires sur trois ans et sur cinq ans pour notre groupe d'entreprises homologues mondiales s'est établie à 1 % et à un taux négatif de 6 %, respectivement.

### Rendement total pour les actionnaires sur 3 ans et sur 5 ans par rapport à la moyenne du groupe de sociétés homologues

Tableau 2

	Rendement total pour les actionnaires sur 3 ans (1)	Rendement total pour les actionnaires sur 5 ans (1)
Banque Royale du Canada	5 %	4 %
	Deuxième quartile	Quartile supérieur
Moyenne du groupe de sociétés homologues (2)	1 %	(6)%

- (1) La moyenne du rendement total annuel pour les actionnaires sur trois ans et sur cinq ans est calculée en fonction de la somme de la plus-value de nos actions ordinaires et du revenu de dividendes réinvesti pour la période allant du 31 octobre 2008 au 31 octobre 2011. La moyenne du rendement total annuel pour les actionnaires sur cinq ans est calculée pour la période allant du 31 octobre 2006 au 31 octobre 2011, selon les données publiées par Bloomberg L.P.
- (2) Nous comparons notre rendement total pour les actionnaires à celui d'un groupe mondial d'entreprises homologues approuvé par notre conseil et se composant de 20 institutions financières, dont sept grandes institutions financières canadiennes en nous excluant (Banque de Montréal, Banque Canadienne Impériale de Commerce, Société Financière Manuvie, Banque Nationale du Canada, Corporation Financière Power, La Banque de Nouvelle-Écosse et La Banque Toronto-Dominion), cinq institutions financières américaines (Bank of America Corporation, JP Morgan Chase & Co., The Bank of New York Mellon Corporation, U.S. Bancorp et Wells Fargo & Company), cinq institutions financières européennes (Banco Bilbao Vizcaya Argentaria Group (BBVA), Barclays PLC, BNP Paribas, Credit Suisse Group AG et Deutsche Bank Group) et deux institutions financières australiennes (National Australia Bank et Westpac Banking Corporation).

### Information sur les actions ordinaires et sur les dividendes

Tableau 3

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2011	2010	2009	2008	2007
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX) – à la fin	48,62 \$	54,39 \$	54,80 \$	46,84 \$	56,04 \$
Dividendes versés par action	2,04	2,00	2,00	2,00	1,72
Augmentation (diminution) du cours de l'action	(10,6)%	(0,7)%	17,0 %	(16,4)%	12,5 %
Rendement total pour les actionnaires	(6,7)%	2,9 %	22,7 %	(12,8)%	16,2 %

### Principaux événements de 2011

**BlueBay Asset Management plc (BlueBay) :** Le 17 décembre 2010, nous avons finalisé l'acquisition de BlueBay pour un montant de 959 millions de livres sterling (1 509 millions de dollars CA), opération qui a donné lieu à une augmentation d'environ 39,1 milliards de dollars des biens sous gestion. Les résultats de BlueBay sont présentés avec un décalage de un mois. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la note 11 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

**Règlement intervenu avec MBIA Inc. (MBIA) :** Le 31 décembre 2010, un règlement est intervenu avec MBIA relativement à la résiliation de la police d'assurance souscrite directement auprès de cet assureur spécialisé. Les deux parties ont également convenu de mettre fin à leurs

poursuites judiciaires respectives. Cela a donné lieu à la comptabilisation, en 2011, d'un gain de 102 millions de dollars (49 millions après impôts et écritures de compensation) découlant principalement de la résiliation des swaps sur défaillance assurés par MBIA.

**Services bancaires de détail régionaux aux États-Unis :** Le 20 juin 2011, nous avons annoncé la conclusion d'un accord définitif visant la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis à PNC Financial Services Group, Inc. À l'heure actuelle, nous estimons le prix de vente à environ 3,6 milliards de dollars US (3,6 milliards de dollars CA). L'opération est assujettie aux conditions de clôture usuelles, notamment l'approbation par les autorités de réglementation, et elle devrait être

conclue en mars 2012. En raison de cette annonce, nous avons classé une importante majorité de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis à titre d'activités abandonnées.

Nous continuerons d'offrir des services bancaires transfrontaliers afin de répondre aux besoins de nos clients canadiens aux États-Unis. Les résultats liés à ces services sont compris dans les activités poursuivies du secteur Services bancaires internationaux. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la note 11 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

*Liberty Life Insurance Company (Liberty Life)* : Le 29 avril 2011, nous avons mené à terme le dessaisissement de Liberty Life Insurance Company

(Liberty Life), notre unité d'assurance vie aux États-Unis, que nous avons vendue à Athene Holding Ltd pour 628 millions de dollars US (641 millions de dollars CA). Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la note 11 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

*Activités abandonnées* : Nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis et Liberty Life, tel qu'il a été expliqué ci-dessus, ont été classés à titre d'activités abandonnées pour toutes les périodes présentées, sauf indication contraire. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la note 11 de nos états financiers consolidés annuels de 2011. Pour une analyse de notre perte nette liée aux activités abandonnées, se reporter à la rubrique Rendement financier.

## Rendement financier

### Vue générale

#### 2011 par rapport à 2010

Nous avons déclaré un bénéfice net de 4 852 millions de dollars, en baisse de 371 millions, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 3,19 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, à 12,9 %. Notre ratio du capital de première catégorie s'est établi à 13,3 %, en hausse de 30 points de base par rapport à l'exercice précédent.

### Activités poursuivies

#### 2011 par rapport à 2010

Le bénéfice net lié aux activités poursuivies s'est chiffré à 6 650 millions de dollars, en hausse de 918 millions, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies s'est établi à 4,45 \$, en hausse de 0,63 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies s'est élevé à 18,0 %, en hausse de 150 points de base par rapport à l'exercice précédent. Nos résultats reflètent la solide croissance des activités des secteurs Services bancaires canadiens et Assurances, la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine, ainsi que la croissance des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement du secteur Marchés des Capitaux. L'augmentation est aussi attribuable à la diminution de 265 millions de dollars de la dotation à la provision pour pertes sur créances et à la réduction de 108 millions de la charge d'impôts reflétant la baisse du taux d'imposition effectif. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités et par la baisse des revenus tirés des activités de négociation reflétant les conditions difficiles du marché, particulièrement au deuxième semestre de l'exercice.

Le bénéfice net du secteur Services bancaires canadiens s'est élevé à 3 492 millions de dollars, en hausse de 448 millions, ou 15 %, par rapport à l'exercice. Ce résultat reflète essentiellement la forte croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement des coûts liés à l'effectif, y compris par l'augmentation de la charge de retraite.

Le bénéfice net du secteur Gestion de patrimoine s'est établi à 809 millions de dollars, en hausse de 140 millions, ou 21 %, par rapport à l'exercice précédent. En excluant certains ajustements comptables et fiscaux pour les deux périodes, le bénéfice net s'est élevé à 747 millions de dollars, en hausse de 122 millions, ou 20 %, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et de l'accroissement des volumes de transactions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités. Les résultats excluant les ajustements constituent des mesures hors PCGR. Pour une analyse de ces ajustements et pour un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Le bénéfice net du secteur Assurances s'est élevé à 601 millions de dollars, en hausse de 110 millions, ou 22 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à la diminution des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance et des polices d'assurances automobile et invalidité, à la forte croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité, et aux ajustements favorables des provisions techniques. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des gains nets sur placements au cours de l'exercice considéré.

Le bénéfice net du secteur Services bancaires internationaux s'est chiffré à 173 millions de dollars, en hausse de 81 millions, ou 88 %, par rapport à l'exercice précédent. Les résultats liés aux services bancaires

dans les Antilles reflètent principalement la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et la réduction du taux d'imposition effectif, facteurs neutralisés en partie par la réduction des volumes de prêts aux entreprises et par la compression des écarts. L'augmentation du bénéfice de RBC Dexia IS qui résulte principalement de l'accroissement des volumes de transactions et de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients ont également contribué au résultat à la hausse. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte des pertes liées aux titres disponibles à la vente de nos services bancaires dans les Antilles, lesquelles ont eu une incidence défavorable sur nos résultats de l'exercice précédent.

Le bénéfice net du secteur Marchés des Capitaux s'est établi à 1 575 millions de dollars, en baisse de 72 millions, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat est en grande partie imputable à la baisse notable des résultats tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, laquelle reflète les conditions difficiles du marché, à la hausse des coûts à l'appui des investissements dans les infrastructures et de la croissance des activités et à l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, ainsi que par l'accroissement des activités de montage de prêts du secteur d'activité Marchés Mondiaux. La comptabilisation d'une reprise sur provisions pour pertes sur créances, alors qu'une dotation à la provision pour pertes sur créances avait été comptabilisée à l'exercice précédent, a également neutralisé en partie le résultat à la baisse.

Le bénéfice net du secteur Services de soutien généraux, qui s'est élevé à néant, tient compte d'ajustements favorables visant les impôts, lesquels ont été neutralisés en grande partie par certains ajustements comptables défavorables.

### Activités abandonnées

La perte nette liée aux activités abandonnées s'est élevée à 1 798 millions de dollars, par rapport à une perte nette de 509 millions à l'exercice précédent. Ce résultat reflète essentiellement la perte de 1,6 milliard de dollars liée à la vente annoncée de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis, laquelle se compose principalement d'une radiation de 1,3 milliard au titre de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'une perte de 116 millions de dollars liée à la vente de Liberty Life, qui a été depuis reclassée dans les activités abandonnées. Les résultats de l'exercice considéré tiennent compte aussi d'une perte d'exploitation nette de 243 millions de dollars, en baisse par rapport à une perte d'exploitation nette de 393 millions à l'exercice précédent, qui s'explique principalement par la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances dans notre portefeuille de prêts commerciaux aux États-Unis et au titre de nos activités de financement de constructeurs.

Les actifs liés aux activités abandonnées concernant nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis se sont élevés à 27 143 millions de dollars (29 035 millions en 2010; 32 156 millions en 2009), et les passifs liés à ces activités se sont chiffrés à 20 071 millions (19 849 millions en 2010; 23 499 millions en 2009).

Les actifs liés aux activités abandonnées concernant Liberty Life se sont établis à néant (5 329 millions de dollars en 2010; 4 565 millions en 2009), et les passifs liés à ces activités se sont chiffrés à néant (4 605 millions en 2010; 3 844 millions en 2009).

### Vue générale des exercices 2010 et 2009

En 2010, le bénéfice net lié aux activités poursuivies s'est élevé à 5 732 millions de dollars, soit une hausse de 51 millions par rapport à 2009.

Le bénéfice net du secteur Services bancaires canadiens s'est établi à 3 044 millions de dollars, en hausse de 381 millions, ou 14 %, par rapport à 2009, résultat qui reflète la croissance des revenus dans tous les secteurs d'activité et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le bénéfice net du secteur Gestion de patrimoine s'est chiffré à 669 millions de dollars, en hausse de 86 millions, ou 15 %, par rapport à 2009. Ce résultat est principalement attribuable à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et à l'accroissement des volumes de transactions, ainsi qu'à la comptabilisation, en 2010, d'ajustements favorables au titre des impôts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts et par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Le bénéfice net du secteur Assurances s'est élevé à 491 millions de dollars, soit une baisse de 36 millions, ou 7 %, qui tient essentiellement à l'augmentation des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurances invalidité et automobile ainsi qu'aux résultats techniques défavorables au chapitre des polices d'assurance vie, facteurs neutralisés en partie par les ajustements favorables des provisions techniques et par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Le bénéfice net du secteur Services bancaires internationaux s'est chiffré à 92 millions de dollars, soit un résultat en baisse de 31 millions, ou 25 %, qui reflète principalement la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et l'augmentation des pertes liées à nos titres

disponibles à la vente dans les Antilles. La baisse est aussi imputable à l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la comptabilisation, en 2009, d'une provision de 52 millions de dollars (39 millions après impôts) au titre de la restructuration de certains fonds de placement liés à nos services bancaires dans les Antilles, une tranche de 11 millions (8 millions après impôts) de cette provision ayant fait l'objet d'une reprise en 2010, ainsi que par la hausse du bénéfice de RBC Dexia IS.

Le bénéfice net du secteur Marchés des Capitaux s'est établi à 1 647 millions de dollars, en baisse de 121 millions, ou 7 %. Ce résultat est principalement imputable à la réduction des revenus tirés des activités de négociation découlant des conditions moins favorables dans lesquelles se sont effectuées les activités de négociation, ainsi qu'à l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien, facteurs neutralisés en partie par la baisse considérable des pertes liées à certains portefeuilles existants et aux actifs aux États-Unis auparavant couverts par MBIA. La diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et la forte croissance de nos services de banque d'investissement ont également neutralisé le résultat à la baisse.

La perte nette du secteur Services de soutien généraux s'est élevée à 211 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement la comptabilisation d'ajustements comptables et fiscaux défavorables nets et les pertes liées à un placement comptabilisé à la valeur de consolidation.

## Résultats liés aux activités poursuivies

### Incidence estimative du change sur nos résultats financiers consolidés

Les fluctuations des taux de change influent sur nos résultats libellés en devises. Les revenus, la dotation à la provision pour pertes sur créances, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ainsi que le bénéfice libellé en devises sont convertis à l'aide du taux de change moyen pour l'exercice.

Le tableau suivant présente l'incidence estimative du change sur les principaux postes des états des résultats.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	2011 par rapport à 2010	2010 par rapport à 2009
Incidence sur le bénéfice lié aux activités poursuivies : augmentation (diminution)		
Total des revenus	(375)\$	(915)\$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	-	25
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	15	60
Frais autres que d'intérêt	235	580
Bénéfice net	(75)	(185)
Incidence sur le bénéfice par action lié aux activités poursuivies :		
De base	(0,05)\$	(0,13)\$
Dilué	(0,05)\$	(0,13)\$

Le tableau suivant illustre la variation des taux de change moyens.

(Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)	2011	2010
Dollar américain	1,015	0,959
Livre sterling	0,631	0,617
Euro	0,727	0,713

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide du cours au comptant à la fin du mois pour la période.

Les fluctuations des taux de change du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling par rapport au dollar canadien influent sur les résultats de certains de nos secteurs d'exploitation. Le secteur Marchés des Capitaux effectue d'importantes opérations libellées en dollars américains, en euros et en livres sterling. Le secteur Gestion de patrimoine effectue d'importantes opérations libellées en dollars américains, tandis que le secteur Assurances effectue d'importantes opérations libellées en livres sterling. Pour de plus amples renseignements concernant les

répercussions sur nos secteurs d'exploitation, se reporter à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation.

Le tableau suivant présente nos résultats liés aux activités poursuivies déclarés.

### Total des revenus

(en millions de dollars canadiens)	2011	2010 (1)	2009 (1)
Intérêts créditeurs	18 920 \$	17 746 \$	19 272 \$
Intérêts débiteurs	8 320	7 408	8 567
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>10 600 \$</b>	<b>10 338 \$</b>	<b>10 705 \$</b>
Services de placement (2)	5 304 \$	4 616 \$	4 372 \$
Activités d'assurance (3)	4 479	4 485	4 067
Activités de négociation	800	1 333	2 380
Services bancaires (4)	3 360	3 071	3 184
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	1 489	1 193	1 049
Autres (5)	1 398	1 046	684
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>	<b>16 830 \$</b>	<b>15 744 \$</b>	<b>15 736 \$</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>27 430 \$</b>	<b>26 082 \$</b>	<b>26 441 \$</b>
<b>Renseignements supplémentaires</b>			
Total des revenus tirés des activités de négociation			
Revenu net d'intérêt	1 343 \$	1 443 \$	2 316 \$
Revenus autres que d'intérêt	800	1 333	2 380
<b>Total</b>	<b>2 143 \$</b>	<b>2 776 \$</b>	<b>4 696 \$</b>
Total des revenus tirés des activités de négociation par produit			
Taux d'intérêt et crédit	1 351 \$	1 997 \$	3 078 \$
Titres de participation	436	364	965
Opérations de change et contrats de négociation de marchandises	356	415	653
<b>Total</b>	<b>2 143 \$</b>	<b>2 776 \$</b>	<b>4 696 \$</b>

- (1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2011, nous avons reclassé certains montants liés aux ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction dans le secteur Marchés des Capitaux, qui étaient présentés au poste Autres, aux revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt, de manière à mieux refléter leur nature. Les chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.
- (2) Comprend les commissions de courtage, les commissions de gestion de placements et de services de garde et les revenus tirés des fonds communs de placement.
- (3) Comprend les primes d'assurance, le revenu de placement et le revenu provenant de services tarifés. Le revenu de placement reflète la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et est

compensé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

- (4) Comprend les frais bancaires, les revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, les frais de gestion des cartes et les commissions de crédit.
- (5) Comprend les revenus autres que d'intérêt, les gains nets (pertes nettes) sur les titres disponibles à la vente (la perte de valeur durable et les gains ou pertes réalisés), les ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction et comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux, la variation de la juste valeur de certains dérivés liés à des couvertures économiques et les revenus tirés des opérations de titrisation.

#### *2011 par rapport à 2010*

Le total des revenus a augmenté de 1 348 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la forte croissance des volumes dans la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens, de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et de l'accroissement des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine, de la forte croissance des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, de l'accroissement des activités de montage de prêts du secteur d'activité Marchés Mondiaux, et de la forte croissance des volumes dans le secteur Assurances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse considérable des revenus tirés des activités de négociation reflétant les conditions difficiles du marché au deuxième semestre, ainsi que par l'incidence du raffermissement du dollar canadien, qui a entraîné une baisse des revenus d'environ 375 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 262 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui tient en grande partie à la forte croissance des volumes dans la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens et à l'accroissement des volumes de prêts s'inscrivant dans le cadre de nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, facteurs neutralisés en partie par la réduction du revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation pour laquelle une analyse est présentée ci-dessous.

Les revenus tirés des activités d'investissement ont augmenté de 688 millions de dollars, ou 15 %, en raison essentiellement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes ayant occasionné une hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement, de la prise en compte des résultats de BlueBay, une société que nous avons acquise, et de la croissance des activités de RBC Dexia IS. L'augmentation est également attribuable à l'accroissement des volumes de transactions reflétant l'amélioration des conditions du marché et la confiance accrue des investisseurs au premier semestre.

Les revenus du secteur Assurances ont diminué de 6 millions de dollars. La forte croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité a été largement neutralisée par la variation de la juste valeur des placements garantissant principalement nos obligations au titre des polices d'assurance vie au Canada, par la baisse des gains nets sur placements et par l'incidence du raffermissement du dollar canadien. La variation de la juste valeur des placements garantissant principalement nos obligations au titre des polices d'assurance vie au Canada a été en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt ont diminué de 533 millions de dollars. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui se compose des revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt et dans les revenus autres que d'intérêt, s'est chiffré à 2 143 millions de dollars, en baisse de 633 millions, ou 23 %. Ce résultat découle principalement de l'importante baisse des résultats tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe en raison des conditions difficiles du marché, particulièrement au deuxième semestre, générées par l'incertitude liée au ralentissement de l'économie mondiale et par les craintes accrues liées à la crise de l'endettement touchant des États souverains en Europe.

Les revenus tirés des services bancaires ont progressé de 289 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de la hausse des revenus sur cartes et de la forte croissance des activités de syndication de prêts.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont accrues de 296 millions de dollars, ou 25 %, en raison essentiellement de la forte croissance des activités de montage de titres de participation et de prêts, ainsi que de l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition.

Les autres revenus ont augmenté de 352 millions de dollars, ou 34 %, résultat qui tient en grande partie aux activités de gestion du risque de taux d'intérêt dans le secteur Services de soutien généraux, facteur qui a été en partie compensé dans le revenu net d'intérêt, et à la hausse des gains nets sur certains titres disponibles à la vente.

#### *2010 par rapport à 2009*

Le total des revenus a diminué de 359 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à 2009, principalement en raison d'une importante diminution du total des revenus tirés des activités de négociation. La diminution est également imputable à l'incidence du raffermissement du dollar canadien, qui a entraîné une baisse estimative des revenus d'environ 915 millions de dollars, ainsi qu'à la réduction des gains liés aux opérations de titrisation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens, par l'augmentation de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et par l'accroissement des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine, ainsi que par la solide croissance de nos services de banque d'investissement et par l'augmentation des revenus tirés des activités d'assurance.

Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui comprend les revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt et dans les revenus autres que d'intérêt, a diminué de 1,9 milliard de dollars, en raison principalement de la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, des activités de négociation d'instruments du marché monétaire et des activités de négociation de titres de participation, lesquels ont été touchés par la baisse des volumes de transactions des clients et par le resserrement des écarts de taux reflétant les conditions moins favorables dans lesquelles se sont effectuées ces activités au cours de 2010.

Le revenu net d'intérêt a diminué de 367 millions de dollars, ou 3 %, en raison essentiellement de la baisse du revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation, pour laquelle une analyse est présentée ci-dessus. Le revenu net d'intérêt tiré des activités autres que de négociation a augmenté de 506 millions de dollars, ou 6 %, en raison essentiellement de la croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens, facteur neutralisé en partie par la compression des écarts liés aux services bancaires et aux services de gestion de patrimoine.

Les revenus liés aux placements se sont accrues de 244 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui tient principalement à l'augmentation de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ainsi qu'à la hausse des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine.

Les revenus liés aux activités d'assurance ont augmenté de 418 millions de dollars, ou 10 %, en raison principalement de la croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité. Ce facteur a été neutralisé en partie par la variation de la juste valeur des placements garantissant principalement nos obligations au titre des polices d'assurance vie au Canada, ainsi que par l'incidence du raffermissement du dollar canadien. La variation de la juste valeur des placements a été en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des services bancaires ont diminué de 113 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui reflète principalement une portion des commissions d'interchange liées aux cartes de crédit qui était précédemment inscrite dans les revenus tirés des services bancaires et est comprise dans les opérations de titrisation de prêts sur cartes de crédit et inscrite dans les autres revenus avec prise d'effet en 2010, ainsi que la comptabilisation, en 2009, d'un ajustement favorable relatif à notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement des activités de syndication de prêts et par la hausse des revenus sur cartes de crédit au cours de 2010.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont augmenté de 144 millions de dollars, ou 14 %, en raison essentiellement de l'accroissement des activités de montage de prêts et des activités de fusion et d'acquisition.

Les autres revenus ont progressé de 362 millions de dollars, ou 53 %, en raison essentiellement des gains, comparativement à des pertes en 2009, liés à certains titres disponibles à la vente, des gains découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction dans le secteur Services de soutien généraux, des pertes moins élevées liées aux swaps sur défaillance qui sont comptabilisés à la juste valeur et servent de couverture économique du portefeuille de prêts aux grandes entreprises du secteur Marchés des Capitaux, et de la prise en compte des commissions d'interchange liées aux cartes de crédit dont il est fait mention ci-dessus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des gains liés aux opérations de titrisation au cours de 2010, qui tient au niveau d'opérations de titrisation supérieur au niveau historique constaté en 2009, ainsi qu'à l'accroissement des pertes liées aux activités de financement.

#### **Dotation à la provision pour pertes sur créances**

##### *2011 par rapport à 2010*

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances en 2011 s'est établi à 975 millions de dollars, en baisse de 265 millions, ou 21 %, par rapport à l'exercice précédent. La dotation aux provisions spécifiques

pour pertes sur créances s'est élevée à 973 millions de dollars, en baisse de 261 millions, résultat qui reflète principalement la réduction des dotations liées à nos portefeuilles de prêts commerciaux dans les Antilles et au Canada, la comptabilisation d'une reprise sur provisions pour pertes sur créances au titre du portefeuille de prêts aux grandes entreprises du secteur Marchés des Capitaux alors qu'une dotation à la provision pour pertes sur créances avait été comptabilisée à cet égard à l'exercice précédent, la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit au Canada, et la diminution des dotations au titre de notre portefeuille de prêts aux particuliers non garantis au Canada.

#### 2010 par rapport à 2009

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances en 2010 s'est établi à 1 240 millions de dollars, en baisse de 927 millions par rapport 2009. Ce résultat reflète principalement la réduction des dotations liées à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises. Nous avons comptabilisé une dotation à la provision générale de 6 millions de dollars en 2010, contre une dotation de 251 millions en 2009, reflétant principalement l'amélioration de la qualité du crédit liée à notre portefeuille de prêts de détail au Canada et à nos portefeuilles de prêts de gros.

#### Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

##### 2011 par rapport à 2010

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 186 millions de dollars, ou 5 %, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant principalement nos obligations au titre des polices d'assurance vie au Canada, qui est en grande partie compensée dans les revenus, de la réduction des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance et des polices d'assurances automobile et invalidité, ainsi que des ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts découlant de la forte croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité.

##### 2010 par rapport à 2009

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 504 millions de dollars, ou 17 %, résultat qui reflète principalement la hausse des coûts découlant de l'accroissement des volumes dans tous les secteurs d'activité, facteur neutralisé en partie par la variation de la juste valeur des placements garantissant principalement nos obligations au titre des polices d'assurance vie au Canada. La hausse des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance découlant de la variation de la juste valeur des placements a été en grande partie compensée dans les revenus.

#### Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)	2011	2010	2009
Salaires	4 072 \$	3 777 \$	3 817 \$
Rémunération variable	3 300	3 335	3 505
Avantages sociaux	1 398	1 132	1 085
Rémunération à base d'actions	188	186	73
Ressources humaines	8 958 \$	8 430 \$	8 480 \$
Matériel	1 011	944	958
Frais d'occupation	1 027	960	934
Communications	745	750	686
Services professionnels et autres services externes	951	850	767
Autres charges	1 761	1 535	1 611
<b>Frais autres que d'intérêt</b>	<b>14 453 \$</b>	<b>13 469 \$</b>	<b>13 436 \$</b>

##### 2011 par rapport à 2010

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 984 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris des initiatives liées à nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, de l'acquisition de BlueBay et de l'accroissement de l'effectif dans la plupart des secteurs d'exploitation. L'augmentation est aussi imputable aux investissements dans les infrastructures du secteur Marchés des Capitaux, à la hausse de la charge de retraite découlant en grande partie du taux d'actualisation considérablement moins élevé utilisé pour évaluer le passif lié aux régimes de retraite, de la hausse de la rémunération variable du secteur Gestion de patrimoine tenant à l'augmentation des revenus basés sur les commissions, ainsi que de la hausse des honoraires et des pertes diverses. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la rémunération variable du secteur Marchés des Capitaux reflétant les résultats à la baisse tirés des activités de négociation au deuxième semestre, ainsi que par

l'incidence du raffermissement du dollar canadien, qui a entraîné une réduction d'environ 235 millions de dollars des frais autres que d'intérêt.

##### 2010 par rapport à 2009

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 33 millions de dollars, en raison essentiellement de l'augmentation des coûts à l'appui de la croissance de nos activités, de l'accroissement des coûts de marketing découlant principalement de notre commandite des Jeux olympiques en 2010, de l'augmentation des honoraires et de la hausse de la rémunération variable reflétant en partie l'augmentation de la juste valeur de notre passif au titre du régime de rémunération à base d'actions du secteur Gestion de patrimoine aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien, qui a donné lieu à une baisse d'environ 580 millions de dollars des frais autres que d'intérêt. La réduction de la rémunération variable reflétant les résultats à la baisse tirés des activités de négociation et l'attention que nous prêtons à la gestion des coûts ont également effacé l'augmentation.

#### Impôts

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2011	2010	2009
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	<b>1 888 \$</b>	<b>1 996 \$</b>	<b>2 015 \$</b>
<b>Autres taxes</b>			
Taxe sur les produits et services et taxes de vente	338 \$	250 \$	180 \$
Cotisations sociales	354	317	318
Taxes sur le capital	74	133	159
Taxes foncières	109	105	103
Taxes sur les primes d'assurance	49	46	42
Taxes d'affaires	16	9	16
	<b>940 \$</b>	<b>860 \$</b>	<b>818 \$</b>
<b>Total des impôts sur les bénéfices et des autres taxes</b>	<b>2 828 \$</b>	<b>2 856 \$</b>	<b>2 833 \$</b>
<b>Bénéfice net lié aux activités poursuivies avant impôts</b>	<b>8 642 \$</b>	<b>7 827 \$</b>	<b>7 796 \$</b>
<b>Taux d'imposition effectif sur les bénéfices liés aux activités poursuivies</b>	<b>21,8 %</b>	<b>25,5 %</b>	<b>25,8 %</b>
<b>Taux d'imposition effectif total (1)</b>	<b>29,5 %</b>	<b>32,9 %</b>	<b>32,9 %</b>

(1) Total de la charge d'impôts et des autres taxes en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts et les autres taxes.

Nos activités sont assujetties à différents impôts et autres taxes, notamment les impôts sur les bénéfices et sur le capital levés par les gouvernements fédéral et provinciaux au Canada, et les impôts sur les bénéfices levés par les gouvernements des pays étrangers où nous exerçons nos activités. Des taxes sont également levées sur les dépenses et les fournitures liées au soutien de nos activités.

##### 2011 par rapport à 2010

La charge d'impôts a diminué de 108 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent, malgré une hausse du bénéfice avant impôts en 2011. Le taux d'imposition effectif s'est élevé à 21,8 %, en baisse de 3,7 % par rapport à 25,5 % à l'exercice précédent, résultat qui découle essentiellement de la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes et des ajustements plus favorables visant les impôts comptabilisés en 2011.

Les autres taxes se sont accrues de 80 millions de dollars par rapport à 2010, en raison de l'incidence, pour l'exercice complet, de l'entrée en vigueur de la taxe de vente harmonisée (TVH) en Ontario et en Colombie-Britannique le 1<sup>er</sup> juillet 2010, et de la hausse des cotisations sociales. Cette augmentation a été neutralisée en partie par la diminution des impôts sur le capital reflétant la réduction des taux d'impôt sur le capital. Outre la charge d'impôts et les autres taxes comptabilisées dans nos états consolidés des résultats, nous avons comptabilisé des impôts sur les bénéfices de 461 millions de dollars en 2011 (685 millions en 2010) au titre des capitaux propres, soit une baisse de 224 millions qui tient essentiellement à la réduction des gains de change non réalisés, déduction faite des couvertures, et aux pertes non réalisées liées à notre portefeuille de titres disponibles à la vente, déduction faite des gains à la hausse sur les dérivés désignés comme des couvertures des flux de trésorerie.

##### 2010 par rapport à 2009

La charge d'impôts a diminué de 19 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à 2009, en dépit de la hausse du bénéfice avant impôts



comptabilisée en 2010. Le taux d'imposition effectif s'est élevé à 25,5 %, en baisse de 0,3 % par rapport à 25,8 % en 2009, résultat qui tient principalement à la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes, déduction faite des autres ajustements visant les impôts.

Les autres taxes ont augmenté de 42 millions de dollars par rapport à 2009, en grande partie en raison de l'entrée en vigueur de la TVH, ainsi

que du règlement favorable d'une vérification fiscale portant sur les biens et services en 2009, facteurs neutralisés en partie par la diminution de l'impôt sur le capital reflétant la réduction des taux d'impôt sur le capital.

## Résultats des secteurs d'exploitation

Résultats par secteur d'exploitation								Tableau 9	
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2011							2010	2009
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total	Total	Total
Revenu net d'intérêt	7 922 \$	368 \$	– \$	620 \$	2 620 \$	(930)\$	10 600 \$	10 338 \$	10 705 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 251	4 339	4 484	934	3 311	511	16 830	15 744	15 736
<b>Total des revenus</b>	<b>11 173 \$</b>	<b>4 707 \$</b>	<b>4 484 \$</b>	<b>1 554 \$</b>	<b>5 931 \$</b>	<b>(419)\$</b>	<b>27 430 \$</b>	<b>26 082 \$</b>	<b>26 441 \$</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	980	–	–	91	(20)	(76)	975	1 240	2 167
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	3 360	–	–	–	3 360	3 546	3 042
Frais autres que d'intérêt	5 342	3 589	504	1 250	3 696	72	14 453	13 469	13 436
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	4 851 \$	1 118 \$	620 \$	213 \$	2 255 \$	(415)\$	8 642 \$	7 827 \$	7 796 \$
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	3 492 \$	809 \$	601 \$	173 \$	1 575 \$	– \$	6 650 \$	5 732 \$	5 681 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	–	–	–	–	(1 798)	(509)	(1 823)
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>3 492 \$</b>	<b>809 \$</b>	<b>601 \$</b>	<b>173 \$</b>	<b>1 575 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>4 852 \$</b>	<b>5 223 \$</b>	<b>3 858 \$</b>
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	32,7 %	15,3 %	33,4 %	4,5 %	16,0 %	n.s.	12,9 %	14,9 %	11,9 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies	–	–	–	–	–	–	18,0 %	16,5 %	17,9 %
Rendement du capital de risque	40,9 %	57,5 %	36,2 %	10,7 %	17,8 %	n.s.	19,0 %	25,4 %	19,5 %
Rendement du capital de risque lié aux activités poursuivies	–	–	–	–	–	–	28,9 %	31,5 %	33,2 %
<b>Moyenne de l'actif</b>	<b>295 900 \$</b>	<b>21 000 \$</b>	<b>10 600 \$</b>	<b>26 600 \$</b>	<b>369 400 \$</b>	<b>(13 200)\$</b>	<b>740 400 \$</b>	<b>683 000 \$</b>	<b>695 300 \$</b>

(1) Le revenu net d'intérêt, le total des revenus et le bénéfice net avant impôts du secteur Marchés des Capitaux sont majorés au montant imposable équivalent. La majoration au montant imposable équivalent est éliminée dans le secteur Services de soutien généraux. D'autres précisions sont fournies à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

## Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

Notre cadre d'information de gestion vise à évaluer le rendement de chacun de nos secteurs d'exploitation comme si ceux-ci exerçaient leurs activités sur une base autonome et il reflète la façon dont nous gérons nos secteurs d'exploitation. Cette démarche vise à s'assurer que les résultats de nos secteurs d'exploitation comprennent tous les revenus et toutes les charges pertinents qui sont liés à la conduite des activités des secteurs et elle reflète la perception qu'a la direction à l'égard de ces résultats.

Les aspects importants concernant la gestion de nos secteurs d'exploitation et la présentation de l'information sectorielle sont les suivants :

- Les résultats déclarés du secteur Services bancaires canadiens tiennent compte des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés canadiens ainsi que des montants connexes au titre des revenus et de la provision spécifique pour pertes sur créances.
- Les résultats déclarés du secteur Gestion de patrimoine comprennent des données libellées en dollars américains, puisque nous examinons et gérons dans une large mesure les résultats de certains secteurs d'activité en fonction des montants libellés en dollars américains.
- Les résultats déclarés du secteur Assurances tiennent compte de la variation de la juste valeur des placements garantissant principalement nos obligations liées aux polices d'assurance vie au Canada constatés dans les revenus, laquelle est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.
- Les résultats déclarés du secteur Marchés des Capitaux sont majorés au montant imposable équivalent, ce qui signifie que le revenu net d'intérêt provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) est majoré au montant imposable équivalent, et un montant compensatoire correspondant est constaté dans la charge d'impôts. Nous comptabilisons l'élimination des résultats majorés au montant imposable équivalent dans le secteur Services de soutien généraux.

Nous estimons qu'il est utile d'effectuer ces majorations afin de refléter la façon dont le secteur Marchés des Capitaux gère ses activités, car ces majorations accroissent la comparabilité des revenus et des ratios connexes concernant les revenus imposables et nos principales sources qui présentent un avantage sur le plan fiscal. Il se pourrait toutefois que les majorations au montant imposable équivalent et les mesures ne soient pas comparables à des mesures analogues prévues par les PCGR ou à des majorations semblables présentées par d'autres institutions financières.

- Les résultats du secteur Services de soutien généraux comprennent les résultats de toutes les activités mises en œuvre au profit de l'organisation qui ne sont pas attribués à nos cinq secteurs d'exploitation, notamment la volatilité liée aux activités de trésorerie, la titrisation ainsi que les charges nettes liées au capital non attribué.
- Des provisions spécifiques sont comptabilisées afin de constater les pertes estimatives sur nos prêts classés à titre de prêts douteux. La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances est prise en compte dans les résultats de chaque secteur d'exploitation, de manière à refléter les charges pertinentes liées à la conduite des activités de chacun de ces secteurs d'exploitation. Une provision générale est établie afin de couvrir les pertes sur créances estimatives à l'égard de nos portefeuilles de prêts qui n'ont pas encore été précisément désignés comme douteux. Les variations de la provision générale sont prises en compte dans le secteur Services de soutien généraux, car la Gestion des risques du Groupe exerce précisément un contrôle sur cette provision en assurant la surveillance et le suivi des divers portefeuilles de prêts au sein de l'entreprise.

### Principales méthodes

Les informations suivantes mettent en évidence les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion. La direction revoit régulièrement ces méthodes et ces hypothèses afin de s'assurer de leur validité.

### *Attribution des charges*

Afin de nous assurer que les résultats de nos secteurs d'exploitation comprennent les charges liées à la conduite de leurs activités, nous ventilons les coûts engagés ou les services fournis par les groupes Technologie et Exploitation et Fonctions, lorsque ceux-ci ont été engagés ou fournis. En ce qui concerne les autres coûts qui ne sont pas directement imputables à nos secteurs d'exploitation, y compris les coûts indirects et les autres charges indirectes, nous utilisons notre cadre d'information de gestion pour attribuer ces coûts à chaque secteur d'exploitation d'une manière qui reflète les avantages sous-jacents.

### *Attribution du capital*

Notre cadre d'information de gestion sert également à déterminer l'attribution du capital à nos secteurs d'exploitation, d'une manière visant à mesurer de façon constante les coûts économiques et à les aligner sur les avantages et risques sous-jacents liés aux activités de chaque secteur d'exploitation. Le montant de capital attribué à chaque secteur d'exploitation constitue le capital attribué. Le capital non attribué, de même que les charges nettes connexes, est présenté dans le secteur Services de soutien généraux. Pour de plus amples renseignements à ce sujet, se reporter à la rubrique Gestion du capital.

Le 1<sup>er</sup> novembre 2010, nous avons révisé notre méthode d'attribution du capital économique de façon prospective de manière à refléter une attribution proportionnelle aux secteurs d'exploitation de capital non attribué précédemment. La méthode d'attribution révisée assure une plus grande concordance de nos processus d'attribution du capital et des nouvelles exigences accrues de l'accord de Bâle III visant le capital.

### *Prix de cession interne des fonds*

Une méthode d'établissement des prix de cession interne des fonds sert à attribuer à chaque secteur d'exploitation les intérêts créditeurs et les intérêts débiteurs liés à chaque produit. Ce processus d'attribution tient compte des risques de taux d'intérêt, d'illiquidité et de financement de chacun de nos secteurs d'exploitation ainsi que des exigences réglementaires auxquelles ceux-ci doivent se conformer. Nous basons le prix de cession interne sur les coûts de marché externes, et chaque secteur d'exploitation assume intégralement les coûts liés à l'exploitation de ses activités. Sous réserve de l'approbation de la direction, il se pourrait que nos secteurs d'exploitation demeurent exposés à certains risques de taux d'intérêt liés au cours normal des activités.

### *Marge nette d'intérêt*

Nous déclarons une marge nette d'intérêt pour le secteur Services bancaires canadiens selon la moyenne des actifs produits comprenant seulement les actifs qui entraînent un revenu net d'intérêt, y compris les dépôts à d'autres banques, certains titres et des prêts.

### **Changements effectués en 2011**

Nous décrivons ci-après les principaux changements apportés à nos secteurs d'exploitation au cours de 2011. Sauf indication contraire, les chiffres correspondants ont été révisés et cette révision n'a eu aucune incidence sur nos résultats consolidés.

## **Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR**

### **Mesures du rendement**

#### **Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque**

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres, y compris le bénéfice net, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, tant sur une base consolidée que par secteur, à titre de mesures du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque par secteur est considérée comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Le rendement du capital de risque n'a aucune définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

Nos calculs consolidés du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont fondés sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la

Nous avons reclassé certains montants liés aux ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction dans le secteur Marchés des Capitaux, qui étaient présentés au poste Autres, aux revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt, de manière à mieux refléter leur nature.

Nous avons effectué certains changements organisationnels dans le secteur Gestion de patrimoine, afin de mieux assurer la concordance de notre structure d'exploitation et de nos objectifs et d'accélérer la mise en œuvre de notre stratégie aux fins de notre croissance à l'échelle mondiale.

Nous avons réaligné les unités d'exploitation du secteur Marchés des Capitaux afin de mieux refléter la façon dont nous gérons nos secteurs. Se reporter à la rubrique Marchés des Capitaux pour une description de nos secteurs d'activité.

Par suite du classement de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis dans les activités abandonnées, le secteur Services bancaires internationaux comprend les services bancaires dans les Antilles, RBC Dexia Investor Services, une coentreprise dans laquelle nous détenons une participation de 50 %, et certains services bancaires aux États-Unis, y compris nos services bancaires transfrontaliers existants.

Par suite du classement de la vente de Liberty Life dans les activités abandonnées, le secteur Assurances est présenté dans les activités poursuivies et il a été restructuré en deux secteurs d'activité, soit le secteur Assurances – Canada et le secteur Assurances et autres activités – International. Les services d'assurance voyage aux États-Unis sont compris dans le secteur Assurances – Canada.

Pour plus de détails sur la vente annoncée de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis et sur la vente de Liberty Life, se reporter aux notes 11 et 31 de nos états financiers consolidés annuels.

### **Information sur les opérations de titrisation**

Les gains ou pertes au titre des activités de vente et de couverture liées à la titrisation des prêts hypothécaires canadiens que nous montons et de nos prêts sur cartes de crédit titrisés sont comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux. Les activités de couverture comprennent les variations de l'évaluation à la valeur de marché des instruments connexes et l'amortissement des gains ou pertes sur les couvertures des flux de trésorerie qui ont pris fin précédemment. Étant donné que les opérations de titrisation liées aux prêts hypothécaires canadiens que nous montons et aux prêts sur cartes de crédit sont effectuées à des fins de financement, le secteur Services bancaires canadiens comptabilise les revenus et les pertes liés aux prêts hypothécaires et aux prêts sur cartes de crédit, une écriture compensatoire étant présentée dans les résultats du secteur Services de soutien généraux.

période. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs d'exploitation sont fondés sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par la moyenne du capital attribué pour la période. Pour chaque secteur, la moyenne du capital attribué, ou capital économique, tient compte du capital de risque attribué nécessaire pour soutenir les divers risques, comme il est décrit à la rubrique Gestion du capital, et des montants investis dans l'écart d'acquisition et les actifs incorporels.

Nous utilisons le rendement du capital de risque pour évaluer le rendement du capital investi nécessaire pour soutenir les risques liés aux activités courantes. Nos calculs du rendement du capital de risque se fondent sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le capital de risque attribué (qui exclut l'écart d'acquisition et les actifs incorporels ainsi que le capital non attribué).

L'attribution du capital et du capital de risque suppose le recours à des hypothèses, à des jugements et à des méthodes qui sont régulièrement examinés et révisés par la direction, selon les besoins. Des modifications de ces hypothèses, jugements et méthodes peuvent avoir une incidence importante sur l'information sur le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque par secteur que nous présentons. D'autres sociétés qui présentent des renseignements sur les mesures d'attribution et de rendement connexes semblables peuvent faire appel à d'autres hypothèses, jugements et méthodes.

Le tableau suivant présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque.

Calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque								Tableau 10	
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1)	2011							2010	2009
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	3 417 \$	773 \$	588 \$	149 \$	1 506 \$	(41) \$	4 594 \$	4 965 \$	3 625 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies	3 417	773	588	149	1 506	(41)	6 392	5 474	5 448
Moyenne du capital de risque lié aux activités poursuivies (2)	8 350 \$	1 350 \$	1 600 \$	1 400 \$	8 450 \$	1 000 \$	22 150 \$	17 400 \$	16 400 \$
Ajouter : Écart d'acquisition et capital incorporel	2 100	3 700	150	1 900	950	650	9 450	8 400	8 800
Sous-attribution de capital	—	—	—	—	—	900	900	3 650	600
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités abandonnées							3 050	3 800	4 650
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	10 450 \$	5 050 \$	1 750 \$	3 300 \$	9 400 \$	2 550 \$	35 550 \$	33 250 \$	30 450 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	32,7 %	15,3 %	33,4 %	4,5 %	16,0 %	n.s.	12,9 %	14,9 %	11,9 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies							18,0 %	16,5 %	17,9 %
Rendement du capital de risque	40,9 %	57,5 %	36,2 %	10,7 %	17,8 %	n.s.	19,0 %	25,4 %	19,5 %
Rendement du capital de risque lié aux activités poursuivies							28,9 %	31,5 %	33,2 %

- (1) Les chiffres ayant trait à la moyenne du capital de risque, à l'écart d'acquisition et au capital incorporel ainsi qu'à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque sont fondés sur les soldes réels avant leur arrondissement. Ces montants sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.
- (2) La moyenne du capital de risque comprend le capital de risque lié au risque de crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque opérationnel, au risque commercial et au risque lié aux immobilisations corporelles, ainsi qu'au risque d'assurance. Se reporter à la rubrique Gestion du capital pour plus de détails à ce sujet.
- (3) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué ou de capital économique.
- n.s. non significatif

#### Ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie (base consolidée)

Nous utilisons le ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie ainsi que les ratios de capital réglementaire pour évaluer l'adéquation de nos fonds propres liés aux actions ordinaires. Nous sommes d'avis que le ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie constitue une mesure supplémentaire utile de l'adéquation de nos fonds propres. Ce ratio n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Le tableau suivant illustre le calcul de notre ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie.

Ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie		Tableau 11	
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2011	2010	2009
<b>Capital de première catégorie</b>	<b>35 713 \$</b>	<b>33 972 \$</b>	<b>31 774 \$</b>
Déduire :			
Montant admissible au titre de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales – autres	30	351	353
Instruments de capital innovateurs de première catégorie (1)	2 582	3 327	3 991
Actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif (1)	4 810	4 810	4 811
<b>Capital-actions ordinaire de première catégorie</b>	<b>28 291 \$</b>	<b>25 484 \$</b>	<b>22 619 \$</b>
<b>Actif pondéré en fonction des risques</b>	<b>267 780 \$</b>	<b>260 456 \$</b>	<b>244 837 \$</b>
<b>Ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie</b>	<b>10,6 %</b>	<b>9,8 %</b>	<b>9,2 %</b>

- (1) Déduction faite des actions autodétenues.

#### Valeur intrinsèque

La valeur intrinsèque est une mesure de la valeur procurée aux actionnaires et inhérente au bilan de notre secteur Assurances, compte non tenu de toute valeur associée aux nouveaux contrats futurs. Nous utilisons la variation de la valeur intrinsèque entre les périodes considérées comme une mesure de la valeur créée par le secteur Assurances au cours de l'exercice.

Nous définissons la valeur intrinsèque comme étant la valeur des capitaux propres détenus dans notre secteur Assurances à laquelle s'ajoute la valeur des contrats en vigueur (les polices en vigueur). La valeur des contrats en vigueur correspond à la valeur actualisée du bénéfice futur prévu découlant des contrats en vigueur, déduction faite de la valeur actualisée des capitaux servant à maintenir ces contrats en vigueur. Elle est calculée à l'aide de taux d'actualisation conformes à ceux d'autres sociétés d'assurances. Les capitaux requis sont déterminés selon les exigences des pays où nous exerçons nos activités.

Les principaux facteurs qui influent sur la variation de la valeur intrinsèque d'une période à l'autre sont les nouvelles ventes, le rendement des placements, les résultats au chapitre des sinistres et des provisions techniques, les modifications apportées aux hypothèses actuarielles, les fluctuations des taux de change et les variations des capitaux propres découlant des transferts de capital.

La valeur intrinsèque n'a aucune définition normalisée en vertu des PCGR et pourrait ne pas être comparable directement à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Étant donné que cette mesure s'applique uniquement à notre secteur Assurances et que des taux d'actualisation servent à calculer la valeur actualisée du bénéfice futur prévu et des capitaux servant à maintenir les contrats en vigueur, il n'y a pas lieu d'effectuer un rapprochement avec l'information présentée dans les états financiers.

#### Mesures hors PCGR

##### Bénéfice économique lié aux activités poursuivies

Le bénéfice économique représente le bénéfice net lié aux activités poursuivies à l'exclusion de l'incidence après impôts de l'amortissement des autres actifs incorporels, moins une charge de capital liée à l'utilisation du capital attribué. Il permet d'évaluer le rendement généré par nos secteurs d'exploitation en sus de notre coût des capitaux, ce qui

permet ainsi aux utilisateurs de l'information financière de connaître les contributions relatives à la valeur pour l'actionnaire. Le bénéfice économique est une mesure hors PCGR qui n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire du bénéfice économique lié aux activités poursuivies.

Bénéfice économique lié aux activités poursuivies							Tableau 12		
(en millions de dollars canadiens)	2011						2010	2009	
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	3 492 \$	809 \$	601 \$	173 \$	1 575 \$	– \$	6 650 \$	5 732 \$	5 681 \$
Incidence après impôts de l'amortissement des autres actifs incorporels	–	68	–	49	4	2	123	128	142
Bénéfice net en espèces	3 492 \$	877 \$	601 \$	222 \$	1 579 \$	2 \$	6 773 \$	5 860 \$	5 823 \$
Charge de capital	(1 129)	(546)	(191)	(356)	(1 017)	(243)	(3 482)	(3 318)	(3 046)
Bénéfice (perte) économique lié(e) aux activités poursuivies	2 363 \$	331 \$	410 \$	(134)\$	562 \$	(241)\$	3 291 \$	2 542 \$	2 777 \$

#### Résultats excluant les ajustements concernant le secteur Gestion de patrimoine

Les résultats du secteur Gestion de patrimoine ont été touchés par certains ajustements illustrés dans le tableau ci-dessous. Selon nous, le fait de ne pas tenir compte de ces ajustements constitue une mesure plus représentative des résultats tirés de l'exploitation courante des activités,

ce qui permettra au lecteur de mieux comprendre le point de vue de la direction sur notre performance pour l'exercice terminé le 31 octobre 2011, par rapport à l'exercice précédent. Ces mesures sont hors PCGR, elles n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et elles pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

Gestion de patrimoine – mesures d'ajustement non définies par les PCGR							Tableau 13	
(en millions de dollars canadiens)	Ajustements 2011				Ajustements 2010			
	Données présentées	Passif au titre de la rémunération reportée (1)	Ajustement lié à la comptabilisation de l'impôt	Données ajustées	Données présentées	Ajustement lié à la comptabilisation de l'impôt	Données ajustées	
Bénéfice net avant impôts	1 118 \$	(73)\$	– \$	1 045 \$	890 \$	– \$	890 \$	
Impôts sur les bénéfices	309	(24)	13	298	221	44	265	
Bénéfice net (perte nette)	809 \$	(49)\$	(13) \$	747 \$	669 \$	(44)\$	625 \$	

(1) Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 69 millions de dollars, et les revenus autres que d'intérêt ont augmenté de 4 millions.

### Services bancaires canadiens

Les Services bancaires canadiens se composent de nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises au pays et de certains services de placement s'adressant aux épargnants, et ils sont divisés en trois secteurs d'activité, à savoir Particuliers clients, Services financiers à l'entreprise et Solutions cartes et paiements. Les Services bancaires canadiens fournissent un vaste éventail de produits et services financiers à plus de 11 millions de particuliers et d'entreprises clients par l'intermédiaire de nos vastes réseaux de succursales, de guichets automatiques bancaires (GAB), de services en ligne et de services bancaires par téléphone, ainsi que par l'intermédiaire d'une grande équipe de vente interne. Les services bancaires dans le secteur des services financiers au Canada sont offerts par des banques de l'annexe I, par des sociétés de fiducie indépendantes, ainsi que par des banques étrangères et des coopératives d'épargne et de crédit et des caisses populaires. Malgré ce contexte concurrentiel, nous sommes un chef de file au chapitre des parts de marché en ce qui concerne la plupart des produits financiers de détail et nous possédons le plus important réseau de succursales, le plus grand nombre de GAB et le plus vaste réseau de ventes hors succursale au Canada.

#### Revue économique et revue des marchés

Au cours de l'exercice, l'économie canadienne a affiché une croissance modérée alimentée par les dépenses des entreprises et la stabilité du marché du travail. Ces facteurs, conjugués à de faibles taux d'intérêt, se sont traduits par d'importantes activités sur le marché de l'habitation et par une hausse modeste des dépenses de consommation, lesquelles ont donné lieu à une solide croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens. Les conditions liées au crédit sont demeurées stables tout au long de l'année, ce qui s'est traduit par une amélioration des taux de pertes sur créances liées aux portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises.

#### Bilan de l'exercice

- Nous sommes la première banque canadienne à avoir lancé des applications bancaires mobiles pleinement intégrées pour les appareils BlackBerry<sup>MD</sup>, iPhone<sup>MD</sup> et Android, grâce auxquelles nos clients peuvent accéder à une gamme complète de services, y compris les services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

- Nous continuons d'ouvrir de nouvelles succursales et d'investir dans notre nouveau concept de succursale de services de détail. Cette succursale comprend des aires aménagées aux fins des activités de marchandisage et dispose de technologies numériques interactives qui modifient et simplifient l'expérience client.
- Nous avons accru les jours et les heures d'ouverture de plus de 70 % de nos succursales et nous nous classons au deuxième rang en ce qui concerne le nombre moyen d'heures d'ouverture hebdomadaires au Canada.
- Nous occupons le premier rang au sein des banques canadiennes en matière de croissance générale des volumes, grâce au lancement de produits novateurs, à l'élargissement de nos réseaux de distribution et à nos campagnes de marketing fructueuses.

#### Perspectives et priorités

Bien que nous prévoyions une croissance continue des volumes liés à la plupart de nos produits, nous nous attendons à une croissance plus faible des activités de financement aux fins d'accession à la propriété et des prêts aux particuliers, en raison de la réduction des activités sur le marché de l'habitation, de l'intensification de la concurrence et de la hausse des ratios d'endettement des consommateurs. La croissance des dépôts demeurera probablement élevée, et nous prévoyons une augmentation des prêts aux entreprises en raison de l'accroissement des dépenses en immobilisations des entreprises. La marge nette d'intérêt continuera probablement de subir les contrecoups du maintien de faibles taux d'intérêt et des pressions concurrentielles. Pour plus de détails sur notre examen de la conjoncture générale et sur nos perspectives, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives.

#### Principales priorités stratégiques pour 2012

- Nous comptons continuer à fournir une expérience client supérieure ainsi que des conseils qui nous permettront d'enregistrer une croissance marquée des volumes au sein de l'industrie.
- Nous comptons continuer à simplifier nos processus de bout en bout de manière à réduire leur complexité et à accroître l'efficacité.
- Nous comptons favoriser la collaboration et la convergence de l'effectif et des canaux afin d'accroître l'engagement et la productivité des membres du personnel et de renforcer nos capacités de distribution.

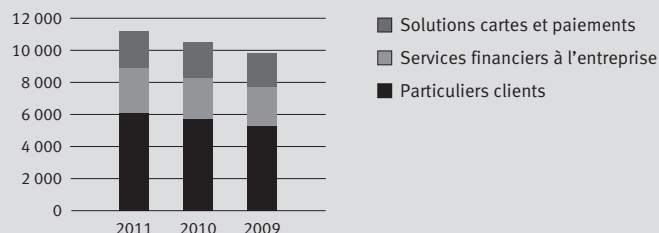
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages)	2011	2010	2009
Revenu net d'intérêt	7 922 \$	7 488 \$	6 947 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 251	3 067	2 943
<b>Total des revenus</b>	<b>11 173 \$</b>	<b>10 555 \$</b>	<b>9 890 \$</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	980 \$	1 191 \$	1 275 \$
Frais autres que d'intérêt	5 342	4 995	4 729
<b>Bénéfice net avant impôts</b>	<b>4 851 \$</b>	<b>4 369 \$</b>	<b>3 886 \$</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>3 492 \$</b>	<b>3 044 \$</b>	<b>2 663 \$</b>
<b>Principaux ratios</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	32,7 %	35,6 %	35,9 %
Rendement du capital de risque	40,9 %	46,9 %	48,4 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,76 %	2,75 %	2,76 %
Levier d'exploitation	(1,1)%	1,1 %	3,8 %
<b>Principales données moyennes figurant au bilan</b>			
Total de l'actif (2)	295 900 \$	279 900 \$	258 900 \$
Total des actifs productifs (2)	287 300	272 100	251 600
Prêts et acceptations (2)	287 500	269 500	249 600
Dépôts	208 600	191 400	176 000
Capital attribué	10 450	8 350	7 250
Capital de risque	8 350	6 350	5 400
<b>Autres renseignements</b>			
Biens administrés	158 000 \$	148 200 \$	133 800 \$
Nombre d'employés (équivalent de travail à temps plein) (3)	31 607	31 900	31 847
<b>Information relative au crédit</b>			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,44 %	0,52 %	0,50 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,34 %	0,44 %	0,51 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne des actifs productifs.

(2) Comprend la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour l'exercice, laquelle s'est établie à 42 milliards de dollars et à 4 milliards, respectivement (37 milliards et 3 milliards en 2010; 37 milliards et 4 milliards en 2009).

(3) Les nombres d'employés à temps plein ont été retraités pour comptabiliser le transfert des activités du secteur Services bancaires canadiens, qui sont passées des Services de soutien généraux aux Services bancaires canadiens en 2011.

### Revenus par secteur d'activité (en millions de dollars canadiens)



### Rendement financier

#### 2011 par rapport à 2010

Le bénéfice net a augmenté de 448 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la forte croissance des volumes dans la plupart des secteurs d'activité et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement des coûts liés à l'effectif, y compris la charge de retraite.

Le total des revenus s'est accru de 618 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète essentiellement la croissance soutenue des volumes liés aux activités de financement aux fins d'accession à la propriété, aux prêts aux particuliers et aux dépôts des particuliers. La hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement reflétant principalement les ventes nettes de fonds à long terme et l'accroissement des volumes de transactions sur cartes de crédit ont également contribué au résultat à la hausse.

La marge nette d'intérêt est demeurée relativement inchangée par rapport à l'exercice précédent, car l'incidence favorable des modifications apportées à notre gamme de produits a été en grande partie neutralisée par l'intensification de la concurrence au chapitre des taux relatifs aux prêts hypothécaires.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 211 millions de dollars, ou 18 %, en raison principalement de la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit reflétant le nombre moins élevé de faillites, et de la diminution des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts aux particuliers non garantis. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 347 millions de dollars, ou 7 %, en raison de l'accroissement des coûts liés à l'effectif,

y compris la charge de retraite attribuable à une baisse significative du taux d'actualisation utilisé pour évaluer notre passif au titre des retraites, de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, et de l'incidence de l'entrée en vigueur de la TVH en Ontario et en Colombie-Britannique en juillet 2010.

La moyenne des prêts et des acceptations s'est accrue de 18 milliards de dollars, ou 7 %, résultat qui tient en grande partie à la croissance continue des activités de financement aux fins d'accession à la propriété, des prêts aux particuliers et des prêts aux entreprises. La moyenne des dépôts a progressé de 17 milliards de dollars, ou 9 %, résultat qui reflète la forte croissance des dépôts des particuliers et des dépôts des entreprises.

#### 2010 par rapport à 2009

Le bénéfice net a augmenté de 381 millions de dollars, ou 14 %, par rapport à 2009, ce qui reflète la croissance des revenus dans tous les secteurs d'activité et la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus s'est accru de 665 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à 2009, en raison essentiellement de la solide croissance des volumes liés au financement aux fins d'accession à la propriété et aux produits liés aux dépôts des particuliers, ainsi qu'à la hausse des volumes de transactions sur cartes de crédit. Les frais de placement liés aux fonds communs de placement ont eux aussi augmenté. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la comptabilisation, en 2009, d'un ajustement favorable du passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit.

La marge nette d'intérêt est demeurée inchangée par rapport à 2009, résultat qui reflète le maintien de faibles taux d'intérêt et la hausse des coûts liés à la rupture de contrats hypothécaires, facteurs neutralisés en partie par l'incidence favorable des révisions des taux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 84 millions de dollars, ou 7 %, en raison de la réduction des provisions liées à notre portefeuille de prêts aux entreprises et à nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts aux petites entreprises.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 266 millions de dollars, ou 6 %, en raison de la hausse des charges de retraite, de l'augmentation de la rémunération liée au rendement, de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, de l'accroissement des coûts de marketing, de l'augmentation des frais d'occupation et de l'entrée en vigueur de la TVH en Ontario et en Colombie-Britannique le 1<sup>er</sup> juillet 2010. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'attention que nous continuons de prêter à l'efficacité et par les initiatives visant la réduction des coûts.

Particuliers clients

Le secteur d'activité Particuliers clients vise à répondre aux besoins des particuliers faisant partie de notre clientèle à toutes les étapes de leur vie, en leur offrant un vaste éventail de produits et de services de financement et de placement tels que du financement aux fins d'accession à la propriété, des prêts aux particuliers, des comptes de dépôt, des fonds communs de placement ainsi que des comptes de courtage autogéré, des CPG et des services de gestion privée au Canada. Nous occupons le premier ou le deuxième rang en ce qui concerne nos parts de marché liées à la plupart des produits bancaires aux particuliers et nous possédons le plus vaste réseau de services bancaires de détail au Canada, lequel se compose de 1 214 succursales et de 4 293 GAB.

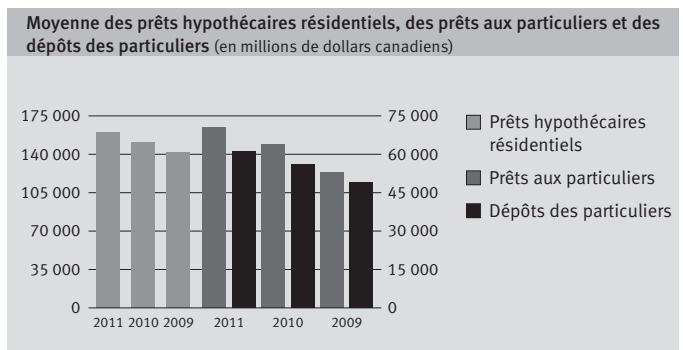
Rendement financier

Le total des revenus a augmenté de 408 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la forte croissance des volumes de prêts hypothécaires résidentiels et des prêts et des dépôts de particuliers. La hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement reflétant en grande partie les ventes nettes de fonds à long terme a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des écarts liés aux prêts hypothécaires résidentiels et aux prêts aux particuliers.

La moyenne des prêts hypothécaires résidentiels a augmenté de 6 % par rapport à l'exercice précédent, en raison du maintien de faibles taux d'intérêt et du solide marché de l'habitation. La moyenne des prêts aux particuliers a augmenté de 11 % par rapport à l'exercice précédent en raison principalement de la forte croissance de nos lignes de crédit garanties. La moyenne des dépôts de particuliers s'est accrue de 9 % par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient au nombre net de nouveaux clients et au fait que les clients ont favorisé les comptes d'épargne et les autres types de dépôts en raison de l'incertitude liée aux marchés financiers mondiaux.

Faits saillants	Tableau 15		
(en millions de dollars canadiens, sauf la rubrique Nombre de)	2011	2010	2009
<b>Total des revenus</b>	<b>6 168 \$</b>	5 760 \$	5 305 \$
<b>Autres renseignements (soldes moyens)</b>			
Prêts hypothécaires résidentiels	159 900	151 000	141 800
Prêts aux particuliers	70 500	63 700	53 000
Dépôts de particuliers	60 900	56 100	49 000
CPG de particuliers	52 700	55 500	58 000
Soldes des fonds communs de placement – succursales (1)	74 500	70 100	63 300
Biens administrés – courtage autogéré (1)	45 500	42 400	35 500
Ouvertures de nouveaux comptes de dépôts (en milliers)	1 158	968	990
<b>Nombre de :</b>			
Succursales	1 214	1 209	1 197
GAB	4 293	4 227	4 214

(1) Représente les soldes au comptant à la fin de l'exercice.



Services financiers à l'entreprise

Les Services financiers à l'entreprise offrent une vaste gamme de produits et services de prêt, de location, de dépôt, de placement, de change, de gestion de la trésorerie et de négociation aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux clients commerciaux et aux clients des secteurs de l'agriculture et du négoce agricole dans l'ensemble du Canada. Notre vaste réseau de services bancaires à l'entreprise se compose de plus de 100 centres bancaires et regroupe plus de 2 000 gestionnaires de comptes commerciaux. Notre engagement ferme envers nos clients nous a permis de nous classer au premier rang en ce qui concerne notre part du marché des prêts aux entreprises et des dépôts des entreprises.

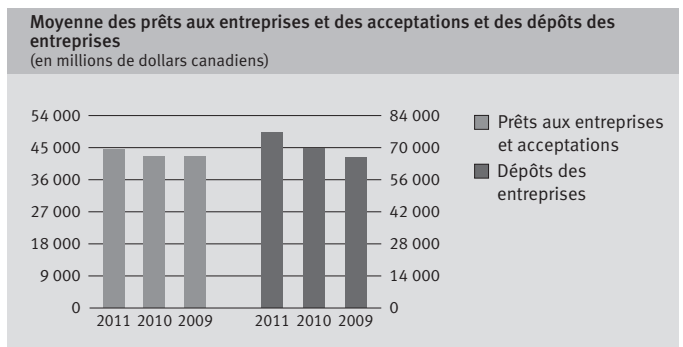
Rendement financier

Le total des revenus a augmenté de 173 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète essentiellement la forte croissance des volumes liés aux dépôts des entreprises et la croissance continue du portefeuille de prêts aux entreprises. La hausse des écarts liés aux dépôts a été neutralisée par la diminution des écarts liés aux prêts.

La moyenne des dépôts des entreprises a augmenté de 10 % par rapport à l'exercice précédent, étant donné que les niveaux de liquidité des entreprises ont continué d'augmenter. La moyenne des prêts a augmenté de 4 % en raison d'une plus forte croissance enregistrée au deuxième semestre de l'exercice.

Faits saillants	Tableau 16		
(en millions de dollars canadiens)	2011	2010	2009
<b>Total des revenus</b>	<b>2 730 \$</b>	2 557 \$	2 457 \$
<b>Autres renseignements (soldes moyens)</b>			
Prêts aux entreprises et acceptations	44 200	42 400	42 400
Dépôts des entreprises (1)	76 500	69 400	65 400

(1) Comprend les soldes des CPG.



Solutions cartes et paiements

Les Solutions cartes et paiements offrent une vaste gamme de cartes de crédit pratiques et personnalisées ainsi que de produits et solutions connexes. Nous avons plus de 5,9 millions de comptes de cartes de crédit et détenons une part de marché au Canada d'environ 21 % en ce qui concerne le volume d'achats par cartes de crédit.

Les activités de ce secteur comprennent également notre participation de 50 % dans Solutions Moneris Inc., la coentreprise de traitement des opérations sur cartes de crédit à l'intention des commerçants formée avec la Banque de Montréal.

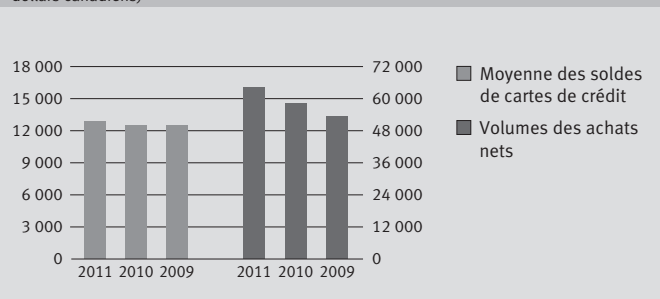
Rendement financier

Le total des revenus a augmenté de 37 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la hausse des volumes de transactions sur cartes de crédit, laquelle a été neutralisée en grande partie par la diminution des écarts découlant des prix promotionnels et par l'incidence des nouveaux règlements visant les cartes de crédit.

La forte croissance des volumes d'achats, qui s'est élevée à 10 %, tient à la hausse générale des dépenses des clients existants et à l'accroissement de notre clientèle. La moyenne des soldes de cartes de crédit a augmenté de 400 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète principalement la solidité de nos activités et de nos marchés de choix.

Faits saillants		Tableau 17		
(en millions de dollars canadiens)	2011	2010	2009	
Total des revenus	2 275 \$	2 238 \$	2 128 \$	
<b>Autres renseignements</b>				
Moyenne des soldes de cartes de crédit	12 900	12 500	12 500	
Volumes des achats nets	64 300	58 400	53 200	

Moyenne des soldes de cartes de crédit et volumes des achats nets (en millions de dollars canadiens)



## Gestion de patrimoine

La Gestion de patrimoine regroupe la Gestion de patrimoine – Canada, la Gestion de patrimoine – États-Unis et International et la Gestion mondiale d'actifs. Ce secteur offre des services aux clients fortunés et aux clients disposant d'un avoir net élevé ou très élevé au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Asie, dans la région composée de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique (EMEA), et en Amérique latine, y compris une gamme complète de solutions de placements, de services de fiducie et d'autres solutions de gestion de patrimoine. Nous offrons également directement aux institutions et aux particuliers faisant partie de notre clientèle des produits et des services de gestion d'actifs, par l'entremise des réseaux de distribution de RBC et de tiers distributeurs. Une analyse du contexte concurrentiel lié à chacun de nos secteurs d'activité est présentée ci-dessous.

### Revue économique et revue des marchés

Au cours du premier semestre, les marchés financiers mondiaux se sont améliorés, situation qui a donné lieu à une hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et des frais de transaction. Cependant, les conditions sur les marchés financiers mondiaux se sont détériorées considérablement au deuxième semestre, en raison de l'incertitude liée au repli de l'économie mondiale et des craintes accrues liées à la crise de l'endettement touchant des États souverains en Europe. Ces conditions incertaines sur les marchés ont eu une incidence défavorable sur nos volumes de transactions, la confiance des investisseurs ayant considérablement diminué, et elles ont donné lieu à une diminution de la valeur des actifs liés aux services tarifés des clients. Le maintien de faibles taux d'intérêt tout au long de l'exercice s'est traduit par une compression des écarts et par la renonciation aux honoraires liés aux fonds du marché monétaire, ce qui a eu des répercussions défavorables sur nos activités.

### Bilan de l'exercice

- Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2010, nous avons restructuré les activités du secteur Gestion de patrimoine de manière qu'elles concordent mieux avec notre structure d'exploitation et avec nos objectifs à long terme, de manière à assurer l'exécution de notre stratégie de croissance à l'échelle mondiale. Nous avons notamment augmenté le nombre d'unités fonctionnelles, le portant de quatre à six; ces unités se composent de quatre unités géographiques offrant des services de gestion de patrimoine (Canada, États-Unis, Royaume-Uni et marchés émergents) et de deux unités offrant des solutions mondiales (Gestion mondiale d'actifs et services fiduciaires mondiaux).
- Le 17 décembre 2010, nous avons fait l'acquisition de BlueBay, une importante société de gestion de fonds de titres à revenu fixe ayant son siège au Royaume-Uni. En avril 2011, BlueBay a élargi son réseau de distribution en Asie et ouvert un bureau à Hong Kong.
- En 2011, nous nous sommes classés parmi les dix principales sociétés de gestion de patrimoine au monde et avons terminé au sixième rang en ce qui concerne les actifs, selon le palmarès Global Private Banking KPI Benchmark 2011 de Scorpio Partnership. Nous nous sommes également classés au premier rang en ce qui concerne notre gestion d'actifs de particulier (fonds à long terme et fonds généraux) et nos services traditionnels liés aux activités de gestion de patrimoine au Canada. Nous avons également reçu de nombreux

prix au Canada, aux États-Unis et à l'échelle internationale, qui reflètent la solidité de notre engagement en matière de service à la clientèle et la solidité de nos solutions, y compris le rendement des placements.

- En septembre 2011, nous avons lancé la marque RBC Gestion de patrimoine à l'échelle mondiale, à l'aide de notre première grande campagne publicitaire mondiale. Cette campagne pluriannuelle, qui fait appel à des publicités imprimées et en ligne, s'adresse aux clients disposant d'un avoir net élevé et à leurs conseillers.

### Perspectives et priorités

Les marchés financiers mondiaux demeureront probablement fragiles à court terme, et leur redressement dépendra des politiques et des décisions fiscales prises pour résoudre la crise de l'endettement touchant des États souverains en Europe, ce qui devrait accroître la confiance des investisseurs à l'égard de l'économie mondiale. La stabilisation progressive des conditions du marché et de la conjoncture économique devrait avoir une incidence favorable sur les volumes de transactions, en raison de la confiance accrue des investisseurs. L'amélioration des conditions du marché devrait également se répercuter de façon favorable sur les actifs liés aux services tarifés des clients, en raison de l'appréciation du capital et des ventes nettes. Nous prévoyons le maintien de faibles taux d'intérêt en 2012, ce qui devrait se traduire par le maintien des renoncements aux honoraires liés aux fonds du marché monétaire aux États-Unis et par la compression continue des écarts. Pour plus de détails sur notre examen de la conjoncture générale et sur nos perspectives, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives.

### Principales priorités stratégiques pour 2012

- Nous comptons poursuivre la mise en place d'une division de gestion mondiale d'actifs de premier rang en tirant parti de nos services géographiques liés au patrimoine.
- Nous comptons concentrer nos efforts sur d'autres activités clés, notamment comme suit : i) accroître notre part de marché, où nous sommes déjà le chef de file, au sein de l'industrie en ce qui concerne les actifs des clients ayant un avoir net élevé au Canada, et accroître notre part de marché en ce qui concerne les clients ayant un avoir net élevé ou très élevé à l'échelle mondiale; ii) améliorer la productivité des conseillers et l'efficacité de nos services aux États-Unis; iii) accroître et améliorer l'efficacité de nos services fiduciaires mondiaux; iv) étendre notre présence géographique de manière à attirer des clients ayant un avoir net élevé ou très élevé au Royaume-Uni et dans les marchés émergents, particulièrement à Hong Kong et à Singapour, ainsi qu'en Amérique latine et dans la région EMEA.
- Nous comptons offrir le meilleur service et le meilleur soutien qui soient à nos professionnels ayant un contact direct avec les clients par l'entremise de nos équipes de soutien mondiales, investir davantage dans les groupes Exploitation et Technologie de manière à assurer l'efficacité de l'exploitation à l'échelle mondiale, tirer parti des capacités des secteurs d'exploitation et de nos capacités à l'échelle de l'entreprise afin d'offrir de la valeur à nos clients, et maintenir une démarche disciplinée en matière de gestion des coûts.

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages)	2011	2010	2009
Revenu net d'intérêt	368 \$	305 \$	397 \$
Revenus autres que d'intérêt			
Revenus tirés des services tarifés	2 821	2 362	2 154
Revenus tirés des transactions et autres revenus	1 518	1 521	1 529
<b>Total des revenus</b>	<b>4 707 \$</b>	<b>4 188 \$</b>	<b>4 080 \$</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	– \$	3 \$	– \$
Frais autres que d'intérêt	3 589	3 295	3 262
<b>Bénéfice net avant impôts</b>	<b>1 118 \$</b>	<b>890 \$</b>	<b>818 \$</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>809 \$</b>	<b>669 \$</b>	<b>583 \$</b>
<b>Principaux ratios</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	15,3 %	17,6 %	14,2 %
Rendement du capital de risque	57,5 %	64,6 %	49,2 %
Marge avant impôts (1)	23,8 %	21,3 %	20,0 %
<b>Principales données moyennes figurant au bilan</b>			
Total de l'actif	21 000 \$	18 400 \$	20 500 \$
Prêts et acceptations	8 200	6 800	5 800
Dépôts	28 200	29 000	31 500
Capital attribué	5 050	3 650	3 900
Capital de risque	1 350	1 000	1 100
<b>Autres renseignements</b>			
Revenus par conseiller (en milliers) (2)	783 \$	703 \$	670 \$
Biens administrés	527 200	521 600	502 300
Biens sous gestion	305 700	261 800	245 700
Moyenne des biens administrés	532 300	505 300	485 300
Moyenne des biens sous gestion	302 800	251 900	232 900
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps) (3)	10 564	10 107	10 225
Nombre de conseillers (4)	4 281	4 188	4 413
<b>Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état des résultats, de la conversion de certaines opérations libellées en dollars américains</b>	<b>2011 par rapport à 2010</b>		
<b>Incidence sur le bénéfice : augmentation (diminution)</b>			
Total des revenus	(95)\$		
Frais autres que d'intérêt	80		
Bénéfice net	(15)		
<b>Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains</b>	<b>6 %</b>		

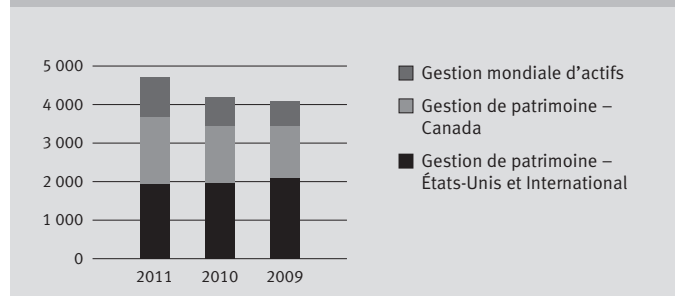
(1) La marge avant impôts s'entend du bénéfice net avant impôts, divisé par le total des revenus.

(2) Comprend les conseillers en placement et les conseillers financiers au sein de nos services de courtage traditionnel au Canada et aux États-Unis.

(3) Le nombre d'employés à temps plein a été retraité pour comptabiliser le transfert des activités du secteur Gestion de patrimoine, qui sont passées du secteur Gestion de patrimoine aux Services de soutien généraux en 2011.

(4) Comprend les conseillers ayant un contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.

#### Revenus par secteur d'activité (en millions de dollars canadiens)



#### Rendement financier

##### 2011 par rapport à 2010

Le bénéfice net a augmenté de 140 millions de dollars, ou 21 %, par rapport à l'exercice précédent. En excluant certains ajustements comptables et fiscaux pour les deux périodes, le bénéfice net s'est établi à 747 millions de dollars, en hausse de 122 millions, ou 20 %, résultat qui tient principalement à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et à l'accroissement des volumes de transactions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Le total des revenus a progressé de 519 millions de dollars, ou 12 %, en raison essentiellement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital, des ventes nettes et de la prise en compte des résultats de BlueBay, une société que nous avons acquise. L'augmentation des volumes de transactions reflétant l'amélioration des conditions du marché et la confiance accrue des investisseurs au premier semestre ont également contribué au résultat à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 294 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui

de la croissance des activités, laquelle reflète en grande partie la prise en compte des résultats de BlueBay, une société que nous avons acquise, et de l'augmentation de la rémunération variable tenant à la hausse des revenus basés sur les commissions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par certains ajustements comptables liés au passif au titre de la rémunération reportée dont il est fait mention précédemment, ainsi que par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Les résultats excluant certains ajustements comptables et fiscaux constituent des mesures hors PCGR. Pour une analyse détaillée et pour un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

##### 2010 par rapport à 2009

Le bénéfice net a augmenté de 86 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à 2009, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et des volumes de transactions, ainsi que des ajustements favorables visant les impôts comptabilisés en 2010. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts et par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Le total des revenus s'est accru de 108 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète essentiellement la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et la hausse des volumes de transactions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien, par la diminution des écarts liés aux dépôts en espèces des clients, et par l'augmentation des renoncations aux honoraires liés principalement aux fonds du marché monétaire aux États-Unis, en raison de la faiblesse continue des taux d'intérêt.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 33 millions de dollars, ou 1 %, en raison principalement de l'augmentation de la rémunération variable découlant de la hausse des revenus basés sur les commissions, ainsi que de la hausse de la juste valeur liée à notre régime de rémunération à base d'actions aux États-Unis. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par l'incidence du raffermissement du dollar canadien et par la reprise de la tranche restante de la provision au titre de l'entente visant le soutien des clients de Ferris, Baker Watts Inc. ayant investi dans le Reserve Primary Fund.



Gestion de patrimoine – Canada

La Gestion de patrimoine – Canada, une maison de courtage de détail traditionnel au Canada, est le chef de file au chapitre des biens administrés. Elle regroupe plus de 1 500 conseillers en placement et fournit des solutions financières complètes élargies aux clients fortunés et à ceux qui disposent d'un avoir net élevé ou très élevé. Nous fournissons par ailleurs des services de gestion discrétionnaire de placements et des services successoraux et fiduciaires à nos clients. À cette fin, nous comptons sur près de 60 conseillers en placement et sur plus de 120 spécialistes des services de fiducie, qui sont répartis dans tous nos bureaux au Canada. Nous fournissons également nos services à des clients à l'échelle internationale grâce à une équipe de plus de 25 banquiers privés situés dans des centres clés au Canada.

Nos concurrents sont les banques et sociétés de fiducie canadiennes, les sociétés de conseils en placement, les services de courtage traditionnels appartenant à des banques et les maisons de courtage spécialisées, ainsi que les sociétés de fonds communs de placement, et les banques de gestion privée mondiales. Au Canada, les sociétés de gestion de patrimoine détenues par des banques continuent d'être des acteurs majeurs.

**Rendement financier**

Les revenus ont augmenté de 222 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes. L'accroissement des volumes de transactions reflétant l'amélioration des conditions du marché et la confiance accrue des investisseurs au premier semestre ont également contribué à l'augmentation.

Les biens administrés se sont accrus de 4 % par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement des ventes nettes et de l'appréciation du capital.

Gestion de patrimoine – États-Unis et International

La Gestion de patrimoine – États-Unis comprend le groupe de services de gestion privée, qui est la sixième maison de courtage traditionnel en importance aux États-Unis et regroupe plus de 2 000 conseillers financiers. Ce secteur d'activité comprend également une division internationale de services de gestion de patrimoine qui offre aux clients des services à l'échelle internationale et qui regroupe plus de 70 conseillers financiers et banquiers privés. De plus, dans le cadre de nos services de correspondants bancaires et de nos services-conseils, nous offrons des services de compensation et d'exécution aux courtiers en valeurs mobilières indépendants de petite et moyenne taille et aux conseillers en placement inscrits. Aux États-Unis, nous exerçons nos activités dans un marché fragmenté où la concurrence est extrêmement vive. On dénombre environ 4 500 courtiers inscrits aux États-Unis, y compris des acteurs indépendants de calibre international et de calibre régional.

La Gestion de patrimoine – International, se compose des services fiduciaires mondiaux, des services de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et des services de gestion de patrimoine sur les marchés émergents. Nous fournissons des services fiduciaires, des services bancaires ainsi que des solutions en matière de crédit et de placement personnalisés et intégrés aux clients qui disposent d'un avoir net élevé ou très élevé et aux grandes entreprises. Notre réseau regroupe plus de 1 500 employés répartis dans 18 pays. À l'échelle internationale, les concurrents comprennent des sociétés de gestion de patrimoine mondiales, des banques de gestion privée traditionnelles étrangères, des sociétés de gestion de patrimoine canadiennes et des fournisseurs américains de services de gestion privée axés sur les placements.

**Rendement financier**

Les revenus ont diminué de 4 millions de dollars. Libellés en dollars américains, les revenus se sont accrus de 98 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, principalement aux États-Unis, laquelle découle des ventes nettes et de l'appréciation du capital.

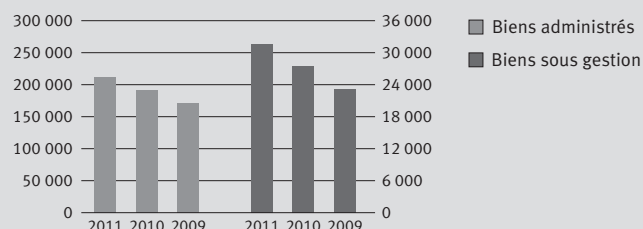
Libellés en dollars américains, les biens administrés se sont accrus de 1 % par rapport à l'exercice précédent.

Faits saillants Tableau 19

(en millions de dollars canadiens)	2011	2010	2009
<b>Total des revenus</b>	<b>1 724 \$</b>	<b>1 502 \$</b>	<b>1 365 \$</b>
<b>Autres renseignements</b>			
Biens administrés	209 700	201 200	182 000
Biens sous gestion	31 700	29 700	25 000
Moyenne des biens administrés	210 900	191 600	170 300
Moyenne des biens sous gestion	31 500	27 400	23 100
Total de l'actif lié aux services tarifés (1)	109 000	102 000	90 000

(1) Les montants des périodes précédentes ont été retraités afin de tenir compte des changements organisationnels effectués ayant pris effet le 1<sup>er</sup> novembre 2010.

Moyenne des biens administrés et des biens sous gestion (1)  
(en millions de dollars canadiens)



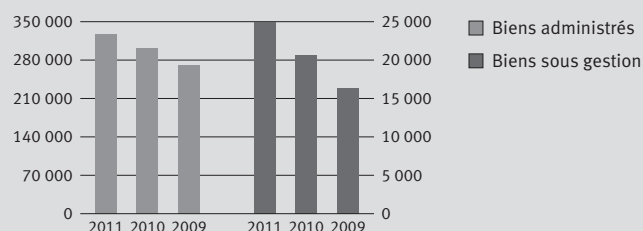
(1) Représente les soldes moyens, qui sont plus représentatifs de l'incidence des soldes des clients sur nos revenus.

Faits saillants Tableau 20

(en millions de dollars canadiens)	2011	2010	2009
<b>Total des revenus</b>	<b>1 945 \$</b>	<b>1 949 \$</b>	<b>2 081 \$</b>
Total des prêts, des garanties et des lettres de crédit (1)			
<b>Autres renseignements (en millions de dollars américains)</b>			
Total des revenus	1 976	1 878	1 794
Total des prêts, des garanties et des lettres de crédit (1)	8 800	7 500	6 400
Total des dépôts (1)	17 400	17 500	18 100
Biens administrés	318 600	314 000	296 000
Biens sous gestion	26 900	22 500	19 500
Moyenne des biens administrés	326 500	300 700	270 200
Moyenne des biens sous gestion	24 900	20 600	16 300
Total de l'actif lié aux services tarifés (2), (3)	66 900	62 900	52 200

- (1) Représente une moyenne calculée à l'aide des méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.
- (2) Représente les montants liés à nos services de gestion de patrimoine aux États-Unis.
- (3) Les montants des périodes précédentes ont été retraités afin de tenir compte des changements organisationnels ayant pris effet le 1<sup>er</sup> novembre 2010.

Moyenne des biens administrés et des biens sous gestion (1)  
(en millions de dollars américains)



(1) Représente les soldes moyens, qui sont plus représentatifs de l'incidence des soldes des clients sur nos revenus.

La Gestion mondiale d'actifs fournit des services et solutions de gestion de placements mondiaux aux investisseurs particuliers et institutionnels au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Asie et dans la région EMEA. Nous fournissons un vaste éventail de services de gestion de placements, y compris des fonds communs de placement, des fonds en gestion commune et des fonds de couverture, des comptes liés aux services tarifés et des portefeuilles gérés séparément. Nous offrons aux clients des services de détail nos solutions de placement soit par l'intermédiaire d'un vaste réseau constitué de nos succursales bancaires, de nos activités de courtage à escompte et traditionnel et de conseillers indépendants, soit directement. Nous fournissons également directement des solutions de placement aux clients institutionnels, y compris des régimes de retraite ainsi que des fonds de dotation et des fondations.

Nous sommes la plus importante société de fonds communs de placement au Canada, notre part de marché au chapitre des biens administrés calculée par l'Institut des fonds d'investissement du Canada étant de 15 %. Au Canada, nous subissons la concurrence des principales banques, compagnies d'assurance et organisations de gestion d'actifs, de même que de sociétés de placement spécialisées. Le secteur canadien de la gestion de fonds est vaste et bien établi, mais constitue un marché qui demeure relativement fragmenté.

Aux États-Unis, nos services de gestion d'actifs visent à fournir des solutions et des services de gestion de placements, principalement aux investisseurs institutionnels; nos concurrents regroupent des sociétés de gestion d'actifs indépendantes, de même que des sociétés qui font partie de banques nationales et internationales, des compagnies d'assurance et des groupes de gestionnaires d'actifs spécialisés.

L'acquisition de BlueBay nous a permis d'accroître notre présence à l'échelle mondiale en accroissant notre gamme de produits et nos capacités en matière de distribution et en nous donnant accès à de nouveaux clients institutionnels et à une nouvelle équipe de vente bénéficiant de relations bien établies au Royaume-Uni, en Europe et au Japon. À l'échelle internationale, nos concurrents regroupent des gestionnaires d'actifs qui font partie de banques internationales, ainsi que des gestionnaires d'actifs spécialisés exerçant leurs activités à l'échelle nationale et régionale, dans les secteurs géographiques où nous offrons des services à nos clients.

**Rendement financier**

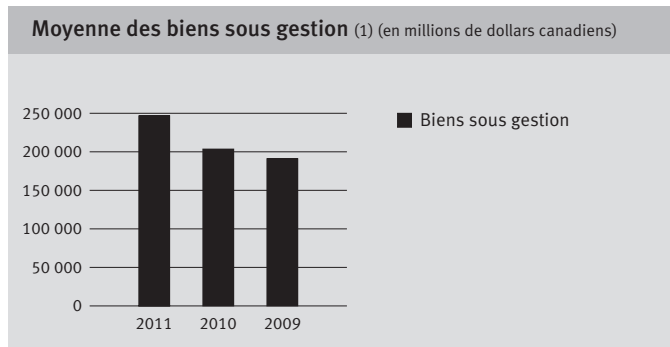
Le total des revenus a augmenté de 301 millions de dollars, ou 41 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse de

la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de la prise en compte de BlueBay, une société que nous avons acquise, ainsi que de l'appréciation du capital et des ventes nettes.

Les biens sous gestion se sont accrûs de 18 % par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la prise en compte des résultats de BlueBay.

Faits saillants	Tableau 21		
(en millions de dollars canadiens)	2011	2010	2009
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>1 038 \$</b>	737 \$	634 \$
<b>Autres renseignements</b>			
Ventes nettes de fonds communs de placement à long terme au Canada (Rachats nets) ventes nettes de fonds communs de placement sur le marché monétaire au Canada	7 300	6 400	2 100
Biens sous gestion	247 200	209 200	199 700
Moyenne des biens sous gestion	246 700	203 000	190 600

(1) Comprend les résultats de BlueBay, présentés avec un décalage de un mois.



(1) Représente les soldes moyens, qui sont plus représentatifs de l'incidence des soldes des clients sur nos revenus.

**Assurances**

Le secteur Assurances regroupe les secteurs d'activité Assurances – Canada et Assurances et autres activités – International. Au Canada, nous offrons nos produits et services par l'entremise de nos propres réseaux, qui ne cessent de croître et qui se composent de succursales de vente au détail d'assurance, de centres d'appels et de notre équipe de vente interne, ainsi que par l'entremise de conseillers indépendants en assurance et d'agences de voyages. À l'extérieur de l'Amérique du Nord, nous exerçons des activités de réassurance à l'échelle mondiale. Une analyse du contexte concurrentiel est présentée dans les rubriques portant sur chacun de nos secteurs d'activité présentées ci-dessous.

Par suite de la réalisation du dessaisissement de Liberty Life le 29 avril 2011, les résultats de Liberty Life pour toutes les périodes précédentes sont désormais classés dans les activités abandonnées. Par conséquent, nous avons également restructuré nos activités en deux secteurs d'activité, soit le secteur Assurances – Canada, et le secteur Assurances et autres activités – International. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Principaux événements de 2011, ainsi qu'aux notes 1, 11 et 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

**Revue économique et revue des marchés**

Les faibles taux d'intérêt continuent de se répercuter sur notre rendement du capital investi. La croissance des volumes des secteurs Assurances – Canada et Assurances – International demeure élevée, malgré l'intensification de la concurrence au chapitre des tarifs liés à nos produits d'assurance IARD.

**Bilan de l'exercice**

- La réforme de l'assurance automobile survenue en Ontario à la fin de 2010 et nos activités au chapitre de la tarification ont donné lieu à l'amélioration prévue des résultats techniques liés à l'assurance automobile.

- Au Canada, nous avons continué d'accroître l'efficacité de notre réseau de distribution au moyen de processus partagés et rationalisés, nous avons solidifié nos relations avec les clients et nous avons simplifié nos processus.
- Nous avons procédé au lancement fructueux de nouveaux produits, notamment une solution d'émission standard garantie, l'assurance vie temporaire Simplifiée et les Rentes immédiates, et nous avons continué d'offrir à nos clients des produits durables qui permettent d'établir des relations.
- À l'échelle internationale, nous avons continué d'élargir nos services de réassurance, et nous avons affiché une solide croissance de nos activités et créé de nouvelles alliances au cours de l'exercice.

**Perspectives et priorités**

Nous prévoyons une croissance continue des volumes tenant à la prestation de nouveaux produits et de produits améliorés axés sur les besoins des clients, principalement par l'entremise de nos propres réseaux en pleine expansion. À cette fin, nous comptons continuer d'élargir et d'améliorer notre réseau de services d'assurance de détail au Canada, de manière que nos clients puissent avoir plus aisément accès à nos services d'assurance. Nous nous attendons à ce que la tendance favorable au chapitre des sinistres liés à l'assurance automobile se maintienne. Pour plus de détails sur notre examen de la conjoncture générale et sur nos perspectives, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives.

**Principales priorités stratégiques pour 2012**

- Nous comptons accroître l'efficacité de nos réseaux de distribution en offrant à nos clients divers produits et services d'assurance, à l'aide de stratégies d'interdistribution fondées sur la prestation de services-conseils.

- Nous comptons solidifier nos relations avec les clients en continuant de leur fournir une gamme complète de produits et services d'assurance conçus en fonction de leurs besoins uniques.
- Nous comptons simplifier nos processus et allons à cette fin améliorer et rationaliser tous nos processus commerciaux afin que

nos clients puissent aisément faire affaire avec nous, tout en gérant nos dépenses avec diligence.

- Nous comptons tirer parti d'occasions dans des marchés à créneau à l'échelle internationale, dans le but d'accroître nos activités de réassurance de base.

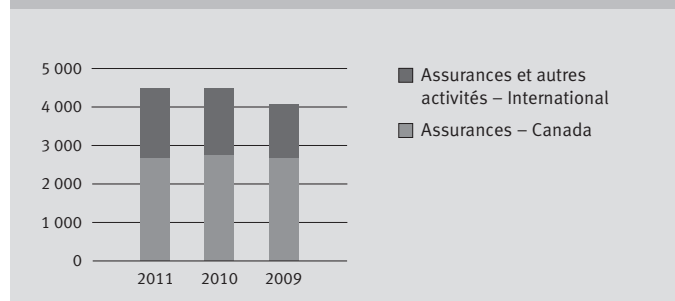
## Faits saillants financiers du secteur Assurances

Tableau 22

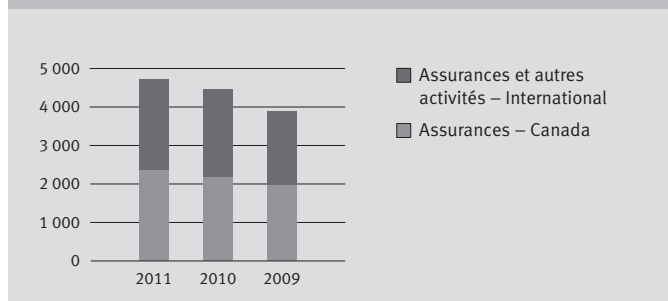
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages)	2011	2010	2009
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>			
Primes acquises, montant net	3 535 \$	3 313 \$	2 882 \$
Revenu de placement (1)	705	928	940
Honoraires	244	248	241
<b>Total des revenus</b>	<b>4 484 \$</b>	<b>4 489 \$</b>	<b>4 063 \$</b>
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	2 759 \$	2 989 \$	2 520 \$
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	601	557	522
Frais autres que d'intérêt	504	468	457
<b>Bénéfice net avant impôts</b>	<b>620 \$</b>	<b>475 \$</b>	<b>564 \$</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>601 \$</b>	<b>491 \$</b>	<b>527 \$</b>
<b>Principaux ratios</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	33,4 %	37,2 %	45,7 %
Rendement du capital de risque	36,2 %	42,7 %	53,9 %
<b>Principales données moyennes figurant au bilan</b>			
Total de l'actif	10 600 \$	9 900 \$	8 500 \$
Capital attribué	1 750	1 300	1 150
Capital de risque	1 600	1 150	950
<b>Autres renseignements</b>			
Primes et dépôts (2)	4 703 \$	4 457 \$	3 880 \$
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	6 875 \$	6 273 \$	5 223 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurance (1)	214	389	458
Valeur intrinsèque (3)	5 482	5 613	5 162
Biens sous gestion	300	300	200
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	2 859	2 724	2 542
<b>Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état des résultats, de la conversion de certaines opérations libellées en dollars américains et en livres sterling</b>	<b>2011 par rapport à 2010</b>		
Incidence sur le bénéfice : augmentation ( <i>diminution</i> )			
Total des revenus	(15)\$		
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	15		
Frais autres que d'intérêt	-		
Bénéfice net	-		
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	6 %		
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	2 %		

- (1) Le revenu de placement peut être assujéti à la volatilité découlant des fluctuations de la juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction. Les placements à l'appui des passifs actuariels sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme détenus à des fins de transaction; par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenu de placement des états consolidés des résultats. Les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions actuarielles, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance.
- (2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.
- (3) Nous définissons la valeur intrinsèque comme étant la somme de la valeur des capitaux propres détenus dans notre secteur Assurances et de la valeur des contrats en vigueur (polices en vigueur). Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

## Revenus par secteur d'activité (en millions de dollars canadiens)



## Primes et dépôts par secteur d'activité (en millions de dollars canadiens)



## Rendement financier

### 2011 par rapport à 2010

Le bénéfice net a augmenté de 110 millions de dollars, ou 22 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la diminution des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance et des polices d'assurances automobile et invalidité, de la forte croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité et des ajustements favorables des provisions techniques. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des gains nets sur placements au cours de l'exercice considéré.

Le total des revenus a diminué de 5 millions de dollars, car la forte croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité a été plus que neutralisée par la variation de la juste valeur des placements garantissant principalement nos obligations au titre des polices d'assurance via au Canada, par la réduction des gains nets sur placements et par l'incidence du raffermissement du dollar canadien. La variation de la juste valeur des placements a été en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 186 millions de dollars, ou 5 %, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur des placements dont il est fait mention ci-dessus, de la réduction des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance et des polices d'assurances automobile et invalidité, ainsi que des ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts découlant de la forte croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 36 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui touche principalement nos activités au Canada, à l'appui de la croissance des activités et des initiatives stratégiques.

Les primes et dépôts ont augmenté de 246 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui reflète la croissance des volumes et le niveau élevé de fidélisation des clients dans tous les secteurs d'activité, principalement en ce qui concerne les activités d'assurance au Canada.

La valeur intrinsèque a diminué de 131 millions de dollars, ou 2 %, en raison surtout du transfert de capitaux de notre secteur Assurances au moyen du paiement de dividendes, facteur neutralisé en partie par la croissance découlant des nouvelles ventes et par les ajustements favorables des provisions techniques. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

#### 2010 par rapport à 2009

Le bénéfice net a diminué de 36 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui tient principalement à la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurances invalidité et automobile ainsi qu'aux résultats techniques défavorables liés aux polices d'assurance vie, facteurs neutralisés en partie par les ajustements favorables des provisions techniques et par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Le total des revenus a augmenté de 426 millions de dollars, ou 10 %, résultat qui reflète essentiellement la croissance des volumes enregistrée dans tous les secteurs d'activité. Ce facteur a été neutralisé en partie par la variation de la juste valeur des placements garantissant principalement nos obligations au titre des polices d'assurance vie au

Canada, ainsi que par l'incidence du raffermissement du dollar canadien. La variation de la juste valeur des placements garantissant principalement nos obligations au titre des polices d'assurance vie au Canada a été en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrus de 504 millions de dollars, ou 17 %, résultat qui reflète principalement la hausse des coûts découlant de la croissance des volumes enregistrée dans tous les secteurs d'activité, l'augmentation des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurances invalidité et automobile, et les résultats techniques défavorables liés aux polices d'assurance vie. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la variation de la juste valeur des placements dont il est fait mention ci-dessus, par l'incidence du raffermissement du dollar canadien, ainsi que par les ajustements favorables des provisions techniques.

Les frais autres que d'intérêt ont progressé de 11 millions de dollars, ou 2 %, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, facteur neutralisé en partie par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

## Analyse des secteurs d'activité

### Assurances – Canada

Nous offrons des produits d'assurances vie, maladie et d'assurance IARD, ainsi que des produits d'accumulation d'actifs à nos clients au Canada qui sont à la recherche d'assurances individuelle ou collective, ainsi que certains produits d'assurance voyage individuelle aux États-Unis. Notre portefeuille d'assurances vie et maladie se compose de produits d'assurance vie universelle, d'assurance contre les maladies graves, d'assurance invalidité et d'assurance soins de longue durée, ainsi que des régimes collectifs d'avantages sociaux. Nous offrons un vaste éventail de produits d'assurance IARD, y compris des assurances habitation, automobile et voyage. Nos produits d'assurance voyage comprennent l'assurance frais médicaux hors province et hors pays ainsi que des produits d'assurances annulation et interruption de voyage.

Au Canada, nous nous mesurons à environ 250 compagnies d'assurance, la plupart de ces compagnies étant spécialisées dans les produits d'assurances vie et maladie ou dans les produits d'assurance IARD. Nous occupons une position de chef de file en ce qui concerne les produits d'assurance voyage, et nous jouissons d'une présence importante sur les marchés des produits d'assurances vie et maladie et d'une présence croissante sur les marchés des produits d'assurances habitation et automobile.

#### Rendement financier

Le total des revenus a diminué de 76 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. La diminution est aussi imputable à la réduction des gains nets sur placements. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des volumes liés à tous les produits.

Les primes et dépôts ont augmenté de 166 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui reflète la croissance des ventes de polices d'assurances habitation, automobile, vie, maladie et d'accumulation d'actifs, ainsi que le maintien d'un taux de fidélisation élevé de la clientèle.

### Assurances et autres activités – International

Le secteur Assurances et autres activités – International se compose principalement de nos activités de réassurance, qui consistent à assurer les risques d'autres compagnies d'assurance et de réassurance. Nous offrons des produits de réassurance en matière d'assurances vie et maladie, d'assurance contre les accidents et d'assurance crédit, ainsi que des produits de réassurance de rentes.

Un petit nombre de grandes sociétés contrôlent le marché mondial de la réassurance, et ces sociétés ont une présence importante aux États-

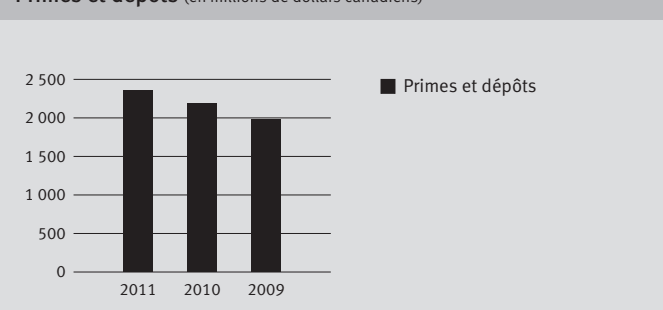
Unis, au Royaume-Uni et dans la zone euro. Le marché de la réassurance est concurrentiel, et les entraves à l'accès à ce marché demeurent élevées.

#### Rendement financier

Le total des revenus a augmenté de 71 millions de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la croissance des volumes, facteur neutralisé en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Faits saillants	Tableau 23		
(en millions de dollars canadiens)	2011	2010	2009
<b>Total des revenus</b>	<b>2 680 \$</b>	<b>2 756 \$</b>	<b>2 664 \$</b>
<b>Autres renseignements</b>			
Primes et dépôts			
Assurances vie et maladie	1 275	1 249	1 210
Assurance IARD	962	859	721
Produits de rente et dépôts des fonds distincts	120	83	46
Variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurance	209	382	452

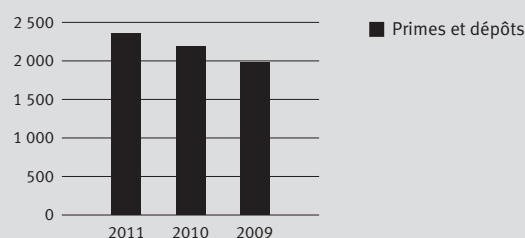
#### Primes et dépôts (en millions de dollars canadiens)



Les primes et dépôts se sont accrûs de 80 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui reflète la croissance des volumes liés à nos principales gammes de produits de réassurance.

Faits saillants	Tableau 24		
(en millions de dollars canadiens)	2011	2010	2009
<b>Total des revenus</b>	<b>1 804 \$</b>	<b>1 733 \$</b>	<b>1 399 \$</b>
<b>Autres renseignements</b>			
Primes et dépôts			
Assurances vie et maladie	1 969	1 895	1 643
Assurance IARD	38	50	41
Produits de rente	339	321	219

Primes et dépôts (en millions de dollars canadiens)



## Services bancaires internationaux

Les Services bancaires internationaux regroupent nos services bancaires et notre coentreprise, RBC Dexia Investor Services (RBC Dexia IS). Les services bancaires comprennent nos services bancaires dans les Antilles, dans le cadre desquels nous offrons un vaste éventail de produits et services financiers aux particuliers, aux entreprises et aux institutions faisant partie de notre clientèle, dans leurs marchés respectifs. Par suite de la vente annoncée de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis, nous avons classé une tranche importante de ces services dans les activités abandonnées. Cependant, nous avons maintenu certains services bancaires aux États-Unis, qui nous permettent de répondre aux besoins de nos clients canadiens aux États-Unis. Les résultats liés à ces services transfrontaliers sont pris en compte dans les activités poursuivies du secteur Services bancaires internationaux. RBC Dexia IS offre des services de garde internationaux aux investisseurs institutionnels à l'échelle mondiale, y compris une gamme de produits intégrés dont il est fait mention ci-dessous. Une analyse du contexte concurrentiel lié à chacun de nos secteurs d'activité est présentée ci-après.

### Revue économique et revue des marchés

La stabilisation des actifs a continué de se traduire par une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos services bancaires. Cependant, la conjoncture économique défavorable a continué d'avoir une incidence défavorable sur nos revenus, en raison d'une compression des écarts et de la diminution des volumes de prêts aux entreprises, ce qui reflète le ralentissement de la reprise économique dans les Antilles.

En ce qui concerne RBC Dexia IS, l'accroissement des activités des clients et l'appréciation du capital attribuables à l'amélioration des conditions du marché au cours du premier semestre de l'exercice se sont traduits par une hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et des volumes de transactions.

### Bilan de l'exercice

- Dans les Antilles, nous avons poursuivi l'intégration de nos activités afin d'établir une plateforme bancaire commune qui nous permettra d'assurer notre croissance et notre expansion dans la région.
- En ce qui concerne RBC Dexia IS, nous avons continué d'améliorer et d'élargir la gamme de produits, de manière à fournir aux clients une expérience intégrée à l'échelle mondiale.

### Perspectives et priorités

Nous nous attendons à ce que le redressement de l'économie dans les Antilles soit graduel et donne lieu à une légère croissance des volumes de prêts. L'amélioration de la qualité du crédit devrait suivre le rythme de la croissance de l'économie. La poursuite de nos activités visant à intégrer nos services bancaires dans les Antilles entraînera une hausse des charges à court terme.

En ce qui concerne RBC Dexia IS, la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients devrait se poursuivre, mais l'incertitude liée aux conditions du marché, particulièrement le marché des actions, pourrait avoir une incidence défavorable sur les volumes de transactions des clients. Bien que la restructuration en cours du groupe Dexia donne lieu à une incertitude pour les clients de RBC Dexia, nous sommes d'avis que RBC Dexia est bien positionnée pour tirer parti des tendances démographiques à long terme, lesquelles laissent prévoir une croissance des services de gestion de patrimoine à l'échelle mondiale. Pour plus de détails sur notre examen de la conjoncture générale et sur nos perspectives, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives.

### Principales priorités stratégiques pour 2012

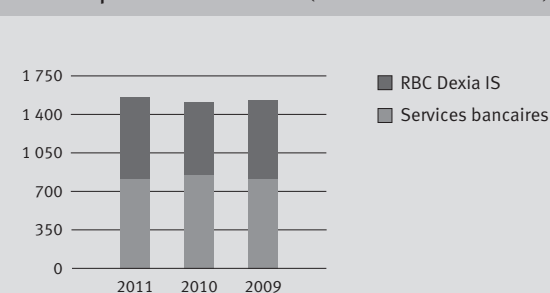
- Nous comptons tirer parti de notre marque et appliquer un modèle d'exploitation unifié dans les Antilles, aux fins de la prestation de services-conseils personnalisés et de manière à continuer de renforcer notre gamme de produits et services tout en accroissant notre part du marché et des principaux segments de clientèle.
- Nous comptons accroître les activités de RBC Dexia IS et modifier nos produits et services, élargir notre vaste présence géographique afin de soutenir nos principaux gestionnaires d'actifs mondiaux, et fournir aux clients une expérience unique et intégrée.
- Nous comptons soutenir notre stratégie de croissance aux États-Unis en assurant le maintien et la croissance de nos services transfrontaliers à valeur élevée et en répondant aux besoins en matière de services bancaires des clients de la Gestion de patrimoine aux États-Unis.

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages)	2011	2010	2009
Revenu net d'intérêt	620 \$	669 \$	803 \$
Revenus autres que d'intérêt	934	834	724
<b>Total des revenus</b>	<b>1 554 \$</b>	<b>1 503 \$</b>	<b>1 527 \$</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	91 \$	142 \$	72 \$
Frais autres que d'intérêt	1 250	1 210	1 281
<b>Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales</b>	<b>213 \$</b>	<b>151 \$</b>	<b>174 \$</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>173 \$</b>	<b>92 \$</b>	<b>123 \$</b>
<b>Principaux ratios</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	4,5 %	2,2 %	3,0 %
Rendement du capital de risque	10,7 %	6,4 %	9,1 %
<b>Principales données moyennes figurant au bilan</b>			
Total de l'actif	26 600 \$	25 600 \$	27 200 \$
Prêts et acceptations	8 200	8 900	9 900
Dépôts	26 400	26 900	29 200
Capital attribué	3 300	3 050	3 250
Capital de risque	1 400	1 050	1 050
<b>Autres renseignements</b>			
Biens administrés (2)	2 752 300 \$	2 787 300 \$	2 492 100 \$
Biens sous gestion (2)	2 700	2 600	3 800
Moyenne des biens administrés	2 832 600	2 552 100	2 332 300
Moyenne des biens sous gestion	2 600	2 800	3 700
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	6 609	6 428	6 491
<b>Information relative au crédit</b>			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	9,58 %	8,19 %	4,49 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	1,11 %	1,59 %	0,72 %
Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état des résultats, de la conversion de certaines opérations libellées en dollars américains, en euros et en dollars de Trinité-et-Tobago	<b>2011 par rapport à 2010</b>		
Incidence sur le bénéfice : augmentation (diminution)			
Total des revenus	(55)\$		
Dotation à la provision pour pertes sur créances	-		
Frais autres que d'intérêt	40		
Bénéfice net	(5)		
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	6 %		
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	2 %		
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars de Trinité-et-Tobago	6 %		

(1) RBTT Financial Group (RBTT) et RBC Dexia IS sont présentés avec un décalage de un mois.

(2) Représente le total des biens administrés et des biens sous gestion de RBTT et le total des biens administrés de RBC Dexia IS, notre coentreprise, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %.

### Revenus par secteur d'activité (en millions de dollars canadiens)



### Rendement financier

#### 2011 par rapport à 2010

Le bénéfice net a augmenté de 81 millions de dollars, ou 88 %, par rapport à l'exercice précédent. Les résultats tirés des services bancaires dans les Antilles reflètent principalement la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et la réduction du taux d'imposition effectif, facteurs neutralisés en partie par la réduction des volumes de prêts aux entreprises et par la compression des écarts. La hausse du bénéfice de RBC Dexia IS tenant principalement à l'accroissement des volumes de transactions et à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients a également contribué à l'augmentation. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de pertes sur nos titres disponibles à la vente liées à nos services bancaires dans les Antilles, lesquelles ont eu une incidence défavorable sur nos résultats de l'exercice précédent.

Le total des revenus s'est accru de 51 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète essentiellement la croissance des activités de RBC Dexia IS et la comptabilisation, à l'exercice précédent, de pertes liées à nos titres disponibles à la vente. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des volumes de prêts aux entreprises et par la compression des écarts liés aux services bancaires dans les Antilles, ainsi que par l'incidence défavorable du raffermisssement du dollar canadien.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 51 millions de dollars, ou 36 %, résultat qui reflète en grande partie la diminution des dotations liées à notre portefeuille de prêts commerciaux dans les Antilles. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 40 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités de RBC Dexia IS, de l'accroissement des dépenses aux fins des initiatives concernant les services bancaires et des coûts liés à l'effectif dans les Antilles. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence du raffermisssement du dollar canadien et par des ajustements comptables et des droits de timbre nets favorables liés aux services bancaires dans les Antilles.

#### 2010 par rapport à 2009

Le bénéfice net a diminué de 31 millions de dollars, ou 25 %, par rapport à 2009, résultat qui reflète essentiellement l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et la hausse des pertes sur nos titres disponibles à la vente dans les Antilles. La diminution est aussi imputable à l'incidence défavorable du raffermisssement du dollar canadien. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la comptabilisation, en 2009, d'une provision de 52 millions de dollars (39 millions après impôts) au titre de la restructuration de certains fonds communs de placement liés à nos services bancaires dans les Antilles, dont une tranche de 11 millions (8 millions après impôts) a fait l'objet d'une reprise en 2010, ainsi que par la hausse du bénéfice de RBC Dexia IS.

Le total des revenus a diminué de 24 millions de dollars, ou 2 %, résultat qui reflète en grande partie l'incidence du raffermisssement du dollar canadien. La diminution tient également à l'augmentation des pertes sur les titres disponibles à la vente liés à nos services bancaires dans les Antilles. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la comptabilisation, en 2009, de la provision au titre de la restructuration de certains fonds communs de placement liés à nos services bancaires dans les Antilles dont il est fait mention ci-dessus, par la hausse des revenus de change dans les Antilles, ainsi que par l'augmentation des revenus de RBC Dexia IS et des revenus tirés des services bancaires de détail aux États-Unis.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accrue de 70 millions de dollars, ou 97 %, en raison principalement de l'augmentation des provisions liées à notre portefeuille de prêts commerciaux dans les Antilles.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 71 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui tient essentiellement à l'incidence du raffermisssement du dollar canadien, facteur neutralisé en partie par des investissements plus importants dans les infrastructures et par la hausse des coûts liés à l'effectif à l'appui des services bancaires dans les Antilles, ainsi que par l'accroissement des charges à l'appui de la croissance des activités de RBC Dexia IS.

Services bancaires

Les Services bancaires regroupent nos activités bancaires, principalement dans les Antilles. Nos services bancaires dans les Antilles se composent d'une gamme complète de produits et services bancaires, ainsi que de services de financement international et de services de promotion commerciale offerts par l'entremise d'un vaste réseau de succursales et de GAB, ainsi que de services bancaires en direct.

Dans les Antilles, nos concurrents sont des banques, des sociétés de fiducie et des sociétés de placement qui offrent leurs services aux épargnants, aux grandes entreprises et aux institutions. Nous nous classons au deuxième rang en ce qui concerne les actifs dans les Antilles anglaises, où nous exploitons un réseau de 123 succursales réparties dans 19 pays de la région.

Nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis comprennent nos services bancaires transfrontaliers qui nous permettent de répondre aux besoins de nos clients canadiens, comme il est fait mention précédemment.

Rendement financier

Le total des revenus a diminué de 36 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la réduction des volumes de prêts aux entreprises reflétant une conjoncture défavorable et la compression des écarts liés aux services bancaires dans les Antilles. La diminution est aussi imputable à l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien. La diminution a été neutralisée en partie par la comptabilisation, à l'exercice précédent, de pertes liées à nos titres disponibles à la vente.

La moyenne des prêts et acceptations a reculé de 800 millions de dollars, ou 10 %, résultat qui tient principalement à l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien et à la réduction des dépenses en immobilisations des entreprises tenant au caractère incertain de la conjoncture économique. La moyenne des dépôts est demeurée relativement inchangée, résultat qui reflète l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien, laquelle a été en grande partie neutralisée par le fait que les clients ont favorisé les comptes d'épargne.

RBC Dexia IS

RBC Dexia IS, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %, offre une gamme complète de services aux investisseurs institutionnels, incluant des services de garde internationaux, des services d'administration de fonds et de caisses de retraite, des services aux actionnaires, des services de soutien à la distribution, des services de prêts et d'emprunts de titres, des services de rapprochement, des services de surveillance de la conformité et de présentation d'information, des services d'analyse des investissements et des services de trésorerie.

RBC Dexia IS exploite un réseau de bureaux répartis dans 15 pays sur quatre continents, et ses concurrents sont les plus importantes sociétés de services de garde à l'échelle mondiale, de même que des institutions financières locales offrant des services aux investisseurs dans certains marchés. RBC Dexia IS se classe parmi les 10 principales sociétés de services de garde au monde; elle offre des services d'agent de transfert en Europe, pour lesquels des prix lui ont été décernés, et elle se classe régulièrement dans le quartile supérieur des principaux sondages concernant le taux de satisfaction des clients effectués au sein de l'industrie.

Rendement financier

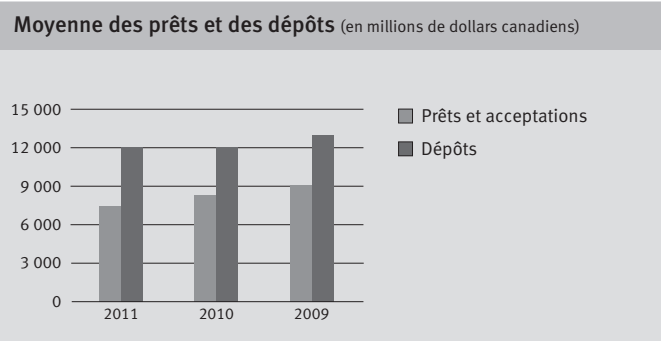
Le total des revenus a augmenté de 87 millions de dollars, ou 13 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète essentiellement l'accroissement des volumes de transactions, la hausse de la moyenne

Marchés des Capitaux

Le secteur Marchés des Capitaux se compose de nos services bancaires de gros à l'échelle mondiale et il fournit un vaste choix de produits et services aux sociétés ouvertes et aux sociétés fermées, aux investisseurs institutionnels, aux gouvernements et aux banques centrales. En Amérique du Nord, nous offrons une gamme complète de produits et de services. Nos capacités à l'extérieur de l'Amérique du Nord sont diversifiées et choisies avec le plus grand soin, et elles comprennent des

Faits saillants (1)	Tableau 26		
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages)	2011	2010	2009
<b>Total des revenus</b>	<b>810 \$</b>	846 \$	817 \$
<b>Autres renseignements</b>			
Marge nette d'intérêt	5,35 %	5,60 %	5,33 %
Moyenne des prêts et des acceptations	7 500 \$	8 300 \$	9 100 \$
Moyenne des dépôts	12 100	12 100	13 000
Biens administrés	7 900	7 800	7 700
Biens sous gestion	2 700	2 600	3 800
Moyenne des biens administrés	7 500	7 600	9 100
Moyenne des biens sous gestion	2 600	2 800	3 700
<b>Nombre de :</b>			
Succursales	123	127	125
GAB	333	330	330

(1) Il existe un décalage de un mois dans la présentation des résultats de RBTT.



des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital, ainsi que la croissance des activités. L'amélioration des écarts liés aux dépôts en espèces des clients tenant à l'amélioration des taux de financement à un jour des banques centrales au Canada et en Europe a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien.

La moyenne des biens administrés a augmenté de 11 %, en raison de l'amélioration des conditions du marché, principalement au premier semestre, et de la croissance des activités, facteurs neutralisés en partie par l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien.

Faits saillants (1)	Tableau 27		
(en millions de dollars canadiens)	2011	2010	2009
<b>Total des revenus</b>	<b>744 \$</b>	657 \$	710 \$
<b>Autres renseignements</b>			
Bien administrés (2)	2 744 400	2 779 500	2 484 400
Moyenne des biens administrés	2 825 100	2 544 500	2 323 200

(1) Les résultats de RBC Dexia IS sont présentés avec un décalage de un mois.  
 (2) Représente le total des biens administrés de la coentreprise, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %, présenté avec un décalage de un mois.

services de montage et de distribution, des services de structuration et de négociation, ainsi que des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement. Ce secteur se compose de nos deux principaux secteurs d'activité, soit les Marchés mondiaux et les Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, et du secteur d'activité Autres. Une analyse du contexte concurrentiel lié à chacun de nos secteurs d'activité est présentée ci-dessous.

## Revue économique et revue des marchés

Les conditions stables sur le marché au cours du premier semestre de l'exercice ont contribué aux résultats solides tirés des activités de négociation et des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement. Les conditions du marché se sont détériorées considérablement au cours du deuxième semestre, en raison de l'incertitude liée au recul de l'économie mondiale et des craintes accrues liées à la crise de l'endettement touchant des États souverains en Europe, facteurs qui ont eu une incidence défavorable sur nos activités de négociation. Nos activités de négociation de titres à revenu fixe, de devises et de marchandises ont été touchées de façon considérable par l'importante diminution des volumes de transactions des clients, par l'accroissement de la volatilité et par l'augmentation des écarts de taux reflétant la réduction des liquidités sur les marchés. Nos activités en Europe et aux États-Unis ont été particulièrement touchées en raison de nos importantes activités de teneur de marché liées à la négociation de titres à revenu fixe. L'accroissement des activités de grandes entreprises clientes et les faibles taux d'intérêt se sont traduits par d'importantes activités d'émission pendant presque tout l'exercice, et nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement ont affiché un bon rendement dans tous les secteurs géographiques, en raison de l'accroissement des activités de montage de prêts et de titres de participation, des activités de syndication de prêts, des activités de prêts et des activités de fusion et d'acquisition pendant la majeure partie de l'exercice. Notre rendement tient aux investissements clés effectués au cours des derniers exercices, particulièrement les investissements effectués aux États-Unis pour accroître les activités liées aux grandes entreprises clientes, ainsi que les mandats au chapitre des activités de montage visant à accroître les revenus tirés des services tarifés. Cependant, les activités d'émission ont diminué au dernier trimestre, en réponse aux conditions du marché moins favorables.

## Bilan de l'exercice

- Au cours de 2011, et plus particulièrement au deuxième semestre, nous avons pris des mesures pour optimiser notre bilan en réduisant les risques, particulièrement ceux liés aux activités de négociation de titres à revenu fixe, de devises et de marchandises; nous avons notamment réduit les positions liées aux stocks et affecté des capitaux à des services de banque d'investissement plus traditionnels relativement auxquels nous avons continué d'accroître notre part de marché et d'obtenir d'importants mandats.
- Au Canada, nous sommes demeurés la plus importante banque d'investissement en ce qui concerne les commissions touchées, et nous nous classons au onzième rang des plus importantes banques d'investissement au monde en ce qui concerne les commissions touchées (selon *Bloomberg*), alors que nous nous étions classés au quatorzième rang à l'exercice précédent. Nous nous sommes également classés au premier rang des preneurs fermes sur les marchés des capitaux empruntés (selon *Bloomberg*), au premier rang en ce qui concerne les activités de fusion et d'acquisition (selon *Dealogic*), et nous avons été nommés Négociateur de l'année au Canada (par le *Financial Post*), titre qui nous a été décerné à huit reprises au cours des neuf dernières années.
- Aux États-Unis, nous avons accru nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, nous avons augmenté de 19 % le nombre de professionnels ayant un contact direct avec les clients, nous avons accru notre présence dans le secteur des produits industriels et nous avons établi un plus grand nombre de relations avec des clients dans le cadre de nos activités de prêts. Nous avons continué d'accroître le nombre de nos mandats, et plusieurs mandats importants nous ont été confiés, y compris le mandat de cochef de file dans le cadre d'un placement de titres de participation de 20,1 milliards de dollars pour General Motor Co, soit le plus important premier appel public à l'épargne jamais effectué.
- En Europe, notre rôle de chef de file principal dans plusieurs pays nous a permis de continuer à étayer notre stratégie de croissance à long terme dans nos principaux marchés. Nous avons poursuivi l'accroissement de nos services de banque d'investissement, et de nouveaux mandats nous ont été confiés, y compris celui de cochef de file et de coarrangeur principal dans le cadre d'un placement de titres de créance de 3 milliards de dollars pour Cumulus Media Inc. lié à l'acquisition de Citadel Broadcasting Group par cette société.

- En Asie-Pacifique, nous avons accru nos capacités de distribution de produits à revenu fixe et de produits structurés, grâce au lancement de notre nouvelle salle des marchés à Hong Kong. Nous avons poursuivi l'accroissement sélectif de nos activités de fusion et d'acquisition et de nos activités de montage.
- Nous avons lancé THOR<sup>MC</sup>, notre nouveau service de négociation électronique de titres de participation élaboré de manière à accroître l'efficacité des ordres de Bourse et à réduire les coûts pour nos clients institutionnels. Aux États-Unis, notre service de négociation électronique est classé au premier rang au chapitre du service à la clientèle et de la connaissance des produits (selon *Greenwich Survey*).

## Perspectives et priorités

L'amélioration des marchés financiers mondiaux en 2012 dépendra de l'accroissement de la confiance des investisseurs à l'égard de l'économie mondiale et du règlement de la crise de l'endettement touchant des États souverains en Europe, ce qui devrait donner lieu à un contexte plus stable aux fins des activités de négociation, qui reflète l'augmentation des liquidités sur le marché, l'accroissement des volumes de transactions des clients et le resserrement des écarts de taux. Les modifications réglementaires, y compris l'accord de Bâle III et la réforme concernant les dérivés hors cote, pourraient également se répercuter sur nos activités de négociation et entraîner des exigences accrues visant le capital et une hausse des coûts de financement, ainsi qu'un recours accru aux systèmes de négociation électroniques et à une contrepartie centrale aux fins des services de compensation. En raison de nos investissements stratégiques dans nos services de banque d'investissement aux États-Unis et en Europe, nous prévoyons une croissance continue de nos activités de montage de titres de participation et de services-conseils, et nous nous attendons à ce que les volumes d'activités de montage de prêts diminuent par rapport au volume élevé enregistré en 2011. Pour plus de détails sur notre examen de la conjoncture générale et sur nos perspectives, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives.

## Principales priorités stratégiques pour 2012

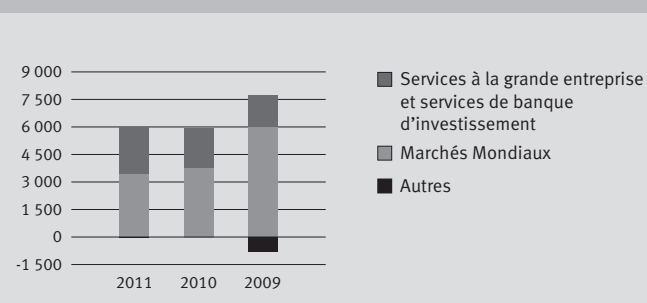
- Nous comptons maintenir notre position de chef de file incontesté au Canada, en raison de nos activités à l'échelle mondiale. À cette fin, nous comptons tirer parti de nos capacités à l'échelle mondiale afin d'assurer le montage et la distribution de produits mondiaux pour nos clients canadiens.
- Nous comptons poursuivre sur notre lancée aux États-Unis, en tirant parti de nos investissements visant à accroître notre présence dans le secteur des produits industriels ainsi que notre part de marché au chapitre des services de montage de titres de participation, des services de syndication de prêts, des activités de fusion et d'acquisition, des services de vente et de négociation et des services de recherche.
- Nous comptons continuer d'accroître nos activités en Europe en établissant davantage de relations avec de grandes entreprises clientes et en leur offrant des services de montage, des services de vente et de négociation de titres de participation et des services de recherche.
- Nous comptons assurer la croissance sélective de nos activités en Asie, en accroissant nos capacités au chapitre des activités de fusion et d'acquisition dans les secteurs de l'énergie, des mines et des infrastructures, et en accroissant nos capacités au chapitre des activités de négociation de titres à revenu fixe et nos opérations de change en monnaie locale.
- Nous comptons tirer parti de l'étendue et de la diversification de notre secteur d'activité afin d'adapter et de rééquilibrer nos activités en fonction de l'évolution du marché et du contexte réglementaire; nous comptons notamment accroître l'appui de nos activités axées sur les services tarifés, y compris les services-conseils et les services de montage, ainsi que nos investissements dans nos systèmes de négociation électroniques.
- Nous comptons maintenir notre démarche disciplinée aux fins de notre croissance, gérer notre bilan en fonction des risques de crédit et des rendements établis, et diversifier nos activités afin d'assurer un bénéfice stable à long terme.



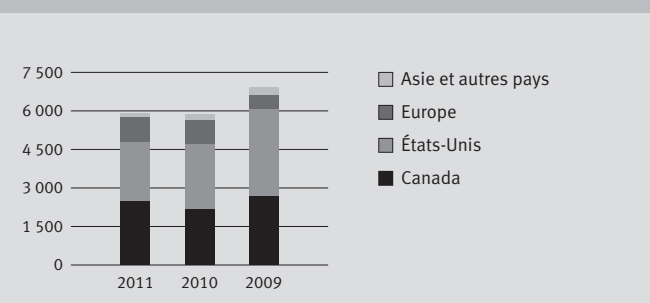
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages)	2011	2010	2009
Revenu net d'intérêt (1)	2 620 \$	2 719 \$	3 399 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 311	3 168	3 524
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>5 931 \$</b>	<b>5 887 \$</b>	<b>6 923 \$</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(20)\$	20 \$	702 \$
Frais autres que d'intérêt	3 696	3 420	3 628
<b>Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales</b>	<b>2 255 \$</b>	<b>2 447 \$</b>	<b>2 593 \$</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 575 \$</b>	<b>1 647 \$</b>	<b>1 768 \$</b>
<b>Principaux ratios</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16,0 %	19,5 %	21,0 %
Rendement du capital de risque	17,8 %	22,3 %	24,3 %
<b>Principales données moyennes figurant au bilan</b>			
Total de l'actif	369 400 \$	327 500 \$	347 900 \$
Titres de négociation	143 900	130 700	121 100
Prêts et acceptations	29 600	29 600	39 500
Dépôts	112 100	94 800	108 100
Capital attribué	9 400	8 100	8 100
Capital de risque	8 450	7 100	7 000
<b>Autres renseignements</b>			
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	3 622	3 399	3 092
<b>Information relative au crédit</b>			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,89 %	1,38 %	2,32 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	(0,07)%	0,07 %	1,78 %
<b>Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état des résultats, de la conversion de certaines opérations libellées en dollars américains, en livres sterling et en euros (1)</b>	<b>2011 par rapport à 2010</b>		
<b>Incidence sur le bénéfice : augmentation (diminution)</b>			
Total des revenus	(195)\$		
Frais autres que d'intérêt	110		
Bénéfice net	(45)		
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	6 %		
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	2 %		
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	2 %		

(1) Majoration au montant imposable équivalent. La majoration au montant imposable équivalent pour 2011 s'est établie à 460 millions de dollars (489 millions en 2010; 366 millions en 2009). Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

**Revenus par secteur d'activité** (en millions de dollars canadiens)



**Revenus par secteur géographique** (en millions de dollars canadiens)



**Rendement financier**

*2011 par rapport à 2010*

Le bénéfice net a diminué de 72 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'importante baisse des résultats tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe reflétant les conditions difficiles du marché, de la hausse des coûts à l'appui des investissements dans les infrastructures de la croissance des activités et de l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement et par l'accroissement des activités de montage de prêts du secteur d'activité Marchés Mondiaux. La diminution a par ailleurs été neutralisée en partie par la comptabilisation d'une reprise sur provisions pour pertes sur créances, une dotation à la provision pour pertes sur créances ayant été comptabilisée à l'exercice précédent.

Le total des revenus a augmenté de 44 millions de dollars, ou 1 %, résultat qui tient essentiellement à la forte croissance des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement tenant à l'accroissement des activités de montage au Canada et aux États-Unis, à l'augmentation des activités de syndication de prêts, principalement aux États-Unis, à l'augmentation des activités de fusion et d'acquisition dans la plupart des secteurs géographiques, et à la croissance de notre portefeuille de prêts. En ce qui concerne le secteur Marchés Mondiaux, l'accroissement des activités de montage et la hausse des volumes liés à nos activités d'investissement en actions ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par l'importante baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres

à revenu fixe aux États-Unis et en Europe, ainsi que par l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien.

Au cours de l'exercice, nous avons comptabilisé une reprise sur provisions pour pertes sur créances de 20 millions de dollars, qui concerne plusieurs prêts, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances de 20 millions à l'exercice précédent. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 276 millions de dollars, ou 8 %, principalement à l'appui des investissements dans les infrastructures et de la croissance des activités reflétant les initiatives concernant nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement aux États-Unis, en Europe et en Asie. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de la reprise de la tranche restante de 53 millions de dollars de la provision au titre du litige lié à Enron. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la rémunération variable reflétant les résultats à la baisse tirés des activités de négociation, ainsi que par l'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien.

*2010 par rapport à 2009*

Le bénéfice net a diminué de 121 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à 2009, résultat qui tient principalement à la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe reflétant les conditions moins favorables dans lesquelles se sont effectuées ces activités, et à l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien, facteurs neutralisés en partie par l'importante baisse des pertes liées à certains portefeuilles existants et à nos actifs aux États-Unis qui étaient

auparavant couverts par MBIA. La diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et la forte croissance des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement ont également contrebalancé le résultat à la baisse enregistré.

Le total des revenus a reculé de 1 036 millions de dollars, ou 15 %, résultat qui reflète essentiellement la baisse des revenus tirés des activités de négociation, particulièrement au deuxième semestre de 2010, ainsi que l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance des revenus tirés des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, ainsi que par la baisse des pertes liées à certains portefeuilles existants et à nos actifs aux États-Unis qui étaient auparavant couverts par MBIA.

## Analyse des secteurs d'activité

### Marchés Mondiaux

Le secteur d'activité Marchés Mondiaux se compose des services de négociation de titres à revenu fixe, des opérations de change, des activités de vente et de négociation de titres de participation, de la trésorerie, des activités de financement et des activités liées au marché des marchandises, des opérations de négociation pour compte propre et de la tranche résiduelle du portefeuille de titres garantis par des créances de sociétés. En ce qui concerne les activités de montage de prêts et de titres de participation, les revenus sont attribués aux Marchés Mondiaux et aux Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, en fonction de l'apport de chaque groupe et conformément à l'entente conclue.

Au Canada, le secteur d'activité Marchés Mondiaux fait principalement concurrence à des banques canadiennes dans les marchés où nous occupons une position de chef de file, et il occupe le premier ou le deuxième rang en ce qui concerne la plupart des produits. Aux États-Unis et en Europe, nos concurrents se composent de banques d'investissement mondiales et régionales. Nous continuons de nous concentrer sur notre stratégie axée sur les activités de montage et de tirer parti de nos investissements en élargissant notre couverture des secteurs et le nombre de grandes entreprises clientes. En Asie, nous exerçons nos activités dans des marchés choisis, et nos activités comprennent les activités de négociation de titres à revenu fixe et les opérations de change avec des banques d'investissement mondiales et régionales.

#### Rendement financier

Le total des revenus s'est établi à 3 448 millions de dollars, en baisse de 354 millions, ou 9 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, de devises et de marchandises ont diminué de 377 millions de dollars, ou 18 %, résultat qui tient principalement à l'importante baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe aux États-Unis et en Europe découlant de la baisse des volumes de transactions des clients, à l'augmentation des écarts de taux et à la réduction des liquidités sur les marchés, particulièrement au deuxième semestre de 2011, en raison de l'incertitude liée au repli de l'économie mondiale et des craintes accrues liées à la crise de l'endettement touchant des États souverains en Europe. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence favorable des ajustements de l'évaluation du crédit ayant trait à certains contrats dérivés, des pertes à ce titre ayant été comptabilisées à l'exercice précédent, ainsi que par la forte croissance des activités de montage de prêts, principalement au Canada et aux États-Unis, laquelle est attribuable à l'accroissement des activités des clients et à la hausse du nombre de mandats visant le montage de prêts.

Les revenus tirés de nos activités de montage de titres de participation mondiaux ont augmenté de 64 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui reflète principalement la croissance des volumes liés à nos

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 682 millions de dollars, en raison principalement des provisions au titre de nos portefeuilles constituées en 2009 et des recouvrements liés à certains prêts aux grandes entreprises comptabilisés en 2010.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 208 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui tient en grande partie à la réduction de la rémunération variable reflétant les résultats à la baisse tirés des activités de négociation, ainsi qu'à l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités et en réaction au nouveau contexte réglementaire.

activités d'investissement en actions et des activités au moyen de systèmes de négociation électroniques. Les activités de montage de titres de participation ont augmenté légèrement, en raison de l'accroissement des émissions au premier semestre, lesquelles ont diminué au deuxième semestre, situation qui tient à la détérioration du contexte lié aux émissions.

Les revenus tirés des Services de trésorerie et financement ont diminué de 50 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui reflète essentiellement la diminution des revenus tirés des activités de négociation découlant de l'augmentation des écarts de taux et de la hausse des coûts de financement.

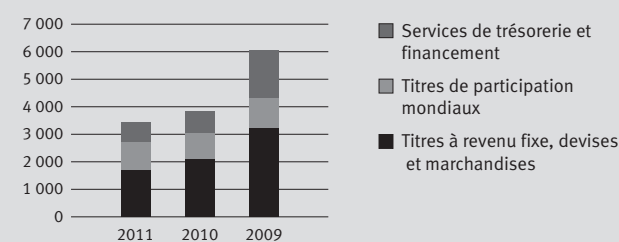
#### Faits saillants

#### Tableau 29

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres)	2011	2010	2009
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>3 448 \$</b>	<b>3 802 \$</b>	<b>6 039 \$</b>
<b>Répartition des revenus (1)</b>			
Titres à revenu fixe, devises et marchandises	1 708	2 085	3 220
Titres de participation mondiaux	1 032	968	1 095
Services de trésorerie et financement	707	757	1 723
<b>Autres renseignements</b>			
Moyenne de l'actif	324 500	276 200	281 400
Équivalent de travail à plein temps	1 537	1 510	1 380

(1) Majoration au montant imposable équivalent. La majoration au montant imposable équivalent pour 2011 s'élevé à 439 millions de dollars (465 millions en 2010; 353 millions en 2009). Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

#### Répartition du total des revenus (en millions de dollars canadiens)



## Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement

Le secteur d'activité Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement se compose des activités de montage de prêts et de titres de participation, des services-conseils, y compris les activités de fusion et d'acquisition, des activités de syndication de prêts, des prêts aux grandes entreprises, des opérations de titrisation auprès de clients, du groupe Crédits mondiaux, des services de recherche, des placements privés ainsi que des services commerciaux et des correspondants bancaires.

Les Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement font principalement concurrence à des banques d'investissement mondiales, à des banques commerciales et à de plus petites sociétés de placement. Nous jouissons d'une réputation bien établie de banque d'investissement mondiale de premier rang et avons une présence stratégique dans la quasi-totalité des marchés des services de gros au Canada et aux États-Unis, et disposons de capacités ciblées en Europe et en Asie. Nous continuons de tirer parti de notre stratégie axée sur les services de montage et nous utilisons notre portefeuille de prêts de manière sélective afin d'établir des relations de première qualité avec nos clients. Au cours de l'exercice, un certain nombre de concurrents à l'échelle mondiale ont repris leurs activités sur le marché, après avoir réduit leur présence au cours des exercices précédents. La concurrence s'est également intensifiée en ce qui concerne certains services, notamment les services tarifés, relativement auxquels les besoins en capitaux devraient être moindres.

### Rendement financier

Les revenus du secteur Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement se sont établis à 2 534 millions de dollars, en hausse de 426 millions, ou 20 %, par rapport à l'exercice précédent.

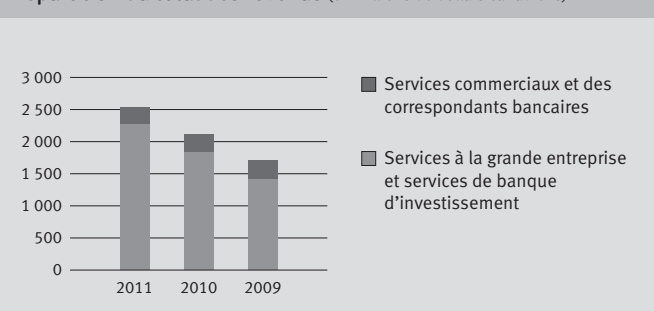
Les revenus du secteur Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement ont augmenté de 435 millions de dollars, ou 24 %, résultat qui reflète principalement la solidité continue de nos services de banque d'investissement et l'accroissement des activités liées aux prêts dans la plupart des secteurs géographiques, lequel découle des hausses de volumes. Aux États-Unis, la croissance est principalement attribuable à l'augmentation des activités de syndication de prêts, des activités de montage de titres de participation et des activités de fusion et d'acquisition. Au Canada, la croissance reflète principalement l'augmentation des activités de montage de prêts et de

titres de participation ainsi que des activités de fusion et d'acquisition. En Europe, la croissance résulte essentiellement de l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition. Le résultat à la hausse est aussi attribuable à la comptabilisation de gains liés aux swaps sur défaillance qui servent de couverture économique à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, des pertes à cet égard ayant été comptabilisées à l'exercice précédent.

Les revenus tirés des services commerciaux et des correspondants bancaires ont diminué de 9 millions de dollars, ou 3 %.

Faits saillants	Tableau 30		
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres)	2011	2010	2009
<b>Total des revenus</b>	<b>2 534 \$</b>	2 108 \$	1 697 \$
<b>Répartition des revenus</b>			
Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement	2 273	1 838	1 409
Services commerciaux et des correspondants bancaires	261	270	288
<b>Autres renseignements</b>			
Moyenne de l'actif	22 900	20 500	30 000
Équivalent de travail à plein temps	1 866	1 665	1 503

### Répartition du total des revenus (en millions de dollars canadiens)



## Autres

Le secteur d'activité Autres se compose d'activités et de portefeuilles existants. Au cours des derniers exercices, nous avons considérablement réduit nos portefeuilles existants, y compris nos contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques, les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales aux États-Unis et les titres à enclères aux États-Unis.

### Rendement financier

Une perte de 51 millions de dollars a été enregistrée par rapport à une perte de 23 millions à l'exercice précédent. Cette perte reflète principalement la comptabilisation de pertes au titre de nos contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques, des gains à ce titre ayant été comptabilisés à l'exercice précédent, facteur neutralisé en partie par des gains sur les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales, des pertes à ce titre ayant été comptabilisées à l'exercice précédent.

Faits saillants	Tableau 31		
(en millions de dollars canadiens)	2011	2010	2009
<b>Total des revenus</b>	<b>(51) \$</b>	(23) \$	(813) \$

## Services de soutien généraux

Les Services de soutien généraux se composent des groupes Exploitation et technologie et Fonctions. Le groupe Exploitation et technologie fournit l'infrastructure technologique et d'exploitation conçue pour assurer la prestation efficace de produits et de services à nos clients. Le groupe Fonctions regroupe les fonctions de finances, de ressources humaines, de gestion du risque, d'audit interne et d'autres fonctions générales. Les coûts liés à ces activités sont en grande partie attribués aux secteurs

d'exploitation, bien que certaines activités liées au contrôle et à la surveillance de l'entreprise soient comprises dans ce secteur.

Les résultats déclarés des Services de soutien généraux reflètent en grande partie les activités mises en œuvre au profit de l'entreprise qui ne sont pas attribuées aux secteurs d'exploitation. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'employés)	2011	2010	2009
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	(930)\$	(843)\$	(841)\$
Revenus autres que d'intérêt	511	303	799
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>(419)\$</b>	<b>(540)\$</b>	<b>(42)\$</b>
Dotations à la provision pour pertes sur créances (2)	(76)\$	(116)\$	118 \$
Frais autres que d'intérêt	72	81	79
<b>Perte nette avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1)</b>	<b>(415)\$</b>	<b>(505)\$</b>	<b>(239)\$</b>
Charge (économie) d'impôts (1)	(508)	(386)	(348)
Part des actionnaires sans contrôle	93	92	92
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>– \$</b>	<b>(211)\$</b>	<b>17 \$</b>
<b>Titrisations</b>			
Total des créances titrisées vendues et en cours (3)	34 705 \$	31 503 \$	32 685 \$
Nouvelles opérations de titrisation au cours de la période (4)	9 343	5 818	18 689
<b>Autres renseignements</b>			
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps) (5)	13 219	12 589	11 783

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux est présentée dans les activités poursuivies et elle se compose principalement de la provision générale et d'un ajustement lié à la dotation à la provision pour pertes sur créances au titre des prêts sur cartes de crédit titrisés qui sont gérés par le secteur Services bancaires canadiens. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

(3) Le total des créances titrisées vendues et en cours se compose de créances liées aux prêts sur cartes de crédit et aux prêts hypothécaires résidentiels.

(4) Les nouvelles opérations de titrisation se composent des créances liées aux prêts hypothécaires résidentiels et aux prêts sur cartes de crédit titrisés au Canada et vendues au cours de l'exercice. Se reporter à la note 5 de nos états financiers consolidés annuels de 2011 pour plus de détails à ce sujet. Ce montant ne tient pas compte des opérations de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels au Canada et de prêts hypothécaires commerciaux du secteur Marchés des Capitaux.

(5) Le nombre d'employés à temps plein a été retraité pour tenir compte du transfert touchant les secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine.

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse sur douze mois n'est pas pertinente.

Le revenu net (la perte nette) d'intérêt et la charge (économie) d'impôts de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction du revenu net (de la perte nette) d'intérêt a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (économie) d'impôts. Le montant pour l'exercice terminé le 31 octobre 2011 s'est établi à 459 millions de dollars, par rapport à 489 millions à l'exercice précédent et à 366 millions pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009. Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

Outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent dont il est fait mention ci-dessus, les renseignements qui suivent portent sur les autres éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

#### 2011

Le bénéfice net, qui s'est établi à néant, tient compte d'ajustements favorables visant les impôts, facteur neutralisé en grande partie par certains ajustements comptables défavorables.

#### 2010

La perte nette, qui s'est élevée à 211 millions de dollars, reflète essentiellement des ajustements comptables et fiscaux défavorables nets, ainsi que les pertes liées à un placement comptabilisé à la valeur de consolidation.

#### 2009

Le bénéfice net, qui s'est élevé à 17 millions de dollars, inclut des gains liés aux opérations de titrisation qui tiennent compte des nouvelles activités d'investissement et des activités de réinvestissement, déduction faite des couvertures économiques, ce qui reflète principalement un niveau d'activité de titrisation plus élevé que le niveau historique découlant de notre participation aux programmes de financement gouvernementaux. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par les pertes liées à certains titres disponibles à la vente, y compris une perte liée aux actions ordinaires de banques canadiennes et une dotation à la provision générale pour pertes sur créances. Les pertes liées aux ajustements à la juste valeur de certains titres de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, qui reflètent le resserrement de nos écarts de taux, ont également neutralisé le bénéfice.

## Information financière trimestrielle

### Rendement du quatrième trimestre de 2011

#### Quatrième trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010

Le bénéfice net du quatrième trimestre s'est élevé à 1 599 millions de dollars, en hausse de 478 millions, ou 43 %, par rapport à l'exercice précédent.

#### Activités poursuivies

Le bénéfice net lié aux activités poursuivies s'est établi à 1 631 millions de dollars au quatrième trimestre, en hausse de 259 millions, ou 19 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat est attribuable à la forte croissance des activités des secteurs Services bancaires canadiens et Assurances, à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine, et à la croissance des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement du secteur Marchés des Capitaux. Les résultats du trimestre considéré tiennent également compte de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, principalement dans le secteur Services bancaires canadiens, et de la réduction du taux d'imposition effectif. La conjoncture difficile, qui s'explique par la baisse des activités des clients et la diminution des liquidités sur le marché, a eu une incidence défavorable sur nos activités de négociation de titres à revenu fixe, particulièrement aux États-Unis et en Europe, et a entraîné une réduction des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine.

Le total des revenus a augmenté de 20 millions de dollars, en raison principalement de la forte croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens et de la hausse de la moyenne des actifs liés aux

services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine découlant de la prise en compte des résultats de BlueBay, une société que nous avons acquise, de l'appréciation du capital et des ventes nettes. La hausse des volumes liés aux activités de prêts s'inscrivant dans le cadre des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement et la réduction des pertes au titre des activités liées au financement ont également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par l'importante diminution des revenus tirés des activités de négociation, laquelle reflète les conditions difficiles dans lesquelles se sont effectuées ces activités.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 48 millions de dollars, ou 17 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la diminution des dotations liées à nos portefeuilles de prêts commerciaux au Canada et dans les Antilles, laquelle reflète le redressement de la conjoncture économique, le nombre moins élevé de radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit au Canada, et la diminution des dotations liées à notre portefeuille de prêts aux particuliers au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, une reprise sur provision ayant été comptabilisée à cet égard à l'exercice précédent.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 179 millions de dollars, ou 17 %, résultat qui tient essentiellement à la variation de la juste valeur des placements

garantissant principalement nos obligations au titre des polices d'assurance vie au Canada, laquelle a été en grande partie compensée dans les revenus. La diminution tient aussi à la réduction des coûts liés aux sinistres au titre des assurances automobile et invalidité, ainsi qu'aux ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 22 millions de dollars. La hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités dans tous les secteurs d'exploitation, y compris l'acquisition de BlueBay, l'accroissement des coûts liés à l'effectif et l'augmentation de la charge de retraite tenant au taux d'actualisation considérablement moins élevé utilisé pour évaluer le passif découlant des régimes de retraite ont été en grande partie neutralisés par la réduction de la rémunération variable attribuable aux résultats à la baisse tirés des activités de négociation ainsi que par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

#### Perte nette liée aux activités abandonnées

La perte nette liée aux activités abandonnées s'est élevée à 32 millions de dollars, par rapport à une perte nette de 251 millions à l'exercice précédent. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'une perte de 116 millions de dollars liée à la vente de Liberty Life, qui est désormais classée dans les activités abandonnées. Par ailleurs, les résultats de l'exercice considéré tiennent compte d'une perte d'exploitation nette de 38 millions de dollars, laquelle a diminué par rapport à la perte d'exploitation nette de 135 millions à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille de prêts commerciaux aux États-Unis et à nos activités de financement de constructeurs, laquelle reflète la stabilisation de la qualité des actifs.

### Analyse des résultats et des tendances

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent les fluctuations saisonnières, la conjoncture générale et les

conditions du marché, de même que les fluctuations des taux de change. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

Résultats trimestriels	2011				2010			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)								
<b>Activités poursuivies</b>								
Revenu net d'intérêt	2 742 \$	2 707 \$	2 549 \$	2 602 \$	2 610 \$	2 588 \$	2 528 \$	2 612 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 056	4 080	4 199	4 495	4 168	3 562	3 853	4 161
<b>Total des revenus</b>	<b>6 798 \$</b>	<b>6 787 \$</b>	<b>6 748 \$</b>	<b>7 097 \$</b>	<b>6 778 \$</b>	<b>6 150 \$</b>	<b>6 381 \$</b>	<b>6 773 \$</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	235	275	241	224	283	277	334	346
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	868	1 082	843	567	1 047	978	721	800
Frais autres que d'intérêt	3 604	3 497	3 628	3 724	3 582	3 146	3 344	3 397
<b>Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales</b>	<b>2 091 \$</b>	<b>1 933 \$</b>	<b>2 036 \$</b>	<b>2 582 \$</b>	<b>1 866 \$</b>	<b>1 749 \$</b>	<b>1 982 \$</b>	<b>2 230 \$</b>
Impôts sur les bénéfices	434	347	452	655	467	344	538	647
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	26	22	27	29	27	26	23	23
<b>Bénéfice net lié aux activités poursuivies</b>	<b>1 631 \$</b>	<b>1 564 \$</b>	<b>1 557 \$</b>	<b>1 898 \$</b>	<b>1 372 \$</b>	<b>1 379 \$</b>	<b>1 421 \$</b>	<b>1 560 \$</b>
<b>Bénéfice net lié aux activités abandonnées</b>	<b>(32)</b>	<b>(1 656)</b>	<b>(51)</b>	<b>(59)</b>	<b>(251)</b>	<b>(103)</b>	<b>(92)</b>	<b>(63)</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 599 \$</b>	<b>(92)\$</b>	<b>1 506 \$</b>	<b>1 839 \$</b>	<b>1 121 \$</b>	<b>1 276 \$</b>	<b>1 329 \$</b>	<b>1 497 \$</b>
Bénéfice par action – de base	1,07 \$	(0,11)\$	1,01 \$	1,25 \$	0,74 \$	0,85 \$	0,89 \$	1,01 \$
– dilué	1,07 \$	(0,11)\$	1,00 \$	1,24 \$	0,74 \$	0,84 \$	0,88 \$	1,00 \$
Bénéfice par action lié aux activités poursuivies – de base	1,09 \$	1,04 \$	1,05 \$	1,29 \$	0,92 \$	0,93 \$	0,96 \$	1,05 \$
– dilué	1,09 \$	1,04 \$	1,04 \$	1,28 \$	0,91 \$	0,92 \$	0,95 \$	1,04 \$
<b>Bénéfice net (perte nette) par secteur lié aux activités poursuivies</b>								
Services bancaires canadiens	904 \$	855 \$	851 \$	882 \$	765 \$	766 \$	736 \$	777 \$
Gestion de patrimoine	189	179	220	221	175	185	90	219
Assurances	196	142	124	139	124	148	106	113
Services bancaires internationaux	12	31	45	85	(7)	36	51	12
Marchés des Capitaux	278	277	407	613	373	201	502	571
Services de soutien généraux	52	80	(90)	(42)	(58)	43	(64)	(132)
<b>Bénéfice net lié aux activités poursuivies</b>	<b>1 631 \$</b>	<b>1 564 \$</b>	<b>1 557 \$</b>	<b>1 898 \$</b>	<b>1 372 \$</b>	<b>1 379 \$</b>	<b>1 421 \$</b>	<b>1 560 \$</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 599 \$</b>	<b>(92)\$</b>	<b>1 506 \$</b>	<b>1 839 \$</b>	<b>1 121 \$</b>	<b>1 276 \$</b>	<b>1 329 \$</b>	<b>1 497 \$</b>
Taux d'imposition effectif lié aux activités poursuivies	20,8 %	18,0 %	22,2 %	25,4 %	25,0 %	19,7 %	27,1 %	29,0 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	0,992 \$	1,039 \$	1,039 \$	0,992 \$	0,963 \$	0,957 \$	0,973 \$	0,945 \$

#### Fluctuations saisonnières

Les facteurs saisonniers ont une incidence sur nos résultats pour la plupart des trimestres. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres trimestres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments des charges essentiellement. Le troisième et le quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités sur les marchés ont généralement tendance à ralentir, ce qui a une incidence défavorable sur les résultats liés à nos activités sur les marchés financiers, ainsi qu'à nos activités de courtage et de gestion de placements.

#### Éléments importants ayant eu une incidence sur nos résultats consolidés

- Au troisième trimestre de 2011, nous avons comptabilisé une perte nette liée aux activités abandonnées de 1 658 millions de dollars, qui découle de la vente annoncée de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis.
- Au quatrième trimestre de 2010, nous avons comptabilisé une perte de 116 millions de dollars liée à la vente de Liberty Life.

- Certains éléments liés au marché et au crédit ont eu une incidence défavorable sur nos résultats, principalement au troisième trimestre de 2010.
- Les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux autres devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés au cours de la période.

#### Activités poursuivies

##### Analyse des tendances

La conjoncture économique s'est, de façon générale, améliorée au cours de la période, mais les conditions sur les marchés financiers se sont avérées volatiles. Les marchés financiers mondiaux, qui s'étaient améliorés au premier semestre de 2010 et au premier semestre de 2011, se sont détériorés au deuxième semestre des deux exercices, particulièrement au deuxième semestre de 2011, situation qui reflète l'incertitude liée au repli de l'économie mondiale et les craintes accrues liées à la crise de l'endettement qui touche des États souverains en Europe.

Le bénéfice net, de façon générale, a affiché une tendance à la hausse, bien que le rendement du secteur Marchés des Capitaux ait fluctué au cours de la période. La forte croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens, les résultats à la hausse du secteur Assurances et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances ont contribué à l'augmentation.

De façon générale, les revenus ont fluctué en phase avec les fluctuations des activités de négociation. Les revenus ont bénéficié de l'incidence positive d'une forte croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens, d'une amélioration de nos services de banque d'investissement et d'une réduction des pertes sur les activités liées au financement. Les revenus tirés des activités de négociation ont affiché une tendance à la baisse depuis le solide rendement enregistré au premier trimestre de 2011, en raison principalement de la réduction des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe découlant des conditions de marché difficiles. La compression des écarts liés à nos services bancaires et à nos services de gestion de patrimoine a eu une incidence défavorable sur les revenus pendant la majeure partie de la période, en raison du maintien de faibles taux d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué au cours de la période, résultat qui reflète la stabilisation continue de la qualité des actifs.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles. De façon générale, au cours de la période, la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance a affiché des variations, ce

qui peut entraîner une volatilité d'un trimestre à l'autre, les coûts ont augmenté en raison de la croissance des volumes, des ajustements ont été apportés à la provision actuarielle et les coûts liés aux sinistres ont généralement diminué au cours de la période.

Les frais autres que d'intérêt ont affiché de façon générale une tendance à la hausse, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, de l'augmentation de la charge de retraite concernant principalement le secteur Services bancaires canadiens et découlant du taux d'actualisation considérablement moins élevé utilisé pour évaluer le passif découlant des régimes de retraite, de la prise en compte des résultats de BlueBay, une société que nous avons acquise, et de l'accroissement de la rémunération variable découlant de la hausse des revenus basés sur les commissions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la rémunération variable du secteur Marchés des Capitaux, laquelle tient aux résultats à la baisse tirés des activités de négociation, principalement au deuxième semestre de 2011.

Notre taux d'imposition effectif a, de façon générale, affiché une tendance à la baisse au cours de la période, reflétant une proportion variable du bénéfice présenté par nos filiales qui exercent leurs activités dans des territoires où les taux d'imposition sont différents, un bénéfice variable provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) et les ajustements visant les impôts. La réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi au cours de la période a également occasionné une diminution de notre taux d'imposition effectif.

Résultats par secteur géographique (1)					Tableau 34							
(en millions de dollars canadiens)	2011				2010				2009			
	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
<b>Activités poursuivies</b>												
Revenu net d'intérêt	8 870 \$	1 123 \$	607 \$	10 600 \$	8 417 \$	1 106 \$	815 \$	10 338 \$	7 880 \$	1 323 \$	1 502 \$	10 705 \$
Revenus autres que d'intérêt	9 732	2 845	4 253	16 830	8 910	3 080	3 754	15 744	9 463	3 772	2 501	15 736
<b>Total des revenus</b>	<b>18 602 \$</b>	<b>3 968 \$</b>	<b>4 860 \$</b>	<b>27 430 \$</b>	<b>17 327 \$</b>	<b>4 186 \$</b>	<b>4 569 \$</b>	<b>26 082 \$</b>	<b>17 343 \$</b>	<b>5 095 \$</b>	<b>4 003 \$</b>	<b>26 441 \$</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	872	(11)	114	975	1 026	57	157	1 240	1 479	575	113	2 167
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	2 126	21	1 213	3 360	2 343	20	1 183	3 546	2 100	4	938	3 042
Frais autres que d'intérêt	8 639	3 177	2 637	14 453	7 981	3 211	2 277	13 469	7 663	3 531	2 242	13 436
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	1 693	281	18	1 992	1 736	268	91	2 095	1 805	308	2	2 115
<b>Bénéfice net lié aux activités poursuivies</b>	<b>5 272 \$</b>	<b>500 \$</b>	<b>878 \$</b>	<b>6 650 \$</b>	<b>4 241 \$</b>	<b>630 \$</b>	<b>861 \$</b>	<b>5 732 \$</b>	<b>4 296 \$</b>	<b>677 \$</b>	<b>708 \$</b>	<b>5 681 \$</b>
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	-	(1 798)	-	(1 798)	-	(509)	-	(509)	-	(1 823)	-	(1 823)
<b>Bénéfice net</b>	<b>5 272 \$</b>	<b>(1 298) \$</b>	<b>878 \$</b>	<b>4 852 \$</b>	<b>4 241 \$</b>	<b>121 \$</b>	<b>861 \$</b>	<b>5 223 \$</b>	<b>4 296 \$</b>	<b>(1 146) \$</b>	<b>708 \$</b>	<b>3 858 \$</b>

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Les opérations sont principalement constatées selon l'emplacement qui reflète le mieux le risque lié aux variations négatives de la conjoncture économique et les occasions de croissance liées aux variations positives de cette conjoncture. Cet emplacement correspond fréquemment à celui de l'entité juridique par l'entremise de laquelle les activités sont exercées et à celui de nos clients. Les opérations sont comptabilisées dans la devise locale de référence et sont assujetties aux variations des taux de change, en raison de la fluctuation du dollar canadien. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 28 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

#### Activités poursuivies

##### 2011 par rapport à 2010

Le bénéfice net au Canada s'est accru de 1 031 millions de dollars, ou 24 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à la forte croissance des volumes dans la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens, et à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine. La forte croissance des activités de montage et des activités de fusion et d'acquisition du secteur Marchés des Capitaux, la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances et la diminution du taux d'imposition effectif ont également contribué au résultat à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement des coûts liés à l'effectif, y compris la charge de retraite, et par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Le bénéfice net aux États-Unis a diminué de 130 millions de dollars, ou 21 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'importante baisse des résultats tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe. La diminution est aussi imputable à l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien, ainsi qu'à la hausse des coûts à l'appui de la croissance des investissements liés aux infrastructures et à la croissance des activités dans le secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance des services à la grande entreprise et services de banque

d'investissement, y compris les activités de fusion et d'acquisition, et par la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le bénéfice net dans les autres pays s'est accru de 17 millions de dollars, résultat qui tient essentiellement à la hausse du bénéfice de RBC Dexia IS découlant de l'accroissement des volumes de transactions et de la hausse des actifs liés aux services tarifés des clients, de la forte croissance des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, y compris les activités de fusion et d'acquisition. La diminution des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance et la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux services bancaires dans les Antilles ont également contribué au résultat à la hausse. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités et par les résultats à la baisse tirés de nos activités de négociation de titres à revenu fixe.

##### Perte nette liée aux activités abandonnées aux États-Unis

La perte nette liée aux activités abandonnées s'est élevée à 1 798 millions de dollars, par rapport à une perte nette de 509 millions à l'exercice précédent, résultat qui reflète essentiellement la perte de 1,6 milliard liée à la vente annoncée de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis, laquelle se compose principalement d'une radiation de 1,3 milliard au titre de l'écart d'acquisition et des actifs

incorporels. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'une perte de 116 millions de dollars liée à la vente de Liberty Life, qui est désormais classée dans les activités abandonnées. Les résultats tiennent également compte d'une perte d'exploitation nette de 243 millions de dollars, en baisse par rapport à une perte d'exploitation nette de 393 millions à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille de prêts commerciaux aux États-Unis et à nos activités de financement de constructeurs, laquelle reflète la stabilisation de la qualité des actifs.

#### Activités poursuivies 2010 par rapport à 2009

Le bénéfice net au Canada s'est élevé à 4 241 millions de dollars, soit un résultat essentiellement inchangé par rapport à 2009. La diminution des gains découlant des opérations de titrisation, la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités et la compression des écarts liés à nos services bancaires ont été en grande partie neutralisées par la forte croissance des volumes liés à nos services bancaires canadiens et à nos services de gestion de patrimoine, par la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances et par les gains découlant des ajustements à la juste valeur de titres de créance de RBC désignés comme

détenus à des fins de transaction, des pertes à ce titre ayant été comptabilisées en 2009.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est chiffré à 630 millions de dollars, par rapport à un bénéfice net de 677 millions à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux. Ce facteur a été en grande partie neutralisé par la diminution des revenus tirés des activités de négociation reflétant la baisse des volumes de transactions des clients et le resserrement des écarts de taux, ainsi que par l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien.

Le bénéfice net dans les autres pays s'est établi à 861 millions de dollars, en hausse de 153 millions, résultat qui reflète principalement la comptabilisation de pertes considérablement moins élevées sur certains éléments liés au marché et au crédit par rapport à 2009. La croissance des volumes liés à nos produits de réassurance vie et de rentes a également contribué au résultat à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus tirés des activités de négociation, par la compression des écarts liés à certaines activités et par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille de prêts commerciaux dans les Antilles. Le raffermissement du dollar canadien a aussi eu une incidence défavorable sur nos résultats.

## Situation financière

Bilans condensés (1), (2)	Tableau 35	
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2011	2010
<b>Actif</b>		
Encaisse et montants à recevoir de banques	13 247 \$	8 440 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	12 181	13 254
Valeurs mobilières	179 558	183 519
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	84 947	72 698
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)		
Prêts de détail	227 375	213 770
Prêts de gros	68 909	59 236
Autres actifs – Dérivés	100 013	106 155
– Autres	65 472	69 134
<b>Total de l'actif</b>	<b>751 702 \$</b>	<b>726 206 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>		
Dépôts	444 181 \$	414 561 \$
Autres passifs – Dérivés	101 437	108 908
– Autres	154 687	154 122
Débiteures subordonnées	7 749	6 681
Titres de fiducie de capital	–	727
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 941	2 256
<b>Total du passif</b>	<b>709 995 \$</b>	<b>687 255 \$</b>
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>41 707</b>	<b>38 951</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>751 702 \$</b>	<b>726 206 \$</b>

(1) L'actif et le passif exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

(2) Se reporter au tableau 1 pour consulter le cours de change au comptant entre les dollars canadiens et américains à la fin de la période.

#### 2011 par rapport à 2010

Le total de l'actif a augmenté de 25 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent, car la forte croissance des activités a été en grande partie neutralisée par nos mesures efficaces de gestion du bilan. Notre bilan consolidé a été touché par la conversion de devises, qui a entraîné une réduction du total de notre actif et de notre passif d'environ 4 milliards de dollars, en raison du raffermissement du dollar canadien, par rapport à l'exercice précédent.

Les valeurs mobilières ont diminué de 4 milliards de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui est principalement

attribuable à la réduction des positions liés aux instruments de créance émis par les gouvernements s'inscrivant effectuée dans le cadre de nos mesures de gestion du risque de taux d'intérêt.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et de titres empruntés ont progressé de 12 milliards de dollars, ou 17 %, résultat qui tient essentiellement aux nouvelles activités et à l'augmentation de certaines activités des clients.

Les prêts ont augmenté de 23 milliards de dollars, ou 9 %, en raison principalement de la forte croissance des prêts de détail tenant en grande partie à la croissance des volumes d'activités de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada, des prêts aux particuliers et des prêts de gros.

Les actifs dérivés ont diminué de 6 milliards de dollars, ou 6 %, résultat qui s'explique en grande partie par l'augmentation des positions auprès d'une contrepartie centrale et par la réduction de la juste valeur des contrats de change découlant de la dépréciation du dollar américain par rapport aux autres principales devises. Cette diminution a été neutralisée en partie par l'augmentation de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt.

Les autres actifs ont reculé de 4 milliards de dollars, ou 5 %, en raison essentiellement de la réduction des actifs disponibles à la vente reflétant le dessaisissement de Liberty Life, qui a été classé dans les activités abandonnées.

Le total du passif s'est accru de 23 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les dépôts ont augmenté de 30 milliards de dollars, ou 7 %, résultat qui reflète principalement la hausse des dépôts à terme fixe tenant à l'augmentation de nos besoins de financement interne à l'appui de la croissance des prêts, et à l'accroissement de la demande visant nos comptes d'épargne et autres produits générant des rendements élevés offerts dans le cadre de nos services de détail.

Les passifs dérivés ont diminué de 7 milliards de dollars, ou 7 %, résultat qui est en grande partie attribuable aux raisons données ci-dessus pour les actifs dérivés.

Les débiteures subordonnées ont augmenté de 1 milliard de dollars, ou 16 %, en raison principalement de l'émission nette de titres de créance de rang inférieur.

Les capitaux propres ont augmenté de 3 milliards de dollars, ou 7 %, résultat qui reflète essentiellement le bénéfice, déduction faite des dividendes.

## Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans notre bilan. Les opérations hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, du capital et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Ces opérations comprennent les opérations avec des structures d'accueil et peuvent comprendre l'émission de garanties, et elles entraînent divers risques tels que les risques de marché et de crédit et le risque d'illiquidité et de

financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la section Gestion du risque.

Les structures d'accueil sont habituellement créées dans un but unique et distinct. Leur durée de vie est limitée, et elles servent à isoler juridiquement les actifs financiers qu'elles détiennent par rapport à l'organisation cédante. Les structures d'accueil peuvent comprendre des entités à détenteurs de droits variables telles qu'elles sont définies dans la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 de l'ICCA, intitulée

« Consolidation des entités à détenteurs de droits variables » (*variable rate entities*) (NOC-15). Se reporter à la section Conventions comptables critiques et estimations ainsi qu'aux notes 1, 6 et 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2011 pour en savoir davantage sur notre politique en matière de consolidation ainsi que sur les EDDV que nous avons consolidées (au bilan) ou celles dans lesquelles nous détenons des droits variables importants, mais que nous n'avons pas consolidées (hors bilan). En vertu de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 12 de l'ICCA, intitulée « Cessions de créances » (NOC-12), les structures d'accueil admissibles sont des entités juridiques manifestement distinctes du cédant, qui exercent des activités soumises à des limitations précises, qui détiennent des actifs précis et qui ne peuvent vendre ou céder des actifs désignés qu'en réponse automatique à des situations réunissant des conditions particulières. Nous assurons la gestion et la surveillance de nos liens avec des structures d'accueil, conformément aux politiques établies et approuvées par la Gestion des risques du Groupe et notre Comité de surveillance du risque lié à la réputation.

En raison de l'adoption des IFRS pour les périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2011, la plupart de nos opérations de titrisation ne sont pas admissibles à la décomptabilisation et seront par conséquent comptabilisées dans le bilan. Par ailleurs, certaines structures d'accueil qui ne sont pas consolidées en vertu des PCGR du Canada seront consolidées en vertu des IFRS, et certaines structures d'accueil qui sont consolidées à l'heure actuelle seront déconsolidées. Se reporter à la section Adoption des Normes internationales d'information financière, à la rubrique Questions en matière de comptabilité et de contrôle, pour de plus amples renseignements sur les répercussions de l'adoption des IFRS.

### Titrisation de nos actifs financiers

Nous procédons périodiquement à la titrisation d'une partie de nos créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels, principalement afin de diversifier nos sources de financement et d'améliorer notre position de liquidité. Nous procédons aussi à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation. Par ailleurs, nous participons à des opérations de titrisation d'obligations principalement afin de diversifier nos sources de financement. Les gains et les pertes sur les opérations de titrisation sont inscrits dans les revenus autres que d'intérêt. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2011 pour une description de la convention comptable concernant les opérations de titrisation de prêts et à la note 5 pour une description de nos opérations de titrisation par principal type de produit.

Le tableau suivant illustre les actifs titrisés vendus et les actifs toujours inscrits dans notre bilan par suite de nos opérations de titrisation.

<b>Nos opérations de titrisation d'actifs financiers</b>	<b>Tableau 36</b>	
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2011	2010
<b>Actifs titrisés</b>		
Prêts sur cartes de crédit	3 930 \$	3 265 \$
Prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux	42 290	38 886
Certificats de participation liés à des obligations (1)	735	935
<b>Total</b>	<b>46 955 \$</b>	<b>43 086 \$</b>
<b>Droits conservés</b>		
Prêts hypothécaires résidentiels		
Titres adossés à des créances hypothécaires conservés (2)	11 955 \$	10 687 \$
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	1 362	1 397
Prêts sur cartes de crédit		
Titres adossés à des actifs acquis (3)	183	421
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	29	15
Créances en vertu des contrats de prêt subordonnés	10	9
Prêts hypothécaires commerciaux		
Titres adossés à des actifs acquis (3)	-	2
Certificats de participation liés à des obligations conservés	6	19
<b>Total</b>	<b>13 545 \$</b>	<b>12 550 \$</b>

- (1) Comprend les opérations de titrisation effectuées avant l'acquisition de RBTT, à l'égard desquelles nous continuons d'offrir des services liés aux obligations sous-jacentes vendues à des tiers investisseurs.
- (2) Tous les prêts hypothécaires résidentiels titrisés sont des prêts hypothécaires consentis au Canada et ils sont garantis par le gouvernement.
- (3) Titres acquis au cours du processus de titrisation.

### Opérations de titrisation en 2011

Au cours de l'exercice, nous avons titrisé un montant de 19,2 milliards de dollars de prêts hypothécaires résidentiels. Une tranche de 8,8 milliards de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 10,4 milliards (valeur nominale) a été conservée. Cette hausse par rapport à l'exercice précédent tient à notre participation accrue au Programme Obligations hypothécaires du Canada et au plus grand nombre de titres adossés à des prêts hypothécaires créés et détenus aux fins des besoins de trésorerie. Nous avons également titrisé et vendu 2,1 milliards de dollars de créances sur cartes de crédit. Nous n'avons titrisé aucun certificat de participation lié à des obligations ni aucun prêt hypothécaire commercial au cours de l'exercice. Se reporter à la note 5 de nos états financiers consolidés annuels de 2011 pour une analyse détaillée ainsi que pour les montants des prêts douteux et des prêts en retard que nous gérons et de tous gains constatés au titre des opérations de titrisation durant l'exercice.

### Fiducies de capital

Au cours des exercices précédents, nous avons émis des instruments innovateurs, soit les titres de fiducie de capital RBC (RBC TruCS) et les billets secondaires de la Fiducie RBC (billets secondaires de RBC), par l'entremise de trois structures d'accueil : la Fiducie de capital RBC (Fiducie), la Fiducie de capital RBC II (Fiducie II) et la Fiducie de billets secondaires RBC (Fiducie III). Nous consolidons la Fiducie, mais nous ne consolidons pas la Fiducie II ni la Fiducie III pour les raisons suivantes : nous n'en sommes pas le principal bénéficiaire, nous n'assumons pas la majorité des pertes prévues et nous ne détenons pas de droits significatifs dans ces fiducies. Aux 31 octobre 2011 et 2010, nous détenions des droits résiduels de 1 million de dollars dans chacune des Fiducies II et Fiducie III. Nous disposons d'un prêt à recevoir de la Fiducie II d'un montant de 3 millions de dollars (3 millions en 2010) et d'un prêt à recevoir de la Fiducie III d'un montant de 30 millions (30 millions en 2010) et nous avons inscrit le billet de dépôt de premier rang de 900 millions et celui de 1 000 millions (900 millions et 1 000 millions en 2010) que nous avons émis à la Fiducie II et à la Fiducie III, respectivement, dans le passif lié aux dépôts. Dans certaines circonstances, les RBC TruCS de la Fiducie II seront automatiquement échangés contre des actions privilégiées de RBC, et les billets secondaires de RBC, contre des billets subordonnés, sans le consentement préalable des porteurs. De plus, les porteurs de titres RBC TruCS de la Fiducie II peuvent échanger leurs titres contre des actions privilégiées, comme cela est décrit à la note 17 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

Les intérêts débiteurs sur les billets de dépôt de premier rang émis à la Fiducie II et à la Fiducie III se sont chiffrés à 52 millions de dollars et à 47 millions, respectivement (52 millions et 47 millions en 2010) pour l'exercice. Se reporter à la section Gestion du capital et à la note 17 de nos états financiers consolidés annuels de 2011 pour plus de détails sur les fiducies de capital et sur les modalités des RBC TruCS et des billets secondaires de RBC émis et en circulation.



## Structures d'accueil

Le tableau suivant présente de l'information sur nos EDDV en complément des informations et de l'analyse détaillée de nos EDDV fournies aux notes 1, 6 et 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

Entités à détenteurs de droits variables											Tableau 37			
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2011										2010			
	Total de l'actif (1)	Risque maximal (1), (2)	Total de l'actif par cote de crédit (3)			Total de l'actif par échéance moyenne				Total de l'actif par lieu de résidence de l'emprunteur			Total de l'actif (1)	Risque maximal (1), (2)
			De première qualité (4)	De qualité inférieure (4)	Aucune cote	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans objet	Canada	États-Unis	Autres pays		
<b>EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables importants :</b>														
Conduits multicédants (5)	24 271 \$	24 614 \$	24 112 \$	159 \$	– \$	2 200	\$19 795	\$2 276	\$ –	3 180	\$17 617	\$3 474	21 847 \$	22 139 \$
EDDV de financement structuré	4 393	2 014	4 283	88	22	11	–	4 382	–	–	4 393	–	4 669	2 030
EDDV de création de produits de crédit	253	17	–	253	–	–	–	253	–	–	–	253	502	19
Fonds de placement	111	30	–	–	111	–	–	–	111	26	–	85	249	61
Autres	382	159	–	–	382	–	–	–	382	44	335	3	165	39
	<b>29 410 \$</b>	<b>26 834 \$</b>	<b>28 395 \$</b>	<b>500 \$</b>	<b>515 \$</b>	<b>2 211</b>	<b>\$19 795</b>	<b>\$6 911</b>	<b>493 \$</b>	<b>3 250</b>	<b>\$22 345</b>	<b>\$3 815</b>	<b>27 432 \$</b>	<b>\$24 288</b>
<b>EDDV consolidées :</b>														
EDDV de financement structuré	4 025 \$	–	4 025 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	4 025 \$	– \$	– \$	4 025 \$	– \$	2 998 \$	–
Fonds de placement	1 447	–	–	–	1 447	–	–	–	1 447	185	149	1 113	1 012	–
Structures de rémunération	29	–	–	–	29	–	–	–	29	29	–	–	53	–
Autres	1	–	–	–	1	–	–	–	1	–	1	–	3	–
	<b>5 502 \$</b>	<b>–</b>	<b>4 025 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>1 477 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>4 025 \$</b>	<b>1 477 \$</b>	<b>214 \$</b>	<b>4 175 \$</b>	<b>1 113 \$</b>	<b>4 066 \$</b>	<b>–</b>

- (1) Le total de l'actif et le risque de perte maximal correspondent aux informations que nous fournissons à la note 6 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.
- (2) Le risque de perte maximal découlant des droits variables significatifs détenus dans ces EDDV est principalement lié aux placements, aux prêts, aux facilités de liquidités et à la juste valeur des dérivés. Le risque de perte maximal découlant de nos conduits multicédants pourrait excéder le total de l'actif de ces conduits, car les facilités de liquidités que nous consentons peuvent parfois être élargies jusqu'à concurrence de 102 % du total de la valeur des actifs compris dans ces conduits.
- (3) La distribution des risques liés aux actifs au sein des EDDV reflète la qualité du crédit des garanties sous-jacentes à ces actifs. Certains actifs, notamment les dérivés, les parts de fonds communs de placement ou de fonds de couverture ainsi que les prêts aux particuliers ou les garanties sous-jacentes ne sont assortis d'aucune cote dans les catégories présentées dans le tableau.
- (4) Les cotes d'évaluation des risques de crédit que nous utilisons pour les principaux types de contrepartie sont sensiblement les mêmes que celles qui sont utilisées par les agences d'évaluation du crédit indépendantes. Les cotes AAA, AA, A et BBB représentent des investissements de qualité supérieure tandis que les cotes BB ou inférieures représentent des investissements de qualité inférieure.
- (5) Représente les conduits multicédants que nous gérons.

Une tranche de plus de 94 % des actifs dans des EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs et une tranche de plus de 72 % des actifs dans des EDDV consolidés sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne. En ce qui a trait aux conduits multicédants et aux EDDV de financement structuré non consolidées, plus de 97 % des actifs étaient assortis d'une cote supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne. Toutes les transactions financées par les EDDV non consolidées sont assorties d'une cote attribuée sur une base interne au moyen d'un système qui est, dans l'ensemble, conforme aux systèmes utilisés par les agences de notation externes.

Environ 76 % des actifs dans les EDDV non consolidées proviennent des États-Unis, comparativement à 76 % à l'exercice précédent. Environ 11 % des actifs dans les EDDV non consolidées proviennent du Canada, comparativement à 14 % à l'exercice précédent. La diminution des actifs provenant du Canada depuis l'exercice précédent reflète principalement l'amortissement des transactions en cours.

Les actifs dans les EDDV non consolidées au 31 octobre 2011 ont différentes dates d'échéance, et leur durée de vie moyenne pondérée restante prévue est d'environ 3,8 ans.

### Titrisation des actifs financiers des clients

Par le passé, nous administrons six programmes de PCAA offerts par des structures multicédantes (conduits multicédants ou conduits), soit trois au Canada et trois aux États-Unis. Au cours du premier trimestre de 2011, la totalité des actifs de l'un des trois conduits multicédants canadiens a été transférée aux deux autres conduits canadiens; ainsi, à l'heure actuelle, nous administrons les cinq conduits restants. Nous exerçons des activités sur ce marché des conduits parce que nos clients accordent de la valeur à ces transactions. Nos clients ont principalement recours aux conduits multicédants pour diversifier leurs sources de financement et réduire leurs coûts de financement en tirant parti de la valeur de garanties de grande qualité. Ces conduits nous offrent une bonne source de revenus, un rendement ajusté en fonction des risques et des occasions d'interdistribution.

Les conduits multicédants achètent divers actifs financiers et ils financent les achats en émettant du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) bénéficiant de cotes élevées, sans levier financier. Plus de 99 % des actifs titrisés en circulation des conduits multicédants sont assortis d'une cote de qualité supérieure, sur une base interne. Une tranche de moins de 1 % (1 % en 2010) des actifs titrisés en circulation étaient constitués de prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A aux États-Unis, et les actifs titrisés ne comprennent pas de prêts hypothécaires commerciaux. La durée de vie restante moyenne pondérée prévue des actifs est d'environ 3,0 ans.

Nous fournissons aux conduits multicédants certains services tels que des services de structuration des opérations et d'administration, ainsi que des facilités de garantie de liquidités et des rehaussements de crédit partiels. Les commissions touchées à l'égard de ces services ont diminué, se chiffrant à 147 millions de dollars en 2011, comparativement à 181 millions en 2010, en raison de la réduction des écarts et des commissions au cours de l'exercice. Ces montants sont constatés à titre de revenus autres que d'intérêt. Les engagements au titre des facilités de garantie de liquidités et des facilités de rehaussement de crédit sont pris en compte dans notre calcul de l'actif ajusté en fonction des risques et, par conséquent, ils ont une incidence sur nos besoins en matière de capital réglementaire. Nous n'avons aucune participation ni aucun droit conservé dans ces conduits multicédants et nous n'avons aucun droit ni contrôle sur les actifs qu'ils détiennent.

Le total de nos engagements envers les conduits au titre des facilités de garantie de liquidités et de rehaussement de crédit est présenté ci-après. Le montant total de l'engagement au titre de ces facilités est supérieur au montant maximal total des actifs que les conduits pourraient être tenus d'acheter en vertu des conventions d'achat. Par conséquent, le risque de perte maximal attribuable à nos facilités de garantie de liquidités et de rehaussement de crédit est inférieur au montant total de l'engagement au titre de ces facilités. Les facilités de garantie de liquidités et de rehaussement de crédit sont décrites aux notes 6 et 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

	2011				2010			
	Valeur nominale des facilités engagées (1)	Valeur nominale attribuable	Prêts en cours (2)	Risque de perte maximal total	Valeur nominale des facilités engagées (1)	Valeur nominale attribuable	Prêts en cours (2)	Risque de perte maximal total
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)								
Facilités de garantie de liquidités	24 726 \$	20 874 \$	1 413 \$	22 287 \$	22 251 \$	18 429 \$	1 517 \$	19 946 \$
Facilités de rehaussement de crédit	2 327	2 327	–	2 327	2 193	2 193	–	2 193
Total	27 053 \$	23 201 \$	1 413 \$	24 614 \$	24 444 \$	20 622 \$	1 517 \$	22 139 \$

(1) Selon le plafond de financement total lié aux facilités engagées.

(2) Déduction faite de la provision pour pertes sur prêts et des radiations.

### Risque de perte maximal par type d'actifs des clients

Tableau 39

Au 31 octobre (en millions)	2011			2010		
	(\$ US)	(\$ CA)	Total (\$ CA)	(\$ US)	(\$ CA)	Total (\$ CA)
<b>Actifs titrisés en circulation</b>						
Prêts sur cartes de crédit	5 898 \$	510 \$	6 389 \$	6 213 \$	510 \$	6 849 \$
Prêts-auto et crédit-bail automobile	6 596	1 668	8 242	3 656	2 052	5 782
Prêts aux étudiants	2 435	–	2 427	2 637	–	2 690
Créances clients	2 188	112	2 293	2 300	255	2 601
Titres adossés à des actifs	1 601	–	1 596	1 890	–	1 928
Créances au titre du matériel	1 020	–	1 017	820	475	1 312
Prêts à la consommation	765	–	762	–	–	–
Créances liées au marché de l'électricité	–	255	255	–	255	255
Créances au titre du financement des stocks des concessionnaires	586	576	1 160	76	255	333
Créances au titre du financement de parcs	225	122	346	102	102	206
Prêts aux grandes entreprises à recevoir	127	–	127	162	–	165
Prêts hypothécaires résidentiels	–	–	–	–	18	18
<b>Total</b>	<b>21 441 \$</b>	<b>3 243 \$</b>	<b>24 614 \$</b>	<b>17 856 \$</b>	<b>3 922 \$</b>	<b>22 139 \$</b>
<b>Montant équivalent en dollars canadiens</b>	<b>21 371 \$</b>	<b>3 243 \$</b>	<b>24 614 \$</b>	<b>18 217 \$</b>	<b>3 922 \$</b>	<b>22 139 \$</b>

Notre risque global a augmenté de 11 % par rapport à l'exercice précédent, situation qui reflète l'amélioration des conditions commerciales, laquelle a donné lieu à une augmentation des actifs titrisés en circulation des conduits multicédants. Étant donné que 87 % des actifs des conduits multicédants sont des actifs libellés en dollars américains, notre risque de perte maximal total présenté dans le tableau 39 tient compte de l'incidence des variations du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain. En appliquant le taux de change en vigueur au 31 octobre 2010, notre risque de perte maximal aurait augmenté d'environ 13 % pour s'établir à 25,1 milliards de dollars en 2011, par rapport à l'exercice précédent, plutôt que de 11 %, comme il en est fait mention ci-dessus.

Le montant maximal des actifs que les conduits pourraient être tenus d'acheter en vertu des engagements d'achat en cours se chiffrait à 24,3 milliards de dollars au 31 octobre 2011 (21,8 milliards en 2010). Les variations par rapport à l'exercice précédent sont les suivantes : les actifs libellés en dollars américains ont augmenté de 3,5 milliards de dollars US par rapport à l'exercice précédent, principalement dans les catégories Prêts-auto et Prêts à la consommation; les actifs libellés en dollars canadiens ont diminué de 664 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, principalement dans les catégories Prêts-auto et Créances au titre du matériel. Sur l'ensemble des engagements d'achat en cours, les conduits multicédants avaient acheté au total pour 16,3 milliards de dollars d'actifs financiers au 31 octobre 2011 (14,0 milliards en 2010).

Au 30 septembre 2011, la protection de crédit de premier niveau contre les pertes, après pondération fournie par les cédants des actifs financiers, s'établissait à 42 % du total des actifs (49 % en 2010), ce qui correspond à un multiple de couverture de 21,6 fois (13,1 fois en 2010) le taux de pertes annuel moyen pondéré prévu de 2 % (3,8 % en 2010) lié au portefeuille d'actifs du client. Comme un grand nombre de nos opérations liées à des conduits ont une échéance à court terme, nous pouvons ajuster le montant de la protection de premier niveau en fonction de la conjoncture économique changeante et du rendement du portefeuille. En outre, notre structure de frais contribue à diminuer le risque lié au portefeuille. Au 31 octobre 2011, 96 % (93 % en 2010) des actifs titrisés sont financés par le recouvrement du coût de financement et d'autres frais; ainsi, le coût payé par nos clients correspond à la somme du coût de financement du conduit majoré d'une commission qui couvre

le coût des facilités de crédit attribuables et des services accessoires que nous ou des tiers engageons. Par conséquent, nous ne sommes pas exposés au risque de financement ou d'écart lié à ces actifs, lequel pourrait survenir dans des marchés volatils. Par ailleurs, un tiers non lié (l'investisseur qui prend en charge les pertes prévues) prend en charge les pertes sur créances, jusqu'à concurrence d'un montant contractuel maximal, qui pourraient survenir à l'égard des actifs des conduits multicédants avant nous et les détenteurs de titres d'emprunt des conduits multicédants.

Plusieurs agences de notation de crédit indépendantes évaluent l'ensemble des opérations effectuées par les conduits multicédants. Les agences de notation Moody's Investors Service (Moody's), Standard & Poor's (S&P) et Fitch Ratings (Fitch) évaluent les opérations financées par nos conduits multicédants aux États-Unis. Les opérations effectuées par nos conduits multicédants au Canada sont également évaluées par Dominion Bond Rating Services (DBRS). Chaque agence de notation qui évalue ces opérations examine également le rendement continu des opérations sur une base mensuelle et peut publier des rapports présentant de l'information détaillée sur le portefeuille et le programme liés aux conduits.

Le papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par les conduits a totalisé 16,3 milliards de dollars, en hausse de 2,3 milliards, ou 17 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient au plus grand recours au papier commercial par les clients. Une tranche de 68 % (67 % en 2010) de l'ensemble de ce papier commercial a obtenu la catégorie de cotes la plus élevée des agences de notation qui évaluent le PCAA. La tranche restante du papier commercial obtient la deuxième catégorie de cotes en importance attribuée par ces agences de notation. Les échéances moyennes pondérées (41,1 et 30,1 jours pour les conduits aux États-Unis; 35,6 et 38,2 jours pour les conduits au Canada aux 31 octobre 2011 et 2010, respectivement) demeurent plus longues que les moyennes historiques, ce qui a donné lieu à un calendrier des échéances bien équilibré et contribué à l'atténuation des risques de financement découlant des perturbations du marché. Nous achetons à l'occasion le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter les liquidités générales du programme. Au 31 octobre 2011, la juste valeur de nos placements s'élevait à 111 millions de dollars (4 millions en 2010), lesquels sont classés comme des titres détenus à des fins de transaction.

Les conduits multicédants aux États-Unis comprennent 1,7 milliard de dollars de titres adossés à des actifs. Les conduits multicédants au Canada ne comprennent aucun titre adossé à des actifs, et les conduits multicédants aux États-Unis ne comprennent aucun nouveau titre adossé à des actifs depuis 2007. Les transactions liées aux titres adossés à des actifs existants sont amorties et assorties d'une protection de premier niveau contre les pertes. En 2008 et en 2009, certains conduits multicédants aux États-Unis ont eu recours à nos facilités de garantie de liquidités pour financer une portion des titres adossés à des actifs. Ces emprunts, déduction faite des radiations et des provisions, se chiffraient à 1,4 milliard de dollars (1,5 milliard en 2010) et sont compris dans le poste Prêts – prêts de gros. Nous continuons de recevoir des remboursements de capital sur ces prêts.

#### Création de produits de placement de crédit

Nous offrons des structures d'accueil généralement dans le but de transformer des dérivés de crédit en instruments de trésorerie, afin de créer des produits de crédit faits sur mesure qui répondent aux besoins des investisseurs ayant des exigences précises. Ces structures d'accueil émettent des effets capitalisés et non capitalisés. Dans certains cas, nous investissons dans ces effets. Les agences de notation externes peuvent attribuer des cotes aux effets capitalisés. Par ailleurs, ces effets peuvent être cotés en Bourse. Bien que l'on s'attende à ce que la plupart des effets capitalisés soient vendus selon une stratégie d'achat à long terme, nous agissons occasionnellement à titre de teneur de marché. Pour de plus amples renseignements sur les effets non capitalisés, veuillez vous reporter aux notes 6 et 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

Comme c'est le cas pour tous nos dérivés, les contrats sur dérivés conclus avec ces structures d'accueil sont comptabilisés à leur juste valeur dans les actifs et les passifs se rapportant aux dérivés. Notre exposition à ces structures d'accueil a diminué par rapport à l'exercice précédent, par suite de la liquidation de certaines de ces entités. Au 31 octobre 2011, les actifs dans ces structures d'accueil s'établissaient à 758 millions de dollars (1,5 milliard en 2010), dont une tranche de néant était consolidée au 31 octobre 2011 et 2010. Au 31 octobre 2011, nos placements dans les effets capitalisés, les créances liées aux dérivés et les valeurs nominales des effets non capitalisés liés aux structures d'accueil non consolidées s'établissaient à 17 millions de dollars (19 millions en 2010), à néant (néant en 2010) et à néant (néant en 2010), respectivement.

#### Financement structuré

Nous investissons dans des titres à enchères américains d'entités qui financent leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires à court terme. Au 31 octobre 2011, le total des actifs des EDDV de titres à enchères non consolidés dans lesquelles nous avons des placements importants s'établissait à 3,2 milliards de dollars (3,5 milliards en 2010). Le risque de perte maximal lié à ces EDDV se chiffrait à 813 millions de dollars (834 millions en 2010). Le total de l'actif de ces EDDV de titres à enchères et le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés ont diminué par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'amortissement régulier des actifs sous-jacents. Au 31 octobre 2011, environ 77 % de ces placements présentaient une cote AAA. Les intérêts créditeurs sur les placements dans des titres à enchères, qui sont comptabilisés dans le revenu net d'intérêt, se sont chiffrés à 24 millions de dollars pour l'exercice (36 millions en 2010; 78 millions en 2009).

Nous vendons également des titres à enchères à des programmes d'obligations encaissables par anticipation. Nous sommes l'agent de revente des certificats à taux variable émis par ces programmes et nous procurons des facilités de liquidités et des lettres de crédit à chaque programme d'obligations encaissables par anticipation lié à des titres à enchères. L'information sur les garanties présentée à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2011 porte notamment sur les facilités de liquidités et sur les lettres de crédit. Au 31 octobre 2011, le total des actifs des programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères non consolidés, dans lesquels nous avons effectué d'importants investissements, se chiffrait à 709 millions de dollars (743 millions en 2010). Nous ne détenions aucun certificat à taux variable à titre d'agent de revente dans le cadre des programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères au 31 octobre 2011 et 2010. Les commissions touchées à l'égard des services de revente et des lettres de crédit et facilités de liquidités fournies, qui sont comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêt, se sont élevées à 1 million de dollars pour l'exercice (1 million en 2010; 3 millions en 2009).

Au cours d'un exercice antérieur, nous avons également vendu des titres à enchères à la juste valeur de marché à l'intention d'une entité non affiliée et non consolidée. L'achat des titres à enchères par cette entité a été financé par un prêt que nous avons consenti, et le prêt est garanti par les divers actifs de l'entité. Au 31 octobre 2011, le total des actifs de cette entité et notre risque maximal de perte s'établissaient à 435 millions de dollars (450 millions en 2010) et à 414 millions (426 millions en 2010), respectivement. Les commissions reçues de cette entité, provenant de la facilité de crédit, des services administratifs et des garanties que nous lui fournissons, ainsi que de nos services à titre d'agent de revente des titres à enchères détenus par l'entité, se sont chiffrées à 1 million de dollars au cours de l'exercice (3 millions en 2010; 4 millions en 2009). Ce montant est comptabilisé dans les revenus autres que d'intérêt. Les intérêts créditeurs sur le prêt et sur la facilité de crédit, qui sont comptabilisés dans le revenu net d'intérêt, ont totalisé 1 million de dollars pour l'exercice (5 millions en 2010; 7 millions en 2009).

#### Fonds de placement

En contrepartie de commissions, nous concluons des dérivés sur actions avec des tiers, y compris des fonds communs de placement, des sociétés de placement de parts et d'autres fonds de placement. Ces dérivés offrent aux investisseurs de ces entités le degré de risque qu'ils souhaitent, et nous couvrons notre risque lié à ces produits dérivés en investissant dans ces fonds référencés. Notre exposition totale, qui vise principalement les

placements dans les fonds référencés, a diminué de 31 millions de dollars pour s'établir à 30 millions au 31 octobre 2011. Par ailleurs, le total de l'actif détenu dans des fonds référencés non consolidés a diminué de 138 millions de dollars pour s'établir à 111 millions au 31 octobre 2011, en raison du rendement négatif des fonds référencés et des rachats de capitaux effectués par RBC et par des tiers investisseurs dans les fonds.

#### Fiducies, fonds communs de placement, organismes de placement collectif et fonds distincts

Lorsqu'elle agit à titre de fiduciaire, RBC Dexia IS doit, aux termes de sa responsabilité fiduciaire, agir au mieux des intérêts des bénéficiaires des fiducies. Une tranche de 50 % des commissions que touche RBC Dexia IS est incluse dans nos revenus, ce qui représente notre participation dans la coentreprise. Se reporter à la note 9 de nos états financiers consolidés annuels de 2011 pour plus de détails.

Nous gérons les actifs des fonds communs de placement et des organismes de placement collectif et nous touchons des commissions fondées sur les taux du marché pour ces fonds et ces organismes, mais nous ne garantissons aucunement aux investisseurs le capital ni les rendements de ces fonds et de ces organismes. Par ailleurs, nous gérons des actifs investis dans des fonds distincts, relativement auxquels nous offrons des garanties minimales relatives aux prestations consécutives au décès et à la valeur à l'échéance, et nous touchons des commissions fondées sur les taux du marché pour ces fonds.

#### Garanties, engagements envers la clientèle de détail et engagements commerciaux

Comme il est décrit à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2011, nous concluons des ententes de garanties en contrepartie de frais inscrits à titre de revenus autres que d'intérêt. Au 31 octobre 2011, le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à ces garanties se chiffrait à 71,5 milliards de dollars (72,6 milliards en 2010). La diminution tient principalement au nombre moins élevé de dérivés de crédit et de produits à valeur stable. En outre, au 31 octobre 2011, les garanties pour prêt de titres de RBC Dexia IS totalisaient 52,6 milliards de dollars (52,1 milliards en 2010). Le risque auquel nous sommes exposés correspond à 50 % de ce montant. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque de perte maximal en cas de défaut complet des parties aux garanties, sans qu'il soit tenu compte des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu des dispositions de recours ou de polices d'assurance ou en raison de biens détenus ou reçus en gage. Au 31 octobre 2011, le montant maximal potentiel des paiements futurs sur nos facilités de garantie de liquidités relativement à nos programmes de PCAA était de 22,0 milliards de dollars (19,1 milliards en 2010), dont une tranche correspondant à 95 % (96 % en 2010) était engagée auprès de conduits multiténants gérés par RBC.

Nous fournissons aussi des engagements à nos clients dans le but de les aider à combler leurs besoins de financement. Ces garanties et ces engagements nous exposent au risque d'illiquidité et de financement. Le tableau ci-après présente un sommaire détaillé de nos engagements hors bilan. La note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2011 fournit des renseignements détaillés sur nos garanties et nos engagements.

#### Engagements envers la clientèle de détail et engagements commerciaux (1)

Tableau 40

(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De plus de 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Lettres de crédit documentaire	191 \$	– \$	– \$	– \$	191 \$
Engagements de crédit et facilités de liquidités	5 559	54 533	36 302	3 315	99 709
Montants non engagés (2)	–	166 488	–	–	166 488
	5 750 \$	221 021 \$	36 302 \$	3 315 \$	266 388 \$

(1) Basé sur la durée restante jusqu'à l'échéance.

(2) Les montants non engagés représentent les montants que nous pouvons choisir d'accorder à un emprunteur.

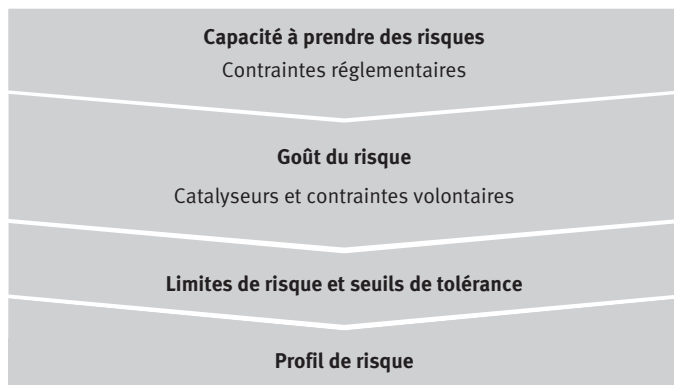
Aperçu

Nos activités commerciales nous exposent à divers risques, qui touchent presque toutes les facettes de notre exploitation. Notre capacité à gérer ces risques constitue l'une des principales compétences de RBC, et elle est étayée par notre culture bien établie et notre démarche efficace en matière de gestion des risques.

Nous gérons nos risques en cherchant à nous assurer que nos activités commerciales et nos opérations se traduisent par un équilibre adéquat entre le rendement obtenu et les risques assumés et qu'elles s'alignent sur notre goût du risque; nous gérons ce dernier au sein de RBC en assurant le respect de notre cadre de gestion lié à notre goût du risque à l'échelle de l'entreprise.

Goût du risque

Notre goût du risque correspond à la nature et au montant des risques que nous sommes disposés à accepter pour atteindre nos objectifs. Notre cadre de gestion lié à notre goût du risque comporte les quatre principales composantes suivantes :



Le cadre de gestion fournit une démarche structurée visant à :

1. Délimiter notre **capacité à prendre des risques** en établissant les contraintes réglementaires qui limitent notre capacité à accepter le risque.
2. Établir et confirmer, sur une base régulière, notre goût du risque, lequel se compose de **catalyseurs** qui représentent les objectifs commerciaux entraînant des risques que nous devons accepter pour générer les rendements financiers voulus, et les **contraintes volontaires** qui limitent les risques que nous prenons ou exercent une influence sur ceux-ci. Nos contraintes volontaires sont les suivantes :
  - maintenir une cote AA ou une cote supérieure;
  - assurer l'adéquation du capital en maintenant des ratios de capital supérieurs aux seuils fixés par les agences de notation et les organismes de réglementation;
  - maintenir une faible exposition aux événements entraînant un stress;
  - maintenir la stabilité du bénéfice;
  - assurer une gestion rigoureuse du risque d'illiquidité et de financement;
  - maintenir une gestion rigoureuse du risque en matière de conformité à la réglementation et du risque opérationnel;
  - maintenir un profil de risque qui ne comporte pas plus de risques que le profil de risque de notre homologue moyen.
3. Établir des **limites de risque et seuils de tolérance** afin de s'assurer que les activités entraînant la prise de risques s'alignent sur notre goût du risque.
4. Évaluer régulièrement notre **profil de risque**, à savoir les risques auxquels nous sommes exposés, par rapport à notre goût du risque, et s'assurer que les mesures appropriées sont prises avant que le profil de risque ne cesse de correspondre à notre goût du risque.

Le cadre de gestion lié à notre goût du risque est structuré de manière qu'il puisse être appliqué à l'échelle de l'entreprise, des secteurs d'exploitation, des unités fonctionnelles et de la personne morale. Nous continuons d'établir notre goût du risque à l'échelle des secteurs d'exploitation, et de confirmer les contraintes liées aux principaux risques auxquels nos secteurs d'exploitation sont exposés.

Nous tenons compte du goût du risque dans nos stratégies commerciales et dans notre plan relatif au capital. Au cours de 2011, nous avons appliqué le concept de « position de risque », qui permet d'obtenir un aperçu de l'incidence prévue des priorités stratégiques sur le profil de risque. Nous analysons la position de risque, de même que les objectifs de croissance et les changements prévus, de manière à comprendre les répercussions possibles sur le profil de risque commercial. Nous nous assurons également que la stratégie commerciale correspond au goût du risque de l'entreprise et des secteurs d'exploitation.

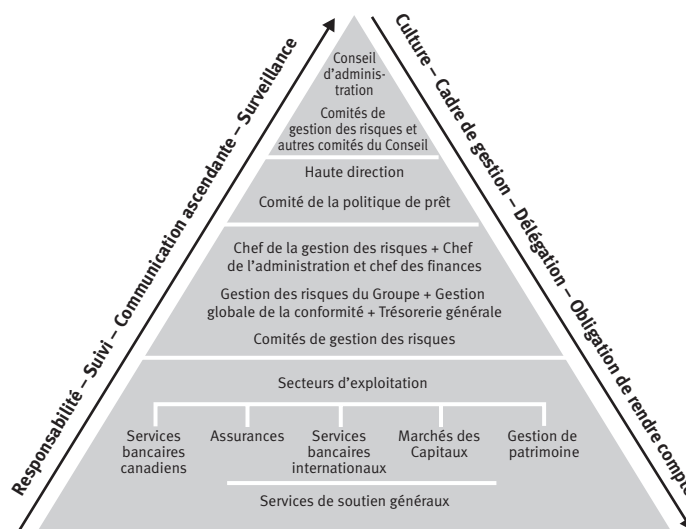
Principes de gestion du risque

Les principes suivants servent de lignes directrices aux fins de la gestion des risques au sein de l'entreprise :

1. **Pour maintenir un équilibre efficace entre les risques et les récompenses**, nous assurons la concordance entre notre goût du risque et notre stratégie commerciale; nous diversifions les risques; nous établissons adéquatement les prix en fonction des risques; nous atténuons les risques au moyen de contrôles permettant de les détecter et de les prévenir; nous transférons les risques à des tiers.
2. **Tous les échelons de l'organisation sont responsables de la gestion du risque**. Chaque secteur d'exploitation est responsable de la gestion active des risques qu'il prend, et la Gestion des risques du Groupe et les autres unités fonctionnelles des Services de soutien généraux fournissent à cette fin des lignes directrices et assurent une surveillance.
3. **Nous basons notre processus de prise de décisions sur notre compréhension des risques** et nous procédons à une évaluation rigoureuse des risques liés aux relations, aux produits, aux transactions et aux autres activités commerciales.
4. **Nous évitons toute activité qui ne cadre pas avec nos valeurs, notre code de conduite ou nos politiques**, ce qui nous aide à protéger notre réputation.
5. **L'attention que nous prêtons à nos clients réduit nos risques**, car elle nous permet de connaître nos clients et de nous assurer que tous les produits et toutes les transactions répondent aux besoins des clients et que ces derniers en ont une bonne compréhension.
6. Nous nous assurons que tous les échelons de l'organisation **exercent des jugements et font preuve de bon sens** aux fins de la gestion du risque.

Gouvernance du risque

La pyramide de structure générale de gouvernance du risque ci-dessous illustre les rôles et responsabilités des diverses parties prenantes aux fins de la gestion du risque d'entreprise. Nous comparons régulièrement cette structure aux meilleures pratiques de l'industrie et aux lignes directrices des autorités de réglementation.



Le Conseil d'administration fournit des services de surveillance et s'acquitte de son mandat de gestion principalement par l'entremise de ses comités de gestion des risques et de ses autres comités, y compris le Comité de vérification, le Comité de la gouvernance et des affaires publiques et le Comité des ressources humaines. Les activités de surveillance du comité de

gestion des risques visent à s'assurer que la fonction de gestion des risques est indépendante des secteurs dont les activités font l'objet d'un examen par cette fonction, et que les politiques, procédures et contrôles qu'utilise la direction sont suffisants et que les risques concordent avec notre cadre de gestion du risque et notre goût du risque.

La haute direction est dirigée par le président et chef de la direction. Elle est responsable de notre stratégie et de sa mise à exécution et elle doit à cette fin donner le ton. La haute direction détermine le goût du risque et recommande ce dernier au comité de gestion des risques du Conseil, à des fins d'approbation. Les activités de surveillance des risques de la haute direction incombent principalement au Comité de la politique de prêt. Ce comité, qui collabore avec les comités de gestion des risques, constitue le principal comité de gestion des risques. Il est chargé de faire en sorte que notre profil de risque général cadre avec nos objectifs stratégiques et avec notre goût du risque, et qu'un processus permanent de gestion des risques approprié et efficace a été mis en œuvre. Notre structure de gestion des risques bénéficie également de l'appui :

- du chef de la gestion des risques et de la Gestion des risques du Groupe, qui sont principalement chargés de promouvoir notre culture de gestion du risque et de surveiller notre profil de risque en fonction de notre goût du risque, et qui assurent le maintien du programme mis en place à l'échelle de l'entreprise pour cerner, évaluer, contrôler et communiquer les risques importants avec lesquels nous devons composer;
- du chef de la conformité à la réglementation et de la Gestion de la conformité, qui assurent la surveillance de nos politiques et de nos processus élaborés afin d'atténuer et de gérer le risque au chapitre de la conformité à la réglementation;
- de la Trésorerie générale, qui gère et surveille notre position de capital, notre risque de taux d'intérêt structural et notre risque d'illiquidité et de financement;
- des secteurs d'exploitation, qui sont responsables de la gestion des risques qui leur sont propres et qui doivent aligner les stratégies commerciales sur le goût du risque et cerner, contrôler ainsi que gérer les risques assumés.

Les rôles que jouent les diverses parties prenantes dans le cadre de notre programme de gestion du risque d'entreprise sont décrits plus en détail dans l'analyse des risques présentée ci-après.

Au cours de 2011, nous avons amélioré davantage notre structure de gouvernance du risque. Nous avons continué de nous assurer que nos programmes de rémunération concordent avec le cadre de gestion du risque d'entreprise et qu'il existe un équilibre adéquat entre les risques et les récompenses. Nous avons par ailleurs continué d'améliorer nos comités régionaux de gouvernance d'entreprise en 2011. Ces comités, qui assurent des fonctions de surveillance et de suivi, portent les questions en matière de risque et de gouvernance à l'attention de la haute direction. Nous avons créé un comité de gouvernance d'entreprise pour nos activités aux États-Unis, en Europe et en Asie-Pacifique.

### Évaluation des risques

Notre capacité à évaluer les risques est une composante clé de nos processus de gestion du risque et du capital à l'échelle de l'entreprise. Certaines méthodes d'évaluation s'appliquent à divers types de risques, tandis que certaines autres ne s'appliquent qu'à un seul type de risque. Bien que l'évaluation quantitative des risques soit importante, nous nous appuyons également sur des facteurs qualitatifs. Nos modèles et techniques d'évaluation font continuellement l'objet d'évaluations indépendantes afin de déterminer leur pertinence et leur fiabilité. Dans le cas des types de risques difficiles à quantifier, nous accordons une plus grande importance aux facteurs de risque qualitatifs et à l'évaluation des activités afin d'évaluer le niveau de risque général et de nous assurer qu'il s'aligne sur notre goût du risque.

#### *Pertes prévues*

Les pertes prévues représentent les pertes auxquelles la conduite des affaires normales est susceptible de donner lieu dans une période de temps donnée selon les prévisions statistiques.

#### *Pertes imprévues et capital économique*

Les pertes imprévues représentent une estimation statistique de l'excédent des pertes réelles sur les pertes prévues pour un horizon donné, évalué en fonction d'un niveau de confiance précis. Nous utilisons du capital économique pour neutraliser toute perte imprévue. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Gestion du capital.

#### *Test de tension*

L'application de tests de tension est une technique de gestion du risque qui consiste à prendre en considération l'incidence des variations défavorables de un ou plusieurs facteurs de risque. Elle permet de s'assurer que les risques que nous prenons concordent avec notre goût du risque et elle constitue une composante clé de nos processus de gestion du capital et

d'évaluation de l'adéquation du capital. Les résultats de l'évaluation des facteurs de stress sont revus régulièrement par la haute direction et, dans bien des cas, par le Comité de gestion des risques du Conseil.

Le programme de tests de tension que nous appliquons à l'échelle de l'entreprise utilise des scénarios de stress de gravités diverses élaborés à partir d'événements exceptionnels mais plausibles, qui pourraient avoir une incidence défavorable sur le marché et l'économie. Nous évaluons ces scénarios et intégrons les résultats afin d'obtenir un aperçu, à l'échelle de l'entreprise, des incidences sur nos résultats financiers et nos besoins de trésorerie. À partir de prévisions macro-économiques, le programme établit les incidences sur divers types de risque à l'échelle de l'entreprise. Les scénarios macroéconomiques pris en considération cette année comprennent une importante récession, une crise de l'endettement touchant des États souverains, un atterrissage brutal des marchés émergents et un contexte inflationniste aux États-Unis. Selon nos évaluations, nous sommes en mesure de gérer les répercussions de ces scénarios sur notre capital et nos résultats financiers.

Outre le programme mis en œuvre à l'échelle de l'entreprise, nous effectuons divers tests de tension s'appliquant à un secteur d'activité, un portefeuille ou un type de risque précis, y compris le risque de marché, le risque d'illiquidité, le risque de taux d'intérêt structural, le risque de crédit lié aux prêts de détail et de gros et le risque d'assurance. Les résultats des tests sont utilisés dans le cadre de divers processus nécessitant la prise de décisions, y compris les ajustements apportés à certaines limites de risque, les ajustements apportés à des portefeuilles donnés et les stratégies de mise en œuvre des opérations. Outre les tests de tension déjà en place, nous effectuons des évaluations spéciales, le cas échéant, afin de faciliter l'évaluation de facteurs de risque émergents.

#### *Validation des modèles*

Nous évaluons et gérons les différents types de risques à l'aide de modèles. Nous avons recours à un processus de validation globale en vertu duquel nous révisons les modèles, les paramètres d'entrée et les données obtenues. Dans le cadre de ce processus, nous examinons notamment les données utilisées, les fondements logiques et théoriques sur lesquels repose le modèle, le processus de traitement, l'interprétation des données obtenues et l'utilisation stratégique des résultats tirés du modèle. Notre processus de validation des modèles est conçu afin de nous assurer que tous les facteurs de risque sous-jacents sont cernés et atténués avec succès. Afin d'assurer la solidité de nos techniques d'évaluation, la validation des modèles est effectuée par des spécialistes du risque n'ayant aucun lien avec les personnes responsables de l'élaboration et de l'application des modèles et des hypothèses. Si une validation indépendante ne peut être réalisée à l'interne (p. ex., pour des modèles particulièrement spécialisés), nous retenons les services d'experts indépendants pour valider le modèle. Les services de vérification interne examinent régulièrement les processus de validation, ainsi que les résultats et les conclusions auxquels ils donnent lieu.

### Contrôle du risque

Nous avons recours à un processus exhaustif de contrôle du risque à l'appui de notre démarche de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise. Le processus de contrôle repose sur le cadre de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise, sur les cadres de gestion propres à chaque risque et sur les cadres de gestion des liquidités, de la conformité et du capital. Ces cadres établissent les fondements en vue de l'élaboration et de la communication de politiques, de la mise en œuvre de processus officiels d'examen et d'approbation des risques, ainsi que de l'établissement des pouvoirs délégués et des limites de risque fixées. La mise en œuvre de contrôles du risque solides nous permet d'optimiser le rapport risque-rendement de chaque portefeuille et de chaque opération.

Nos cadres et politiques de gestion du risque sont structurés selon les cinq niveaux suivants :

**Niveau 1 : Cadre de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise :** ce cadre donne un aperçu du programme mis en œuvre à l'échelle de l'entreprise pour cerner, évaluer, contrôler et communiquer les risques importants auxquels nous sommes exposés. Le cadre de gestion lié à notre goût du risque étaye ce cadre.

**Niveau 2 : Cadres de gestion propres à chaque risque :** ces cadres de gestion individuels exposent plus en détail chaque type de risque, ainsi que les méthodes utilisées pour cerner et évaluer les risques, pour assurer leur suivi et pour présenter de l'information à leur sujet, de même que les principales politiques et les principaux rôles et responsabilités.

**Niveau 3 : Politiques de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise :** ces politiques constituent des critères minimaux en vertu desquels nos secteurs d'exploitation et nos employés doivent exercer leurs activités.

**Niveau 4 : Politiques de gestion des risques multiples à l'échelle de l'entreprise :** ces politiques régissent les activités telles que l'examen et

l'approbation des risques liés aux produits, les tests de tension, les limites de risque, les pouvoirs d'approbation des risques et la gestion des risques liés aux modèles.

**Niveau 5 : Politiques et procédures propres aux secteurs d'exploitation :** ces politiques et ces procédures sont élaborées afin de gérer les risques qui sont propres aux activités des secteurs d'exploitation.

#### *Processus d'examen et d'approbation des risques*

Les processus d'examen et d'approbation des risques sont élaborés par la Gestion des risques du Groupe, en fonction de la nature, de l'importance et de la complexité du risque visé. En règle générale, dans le cadre du processus, une personne, un groupe ou un comité indépendants procède à l'examen officiel des risques et approuve ceux-ci. Les responsabilités au chapitre de l'approbation sont régies par les pouvoirs délégués, selon les catégories suivantes : opérations, prêts structurés, projets et initiatives, et nouveaux produits et services.

#### *Pouvoirs et limites*

Le Comité de gestion des risques du Conseil d'administration délègue les pouvoirs liés à l'établissement de limites concernant le risque de crédit, le risque de marché et le risque d'assurance au président et chef de la direction et au chef de la gestion des risques. En vertu des pouvoirs qui leur sont délégués, ces dirigeants peuvent approuver les limites d'exposition aux risques à l'échelle individuelle et pour chaque secteur géographique (pays et région) et secteur d'activité qui s'inscrivent dans des paramètres définis, établir des limites en matière de prise ferme et de placements pour ce qui est des activités de négociation et des services de banque d'investissement et établir des seuils de tolérance à l'égard du risque de marché.

Le Conseil d'administration délègue également les pouvoirs liés au risque d'illiquidité au président et chef de la direction, au chef de l'administration et chef des finances et au chef de la gestion des risques. Ces pouvoirs constituent un contrôle clé visant à s'assurer que des sources fiables et rentables de liquidités sont disponibles pour satisfaire à nos engagements actuels et possibles.

#### *Communication de l'information*

Le processus de suivi et la communication des risques à l'échelle de l'entreprise constituent des composantes cruciales de notre programme général de gestion du risque et ils étayent la capacité des hauts dirigeants et du Conseil d'administration à assumer efficacement leurs responsabilités en matière de gestion et de surveillance des risques. Chaque trimestre, les cadres dirigeants et le Conseil d'administration reçoivent le rapport sur les risques du Groupe, qui comporte un examen détaillé de notre profil de risque par rapport à notre goût du risque et porte sur divers risques avec lesquels nous devons composer et qui contient une analyse des questions et tendances connexes. Outre les rapports sur la surveillance régulière des risques, d'autres rapports concernant les risques émergents ou les variations importantes de notre niveau de risque sont présentés aux cadres dirigeants et au Conseil d'administration à des fins de discussion. Les rapports présentés au cours de l'exercice ont notamment porté sur les contrôles opérationnels et le programme de gouvernance du secteur Marchés des Capitaux; les risques liés à la sécurité du système d'information et l'atténuation de ces risques; l'analyse des scénarios concernant l'Europe pour les tests de tension.

Le texte grisé et les tableaux suivis d'un astérisque (\*) qui figurent dans la section du rapport de gestion qui suit présentent les informations sur les risques de crédit et de marché et sur les risques d'illiquidité et de financement que nous avons fournies conformément au chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Instruments financiers – informations à fournir », ainsi qu'une analyse portant sur la façon dont nous évaluons nos risques ainsi que sur les objectifs, politiques et méthodes qui servent à gérer ces risques. Par conséquent, ce texte et ces tableaux grisés font partie intégrante des états financiers consolidés annuels des exercices terminés les 31 octobre 2011 et 2010.

#### **Risque de crédit**

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité possible ou la réticence d'un débiteur à s'acquitter de ses obligations contractuelles. Le risque de crédit peut être direct et découler du risque de défaillance d'un débiteur principal (p. ex., émetteur, débiteur, contrepartie, emprunteur ou titulaire de police) ou indirect et associé à un débiteur secondaire (p. ex., garant, réassureur).

Si nous ne réussissons pas à gérer efficacement le risque de crédit lié à tous nos produits, services et activités, cela pourrait avoir une importante incidence directe et immédiate sur nos résultats et notre réputation.

Afin d'assurer un équilibre entre les risques et le rendement :

- nous nous assurons que la qualité du crédit n'est pas compromise aux fins de notre croissance;

- nous diversifions les risques de crédit liés aux transactions, aux relations d'affaires et aux portefeuilles;
- nous utilisons des systèmes ou d'autres méthodes d'évaluation du risque de crédit approuvées, des politiques et des outils aux fins de l'établissement de cotes de crédit;
- nous établissons nos prix en fonction des risques de crédit pris en charge;
- nous appliquons une démarche uniforme aux fins de l'évaluation des risques de crédit auxquels nous sommes exposés;
- nous atténuons le risque de crédit au moyen de contrôles préventifs et de contrôles de détection;
- nous transférons les risques de crédit à des tiers, le cas échéant, au moyen de techniques d'atténuation des risques approuvées, notamment des opérations de couverture et des assurances;
- nous avons recours à un processus permanent de suivi et d'administration du risque de crédit.

#### **Mesure du risque**

Nous quantifions le risque de crédit, tant en ce qui concerne les risques liés aux débiteurs individuels que ceux liés aux portefeuilles, afin de gérer les pertes sur créances prévues et de réduire les pertes imprévues afin de limiter la volatilité des résultats.

Nous avons recours à divers processus d'évaluation des risques pour nos portefeuilles de prêts de gros et de prêts de détail. Le portefeuille de prêts de gros donne lieu à des risques liés aux entreprises, aux États souverains et aux banques, y compris les prêts aux entreprises de moyenne et grande taille, aux États souverains, aux entités du secteur public, aux institutions financières, aux fonds, aux opérations de titrisation de titres adossés à des actifs, à certains particuliers et à la gestion de patrimoine, et certains prêts aux petites entreprises gérés individuellement. Le portefeuille de prêts de détail se compose des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts aux particuliers, des prêts sur cartes de crédit et des prêts aux petites entreprises gérés collectivement. Les systèmes d'établissement de cotes de crédit ont été élaborés afin d'évaluer et de quantifier les risques liés aux activités de prêt d'une manière précise et uniforme.

Deux approches peuvent principalement être utilisées pour la mesure du risque de crédit et l'établissement du capital réglementaire en vertu de l'accord de Bâle II : l'approche des notations internes avancées et l'approche standardisée. Nous utilisons l'approche des notations internes avancées pour la plupart de nos risques de crédit.

Le capital économique, qui correspond à notre propre quantification du risque, est couramment utilisé pour évaluer le rendement, pour établir les limites et pour déterminer l'adéquation des fonds propres internes.

Les principaux paramètres utilisés pour évaluer notre risque de crédit lié au capital réglementaire et au capital économique sont les suivants :

- Probabilité de défaillance : pourcentage estimatif qui représente la probabilité qu'un cas de défaillance par un débiteur se produise dans un délai de un an lorsqu'une cote donnée a été attribuée ou qu'un portefeuille d'expositions existe.
- Risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance : montant prévu dû par un débiteur au moment de la défaillance.
- Perte en cas de défaillance : pourcentage estimatif du risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance que nous ne nous attendons pas à recouvrer au cours des processus de perception et de recouvrement.

Ces paramètres sont fondés sur l'expérience historique des systèmes internes d'établissement des cotes de crédit conformément aux normes de supervision, et ils sont validés par des experts indépendants et mis à jour régulièrement.

En vertu de l'approche standardisée, qui est utilisée principalement pour RBC Dexia IS, RBC Bank (USA) et nos activités bancaires dans les Antilles, les facteurs de pondération des risques prescrits par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) servent à calculer les actifs pondérés en fonction des risques relativement au risque de crédit.

#### *Portefeuille de prêts de gros*

En ce qui concerne les prêts de gros, le système d'établissement de cotes de crédit sert à évaluer les risques liés à nos activités de prêt, selon deux dimensions.

En premier lieu, une cote d'évaluation du risque lié à l'emprunteur est attribuée à chaque débiteur; cette cote reflète notre évaluation de la qualité du crédit du débiteur. Chaque cote d'évaluation du risque lié à l'emprunteur est assortie d'une probabilité de défaillance. La cote d'évaluation du risque lié à l'emprunteur classe le risque de défaillance d'un débiteur et correspond à notre évaluation de la capacité et de la volonté du débiteur de satisfaire à ses obligations contractuelles

lorsqu'il existe des conditions commerciales défavorables ou entraînant un stress, des creux dans le cycle économique, des ralentissements économiques ou des événements imprévus susceptibles de se produire. L'attribution des cotes d'évaluation du risque lié à l'emprunteur se fonde sur une évaluation du risque commercial et du risque financier liés aux débiteurs au moyen d'une analyse fondamentale de leur solvabilité, qui est étayée par des modèles quantitatifs.

Notre système d'établissement de cotes de crédit est semblable à celui utilisé par les agences de notation externes. Le tableau suivant illustre ce système de notation interne, lequel se base sur 22 points, et il fournit une comparaison par rapport aux cotes de crédit attribuées par les agences externes.

**Cotes de crédit internes**

**Tableau 41**

Cotes	Standard & Poor's (S&P)	Moody's Investor Service (Moody's)	Description
1 à 4	AAA à AA-	Aaa à Aa3	de première qualité
5 à 7	A+ à A-	A1 à A3	
8 à 10	BBB+ à BBB-	Baa1 à Baa3	
11 à 13	BB+ à BB-	Ba1 à Ba3	de qualité inférieure
14 à 16	B+ à B-	B1 à B3	
17 à 20	CCC+ à CC	Caa1 à Ca	
21 à 22	C à D	C à faillite	Prêts douteux/défaillances

En second lieu, un taux de perte en cas de défaillance est établi pour chaque facilité de crédit. Les taux de perte en cas de défaillance se fondent en grande partie sur des facteurs tels que le rang des prêts, les garanties additionnelles et le type de produit, ainsi que le secteur dans lequel le débiteur exerce ses activités et le contexte du marché.

Le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance est estimé en fonction du risque actuel lié au débiteur et de toute variation future possible de ce risque en raison de facteurs tels que la qualité du crédit du débiteur et le type d'engagement de crédit.

Ces cotes et ces évaluations des risques servent à déterminer le montant des pertes prévues et imprévues, ainsi que le montant du capital économique et du capital réglementaire. Elles servent aussi aux fins de l'établissement des plafonds de risque, de la gestion des portefeuilles et de l'établissement des prix des produits.

#### Portefeuille de prêts de détail

L'évaluation du crédit par cote constitue le principal système d'établissement de notation utilisé pour évaluer les risques liés au débiteur et à la transaction dans le cas des prêts de détail. Nous utilisons cette évaluation, de même que nos stratégies aux fins de la prise de décisions, dans le cas des nouveaux clients (évaluation par cote des nouveaux clients) ainsi qu'aux fins de la gestion des comptes des clients existants (évaluation du comportement par cote).

Les modèles d'évaluation par cote des nouveaux clients, qui sont utilisés à des fins de souscription, se fondent sur des méthodes statistiques établies d'analyse des caractéristiques des nouvelles demandes et du risque passé afin d'estimer le risque de crédit futur. Lors de l'élaboration des modèles, les sources de données comprennent les données fournies par le client, telles que les états de service, les données provenant de nos systèmes internes, telles que les renseignements sur les prêts, et les données fournies par des sources externes, comme les agences de notation.

Nous nous servons de modèles d'évaluation du comportement par cote aux fins de la gestion continue des comptes des clients ayant un prêt de détail avec lesquels nous avons une relation bien établie. Ces modèles se fondent sur des techniques statistiques qui tiennent compte du comportement passé afin de prédire le comportement futur et qui incorporent des informations telles que les flux de trésorerie et les tendances en matière d'emprunts, ainsi que l'étendue de notre relation avec le client. Les modèles d'évaluation du comportement par cote sont dynamiques et ils sont habituellement mis à jour mensuellement afin de constamment réévaluer et atténuer les risques. Les caractéristiques utilisées aux fins de ces modèles se fondent sur les données liées aux comptes existants et aux prêts concernant chaque client, ainsi que sur les données fournies par des sources externes, telles que les agences de notation.

Aux fins de la gestion générale des portefeuilles, nous évaluons les risques liés aux prêts de détail collectivement, et chaque bloc d'expositions regroupe les risques possédant des caractéristiques homogènes. Nous sommes d'avis que ces blocs d'expositions permettent d'estimer avec une plus grande précision et une plus grande uniformité les caractéristiques des défaillances et des pertes. Nous évaluons également les facteurs de stress liés à nos portefeuilles afin d'évaluer leur vulnérabilité advenant divers scénarios économiques défavorables.

Les critères utilisés pour établir les blocs d'expositions servant à quantifier les risques comprennent la cote de comportement, le type de produit (prêt hypothécaire, prêt sur cartes de crédit, marge de crédit et prêt remboursable par versements), le type de garantie (biens meubles, actifs liquides et biens immobiliers), le temps pendant lequel le compte a été inscrit dans nos livres comptables, ainsi que la situation de défaillance (prêt productif, en retard, en défaillance) liée au risque. Nous procédons à un suivi régulier et à des ajustements périodiques afin de nous assurer que ce processus donne lieu à une différenciation des risques utile. Nous transférons les expositions d'un bloc à l'autre pour évaluer la qualité du crédit.

Les blocs sont également évalués selon les paramètres utilisés pour évaluer le risque de crédit (la probabilité de défaillance, la perte en cas de défaillance et le risque de perte) et ils tiennent compte des caractéristiques de l'emprunteur et de la transaction, notamment l'évaluation du comportement par cote, le type de produit et la situation de défaillance. Nous estimons la perte en cas de défaillance en fonction de facteurs propres à la transaction, notamment les types de produits, le ratio prêt-valeur et les types de garanties. Nos cotes de crédit sont revues et mises à jour régulièrement.

Le tableau suivant illustre les taux de probabilité qu'une défaillance se produise et les niveaux de risque connexes :

**Cotes de crédit internes**

**Tableau 42**

Taux de probabilité	Description
0,0 % – 1,0 %	Faible risque
1,1 % – 6,4 %	Risque moyen
6,5 % – 99,99 %	Risque élevé
100,00 %	Prêts douteux/défaillances

#### Contrôle du risque

Le Conseil d'administration et ses comités, la haute direction, le Comité de la politique de prêt et les autres comités de gestion du risque collaborent afin de s'assurer qu'un cadre de gestion du risque de crédit et des politiques, processus et procédures connexes ont été mis en place pour gérer le risque de crédit, et ils approuvent les limites liées au risque de crédit. Des rapports sont fournis au Conseil d'administration, au Comité de la politique de prêt et aux cadres dirigeants afin de les tenir informés de notre profil de risque, y compris les informations sur les tendances, les principaux problèmes liés au risque de crédit et les variations de nos expositions, afin de faire en sorte que des mesures appropriées soient prises, le cas échéant. Nos politiques de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise établissent les exigences minimales aux fins de la gestion du risque de crédit et tiennent compte de divers contextes liés aux emprunteurs, aux transactions et à la gestion de portefeuilles.

Nos politiques en matière de crédit font partie intégrante de notre cadre de gestion du risque de crédit, elles établissent les exigences minimales aux fins de la gestion du risque de crédit et se définissent comme suit :

#### Évaluation du risque de crédit

- Utilisation obligatoire de systèmes aux fins des analyses de l'évaluation des risques ainsi que de cotes de crédit.
- Établissement de critères uniformes d'évaluation du risque de crédit.
- Établissement d'exigences standard liées au contenu dans les documents de demande de crédit.

#### Atténuation du risque de crédit

##### Montages financiers

- Des politiques et procédures précises en matière de gestion du risque de crédit servent à établir les exigences relatives à la structuration des transactions. Les facteurs d'atténuation des risques comprennent le recours à des garanties, à des créances de premier rang, à des exigences prêt-valeur et à des clauses restrictives. Des lignes directrices propres à chaque produit décrivent les montages adéquats des produits et les critères relatifs aux clients et aux garants. Les tiers garants avec qui nous faisons affaire sont principalement des organismes commandités par des États souverains.

##### Biens donnés en garantie

- Nous exigeons souvent des débiteurs qu'ils donnent des biens en gage à titre de garantie lorsque nous leur accordons un prêt. La mesure dans laquelle les biens donnés en garantie atténuent les risques dépend de la valeur, du type et de la qualité desdits biens.

##### Dérivés de crédit

- Les dérivés de crédit servent à atténuer la concentration des risques liés à un secteur d'activité et le risque lié à une seule entreprise. Pour une description plus détaillée des types de

dérivés de crédit auxquels nous avons recours et de la façon dont nous gérons le risque de crédit connexe, se reporter à la note 7 de nos états financiers consolidés annuels de 2011

#### Approbation des produits

- Les propositions pour des produits et services de crédit font l'objet d'un examen approfondi et sont approuvées conformément à un cadre d'évaluation des risques.

#### Gestion des portefeuilles de crédit

- Les plafonds servent à nous assurer que notre portefeuille est bien diversifié, qu'il réduit la concentration du risque et qu'il s'aligne sur notre goût du risque.
- Nous établissons des plafonds relativement aux risques de crédit suivants : le risque lié à une seule entreprise (capital notionnel et capital économique), le risque de prise ferme, le risque lié à un secteur géographique (pays et région), le risque lié à un secteur d'activité (capital notionnel et capital économique) et le risque lié aux produits et aux portefeuilles, lorsque c'est nécessaire.

Nos objectifs, politiques et méthodes en matière de gestion du risque de crédit n'ont pas subi de modifications importantes par rapport à 2010.

#### Risque de crédit brut

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés est calculé en fonction des définitions présentées dans l'accord de Bâle II. En vertu de cette méthode, le risque est calculé **compte non tenu de tout bien donné**

**en garantie, mais compte tenu d'une estimation des variations futures possibles de ce risque.** Le risque de crédit brut est classé dans les risques liés aux prêts et autres risques ainsi que dans les risques liés aux activités de négociation.

#### Les risques liés aux prêts et autres risques comprennent :

- Les prêts et acceptations en cours, les engagements inutilisés ainsi que les autres risques incluant les passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, les titres de créance disponibles à la vente et les dépôts auprès d'institutions financières. Les engagements inutilisés représentent une estimation du montant contractuel susceptible d'être utilisé advenant un cas de défaillance par un débiteur.

#### Les risques liés aux activités de négociation comprennent :

- Les opérations de mise en pension de titres, lesquelles incluent des conventions de rachat et des conventions de revente, ainsi que des emprunts et prêts de titres. En ce qui concerne les opérations de mise en pension de titres, le risque brut auquel nous sommes exposés représente le montant pour lequel les titres ont été financés initialement, compte non tenu des biens donnés en garantie.
- Les dérivés hors cote, pour lesquels le risque brut auquel nous sommes exposés représente le montant de l'équivalent-crédit, qui correspond à la somme du coût de remplacement et du montant au titre du risque de crédit éventuel, selon la définition qu'en fait le BSIF.

Risque de crédit (compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts) par portefeuille et par secteur, montant brut\*

Tableau 43

	2011						2010						
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation			Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation			
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres	Dérivés hors cote (1)	Risque total (2)	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres	Dérivés hors cote (1)	Risque total (2)	
En cours	Engagements inutilisés	Autres	En cours				Engagements inutilisés	Autres					
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)													
Prêts hypothécaires résidentiels	136 701 \$	13 \$	9 \$	– \$	– \$	136 723 \$	128 832 \$	12 \$	160 \$	– \$	– \$	129 004 \$	
Prêts aux particuliers	86 498	75 314	49	–	–	161 861	80 174	61 181	59	–	–	141 414	
Prêts sur cartes de crédit	9 221	27 079	–	–	–	36 300	10 110	30 144	–	–	–	40 254	
Prêts aux petites entreprises (3)	2 481	4 168	42	–	–	6 691	2 712	3 136	45	–	–	5 893	
<b>Prêts de détail</b>	<b>234 901 \$</b>	<b>106 574 \$</b>	<b>100 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>341 575 \$</b>	<b>221 828 \$</b>	<b>94 473 \$</b>	<b>264 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>316 565 \$</b>	
Prêts aux entreprises (3)													
Exploitations agricoles	4 990 \$	609 \$	26 \$	– \$	19 \$	5 644 \$	4 815 \$	504 \$	24 \$	– \$	7 \$	5 350 \$	
Industrie automobile	3 344	2 500	176	–	380	6 400	3 527	1 747	142	–	321	5 737	
Biens de consommation	6 064	3 053	504	–	179	9 800	5 912	2 358	483	–	224	8 977	
Énergie	6 638	14 363	2 333	36	1 688	25 058	5 945	9 942	2 173	–	1 429	19 489	
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	3 953	6 100	8 521	88 900	7 383	114 857	4 769	5 973	6 487	81 008	10 123	108 360	
Industrie forestière	775	437	102	–	19	1 333	792	371	87	–	17	1 267	
Produits industriels	3 930	2 399	314	–	157	6 800	3 731	2 387	426	–	147	6 691	
Mines et métaux	1 152	1 880	667	114	109	3 922	635	1 565	637	–	198	3 035	
Secteur immobilier et secteurs connexes	19 851	3 376	1 055	–	320	24 602	18 358	2 701	1 292	–	275	22 626	
Technologie et médias	3 034	3 294	175	335	425	7 263	2 569	3 241	322	–	528	6 660	
Transport et environnement	5 145	2 131	1 151	–	613	9 040	3 759	1 658	483	–	582	6 482	
Autres	22 407	7 226	5 727	15 030	5 235	55 625	20 253	4 894	6 862	9 625	5 840	47 474	
Organismes souverains (3)	4 650	3 606	27 875	10 474	9 392	55 997	3 765	3 580	28 123	3 770	8 322	47 560	
Banques (3)	2 444	398	51 536	75 582	32 043	162 003	1 916	622	46 093	58 587	30 908	138 126	
<b>Prêts de gros</b>	<b>88 377 \$</b>	<b>51 372 \$</b>	<b>100 162 \$</b>	<b>190 471 \$</b>	<b>57 962 \$</b>	<b>488 344 \$</b>	<b>80 746 \$</b>	<b>41 543 \$</b>	<b>93 634 \$</b>	<b>152 990 \$</b>	<b>58 921 \$</b>	<b>427 834 \$</b>	
<b>Risque total</b>	<b>323 278 \$</b>	<b>157 946 \$</b>	<b>100 262 \$</b>	<b>190 471 \$</b>	<b>57 962 \$</b>	<b>829 919 \$</b>	<b>302 574 \$</b>	<b>136 016 \$</b>	<b>93 898 \$</b>	<b>152 990 \$</b>	<b>58 921 \$</b>	<b>744 399 \$</b>	

\* Ce tableau fait partie intégrante de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

(1) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des accords généraux de compensation. Le risque de crédit lié aux dérivés est mesuré à la juste valeur.

(2) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts et il représente les activités consolidées (activités poursuivies conjuguées aux activités abandonnées). Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle II sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accession à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(3) Se reporter à la note 4 de nos états financiers consolidés annuels de 2011 pour obtenir la définition de ces termes.

#### 2011 par rapport à 2010

Le risque de crédit brut total auquel nous sommes exposés a augmenté de 86 milliards de dollars, ou 11 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète les hausses enregistrées relativement aux portefeuilles de prêts de gros et de prêts de détail.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail s'est accru de 25 milliards de dollars, ou 8 %, en raison principalement de la forte croissance des volumes d'activités de financement aux fins d'accession à la propriété et de prêts aux particuliers au Canada, facteur neutralisé en partie par la réduction enregistrée relativement à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit, laquelle tient à l'accroissement des opérations de titrisation au cours de l'exercice. Le recours à des garanties et à des biens donnés en garantie fait partie intégrante de notre processus d'atténuation des risques liés à notre portefeuille de prêts de détail. Les prêts hypothécaires

assurés ont représenté 19 % de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels en 2011, comparativement à 20 % en 2010. Les prêts aux particuliers garantis ont représenté 56 % du total des prêts aux particuliers en cours en 2011, soit un résultat inchangé par rapport à 2010.

Le risque de crédit auquel nous sommes exposés relativement aux prêts de gros a augmenté de 61 milliards de dollars, ou 14 %, résultat qui reflète les augmentations enregistrées dans la plupart des catégories de risques. Les opérations de mise en pension de titres ont augmenté de 37 milliards de dollars, essentiellement dans les secteurs Banques, Services financiers autres que ceux fournis par des banques et organismes souverains, principalement en raison des activités de nouveaux clients et de l'accroissement des activités de certains clients. Les engagements inutilisés se sont accrus de 10 milliards de dollars, résultat qui a trait à la plupart des secteurs mais qui touche surtout le



secteur Énergie. Les prêts et acceptations en cours ont augmenté de 8 milliards de dollars, résultat qui a trait principalement au secteur Immobilier et secteurs connexes, au secteur Transport et environnement, ainsi qu'aux soins de santé et autres services compris dans le secteur Autres. Les autres risques se sont accrus de 6 milliards de dollars, résultat

qui a trait principalement au secteur Banques et qui tient essentiellement à la hausse des dépôts auprès de gouvernements ou d'institutions financières. Le taux d'utilisation des prêts s'est établi à 41 %, soit un résultat en baisse de 1 % par rapport à l'exercice précédent.

### Risque de crédit brut (compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts) par région géographique\*

Tableau 44

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2011						2010					
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation			Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation		
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres	Dérivés hors cote (1)	Risque total (2)	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres	Dérivés hors cote (1)	Risque total (2)
	En cours	Engagements inutilisés	Autres				En cours	Engagements inutilisés	Autres			
Canada	270 061 \$	127 423 \$	34 684 \$	60 893 \$	11 695 \$	504 756 \$	254 581 \$	113 860 \$	49 384 \$	48 006 \$	10 954 \$	476 785 \$
États-Unis	34 085	20 874	21 635	60 220	11 929	148 743	31 973	15 490	9 448	43 763	14 973	115 647
Europe	6 880	7 324	28 195	59 271	27 542	129 212	4 255	4 758	23 255	49 272	25 735	107 275
Autres pays	12 252	2 325	15 748	10 087	6 796	47 208	11 765	1 908	11 811	11 949	7 259	44 692
<b>Risque total (3)</b>	<b>323 278 \$</b>	<b>157 946 \$</b>	<b>100 262 \$</b>	<b>190 471 \$</b>	<b>57 962 \$</b>	<b>829 919 \$</b>	<b>302 574 \$</b>	<b>136 016 \$</b>	<b>93 898 \$</b>	<b>152 990 \$</b>	<b>58 921 \$</b>	<b>744 399 \$</b>

\* Ce tableau fait partie intégrante de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

(1) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des accords généraux de compensation. Le risque de crédit lié aux dérivés est mesuré à la juste valeur.

(2) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts et il représente les activités consolidées (activités poursuivies conjuguées aux activités abandonnées). Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle II sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accession à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(3) Le profil géographique est basé sur le pays de résidence.

#### 2011 par rapport à 2010

La composition géographique du risque de crédit brut auquel nous sommes exposés n'a pas varié de façon importante par rapport à l'exercice précédent au Canada, aux États-Unis, en Europe et dans les autres pays, les pourcentages enregistrés correspondant à 61 %, à 18 %, à 15 % et à 6 %, respectivement, du risque auquel nous sommes exposés.

L'augmentation de notre risque de crédit brut reflète principalement l'accroissement des risques chiffré à 33 milliards de dollars aux États-Unis, à 28 milliards au Canada et à 22 milliards en Europe. L'augmentation enregistrée aux États-Unis est en grande partie imputable

à l'accroissement des risques liés aux opérations de mise en pension de titres et aux autres soldes auprès d'institutions financières. L'augmentation enregistrée au Canada reflète l'accroissement des risques liés aux prêts en cours et aux engagements inutilisés concernant le portefeuille de prêts de détail ainsi que la hausse des risques liés aux opérations de mise en pension de titres, neutralisées en partie par la diminution des risques liés aux lettres de crédit et garanties et aux autres soldes du portefeuille de prêts de gros. En Europe, l'augmentation reflète l'accroissement des risques de toutes catégories, la hausse la plus importante concernant les opérations de mise en pension de titres garantis.

### Risques liés à certains pays européens

Tableau 45

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2011							
	Prêts et acceptations		Autres					
	En cours	Engagements inutilisés	Valeurs mobilières (1)	Lettres de crédit et garanties	Autres	Mise en pension de titres	Dérivés hors cote (2)	Total du risque de crédit lié à l'Europe
<b>Risque de crédit brut lié à l'Europe</b>	<b>6 880 \$</b>	<b>7 324 \$</b>	<b>18 167 \$</b>	<b>8 292 \$</b>	<b>1 736 \$</b>	<b>59 271 \$</b>	<b>27 542 \$</b>	<b>129 212 \$</b>
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres	-	-	-	-	-	58 379	-	58 379
Montant au titre du risque de crédit éventuel	-	-	-	-	-	-	18 329	18 329
Engagements inutilisés	-	7 324	-	8 292	-	-	-	15 616
<b>Risque de crédit utilisé brut lié à l'Europe (3)</b>	<b>6 880 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>18 167 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>1 736 \$</b>	<b>892 \$</b>	<b>9 213 \$</b>	<b>36 888 \$</b>
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des dérivés	-	-	-	-	-	-	5 461	5 461
Ajouter : Titres détenus à des fins de transaction	-	-	11 826	-	-	-	-	11 826
<b>Risque net lié à l'Europe (4)</b>	<b>6 880 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>29 993 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>1 736 \$</b>	<b>892 \$</b>	<b>3 752 \$</b>	<b>43 253 \$</b>

(1) Les valeurs mobilières comprennent des titres disponibles à la vente de 9,5 milliards de dollars, des titres détenus à des fins de transaction de 11,8 milliards et des dépôts de 8,7 milliards.

(2) Le risque de crédit lié aux dérivés est mesuré à la juste valeur.

(3) Selon notre interprétation des risques liés aux engagements capitalisés bruts présentés par certaines banques américaines, qui ne tiennent pas compte des engagements inutilisés, du montant au titre du risque de crédit éventuel et des biens donnés en garantie.

(4) Exclut un risque de 1,5 milliard de dollars (0,7 milliard en 2010) lié aux organismes supranationaux.

Comme il est fait mention ci-dessus, le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés est calculé en fonction des définitions présentées dans l'accord de Bâle II. En vertu de cette méthode, le risque est calculé compte non tenu de tout bien donné en garantie, mais compte tenu d'une estimation des variations futures possibles de ce risque. Conformément à cette définition, le total du risque de crédit lié à l'Europe auquel nous sommes exposés se chiffrait à 129 milliards de dollars au 31 octobre 2011. Pour la même période, le risque de crédit utilisé brut lié à l'Europe se chiffrait à 37 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres de 58 milliards, des engagements inutilisés relatifs aux prêts et aux lettres de crédit de 16 milliards et du montant de 18 milliards au titre du risque de crédit

éventuel au titre des dérivés hors cote. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe se chiffrait à 43 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie (principalement des liquidités) de 5 milliards au titre des dérivés hors cote et de l'ajout de titres détenus à des fins de transaction de 12 milliards détenus dans notre portefeuille de négociation, puisque ces derniers sont pris en compte dans le risque de marché. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe reflète aussi une tranche de 1,1 milliard de dollars de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont régulièrement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché. Ce risque net comprend également notre quote-part des risques auxquels est exposée RBC Dexia IS.

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2011						2010
	Prêts en cours	Valeurs mobilières (2)	Autres	Mises en pension de titres	Dérivés hors cote (3)	Total	Total
Royaume-Uni	4 118 \$	8 615 \$	281 \$	661 \$	1 664 \$	15 339 \$	13 453 \$
Allemagne	143	5 941	125	1	708	6 918	3 946
France	376	3 534	–	1	278	4 189	8 185
<b>Total – Royaume-Uni, Allemagne et France</b>	<b>4 637 \$</b>	<b>18 090 \$</b>	<b>406 \$</b>	<b>663 \$</b>	<b>2 650 \$</b>	<b>26 446 \$</b>	<b>25 584 \$</b>
Grèce	– \$	13 \$	– \$	– \$	– \$	13 \$	5 \$
Irlande	222	53	40	41	100	456	672
Italie	20	165	34	–	22	241	167
Portugal	–	19	–	–	9	28	40
Espagne	198	250	215	–	38	701	1 107
<b>Total – pays périphériques</b>	<b>440 \$</b>	<b>500 \$</b>	<b>289 \$</b>	<b>41 \$</b>	<b>169 \$</b>	<b>1 439 \$</b>	<b>1 991 \$</b>
Belgique	43 \$	1 551 \$	– \$	– \$	216 \$	1 810 \$	1 840 \$
Luxembourg	484	1 018	537	–	47	2 086	4 315
Pays-Bas	323	3 216	33	32	185	3 789	2 943
Suède	–	2 120	–	109	31	2 260	559
Suisse	723	1 834	94	24	112	2 787	1 159
Autres pays	230	1 664	377	23	342	2 636	1 397
<b>Total – autres pays d'Europe</b>	<b>1 803 \$</b>	<b>11 403 \$</b>	<b>1 041 \$</b>	<b>188 \$</b>	<b>933 \$</b>	<b>15 368 \$</b>	<b>12 213 \$</b>
<b>Total – Europe (4)</b>	<b>6 880 \$</b>	<b>29 993 \$</b>	<b>1 736 \$</b>	<b>892 \$</b>	<b>3 752 \$</b>	<b>43 253 \$</b>	<b>39 788 \$</b>

- (1) Tous les montants présentés tiennent compte de notre quote-part du risque auquel RBC Dexia IS est exposée, y compris les montants mis à jour pour 2010 en ce qui concerne les pays européens périphériques.
- (2) Les valeurs mobilières comprennent des titres disponibles à la vente de 9,5 milliards de dollars, des titres détenus à des fins de transaction de 11,8 milliards et des dépôts de 8,7 milliards.
- (3) Le risque de crédit lié aux dérivés est mesuré à la juste valeur.
- (4) Exclut un risque de 1,5 milliard de dollars (0,7 milliard en 2010) lié aux organismes supranationaux.

Pour ce qui est des risques liés aux pays, le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux plus grands pays européens, y compris le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, représente plus de 60 % du risque net auquel nous sommes exposés en Europe et il a trait principalement à nos secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine à l'échelle mondiale; il concerne particulièrement les titres à revenu fixe, les services de trésorerie, les dérivés et les prêts aux grandes entreprises et aux particuliers. Dans le cadre de ces activités, qui sont axées sur la clientèle, nous effectuons des transactions avec divers particuliers, institutions financières et grandes entreprises européens. Nous menons également des activités de courtier principal dans un certain nombre de pays, y compris le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, dans le cadre desquelles nous participons aux séances d'adjudication de titres d'emprunt gouvernementaux, et nous exerçons des activités de teneur de marché et fournissons des liquidités à nos clients. Les risques auxquels nous sommes exposés relativement aux banques européennes sont, en règle générale, à court terme, ou étayés à l'aide de conventions accessoires.

Le risque net auquel nous sommes exposés relativement à la Grèce, à l'Irlande, à l'Italie, à l'Espagne et au Portugal est demeuré faible, le risque de crédit total en cours s'élevant à 1,4 milliard de dollars au 31 octobre 2011, soit une baisse de 552 millions par rapport à l'exercice précédent. Ces risques ont notamment trait à nos activités de prêts, ainsi qu'aux risques liés à nos stocks de titres actifs et à nos positions sur dérivés. Le risque concerne principalement des titres de première qualité, les risques directs liés à des États souverains étant limités.

Le risque net le plus important auquel nous sommes exposés relativement à d'autres pays européens est principalement lié aux Pays-Bas, à la Suisse, à la Suède, au Luxembourg et à la Belgique, aucun autre pays ne comptant pour plus de 2 % du risque net total lié à l'Europe.

Les prêts en cours, chiffrés à 7 milliards de dollars, concernent principalement les entités de première qualité, notamment les grandes multinationales, et la majorité de ces prêts aux grandes entreprises ont été consentis au Royaume-Uni. Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en Europe est géré à l'échelle mondiale et les normes en matière de commissions de prise ferme appliquées à ce portefeuille de prêts s'inscrivent dans la foulée de l'approche prudente adoptée au Canada et aux États-Unis pour ce qui est de l'utilisation de notre bilan. La qualité de ce portefeuille de prêts se maintient et nous avons constaté des pertes de crédit négligeables de 24 millions de dollars dans ce portefeuille pour l'exercice terminé le 31 octobre 2011. Le ratio de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances et le ratio du montant brut des prêts douteux de ce portefeuille de prêts se sont établis à 0,42 % et à 1,24 %, respectivement.

Les valeurs mobilières comprennent des titres disponibles à la vente de 9,5 milliards de dollars, qui reflètent principalement nos placements dans des titres de pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) aux fins des exigences réglementaires et de la gestion des liquidités, ainsi que nos titres détenus à des fins de transaction liés à nos activités de tenue de marché pour nos clients et à nos besoins en matière de gestion des liquidités et du financement. Les dépôts comprennent principalement les dépôts auprès de banques centrales ou d'institutions financières, et comprennent aussi les dépôts relatifs à notre secteur Gestion de patrimoine dans les îles Anglo-Normandes. Toutes nos valeurs mobilières sont évaluées à la valeur de marché sur une base quotidienne.

Les opérations de mise en pension de titres sont principalement des opérations de financement garanties qui facilitent les activités des clients. Nous gérons notre risque en assurant une gestion active des biens reçus en garantie des clients, ce qui nécessite une évaluation quotidienne de la juste valeur des biens donnés en garantie et, au besoin, l'obtention de garanties supplémentaires afin de nous assurer que ces opérations sont assorties de garanties plus que suffisantes. L'écart nécessaire entre la valeur des biens donnés en garantie et celle des opérations est déterminé par la garantie sous-jacente, qui est principalement constituée de liquidités et de titres de gouvernement. De plus, nous assurons un suivi systématique des biens donnés en garantie afin de relever les concentrations excédentaires et modifier les garanties que nous détenons, au besoin.

Dans le cadre de nos activités de tenue de marché, nous offrons également à nos clients des produits dérivés hors cote, comme des dérivés sur taux d'intérêt, de change et autres, afin de fournir des liquidités et de faciliter le transfert et la couverture du risque. À cette fin, nous agissons habituellement à titre de contrepartiste et nous devons par conséquent fournir des capitaux pour que les opérations soient exécutées. Pour gérer le risque de crédit de contrepartie, nous avons recours à des biens donnés en garantie et à des accords généraux de compensation, qui permettent un règlement net unique de toutes les obligations financières en cas de défaut. Nos contreparties aux fins de ces opérations comprennent des institutions financières bénéficiant de bonnes cotes de crédit, dont la plupart se trouvent au Royaume-Uni, en Allemagne et en France. Plus de 80 % des garanties dans le cadre de ces opérations sont sous forme de liquidités. Le risque net lié à l'Europe évalué à la valeur de marché se chiffre à 3,8 milliards de dollars et est principalement constitué des risques liés au Royaume-Uni, à la France et à l'Allemagne, où nous exerçons nos activités avec des banques, des organismes souverains et des grandes entreprises hautement cotés.

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2011											2010	
	R.-U.	Allemagne	France	Total – R.-U., Allemagne et France	Grèce	Irlande	Italie	Portugal	Espagne	Total – pays périphériques	Autres pays d'Europe	Total – Europe	Total – Europe
Institutions financières	9 426 \$	5 092 \$	1 563 \$	16 081 \$	– \$	185 \$	144 \$	11 \$	397 \$	737 \$	10 438 \$	27 256 \$	23 020 \$
Organismes souverains	1 162	1 482	1 887	4 531	–	144	42	1	55	242	2 377	7 150	9 451
Grandes entreprises	4 751	344	739	5 834	13	127	55	16	249	460	2 553	8 847	7 317
<b>Total du risque de crédit net lié à l'Europe</b>	<b>15 339 \$</b>	<b>6 918 \$</b>	<b>4 189 \$</b>	<b>26 446 \$</b>	<b>13 \$</b>	<b>456 \$</b>	<b>241 \$</b>	<b>28 \$</b>	<b>701 \$</b>	<b>1 439 \$</b>	<b>15 368 \$</b>	<b>43 253 \$</b>	<b>39 788 \$</b>

Prêts et acceptations

Tableau 48		
(en millions de dollars canadiens)	2011	2010
Prêts hypothécaires résidentiels	134 804 \$	126 790 \$
Prêts aux particuliers	82 192	75 519
Prêts sur cartes de crédit	9 007	9 916
Prêts aux petites entreprises	2 481	2 712
<b>Prêts de détail</b>	<b>228 484 \$</b>	<b>214 937 \$</b>
Prêts aux entreprises		
Exploitations agricoles	4 880	4 705
Industrie automobile	3 025	3 228
Biens de consommation	5 341	5 202
Énergie	6 545	5 869
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	3 857	4 593
Industrie forestière	698	726
Produits industriels	3 381	3 143
Mines et métaux	1 122	587
Secteur immobilier et secteurs connexes	15 569	12 651
Technologie et médias	2 712	2 257
Transport et environnement	4 927	3 546
Autres (1)	18 296	15 290
Organismes souverains	4 650	3 765
Banques	2 444	1 916
<b>Prêts de gros</b>	<b>77 447 \$</b>	<b>67 478 \$</b>
<b>Total des prêts et des acceptations</b>	<b>305 931 \$</b>	<b>282 415 \$</b>
<b>Total de la provision pour pertes sur prêts</b>	<b>(1 958) \$</b>	<b>(2 038) \$</b>
<b>Total des prêts et acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts</b>	<b>303 973 \$</b>	<b>280 377 \$</b>

(1) Pour 2011, le poste Autres est lié à d'autres services, 6,0 milliards de dollars, aux produits de financement, 4,1 milliards, aux sociétés de portefeuille et de placement, 4,2 milliards, au secteur de la santé, 3,1 milliards et à d'autres éléments, 0,9 milliard milliards. Pour 2010, le poste Autres est lié à d'autres services, 5,4 milliards de dollars, aux produits de financement, 4,3 milliards, aux sociétés de portefeuille et de placement, 3,3 milliards, au secteur de la santé, 2,0 milliards et à d'autres éléments, 0,3 milliard.

2011 par rapport à 2010

Les prêts et acceptations liés aux activités poursuivies ont augmenté de 24 milliards de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement l'importante croissance des prêts de détail au Canada et la forte croissance de notre portefeuille de prêts de gros dans la plupart des secteurs géographiques.

La croissance de 14 milliards de dollars, ou 6 %, des prêts de détail tient à la forte croissance des volumes, principalement en ce qui concerne nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux particuliers au Canada.

Les prêts aux particuliers, qui comprennent les marges de crédit aux fins d'accession à la propriété, sont présentés principalement dans le secteur Services bancaires canadiens. Les limites de crédit autorisées aux termes de ces marges de crédit augmentent automatiquement au fur et à mesure que l'emprunt hypothécaire du client est remboursé, et le total du prêt hypothécaire et du montant autorisé aux termes de la marge de crédit égale 80 % de la valeur cotisée de la propriété. Au 31 octobre 2011, une tranche de 41 milliards de dollars de notre portefeuille, comparativement à 37 milliards en 2010, se composait de marges de crédit aux fins d'accession à la propriété. Plus de 95 % de ces marges de crédit sont garanties à l'aide d'un privilège de premier rang grevant la propriété. Les marges de crédit aux fins d'accession à la propriété représentent environ 50 % du montant total de 82 milliards de dollars au titre des prêts aux particuliers comptabilisé en 2011. Une tranche de moins de 7 % des clients qui utilisent une marge de crédit aux fins d'accession à la propriété acquittent uniquement les paiements d'intérêt prévus.

Les prêts de gros et acceptations ont augmenté de 10 milliards de dollars, résultat qui tient essentiellement aux volumes élevés de prêts aux grandes entreprises du secteur Marchés des Capitaux aux États-Unis et à la croissance du portefeuille de prêts commerciaux au Canada.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit – activités poursuivies

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Tableau 49		
(en millions de dollars canadiens)	2011	2010
Services bancaires canadiens (1)	980 \$	1 191 \$
Services bancaires internationaux (1)	91	142
Marchés des Capitaux (1)	(20)	20
Services de soutien généraux (1), (2)	(76)	(113)
<b>Canada (3)</b>		
Prêts hypothécaires résidentiels	3 \$	7 \$
Prêts aux particuliers	398	444
Prêts sur cartes de crédit	364	399
Prêts aux petites entreprises	34	45
<b>Prêts de détail</b>	<b>799</b>	<b>895</b>
<b>Prêts de gros</b>	<b>73</b>	<b>122</b>
<b>Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances</b>	<b>872</b>	<b>1 017</b>
<b>États-Unis (3)</b>		
Prêts de détail	4 \$	– \$
Prêts de gros	(13)	62
<b>Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances</b>	<b>(9)</b>	<b>62</b>
<b>Autres pays (3)</b>		
Prêts de détail	33 \$	31 \$
Prêts de gros	77	124
<b>Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances</b>	<b>110</b>	<b>155</b>
<b>Total de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances</b>	<b>973</b>	<b>1 234</b>
<b>Provision générale (2)</b>	<b>2</b>	<b>6</b>
<b>Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances</b>	<b>975 \$</b>	<b>1 240 \$</b>

- Les secteurs pour lesquels la dotation à la provision pour pertes sur créances est importante sont présentés dans le tableau ci-dessus.
- La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux se compose principalement de la dotation à la provision générale et d'un ajustement lié à la dotation à la provision pour pertes sur créances au titre des prêts sur cartes de crédit titrisés qui sont gérés par le secteur Services bancaires canadiens.
- Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

2011 par rapport à 2010

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est élevé à 975 millions de dollars, en baisse de 265 millions, ou 21 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui est en grande partie attribuable à la diminution de 261 millions de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens a reculé de 211 millions de dollars, ou 18 %, en raison essentiellement de la baisse des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit tenant au nombre moins élevé de faillites, ainsi que de la diminution des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts aux particuliers non garantis, laquelle reflète l'amélioration de la conjoncture économique.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires internationaux a diminué de 51 millions de dollars, ou 36 %, en raison surtout de la baisse des dotations liées à notre portefeuille de prêts commerciaux dans les Antilles et du fait que les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de dotations liées à plusieurs comptes.

Au cours de la période considérée, nous avons comptabilisé une reprise sur provision pour pertes sur créances de 20 millions de dollars dans le secteur Marchés des Capitaux, qui concerne plusieurs prêts et qui a été neutralisée en partie par des dotations. À l'exercice précédent, nous

avons comptabilisé une dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances de 20 millions de dollars.

### Montant brut des prêts douteux

<b>Tableau 50</b>		
(en millions de dollars canadiens)	2011	2010
Services bancaires canadiens (1)	1 270 \$	1 406 \$
Services bancaires internationaux (1)	784	731
Marchés des Capitaux (1)	264	409
Services de soutien généraux et autres (1)	69	133
Canada (2)		
Prêts de détail	795 \$	767 \$
Prêts de gros	513	771
États-Unis (2)		
Prêts de détail	6	–
Prêts de gros	176	364
Autres pays (2)		
Prêts de détail	247	251
Prêts de gros	650	526
<b>Total du montant brut des prêts douteux</b>	<b>2 387 \$</b>	<b>2 679 \$</b>

- (1) Les secteurs pour lesquels le montant brut des prêts douteux est important sont présentés dans le tableau ci-dessus.  
 (2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

#### 2011 par rapport à 2010

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 292 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires canadiens a reculé de 136 millions de dollars, ou 10 %, résultat qui reflète en grande partie le nombre moins élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux entreprises tenant à la réduction du nombre de nouveaux prêts douteux.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires internationaux a augmenté de 53 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement du nombre plus élevé de prêts douteux visant en grande partie les secteurs Autres, Exploitations agricoles et Produits industriels liés à notre portefeuille de prêts commerciaux dans les Antilles.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 145 millions de dollars, ou 35 %, résultat qui tient en grande partie au nombre moins élevé de prêts douteux liés aux secteurs Immobilier, Produits industriels et Industrie automobile, ce qui reflète essentiellement les ventes de prêts et les remboursements effectués. Ce résultat a été neutralisé en partie par de nouveaux prêts douteux liés aux secteurs Transport et environnement et Autres services.

### Provision pour pertes sur créances

<b>Tableau 51</b>		
(en millions de dollars canadiens)	2011	2010
Provisions spécifiques pour pertes sur créances		
Canada (1)	326 \$	360 \$
États-Unis (1)	70	85
Autres pays (1)	250	276
<b>Total des provisions spécifiques pour pertes sur créances</b>	<b>646</b>	<b>721</b>
Provision générale		
Prêts de détail	878	931
Prêts de gros	525	474
<b>Total de la provision générale</b>	<b>1 403</b>	<b>1 405</b>
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 049 \$</b>	<b>2 126 \$</b>

- (1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

#### 2011 par rapport à 2010

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué de 77 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement d'une réduction de 75 millions des provisions spécifiques reflétant l'amélioration générale de la qualité des actifs, ainsi que des facteurs dont il est fait mention ci-dessus à la rubrique Dotation à la provision pour pertes sur créances.

### Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que les variations des facteurs de marché tels que les taux d'intérêt et de change, le cours des actions et des marchandises et les écarts de taux entraînent des pertes. Nos activités de négociation et de gestion d'actif et de passif nous exposent à un risque de marché. Le niveau de risque auquel nous sommes exposés varie selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et des rendements et la composition de notre portefeuille de négociation.

#### Risque de marché lié aux activités de négociation

Nous exerçons des activités de négociation sur le marché hors cote et sur les marchés boursiers en ce qui a trait aux opérations au comptant, aux contrats à terme de gré à gré, aux contrats à terme standardisés et aux options. Nous procédons également à des opérations concernant des produits dérivés structurés. Notre groupe des opérations sur titres exerce surtout des activités de tenue de marché, d'exécution d'opérations qui répondent aux besoins financiers de nos clients et de transfert des risques du marché à l'ensemble du marché des capitaux. Nous agissons également à titre de contrepartiste et adoptons des positions de risque de marché pour notre propre compte en respectant les limites autorisées établies par le Conseil d'administration. Le portefeuille de négociation, tel que le définit le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), se compose de positions de trésorerie et de positions sur dérivés détenues à des fins de revente à court terme, qui visent à profiter à court terme des écarts réels ou prévus entre les cours acheteur et vendeur ou à fixer les profits tirés des activités d'arbitrage. L'étendue de nos activités de négociation vise à diversifier le risque de marché lié à une stratégie donnée et à réduire la volatilité des revenus de négociation.

Le risque de marché lié aux activités de négociation reflète les répercussions défavorables possibles de nos activités de négociation sur notre bénéfice et sur notre valeur économique, et les composantes de ce risque sont les suivantes :

- Le risque de taux d'intérêt découle des fluctuations des taux d'intérêt et il se compose du risque directionnel, du risque lié à la courbe de rendement, du risque de corrélation et des risques liés aux options. Il est également lié au risque d'écart de taux découlant des changements dans les écarts de taux des émetteurs.
- Le risque spécifique de crédit découle de changements dans le degré de solvabilité et des défaillances des émetteurs des produits à revenu fixe que nous détenons.
- Le risque de change découle des variations des cours du change et des métaux précieux et de leur volatilité implicite sur les marchés. En ce qui a trait à nos positions pour notre propre compte, nous sommes exposés au risque de change à la fois sur les marchés des opérations de change au comptant, des contrats de change à terme et des dérivés.
- Le risque lié aux actions découle des variations du cours de certaines actions ou des variations du niveau des indices boursiers.
- Le risque lié aux cours des marchandises découle des variations et de la volatilité des cours des marchandises.
- Le risque d'illiquidité sur le marché découle de l'incapacité à liquider nos positions ou à acquérir des couvertures pour neutraliser nos positions de négociation.

#### Mesure du risque

Nous utilisons des outils de mesure des risques tels que la valeur à risque (VAR), les analyses de sensibilité et les évaluations des facteurs de stress pour évaluer les tendances globales du risque par rapport au rendement et pour signaler les tendances ou les positions défavorables à la haute direction.

En ce qui concerne la plupart de nos positions liées aux activités de négociation sur les marchés des devises, des taux d'intérêt, des actions, des marchandises et du crédit, nous calculons les besoins de trésorerie selon l'approche des modèles internes pour laquelle nous avons obtenu une approbation du BSIF. Le capital réglementaire aux fins du risque de marché est attribué en fonction de la VAR uniquement dans le cas des activités pour lesquelles l'approche des modèles internes a été approuvée. La VAR liée aux ajustements de l'évaluation du crédit et aux produits qui ne sont pas considérés comme faisant partie du portefeuille de négociation n'est pas prise en compte selon l'approche des modèles internes.

### Valeur à risque

La VAR est une technique statistique qui sert à évaluer la pire perte prévue au cours d'une période de un jour, en fonction d'un intervalle de confiance de 99 %. Il se pourrait que des pertes plus importantes se produisent, mais une telle probabilité est faible. Par exemple, notre modèle de la VAR est fondé sur un intervalle de confiance de 99 %. Par conséquent, dans le cas d'un portefeuille ayant une VAR de 20 millions de dollars détenu sur une période de un jour, la probabilité qu'une perte supérieure à 20 millions se produise durant cette période est de 1 %.

Nous évaluons la VAR pour chaque catégorie de risque important sur une base distincte. Par ailleurs, nous évaluons et surveillons l'incidence des corrélations entre les fluctuations des taux d'intérêt, du risque spécifique de crédit, des taux de change et des cours des actions et des marchandises et nous mettons en évidence l'effet de diversification de notre portefeuille de négociation. Nous quantifions ensuite les résultats obtenus et les incluons à l'effet de diversification illustré dans le tableau de la VAR.

Comme c'est le cas pour toute mesure du risque modélisée, certaines limitations découlent des hypothèses liées à la VAR. La VAR historique se fonde sur l'hypothèse que l'avenir sera identique au passé. Les scénarios historiques utilisés pour calculer la VAR pourraient ne pas refléter une volatilité extrême du marché. Par conséquent, ces scénarios pourraient ne pas refléter le prochain cycle du marché. Qui plus est, le recours à une VAR sur un horizon de un jour aux fins de l'évaluation des risques laisse supposer que des positions pourraient être vendues ou couvertes dans la prochaine séance, mais cette hypothèse pourrait se révéler peu réaliste si une illiquidité partielle ou complète était observée sur le marché. Le modèle de la VAR a intégré des événements survenus sur le marché depuis la fin de 2009 et s'étant poursuivis pendant la plus grande partie de 2011.

### Validation

Afin que la VAR reflète efficacement notre risque de marché, nous supervisons et améliorons constamment nos méthodes. Des contrôles ex post quotidiens servent à comparer les profits et pertes hypothétiques et la VAR, afin de surveiller la validité statistique de l'intervalle de confiance de 99 % lié à l'évaluation de la VAR quotidienne. Aux fins des contrôles ex post, nous maintenons les positions et isolons l'incidence des fluctuations réelles des taux du marché au cours de la prochaine séance et des dix prochaines séances sur la valeur de marché des portefeuilles. Les variations des positions intrajournalières donnent lieu à la quasi-totalité de l'écart entre les profits et pertes établis au moyen des contrôles ex post théoriques et les profits et pertes réels. Les modèles de la VAR et les facteurs liés au risque de marché font l'objet d'examen indépendants périodiques, de manière à s'assurer de leur exactitude et de leur fiabilité.

### Analyse de sensibilité et évaluations des facteurs de stress

Les analyses de sensibilité servent à mesurer l'incidence des mouvements mineurs des facteurs de risque individuels tels que les taux d'intérêt et les taux de change et elles sont conçues de manière à isoler et à quantifier l'exposition aux risques sous-jacents.

Dans le cas de conjonctures de marchés plus extrêmes, nous utilisons des évaluations des facteurs de stress pour mesurer notre exposition à des événements politiques, économiques ou à d'autres événements perturbateurs possibles et elles servent à aviser la haute direction de la situation. Nous procédons à plusieurs types d'évaluations des facteurs de stress touchant des événements historiques tels que l'effondrement boursier de 1987 et la volatilité des marchés enregistrée en 2008 et au début de 2009, ainsi que des événements hypothétiques, qui représentent des événements futurs possibles plausibles, mais qui sont peu probables. En raison du contexte actuel du marché, nous avons étayé nos mesures actuelles du risque de marché au moyen de mises à jours fréquentes du scénario historique utilisé pour calculer la VAR, et nous avons également modifié les facteurs de risque utilisés aux fins des calculs, de manière qu'ils reflètent de façon appropriée les conditions actuelles sur les marchés. Les scénarios liés à ces évaluations sont revus et modifiés le cas échéant, afin de tenir compte d'événements ou de situations hypothétiques pertinents. Bien que nous nous efforcions de demeurer prudents dans le cadre de nos évaluations des facteurs de stress, rien ne garantit que nos hypothèses à cet égard tiendront compte de tous les scénarios qui pourraient se produire sur le marché.

### Contrôle des risques

Un cadre de référence exhaustif concernant les risques de marché régit les activités de négociation et les risques liés à ces activités et il fournit des lignes de conduite sur la gestion, les unités fonctionnelles de conformité à la réglementation et les secteurs d'activité. Nous utilisons une gamme étendue de principes, de règles, de contrôles et de limites qui

sont conformes aux meilleures pratiques de l'industrie. Notre cadre de référence pour la gestion du risque de marché est conçu de manière à assurer une diversification globale appropriée de nos risques. Le Conseil d'administration approuve les pouvoirs d'approbation des plafonds liés au risque de marché en fonction des recommandations des comités de gestion des risques, et ces pouvoirs sont délégués aux cadres dirigeants. La surveillance indépendante des activités de gestion du risque de marché lié aux activités de négociation incombe à la division Gestion des risques de marché et de crédit commercial, Gestion des risques du Groupe, laquelle établit les plafonds et les politiques liés au risque de marché et élabore, étudie en détail et maintient nos divers systèmes et techniques quantitatives. Des rapports à l'échelle de l'entreprise sont présentés au chef de la gestion des risques et à la haute direction et servent à contrôler la conformité aux plafonds établis aux fins de la VAR et des facteurs de stress approuvés par le Conseil d'administration. Les plafonds liés au risque relatif à la taille théorique, au risque à terme et au risque global qui sont fixés pour les pupites de négociation, les portefeuilles et les secteurs d'activité font l'objet d'une surveillance.

Le tableau ci-après illustre la VAR par catégorie de risque important liée au total des activités de négociation selon l'approche d'attribution du capital fondée sur des modèles internes, ainsi que l'effet de diversification de nos portefeuilles, lequel représente l'écart entre la VAR et la somme des VAR individuelles par facteur de risque.

**VAR par catégorie de risque important selon l'approche des modèles internes\***

**Tableau 52**

(en millions de dollars canadiens)	2011				2010			
	Pour l'exercice terminé le 31 octobre				Pour l'exercice terminé le 31 octobre			
	Au 31 oct.	Moyenne	Haut	Bas	Au 31 oct.	Moyenne	Haut	Bas
Actions	4 \$	16 \$	28 \$	3 \$	10 \$	16 \$	30 \$	7 \$
Change	5	2	8	1	2	5	11	1
Marchandises	3	2	4	-	2	2	7	-
Taux d'intérêt	22	27	41	19	33	44	61	30
Risque spécifique de crédit	15	19	24	15	20	18	22	11
Effet de diversification	(23)	(30)	(52)	(21)	(34)	(37)	(51)	(22)
<b>VAR</b>	<b>26 \$</b>	<b>36 \$</b>	<b>49 \$</b>	<b>22 \$</b>	<b>33 \$</b>	<b>48 \$</b>	<b>66 \$</b>	<b>33 \$</b>

\* Ce tableau fait partie intégrante de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

### VaR (selon l'approche des modèles internes)

#### 2011 par rapport à 2010

La moyenne de la VaR s'est établie à 36 millions de dollars, en baisse de 12 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la diminution du risque de taux d'intérêt, laquelle tient au fait que le modèle de la VAR ne tient plus compte des scénarios historiques de la fin de 2008 et du début de 2009, qui reflétaient des niveaux de volatilité plus élevés. La diminution reflète également la réduction du risque de change découlant du moins grand nombre d'activités commerciales, facteur neutralisé en partie par l'augmentation du risque spécifique de crédit découlant de certaines positions générant un rendement élevé. Par ailleurs, certaines activités visant à réduire les risques liés à nos activités de négociation de titres à revenu fixe à l'échelle mondiale ont été déployées au cours du deuxième semestre.

### VaR liée à la gestion

Aux fins de la gestion, nous calculons la VAR de chacune de nos positions de négociation, y compris celles auxquelles s'applique l'approche standardisée d'attribution du capital préconisée par le BSIF. Les produits auxquels s'applique cette approche et qui sont pris en compte dans la VAR liée à la gestion comprennent les titres adossés à des créances hypothécaires garantis par une agence et ceux non garantis par une agence, les contrats à valeur stable visant des polices d'assurance détenues par des banques, certaines positions sur les marchés des marchandises et certains dérivés sur actions structurés et dérivés de taux d'intérêt. La VAR relative à ces positions et l'effet de diversification du reste du portefeuille pourraient être assujettis à des limitations additionnelles et pourraient ne pas être calculés au moyen des mêmes techniques que celles appliquées aux positions établies selon l'approche des modèles internes. Par conséquent, la VAR liée à la gestion tient compte de toutes nos activités de négociation, peu importe le traitement du capital. Elle est présentée de manière à assurer la concordance de l'information financière présentée et des mesures de gestion internes qui tiennent compte de toutes les activités de négociation.

Comme c'est le cas pour l'approche des modèles internes, la VAR liée aux ajustements de l'évaluation du crédit et aux produits qui ne sont pas considérés comme faisant partie du portefeuille de négociation n'est pas prise en compte dans la VAR liée à la gestion.

## VAR liée à la gestion

Tableau 53

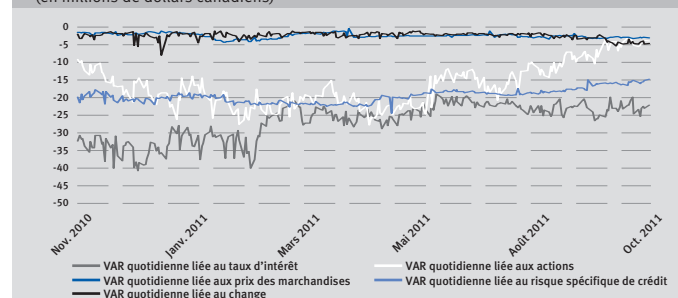
(en millions de dollars canadiens)	2011				2010			
	Pour l'exercice terminé le 31 octobre				Pour l'exercice terminé le 31 octobre			
	Au 31 oct.	Moyenne	Haut	Bas	Au 31 oct.	Moyenne	Haut	Bas
Actions	7 \$	11 \$	21 \$	5 \$	18 \$	15 \$	27 \$	7 \$
Change	5	2	8	1	2	5	10	1
Marchandises	3	3	6	1	4	4	8	-
Taux d'intérêt	36	45	61	32	52	59	74	46
Risque spécifique de crédit	15	19	24	15	20	18	22	11
Effet de diversification	(22)	(27)	(40)	(20)	(38)	(41)	(57)	(25)
<b>VAR</b>	<b>44 \$</b>	<b>53 \$</b>	<b>67 \$</b>	<b>36 \$</b>	<b>58 \$</b>	<b>60 \$</b>	<b>77 \$</b>	<b>42 \$</b>

### VaR (VaR liée à la gestion)

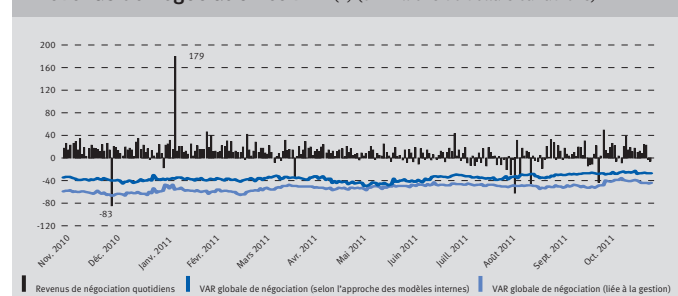
#### 2011 par rapport à 2010

La moyenne de la VAR liée à la gestion s'est établie à 53 millions de dollars, en baisse de 7 millions par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat tient principalement à la réduction du risque de taux d'intérêt, du risque lié aux actions et du risque de change. La diminution de la VaR liée au taux d'intérêt tient essentiellement au fait que le modèle de la VAR ne tient plus compte des scénarios historiques de la fin de 2008 et du début de 2009, comme il est fait mention ci-dessus, ainsi qu'à la réduction des risques liés à nos activités de négociation de titres à revenu fixe à l'échelle mondiale au deuxième semestre de l'exercice. La moyenne de la VaR liée aux actions a diminué, en raison principalement de la vente de positions résiduelles liées aux activités de prise ferme au cours du premier semestre. La diminution a été neutralisée en partie par une réduction de l'effet de diversification, qui est passé de 41 % à 34 %, résultat qui reflète la réduction générale des risques.

### VaR par catégorie de risque important (selon l'approche des modèles internes) Exercice terminé le 31 octobre 2011 (en millions de dollars canadiens)

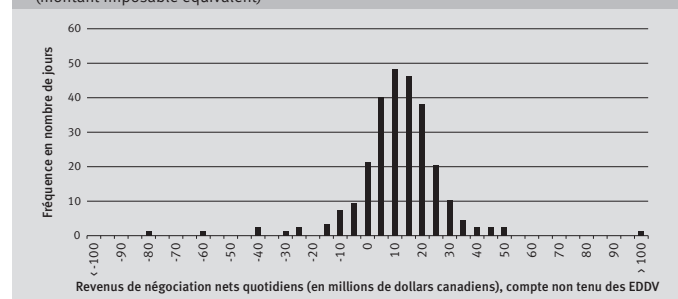


### Revenus de négociation et VAR (1) (en millions de dollars canadiens)



- 1) Revenus de négociation majorés au montant imposable équivalent, à l'exception des revenus liés aux EDDV consolidés.

### Revenus de négociation pour l'exercice terminé le 31 octobre 2011 (montant imposable équivalent)



## Revenus tirés des activités de négociation

Les revenus tirés des activités de négociation tiennent compte de toutes les positions comprises dans la VAR calculée selon l'approche des modèles internes, ainsi que de celles aux termes du traitement du capital réglementaire selon l'approche standardisée. Ces revenus comprennent également les gains et pertes associés aux variations de notre ajustement de l'évaluation du crédit touchant les dérivés. L'étendue de nos activités de négociation vise à diversifier le risque de marché lié à une stratégie donnée et à réduire la volatilité des revenus de négociation.

### 2011 par rapport à 2010

Au cours de l'exercice, nous avons connu 48 séances marquées par des pertes de négociation nettes, par rapport à 30 séances en 2010. La perte la plus marquée, qui a totalisé 83 millions de dollars, est survenue le 30 novembre 2010. Cette perte tenait principalement à l'ajustement de l'évaluation du crédit effectué à la fin du mois relativement au risque lié à MBIA. Le 31 décembre 2010, un règlement est intervenu avec MBIA relativement à la résiliation de la police d'assurance souscrite directement auprès de cet assureur spécialisé. Les revenus liés à ce règlement ont été comptabilisés le 7 janvier 2011. La deuxième perte la plus marquée est survenue le 8 août 2011 et elle est en grande partie imputable à la volatilité des marchés découlant de la révision à la baisse de la cote de la dette des États-Unis effectuée par Standard & Poor's. L'accroissement de la volatilité des revenus tirés des activités de négociation quotidiennes au cours du deuxième semestre, lequel s'est produit principalement au début du quatrième trimestre et s'est stabilisé au cours de la deuxième moitié de ce trimestre, est imputable aux craintes du marché liées à la crise de l'endettement touchant des États souverains en Europe et à la révision à la baisse de la cote de la dette des États-Unis.

### Risque de marché lié aux activités autres que de négociation (gestion de l'actif et du passif)

Les activités bancaires traditionnelles autres que de négociation, telles que l'acceptation de dépôts et les prêts, nous exposent au risque de marché, dont le risque de taux d'intérêt qui en est la principale composante.

Notre objectif consiste à gérer le risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation figurant au bilan de manière à le maintenir à un niveau ciblé. Nous modifions le profil de risque du bilan au moyen d'opérations de couverture proactives pour atteindre le niveau ciblé. Les principales sources de risque de taux d'intérêt comprennent les risques liés aux dates d'échéance et de révision des taux de certains prêts bancaires, les placements, le passif, les dérivés, les éléments hors bilan ainsi que les options intégrées aux produits telles que les taux d'intérêt plafonds ou planchers et les options de remboursement anticipé.

Pour des renseignements supplémentaires sur le risque de taux d'intérêt et sur l'utilisation de dérivés aux fins de la gestion de l'actif et du passif, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan ainsi qu'aux notes 7 et 26 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

### Mesure du risque

Nous évaluons constamment les occasions d'adopter les meilleures pratiques en matière d'évaluation des instruments, de modélisation économétrique et de couverture. Pour ce faire, nous procédons notamment à une évaluation des processus traditionnels de gestion de l'actif et du passif et nous appliquons les méthodes quantitatives les plus récentes à nos processus. Nous mesurons notre risque sur une base quotidienne, hebdomadaire et mensuelle, en adoptant la fréquence appropriée selon la taille et la complexité du portefeuille. La mesure du risque est fonction des taux facturés aux clients ainsi que des taux sur lesquels se fonde l'établissement des prix de cession interne des fonds. L'analyse du taux de référence est l'une des mesures utilisées aux fins de la gestion des risques. Cette analyse nous fournit une évaluation de la sensibilité de la valeur économique de nos capitaux propres aux fluctuations instantanées des points individuels sur la courbe de rendement. La valeur économique des capitaux propres correspond à la valeur actualisée nette de notre actif, de notre passif et de nos instruments hors bilan.

Nous complétons notre évaluation en mesurant le risque de taux d'intérêt en fonction de divers scénarios de marché dynamiques et statiques. Les scénarios dynamiques simulent notre revenu d'intérêt en réponse à diverses combinaisons de facteurs commerciaux et de facteurs de marché. Les facteurs commerciaux comprennent des hypothèses concernant des stratégies futures d'établissement des prix ainsi que le volume et la composition des nouvelles affaires, tandis que les facteurs de marché comprennent des fluctuations présumées des taux d'intérêt ainsi que des variations dans la forme des courbes de rendement. Les scénarios statiques complètent les scénarios dynamiques et sont aussi utilisés pour évaluer les risques liés à la valeur des capitaux propres et au revenu net d'intérêt.

Dans le cadre de notre processus de surveillance, nous évaluons l'efficacité de nos activités d'atténuation du risque de taux d'intérêt en fonction de la valeur et du bénéfice, et les hypothèses qui sous-tendent les modèles sont corroborées par le comportement réel des clients.

### Contrôle des risques

La surveillance des politiques, des plafonds et des normes en matière d'exploitation visant le risque de marché lié aux activités autres que de négociation incombe au Comité actif-passif. Le Comité actif-passif, le Comité de la politique de prêt, le Comité de gestion des risques du Conseil d'administration ainsi que le Conseil d'administration examinent régulièrement les rapports sur le risque de taux d'intérêt. La politique structurelle régissant la gestion du risque de taux d'intérêt établit les normes de gestion et les plafonds acceptables en deçà desquels le risque lié au revenu net d'intérêt sur un horizon de 12 mois et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres doivent être maintenus. Ces plafonds sont fondés sur un mouvement parallèle immédiat et soutenu de plus ou moins 100 points de base sur la courbe de rendement. Le plafond relatif au risque lié au revenu net d'intérêt est égal à 3 % du revenu net d'intérêt prévu et, en ce qui concerne le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, il correspond à 3,75 % des capitaux propres. Les plafonds ayant trait au risque de taux d'intérêt sont revus et approuvés annuellement par le Conseil d'administration.

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base et de 200 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présupposant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures sont fondées sur des hypothèses formulées par la haute direction et elles sont validées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos mesures liées à la gestion des risques. Au cours de l'exercice 2011, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif.

### Évaluations du risque de marché – activités bancaires autres que de négociation\*

Tableau 54

(en millions de dollars canadiens)	2011						2010		2009	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (2)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt
	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total				
<b>Avant l'incidence fiscale d'une :</b>										
augmentation des taux de 100 p.b.	(486)\$	32 \$	(454)\$	254 \$	53 \$	307 \$	(484)\$	93 \$	(230)\$	339 \$
diminution des taux de 100 p.b.	448	(36)	412	(136)	(25)	(161)	425	(98)	214	(112)
<b>Avant l'incidence fiscale d'une :</b>										
augmentation des taux de 200 p.b.	(976)	51	(925)	562	146	708	(1 003)	232	(487)	619
diminution des taux de 200 p.b.	619	(4)	615	(160)	(29)	(189)	735	(95)	323	(169)

\* Ce tableau fait partie intégrante de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos Services bancaires aux États-Unis, y compris nos activités poursuivies et nos activités abandonnées.

(2) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

### Risque de change lié aux activités autres que de négociation

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux de change sur le bénéfice et la valeur économique. Nos revenus, nos charges et notre bénéfice libellés en devises autres que le dollar canadien sont assujettis aux fluctuations de la moyenne du dollar canadien par rapport à la moyenne de ces devises. Notre exposition la plus importante touche le dollar américain, en raison du volume d'activités que nous exerçons aux États-Unis et de nos opérations conclues en dollars américains. Nous sommes également exposés à un risque lié à la livre sterling et à l'euro en raison de nos opérations conclues dans ces devises à l'échelle mondiale. L'appréciation ou la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou à l'euro pourrait faire diminuer ou augmenter, selon le cas, la valeur convertie de nos revenus, charges et bénéfices libellés en devises et pourrait aussi avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation. Nous sommes aussi exposés au risque de change découlant de nos placements dans des établissements étrangers. Dans le cas des placements en titres de capitaux propres qui ne font pas l'objet d'une opération de couverture, lorsque le dollar canadien s'apprécie par rapport à d'autres devises, les pertes de change non réalisées sur les placements étrangers nets donnent lieu à une diminution de nos capitaux propres, par l'entremise du compte de conversion cumulatif, et à une réduction de la valeur de conversion de l'actif pondéré en fonction des risques liés aux opérations libellées en devises. La situation inverse se produit lorsque le dollar canadien se déprécie par rapport à d'autres devises. Nous tenons donc compte de ces répercussions lorsque nous déterminons le niveau approprié de nos placements dans des établissements étrangers qui doivent faire l'objet d'une opération de couverture.

Nos objectifs, politiques et méthodes globaux en matière de gestion du risque de marché lié aux activités de négociation et aux activités autres que de négociation n'ont pas subi de modifications importantes par rapport à 2010.

### Gestion des liquidités et du financement

Le risque d'illiquidité et de financement (risque d'illiquidité) est le risque qui se produit lorsque nous ne sommes pas en mesure de générer ni d'obtenir, en temps opportun et de façon rentable, la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements.

Notre position de liquidités est établie de manière à satisfaire à nos engagements actuels et éventuels, tout en assurant notre situation de capital ainsi que notre sécurité et notre solidité dans des conditions de stress. Afin d'atteindre ces objectifs, nous appliquons un cadre de gestion des liquidités exhaustif et des stratégies d'atténuation des principaux risques d'illiquidité qui visent :

- l'établissement d'un équilibre approprié entre le niveau de risque que nous assumons et les coûts engagés pour atténuer ce risque, tout en tenant compte de l'incidence éventuelle que des événements extrêmes mais plausibles pourraient avoir;
- un accès élargi à des sources de financement, y compris le maintien d'un nombre crédible de dépôts de base provenant des clients et la prise de mesures à cet effet, l'accès continu à des sources diversifiées de financement de gros et notre aptitude manifeste à procéder à la monétisation de catégories d'actifs données;
- le maintien d'un plan d'urgence exhaustif relatif aux liquidités à l'échelle de l'entreprise, étayé par un portefeuille de titres négociables non grevés qui nous donne un accès immédiat à des liquidités en cas de crise;
- le recours à un processus approprié et transparent aux fins de l'établissement des prix de transfert des liquidités et de la répartition des coûts.

Nos politiques, pratiques et processus aux fins de la gestion des liquidités renforcent ces stratégies d'atténuation du risque. Aux fins de la gestion du risque d'illiquidité, nous favorisons une démarche centralisée, mais diverses questions soulevées dans la présente rubrique influent sur la mesure dans laquelle nous pouvons appliquer notre démarche.

## Mesure des risques

Nous utilisons divers paramètres et diverses mesures fondés sur des plafonds pour surveiller et contrôler les risques en fonction de seuils de tolérance appropriés, de divers horizons et du degré de gravité des conditions de stress. Nous revoyons et corroborons régulièrement les méthodes de gestion des risques et les hypothèses sous-jacentes afin d'assurer leur concordance avec notre contexte opérationnel, la conjoncture et les conditions du marché prévues, les préférences des agences de notation, les exigences des organismes de réglementation et les pratiques reconnues. Nous mesurons et surveillons notre position de liquidité en fonction des trois risques suivants :

### *Risque d'illiquidité structural (à plus long terme)*

Nous utilisons des paramètres de capital en liquidités et d'autres paramètres structuraux, qui visent principalement à mettre en évidence les décalages entre les échéances réelles de tous les actifs et passifs, pour mesurer et contrôler les risques liés au bilan et pour élaborer notre stratégie de financement à terme. Nous tenons compte de conditions de stress, y compris une perte prolongée des dépôts en gros non garantis utilisés pour financer les actifs non liquides.

### *Risque d'illiquidité stratégique (à plus court terme)*

Nous établissons des limites précisant le niveau maximal de flux de trésorerie nets en dollars canadiens et en devises pour certaines périodes à court terme importantes (allant de un jour à neuf semaines) et selon diverses conditions de stress et attribuons des plafonds ajustés en fonction des risques à l'ensemble des risques liés à nos activités de mise en gage, de même que des plafonds individuels à chaque type d'activité de mise en gage, afin de mesurer notre risque d'illiquidité à plus court terme. Nos positions liées aux flux nets de trésorerie reflètent les flux de trésorerie connus et prévus liés à tous les actifs et passifs importants non grevés et aux activités hors bilan. Les actifs qui sont gagés ne sont pas considérés comme une source de liquidités disponibles. Nous contrôlons également ce risque en nous conformant à diverses normes prescrites par les organismes de réglementation.

### *Risque d'illiquidité éventuel*

La gestion du risque d'illiquidité éventuel permet d'évaluer l'incidence d'événements soudains entraînant un stress ainsi que notre réaction connexe. Le plan d'urgence relatif aux liquidités, que la trésorerie générale maintient et administre, nous aide à prendre les mesures voulues et à réagir lorsqu'une crise de liquidité se produit. L'équipe de gestion des crises de liquidité, qui se compose de cadres des principaux secteurs d'exploitation et des Services de soutien généraux qui sont des spécialistes des questions considérées, contribue à l'élaboration du processus d'évaluation des facteurs de stress et des plans de financement, et elle se réunit régulièrement pour évaluer nos liquidités, les facteurs de stress ainsi que notre état de préparation relativement au plan d'urgence relatif aux liquidités.

Nos évaluations des facteurs de stress, qui font appel à des éléments de scénarios et d'analyses de sensibilité, se basent sur des modèles qui permettent d'évaluer notre exposition possible à des événements mondiaux, à des événements touchant un pays ou à des événements touchant RBC (ou encore à une combinaison de ces événements), et elles tiennent compte d'événements historiques et hypothétiques et couvrent une période de neuf semaines, que nous utilisons également pour évaluer le risque d'illiquidité stratégique et qui constitue selon nous le laps de temps le plus critique lorsque surviennent de tels événements. Différents degrés de gravité sont pris en considération relativement à chaque type de crise. Les principaux tests ont lieu mensuellement, et les autres tests, trimestriellement. La fréquence des tests dépend de la probabilité et des répercussions des scénarios. Après avoir examiné les résultats, l'équipe modifie parfois le plan d'urgence relatif aux liquidités et les autres pratiques de gestion du risque d'illiquidité et de financement, de même que les plafonds. Afin de gérer le risque lié à des crises d'une plus longue durée, nous avons recours à des mesures du risque d'illiquidité structural qui tiennent compte d'un environnement de stress.

Nos actifs liquides se composent principalement d'un groupe diversifié de titres négociables et liquides auxquels des cotes élevées ont été attribuées, et ils comprennent des portefeuilles distincts (libellés en dollars canadiens et en dollars américains) d'actifs liquides en cas d'urgence afin de composer avec les risques d'illiquidité possibles (notamment la baisse des dépôts, la réduction des prêts et l'accroissement des garanties exigées), tant au bilan que hors bilan, qui ont été estimés à l'aide de modèles que nous avons élaborés ou à l'aide d'analyses de scénarios et d'évaluations des facteurs de stress que nous effectuons périodiquement. Ces portefeuilles doivent satisfaire à des niveaux minimaux d'actifs et à des critères d'admissibilité stricts, de manière à garantir un accès maximal immédiat à des liquidités en cas d'urgence,

y compris des critères d'admissibilité aux avances consenties par les banques centrales.

## Contrôle du risque

Le Conseil d'administration approuve annuellement les pouvoirs d'approbation du risque d'illiquidité délégués aux cadres supérieurs. Le Comité de gestion des risques du Conseil d'administration approuve annuellement le cadre de gestion du risque d'illiquidité et il en assure la surveillance. Par ailleurs, le Conseil d'administration et le Comité de gestion des risques voient régulièrement les rapports concernant notre position de liquidité à l'échelle de l'entreprise. Le Comité de la politique de prêt et le Comité actif-passif assurent la surveillance et l'examen de tous les documents sur la position de liquidité à l'intention du Conseil d'administration ou de ses comités. Le Comité actif-passif approuve annuellement les principaux documents à l'appui du cadre de gestion des liquidités, et il fournit des conseils d'ordre stratégique et des services de gestion et de surveillance à la Trésorerie générale et aux autres fonctions et secteurs d'activité aux fins de la gestion du risque d'illiquidité. Afin de maximiser l'efficacité au chapitre du financement et de l'exploitation, nous surveillons et gérons notre position de liquidité sur une base consolidée et, en ce qui concerne les principales unités fonctionnelles, nous tenons compte des restrictions liées au marché et des restrictions d'ordre juridique, réglementaire, fiscal et opérationnel ainsi que de toute autre restriction applicable. Ce processus consiste notamment à analyser notre capacité à prêter ou à emprunter des fonds au sein des succursales et des filiales et à convertir les fonds en devises.

### *Politiques*

Nos principales politiques en matière de liquidités servent à définir les paramètres de tolérance aux risques. Elles habilitent les comités de la haute direction ou la Trésorerie générale à approuver des politiques plus détaillées et des plafonds concernant des activités et des produits donnés qui régissent les activités de gestion et d'évaluation et les obligations d'information.

### *Pouvoirs et limites*

Les plafonds relatifs à nos positions en matière de risque d'illiquidité structural sont approuvés au moins une fois l'an et font l'objet de suivis réguliers. Les plafonds relatifs aux flux de trésorerie nets sont approuvés au moins une fois l'an. Selon l'importance de chaque entité publiante, les plafonds relatifs aux flux de trésorerie nets font l'objet d'un contrôle quotidien ou hebdomadaire concernant les principales devises, les succursales, les filiales et les secteurs géographiques. Toutes les dérogations possibles aux plafonds établis sont immédiatement signalées à la Trésorerie générale, qui fournit ou obtient les approbations requises après avoir examiné les mesures correctrices proposées.

La Trésorerie générale, de concert avec la Gestion des risques du Groupe et les secteurs d'exploitation, effectue un examen périodique des facteurs de liquidité des actifs et des passifs liés aux flux de trésorerie dans des conditions diverses, afin de confirmer leur pertinence ou de déterminer s'il y a lieu de modifier les hypothèses et les plafonds. Ce processus permet de nous assurer qu'un lien étroit est maintenu entre la gestion du risque d'illiquidité et de financement et celle du risque d'illiquidité sur le marché et du risque de crédit et que la Gestion des risques du Groupe approuve les lignes de crédit entre entités. Par suite de l'expérience que nous avons tirée de la volatilité des marchés au cours des quatre dernières années, nous avons modifié notre traitement des liquidités touchant certaines catégories d'actifs, de manière qu'il reflète le fait que la liquidité des marchés visant ces produits a subi des variations considérables. Le cas échéant, nous avons réduit les plafonds de manière à tenir compte des résultats découlant des évaluations actualisées des facteurs de risque. En 2010, le BSIF a introduit un paramètre réglementaire d'évaluation des liquidités des entreprises, relativement auquel nous présentons au BSIF un rapport de conformité hebdomadaire.

## Financement

### *Stratégie de financement*

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise sur laquelle repose notre position de liquidité structurelle. Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées pour ce qui est de la provenance géographique, des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller constamment les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à déterminer les occasions ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes d'émission de titres d'emprunt à plus long terme au Canada, aux États-Unis, en Europe, en Australie et au Japon. Nous évaluons régulièrement nos activités de diversification dans de nouveaux marchés et dans des secteurs d'investissement non exploités



en fonction des coûts d'émission relatifs, car la diversification se traduit par une plus grande souplesse du financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier et elle donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Le maintien de cotes de crédit concurrentielles est aussi un élément essentiel de notre financement rentable.

#### Cotes de crédit

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à effectuer certaines activités de titrisation efficaces dépend principalement du maintien de cotes de crédit concurrentielles. Une révision à la baisse de nos cotes de crédit pourrait avoir une incidence négative sur notre capacité de financement ou sur notre accès aux marchés financiers. Elle pourrait aussi influencer sur notre capacité à effectuer des opérations sur dérivés ou des opérations de couverture dans le cours normal des activités et sur les coûts liés à ces opérations et pourrait faire en sorte que nous devions fournir des garanties additionnelles aux termes de certains contrats. Toutefois, en nous basant sur les examens périodiques des éléments susceptibles de déclencher une révision des cotes de crédit qui sont intégrés dans nos activités actuelles, ainsi que sur notre sensibilité à l'égard de la capacité de financement, nous estimons qu'une légère révision à la baisse n'aurait pas de répercussions importantes sur la composition de notre dette, sur notre accès à du financement, sur le recours à des biens donnés en garantie ni sur les coûts connexes. Pour une analyse de l'incidence possible d'une révision à la baisse des cotes attribuées à certains instruments dérivés, se reporter à la note 31, Rapprochement de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis – Juste valeur des dérivés selon les principaux types de produits.

Le 13 décembre 2010, Moody's a modifié la cote attribuée à notre dette à long terme de premier rang, la faisant passer de Aaa à Aa1, et elle a fait passer la perspective de négative à stable. Le 6 octobre 2011, S&P a modifié la perspective liée à notre cote, la faisant passer de positive à stable, en raison de la conjoncture actuelle et des incertitudes concernant les marchés. Nous considérons qu'il s'agit de révisions mineures n'ayant eu aucune incidence importante sur nos liquidités, sur notre accès à du financement ou sur la composition de notre passif. À l'exception de ce qui précède, nos cotes de crédit et perspectives demeurent inchangées par rapport à celles du 2 décembre 2010.

Le tableau suivant présente nos principales cotes de crédit et perspectives au 1<sup>er</sup> décembre 2011 :

Cotes de crédit*	Tableau 55		
	Au 1 <sup>er</sup> décembre 2011 (1)		
	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang	Perspective
Moody's	P-1	Aa1	stable
Standard & Poor's	A-1+	AA-	stable
Fitch Ratings	F1+	AA	stable
Dominion Bond Rating Services	R-1 (élevé)	AA	stable

\* Ce tableau fait partie intégrante de nos états financiers consolidés annuels de 2011.  
 (1) Les cotes de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les cotes de crédit peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

#### Profil des dépôts

Les dépôts de particuliers constituent notre principale source de fonds fiables. Certains groupes de clients commerciaux et institutionnels maintiennent également des soldes relationnels dont la volatilité est relativement faible. Pris dans leur ensemble, ces clients représentent une source extrêmement constante de dépôts de base dans les conditions les plus imaginables, puisqu'ils sont moins sensibles aux développements du marché que les prêteurs sur opérations et les investisseurs, en raison des répercussions de l'assurance-dépôts et de leurs relations étendues, et parfois même exclusives, avec nous. Nos dépôts de base, qui tiennent compte de nos estimations statistiques des tranches très stables du total des soldes relationnels, des soldes des dépôts des particuliers et des dépôts des clients commerciaux et institutionnels (dépôts à vue, dépôts à préavis et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds de gros venant à échéance dans plus d'un an, ont augmenté de 7 % au cours de l'exercice et représentaient 63 % du total de nos dépôts, soit un pourcentage inchangé par rapport à l'exercice précédent.

#### Sources de financement à terme\*

Tableau 56

(en millions de dollars canadiens)	2011	2010	2009
Encours du financement à long terme	71 080 \$	61 069 \$	58 371 \$
Total des titres adossés à des créances hypothécaires vendus	30 775	28 238	28 815
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales vendus	1 531	1 705	1 916
Créances sur cartes de crédit financées au moyen de billets émis par une structure d'accueil aux fins de titrisation	3 753	2 850	2 913

\* Ce tableau fait partie intégrante de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

Au cours de l'exercice 2011, nous avons continué d'accroître notre capacité de financement à long terme en émettant de façon sélective des billets de dépôt de premier rang totalisant 36,5 milliards de dollars, dans diverses monnaies et sur divers marchés. Le total du financement à long terme en cours a augmenté de 10 milliards de dollars. Les titres d'emprunt de premier rang en circulation comportant des éléments susceptibles de déclencher une révision des cotes de crédit, qui entraînerait un remboursement anticipé, constituent une très petite tranche du total de l'encours de notre dette, qui est de 71 milliards de dollars.

#### Autres sources de liquidités et de financement

Nous utilisons des programmes de titrisation adossés à des créances hypothécaires résidentielles et à des créances sur cartes de crédit à titre de source supplémentaire de financement et aux fins de gestion des liquidités et des actifs et passifs. Nous avons conservé des droits dans nos programmes de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et de créances sur cartes de crédit. Le montant total de nos titres adossés à des créances hypothécaires en circulation vendus a augmenté de 2,5 milliards de dollars d'un exercice à l'autre. Nos créances sur cartes de crédit, financées au moyen de billets émis par une structure d'accueil créée aux fins de titrisation, ont augmenté de 903 millions de dollars d'un exercice à l'autre. Se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan et à la note 5 de nos états financiers consolidés annuels de 2011 pour de plus amples renseignements.

#### Incidence des faits nouveaux touchant les marchés mondiaux sur la gestion des liquidités

En 2011, nous avons continué de profiter d'un financement de gros plus avantageux au chapitre de l'accès et des taux par rapport aux sociétés mondiales homologues. Nous avons accéléré l'échéancier relatif aux émissions à long terme et effectué la majeure partie des émissions prévues au cours du premier semestre de 2011, alors que les conditions du marché étaient plus favorables. L'augmentation de nos écarts au deuxième semestre de 2011 s'est avérée relativement faible, par rapport aux augmentations enregistrées par la plupart des sociétés mondiales homologues, et elle a eu une incidence limitée sur notre plan annuel, en raison des émissions effectuées plus tôt au cours de l'exercice. Nous avons également continué de nous concentrer sur l'obtention de dépôts de base au Canada.

Au cours de l'exercice, le Comité de Bâle sur la supervision bancaire (CBCSB) a confirmé la mise en œuvre de réformes réglementaires dont l'application est prospective (accord de Bâle III). Les lignes directrices concernant le risque d'illiquidité comprennent deux nouvelles mesures de réglementation, soit le ratio de couverture des liquidités et le ratio de capitalisation stable net, dont la mise en application devrait avoir lieu entre 2015 et 2018. Nous surveillons actuellement ces deux ratios aux fins de l'information de gestion et de la présentation de l'information selon la réglementation.

Nous continuons de maintenir une position de liquidité et de financement qui est appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie, et les risques d'illiquidité et de financement demeurent très compatibles avec notre goût du risque.

Nos objectifs, politiques et méthodes en matière de niveaux de risque d'illiquidité et de financement n'ont pas subi de modifications importantes par rapport à 2010. Toutefois, certaines limites et pratiques ont été révisées compte tenu des conditions du marché, de manière qu'elles soient conformes aux faits nouveaux en matière de réglementation à l'échelle locale, et que nous puissions nous positionner en prévision de la mise en œuvre prospective des normes de liquidités proposées dans l'accord de Bâle III.

#### Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos affaires, nous concluons des contrats qui entraînent des engagements à l'égard des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités. Selon la nature de ces engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos engagements de financement contractuels futurs.

	2011					2010	2009
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total	Total
(en millions de dollars canadiens) (1)							
Financement à long terme non garanti	14 580 \$	19 554 \$	18 897 \$	9 771 \$	62 802 \$	53 888 \$	51 956 \$
Obligations couvertes	212	2 914	3 270	3 583	9 979	8 456	5 740
Débiteures subordonnées	130	—	249	7 500	7 879	6 789	6 564
Obligations découlant de contrats (2)	638	979	640	1 027	3 284	3 183	3 199
	15 560 \$	23 447 \$	23 056 \$	21 881 \$	83 944 \$	72 316 \$	67 459 \$

\* Ce tableau fait partie intégrante de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

(1) Les montants présentés ci-dessus excluent les intérêts courus, à l'exception des montants présentés dans la colonne Moins de 1 an.

(2) Presque tous nos engagements contractuels sont en cours.

## Risque opérationnel

Le risque opérationnel correspond au risque de subir une perte ou un préjudice en raison de l'inadéquation ou de l'échec des processus, des systèmes, de facteurs humains ou de faits externes.

Ce risque est inhérent à toutes nos activités, y compris les pratiques et contrôles utilisés pour gérer les autres risques. Si nous ne gérons pas le risque opérationnel, cela pourrait entraîner une perte financière directe ou indirecte, une atteinte à notre réputation, la réprobation des organismes de réglementation ou notre incapacité à gérer d'autres risques tels que le risque de crédit ou le risque de marché.

Nous avons mis en œuvre un cadre de gestion du risque opérationnel qui repose sur les principes de notre cadre de gestion du risque d'entreprise et qui établit les éléments à l'appui de ces principes, aux fins de la gestion du risque opérationnel. Ce cadre est dynamique et il énonce notre stratégie concernant la gestion, l'évaluation et la communication du risque opérationnel. Il regroupe les pratiques, les exigences, les rôles et les responsabilités de manière à assurer une gestion exhaustive et coordonnée du risque opérationnel à l'échelle de l'entreprise.

Étant donné que le risque opérationnel est dans bien des cas implicite ou involontaire et qu'il est souvent regroupé avec d'autres risques, il est difficile d'effectuer une évaluation complète et précise de ce risque. Les méthodes d'évaluation actuelles utilisées dans l'industrie bancaire ne cessent d'évoluer. En vertu de l'accord de Bâle II, deux options s'offrent à nous, soit l'approche de mesures complexes et l'approche standardisée. En ce qui concerne le risque opérationnel, nous avons continué d'appliquer l'approche standardisée et nous prévoyons adopter l'approche des mesures complexes en 2013.

Pour gérer le risque opérationnel, nous avons recours à l'infrastructure, aux contrôles, aux systèmes et aux ressources humaines en place au sein de l'organisation, ainsi qu'à plusieurs groupes qui concentrent leurs activités sur la gestion de risques opérationnels précis à l'échelle de l'entreprise tels que ceux liés à la fraude, à la protection des renseignements personnels, à l'impartition des services, à l'interruption des activités, aux ressources humaines et aux systèmes. Des programmes, politiques, normes et méthodes précis ont été élaborés afin d'appuyer la gestion du risque opérationnel. Ces programmes sont :

- i) l'évaluation et le suivi du contrôle et du risque; ii) la collecte et l'analyse d'informations sur les événements entraînant un risque opérationnel;
- iii) l'analyse des pertes dans l'industrie; iv) les analyses de scénarios;
- v) les indicateurs de risque clés.

## Risque lié à l'environnement réglementaire et juridique

Le risque lié à l'environnement réglementaire et juridique correspond au risque que des facteurs défavorables influent sur les activités commerciales, les résultats ou le capital, les relations avec les organismes de réglementation ou la réputation, par suite d'un manquement, ou de l'incapacité à s'adapter, à la réglementation, aux lois, aux codes d'activité économique, aux attentes des organismes de réglementation ou aux normes déontologiques.

Des lois et des règlements ont été établis afin de protéger les intérêts financiers et autres de nos clients, des investisseurs et du public. Des modifications apportées aux lois, notamment aux lois fiscales, ainsi qu'aux règlements ou aux politiques de réglementation, y compris les changements dans la façon dont les lois sont interprétées, mises en œuvre ou exécutées, pourraient avoir une incidence défavorable sur nos résultats, par exemple en réduisant les entraves à l'accès aux marchés dans lesquels nous exerçons nos activités et en augmentant les coûts que nous engageons pour nous conformer à ces lois, règlements ou politiques. En outre, rien ne garantit que nous nous conformerons toujours à ces lois, règlements ou politiques, ou que nous serons réputés nous y conformer. Il est par conséquent possible qu'un tribunal ou un organisme de réglementation prononce un jugement ou rende une décision qui pourrait se traduire par des amendes, des dommages-intérêts ou d'autres frais, injonctions, pertes de permis ou

d'enregistrements qui pourraient ternir notre réputation et avoir une incidence négative sur notre bénéfice. Nous sommes également engagés dans des litiges dans le cours normal de nos activités, et le règlement défavorable de tout litige pourrait avoir une incidence négative importante sur nos résultats, ou pourrait grandement compromettre notre réputation, ce qui pourrait influencer sur nos perspectives commerciales futures.

La Gestion de la conformité a élaboré un cadre de gestion de la conformité à la réglementation (CGCR) qui s'aligne sur les directives du BSIF et des autres organismes de réglementation. Ce cadre vise à promouvoir la gestion proactive du risque en matière de conformité à la réglementation. Il s'applique à tous nos secteurs d'exploitation et à toutes nos activités, à nos entités juridiques et à nos employés à l'échelle mondiale, et il confirme les obligations de rendre compte de tous les employés, de manière à assurer le maintien de contrôles rigoureux et efficaces pour atténuer le risque en matière de conformité à la réglementation. Ce cadre de gestion comporte cinq éléments formant un cycle en vertu duquel tous les programmes de gestion du risque en matière de conformité à la réglementation sont élaborés, mis en œuvre et maintenus. Le premier élément permet de veiller à ce que nos programmes de conformité à la réglementation évoluent en fonction de nos activités commerciales et de nos opérations. Le deuxième élément permet de s'assurer que les risques en matière de conformité à la réglementation sont mis en évidence et évalués de façon adéquate, afin d'élaborer des programmes de conformité qui satisfont le plus efficacement possible aux exigences réglementaires. Le troisième élément a trait à l'établissement et à la mise en œuvre de contrôles précis. Le quatrième élément permet d'assurer un suivi et une surveillance adéquats de l'efficacité des contrôles. Enfin, le cinquième élément permet d'assurer la communication ascendante et la résolution des problèmes au moment opportun, de même que la clarté et la transparence de l'information communiquée. Cette étape cruciale permet aux cadres dirigeants et au Conseil d'administration de s'acquitter avec efficacité de leurs responsabilités au chapitre de la gestion et de la surveillance.

Notre culture au chapitre de la déontologie et de la conformité est bien établie et elle s'appuie sur notre Code de déontologie. Ce dernier traite de façon générale de diverses questions d'ordre déontologique ou juridique avec lesquelles nos employés doivent composer sur une base quotidienne. Nous revoyons et mettons à jour le Code de déontologie régulièrement, de manière qu'il continue de répondre aux attentes des organismes de réglementation et des autres parties prenantes. Tous nos employés doivent réaffirmer leur compréhension du Code et leur engagement envers ce dernier au moins tous les deux ans, et les employés occupant certains postes clés, notamment la haute direction et les employés responsables de la surveillance des finances, doivent faire de même tous les ans.

Notre Code de déontologie repose sur un certain nombre de politiques en matière de conformité, de programmes de formation, d'outils électroniques, de documents de travail et de documents d'orientation des nouveaux employés, et ce tant à l'échelle régionale qu'à l'échelle mondiale. Nous offrons aussi plusieurs autres cours portant sur la déontologie et sur la conformité aux règles, qui s'appliquent à l'entreprise ou à un grand nombre de ses activités à l'échelle mondiale et qui portent notamment sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement d'activités terroristes, sur les mesures anticorruption, sur la protection des renseignements personnels et sur la gestion du risque d'information erronée.

## Risque d'assurance

Le risque d'assurance est le risque de perte financière susceptible de se produire lorsque le montant, l'échéancier ou la fréquence des prestations versées en vertu de contrats d'assurance excèdent les prévisions. Le risque d'assurance ne comprend pas les autres risques couverts par d'autres éléments de notre cadre de gestion des risques (p. ex., le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel) lorsque ces risques sont accessoires au transfert des risques.

Nous avons mis en œuvre un cadre de gestion du risque d'assurance qui fournit un aperçu de notre programme visant à mettre en évidence, à gérer et à présenter les risques d'assurance avec lesquels nous devons composer. Pour gérer le risque d'assurance, nous avons recours aux infrastructures, aux systèmes, aux contrôles et à un processus de surveillance. Des politiques, méthodes et programmes de gestion du risque spécifique ont été élaborés aux fins de la gestion des risques, et comprennent les pouvoirs d'approbation des risques délégués et les limites connexes, un processus d'examen et d'approbation des risques liés à un produit et une analyse des résultats techniques.

### Risque lié à la réputation

Le risque lié à la réputation représente le risque qu'une action accomplie par une entreprise ou par un de ses représentants ternisse son image aux yeux de la collectivité ou la confiance que lui accorde le public, ce qui pourrait entraîner une diminution des affaires, des actions en justice ou l'assujettir à une surveillance réglementaire accrue.

Un certain nombre d'événements peuvent entraîner un risque lié à la réputation, et ce risque est principalement d'ordre réglementaire, juridique ou opérationnel, ou lié au crédit. Les défaillances d'exploitation ainsi que la non-conformité aux lois et aux règlements peuvent avoir une incidence importante sur la réputation de l'organisation.

Nous avons mis en œuvre un cadre de gestion du risque lié à la réputation qui fournit une vue d'ensemble de la méthode que nous utilisons pour gérer ce risque. Ce cadre de gestion porte principalement

### Aperçu d'autres risques

Outre les risques décrits à la rubrique Gestion du risque, présentés ci-après, il existe d'autres facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence défavorable sur nos activités et sur nos résultats financiers. La présente rubrique traite également de notre évaluation de certaines réformes réglementaires touchant les institutions financières qui ont été proposées dans le sillage de la crise financière mondiale, car ces réformes pourraient se répercuter sur nos activités. L'analyse qui suit n'est pas exhaustive, car d'autres facteurs pourraient également influencer de façon négative sur nos résultats.

#### Contexte général et conjoncture économique

Le contexte général et la conjoncture économique dans les régions où nous exerçons nos activités ont eu une incidence importante sur notre bénéfice. Ces conditions influent sur les habitudes d'épargne et de dépenses des consommateurs, de même que sur les habitudes d'emprunt et de remboursement des consommateurs, sur les investissements des entreprises, sur les dépenses publiques, sur le niveau d'activité et la volatilité des marchés financiers et sur l'inflation. Ainsi, un repli économique pourrait entraîner une hausse du chômage, une baisse du revenu familial et une diminution des bénéfices des grandes entreprises, des investissements des entreprises et des dépenses de consommation, et pourrait avoir une incidence défavorable sur la demande visant nos prêts et nos autres produits et entraîner une hausse de notre dotation à la provision pour pertes sur créances. Compte tenu de l'importance de nos activités au Canada, un ralentissement de l'économie au Canada ou aux États-Unis touchant le Canada se répercuterait principalement sur les prêts aux particuliers et aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens, et pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation.

Les variations des taux d'intérêt influent également sur notre bénéfice. Le maintien de faibles taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et à l'échelle mondiale pourrait faire en sorte qu'une compression des écarts liés principalement à nos secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine ait une incidence défavorable sur notre revenu net d'intérêt. Une augmentation des taux d'intérêt aurait une incidence positive sur nos secteurs qui sont actuellement touchés par la compression des écarts; toutefois une importante augmentation des taux d'intérêt pourrait également avoir une incidence défavorable sur les bilans des ménages. Cette situation pourrait se traduire par une détérioration du crédit, laquelle pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats financiers, particulièrement dans certains de nos secteurs des Services bancaires canadiens. Pour plus de détails sur les facteurs économiques et les facteurs de marché qui pourraient se répercuter sur notre rendement financier, se reporter aux rubriques Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine.

Nos activités de négociation en Europe et aux États-Unis, qui s'inscrivent dans le cadre des activités du secteur Marchés des Capitaux, ont été touchées de façon défavorable par les marchés financiers mondiaux, lesquels continuent de subir les contrecoups des craintes accrues concernant la crise de l'endettement touchant des États souverains en Europe, ce qui a entraîné d'importantes baisses des volumes de transactions des clients et la volatilité des activités de négociation. En ce qui concerne le secteur Gestion de patrimoine, la confiance réduite des investisseurs et les conditions du marché se sont traduites par une diminution de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et

sur nos responsabilités organisationnelles et sur les contrôles que nous avons mis en place pour atténuer le risque lié à la réputation.

Nous appliquons les principes suivants à notre cadre général de gestion du risque lié à la réputation :

- Nous devons agir avec intégrité en tout temps afin de maintenir la réputation solide et favorable dont nous jouissons.
- Il incombe à tous nos employés, y compris la haute direction, de protéger notre réputation, et cette responsabilité incombe aussi à tous les membres du Conseil d'administration.

### Risque stratégique

Le risque stratégique constitue le risque que l'entreprise ou l'un de ses secteurs d'exploitation effectue des choix stratégiques inappropriés ou ne soit pas en mesure d'assurer la mise en œuvre fructueuse de stratégies données ou des plans et décisions connexes.

Le choix et la mise en œuvre fructueuse des stratégies commerciales incombent à la direction des différents secteurs d'exploitation. La surveillance du risque stratégique incombe à la direction des secteurs d'exploitation, au groupe Stratégie d'entreprise, à la haute direction et au Conseil d'administration. La gestion du risque d'entreprise bénéficie du soutien du groupe Stratégie d'entreprise, qui a recours à un cadre de gestion qui lui permet d'établir un rapport entre les stratégies liées aux activités et la vision de l'entreprise.

des volumes de transactions. Une détérioration des marchés financiers et des marchés du crédit pourrait nuire à notre capacité à accéder aux marchés financiers selon des modalités favorables, et pourrait également avoir une incidence défavorable sur nos liquidités, entraînant par le fait même une hausse des coûts de financement et une réduction des volumes de transactions du secteur Marchés des Capitaux. Pour plus de détails sur les facteurs économiques et les facteurs de marché qui pourraient se répercuter sur notre rendement financier, se reporter aux rubriques Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux.

#### Modification des normes comptables et conventions comptables et estimations

Nous avons adopté les IFRS le 1<sup>er</sup> novembre 2011. Pour de plus amples renseignements sur l'adoption des IFRS et sur l'incidence de cette adoption sur notre position de capital, se reporter à la rubrique Questions en matière de comptabilité et de contrôle.

De temps à autre, l'International Accounting Standards Board peut modifier les normes de comptabilisation et d'information financière qui guident la préparation de nos états financiers. Il est difficile de prévoir ces modifications qui peuvent avoir une incidence importante sur la façon dont nous comptabilisons et présentons notre situation financière et nos résultats d'exploitation. Dans certains cas, nous devons appliquer une nouvelle norme ou une norme révisée de manière rétroactive, ce qui nous oblige à retraiter les états financiers des périodes précédentes.

#### Politiques gouvernementales, fiscales, monétaires et autres

Les politiques fiscales, monétaires et autres adoptées par la Banque du Canada et divers autres organismes de réglementation canadiens, par le Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et par d'autres organismes de réglementation aux États-Unis, ou par les organismes internationaux, dans les territoires où nous exerçons nos activités, ont une incidence sur nos activités et notre bénéfice. Par ailleurs, de telles politiques peuvent avoir des répercussions négatives sur les activités de nos clients et contreparties au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays, ce qui peut faire augmenter le risque de défaut de paiement de ces clients ou contreparties.

#### Faits nouveaux en matière de réglementation

L'analyse suivante des faits nouveaux en matière de réglementation présentée ci-après n'est pas exhaustive, et d'autres faits nouveaux, y compris ceux liés aux règlements devant être mis en œuvre aux États-Unis aux termes de la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act (*Dodd-Frank*), pourraient également avoir une incidence sur nos résultats.

#### Normes mondiales du Comité de Bâle sur la supervision bancaire liées à la réforme visant le capital et les liquidités (accord de Bâle III)

En réponse à la crise financière mondiale, le CBSB a procédé à un examen des normes concernant le capital et les liquidités. Le Comité désire accroître la capacité du secteur bancaire à absorber les chocs découlant des facteurs de stress financiers et économiques au moyen d'exigences plus rigoureuses visant le capital et de nouvelles normes visant les liquidités. Les banques à l'échelle mondiale s'apprentent à appliquer les nouvelles normes (communément appelées l'accord de Bâle III), conformément à l'échéancier prescrit.

Les lignes directrices du CBSB visant le capital comprennent de nouvelles exigences minimales en matière de capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, des exigences accrues visant le capital en ce qui concerne le risque de contreparties, le recours à un ratio international de levier financier, ainsi qu'à des mesures visant à favoriser l'accroissement du capital pouvant être utilisé lorsque des périodes de stress se produisent.

À l'heure actuelle, nous surveillons nos ratios de capital en fonction de l'accord de Bâle III et nous sommes bien positionnés pour répondre aux exigences réglementaires prévues par les règles de l'accord de Bâle III qui entreront en vigueur à partir de 2013. Le BSIF s'attend à ce que les institutions de dépôt se conforment, au tout début de la période de transition, aux exigences minimales visant le capital pour 2019 prévues par l'accord de Bâle III. Notre structure du capital est favorable selon les normes mondiales, notre position de capital s'améliore et, selon notre interprétation actuelle des exigences de l'accord de Bâle III qui entreront en vigueur en 2013, nous nous conformons déjà à ces exigences.

Nous continuons de modifier nos pratiques en matière de gestion des risques de manière qu'elles s'alignent sur les faits nouveaux en matière de réglementation applicables, dans les pays où nous exerçons des activités, et de nous positionner en prévision de la mise en œuvre prospective des normes de liquidités réglementaires proposées dans l'accord de Bâle III, qui devrait avoir lieu entre 2015 et 2018.

#### *Système de paiements au Canada*

Au Canada, le gouvernement fédéral a désigné un groupe de travail indépendant et l'a chargé d'examiner le système de paiements au Canada. Dans le cadre du mandat général qui lui a été assigné, le groupe de travail se penchera sur diverses questions telles que l'efficacité du système, l'environnement concurrentiel, la sécurité, l'innovation, la vie privée des gens, le cadre législatif et le cadre réglementaire, et il cherchera à déterminer si le système répond aux intérêts des Canadiens. Comme ce sera le cas pour les autres institutions financières canadiennes, les recommandations que formulera le groupe de travail pourraient faire en sorte que nous devions modifier la façon dont nous traitons les opérations de paiement au nom des consommateurs, ce qui se répercutera sur le recours aux technologies, sur le degré de surveillance réglementaire et sur nos interactions avec les systèmes de paiements mondiaux.

De plus, les contestations concernant les règles relatives au réseau de paiement déposées auprès du Tribunal de la concurrence, les recours collectifs intentés en Colombie-Britannique et en Ontario relativement à l'établissement de commissions d'interchange et les recours collectifs intentés au Québec relativement à l'application de la *Loi sur la protection du consommateur* du Québec à certaines pratiques visant les cartes de crédit, pourraient également avoir une incidence défavorable sur les pratiques commerciales et sur les revenus des institutions financières canadiennes, ainsi que sur notre rendement financier.

#### *Réforme concernant les dérivés hors cote*

Les marchés des dérivés hors cote à l'échelle mondiale doivent composer avec d'importants changements concernant les régimes de fonds propres, les cadres réglementaires nationaux et les infrastructures des marchés où ils exercent leurs activités. Comme c'est le cas pour les secteurs des services bancaires de gros des autres banques canadiennes, l'incidence de ces changements sur les clients et sur les revenus tirés des activités de négociation liées aux dérivés du secteur Marchés des Capitaux demeure incertaine.

Nous surveillons les faits nouveaux et les réformes proposées à l'échelle internationale et nous prendrons les mesures voulues pour atténuer, le cas échéant, leur incidence sur nos activités. Les changements apportés pourraient nécessiter d'importantes modifications à nos systèmes et se traduire par une moins grande souplesse des options liées aux activités de négociation, par des exigences accrues visant le capital et par des exigences en matière de réglementation plus rigoureuses; certains avantages pourraient découler de la réduction des risques tenant au recours à une contrepartie centrale aux fins des services de compensation.

#### *Mesures de protection des consommateurs*

Les autorités de réglementation à l'échelle mondiale sont de plus en plus portées à accroître les mesures de protection des consommateurs. Ces mesures prévoient notamment l'accroissement des obligations d'information ainsi que la réglementation des frais et des prix. Au Canada, dans le cadre du budget fédéral de 2010, le gouvernement a apporté des modifications au règlement relatif à l'abonnement par défaut et au calcul des pénalités imposées lors du paiement anticipé d'un prêt hypothécaire; il a ramené à quatre jours la période de retenue des chèques et il a renforcé les processus actuels de résolution des conflits et accru les pouvoirs de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada. D'autres modifications concernant les règles relatives à l'assurance hypothécaire, le code de transactions électroniques, les règles relatives à l'assurance offerte sur les sites Web des banques et les règles concernant les documents électroniques ont été proposées. De plus, le

budget fédéral de 2011 prévoit de nouvelles règles concernant les cartes prépayées et les chèques non sollicités sur carte de crédit. Comme ce sera le cas pour toutes les banques canadiennes, ces faits nouveaux et d'autres faits nouveaux sont susceptibles d'avoir des répercussions sur les pratiques actuelles de nos secteurs Services bancaires canadiens et Assurances, notamment en ce qui concerne l'information à fournir, la documentation, les processus et les systèmes.

Aux États-Unis, diverses mesures de protection des consommateurs ont été mises en œuvre dans le cadre de la loi Dodd-Frank. Par suite de la vente de RBC Bank (USA) devant être conclue en mars 2012, les réformes visant les mesures de protection des consommateurs prévues aux termes de la loi Dodd-Frank devraient avoir une incidence minimale sur les services bancaires que nous continuons d'offrir aux États-Unis. Entretemps, nous ne prévoyons pas que ces réformes auront des répercussions importantes sur nos résultats financiers.

#### *Loi Dodd-Frank – règle Volcker*

Les autorités fédérales de réglementation des services financiers aux États-Unis ont récemment proposé des règlements soumis aux commentaires du public, qui visent la mise en œuvre de la règle Volcker prévue par la loi Dodd-Frank, de manière à interdire les opérations de négociation et de couverture pour compte propre ainsi que les investissements dans des fonds de capital-investissement par des institutions bancaires. Les règlements proposés, qui prévoient également des conditions liées à la conduite de certaines activités de négociation « permises », s'appliqueraient aux activités de notre secteur Marchés des Capitaux. En vertu des règlements proposés, les institutions bancaires sont également tenues de mettre en œuvre un programme de conformité visant à assurer la surveillance des activités de négociation et à générer des données aux fins de la tenue des comptes et de la présentation d'information. Les règlements proposés sont complexes, et maints aspects de la règle Volcker demeurent nébuleux.

Nous poursuivons l'analyse de nos activités de négociation et de nos programmes de gestion de la conformité et des risques, de manière à nous assurer que nous serons en mesure de nous conformer à tout règlement définitif qui pourrait être adopté. Étant donné que les règles de mise en œuvre n'ont pas encore été mises au point, nous ne pouvons pas déterminer dans quelle mesure nos activités sur les marchés financiers, y compris nos activités en dehors des États-Unis, seront touchées par la règle Volcker qui vise à interdire les opérations de négociation et de couverture pour compte propre ainsi que les investissements dans des fonds de capital-investissement, et nous ne pouvons pas déterminer quelles activités seront permises dans leur forme actuelle ni quelles activités seront permises si elles sont effectuées par des entités différentes, dans des emplacements différents, ou de manière différente, ni quelles activités, le cas échéant, pourraient ne plus être permises. Selon le caractère définitif de la règle Volcker mise en œuvre, ces règles pourraient avoir une incidence défavorable sur nos résultats d'exploitation.

#### *Réforme de la réglementation au Royaume-Uni*

Le cadre réglementaire au Royaume-Uni et en Europe fait l'objet d'une importante réforme et d'une restructuration qui pourraient se répercuter sur les entités réglementées. Les constatations de l'Independent Commission on Banking (ICB), qui a notamment proposé des mesures de séparation des services bancaires de détail et des services de banque d'investissement, sont également à l'étude. Les recommandations de l'ICB n'entreront pas en vigueur avant 2019. Le secteur des services financiers examine les mesures proposées par l'ICB et a demandé des clarifications à leur sujet, de manière à bien comprendre les répercussions qui pourraient découler de ces mesures.

Étant donné l'envergure relativement faible de nos services bancaires de détail au Royaume-Uni, ces modifications ne devraient pas avoir une incidence importante sur nos activités à l'échelle mondiale et sur nos résultats financiers. Ces modifications pourraient nous être favorables, en raison de la restructuration des banques au Royaume-Uni et du nombre réduit de services de banque d'investissement que celles-ci offriront.

#### **Niveau de concurrence**

La concurrence à laquelle se livrent les sociétés de services financiers au sein des marchés dans lesquels nous exerçons nos activités est vive. La fidélisation et le maintien de la clientèle dépendent de certains facteurs, notamment les nouvelles technologies qu'utilisent nos concurrents ou les services qu'ils offrent, les niveaux relatifs de services, les prix et les caractéristiques de nos produits ou services, notre réputation et les mesures prises par nos concurrents. D'autres établissements de services financiers, comme des compagnies d'assurance, ainsi que les entreprises non financières, offrent de plus en plus des services traditionnellement offerts par des banques. Une telle concurrence pourrait aussi entraîner une réduction du revenu net d'intérêt et des commissions et avoir une incidence défavorable sur notre bénéfice.

### Capacité d'attirer et de fidéliser des employés

La concurrence aux fins de l'embauche d'employés qualifiés est vive au sein de l'industrie des services financiers et des autres industries où nous recrutons du personnel. Notre objectif vise à attirer et à fidéliser des employés qualifiés, mais rien ne garantit que nous pourrions y arriver.

### Exactitude et intégralité des renseignements sur nos clients et contreparties

Lorsque nous décidons de consentir du crédit à des clients ou à des contreparties ou de conclure d'autres transactions avec eux, il se peut que nous nous basions sur les renseignements qui ont été fournis par ces clients ou contreparties ou en leur nom, notamment des états financiers audités ou d'autres renseignements financiers. Il se peut également que nous fondions notre décision sur les déclarations des clients et des contreparties quant à l'intégralité et à l'exactitude de cette information. Si les états financiers et les autres renseignements financiers concernant les clients et les contreparties sur lesquels nous nous basons ne sont pas conformes aux PCGR ou s'ils comprennent des déclarations trompeuses importantes, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur notre situation financière.

### Élargissement et intégration de nos réseaux de distribution

Nous examinons régulièrement des occasions d'élargir nos réseaux de distribution au moyen d'acquisitions ou de croissance interne, notamment par l'ajout de nouveaux bureaux de vente d'assurance, comptes d'épargne en ligne, guichets automatiques et succursales dans des marchés réceptifs à forte croissance au Canada, aux États-Unis et à l'échelle internationale. Toutefois, si nous ne sommes pas en mesure d'élargir ces réseaux de distribution ou de les intégrer efficacement, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats d'exploitation et notre situation financière.

### Risque environnemental

Le risque environnemental correspond au risque que l'incidence de problèmes environnementaux entraîne une perte de valeur financière ou opérationnelle ou une atteinte à notre réputation. Il découle de nos activités commerciales et de nos activités d'exploitation. Par exemple, les questions d'ordre environnemental liées à l'achat et à la vente, par nos clients, de propriétés contaminées ou au développement de projets à grande échelle pourraient faire en sorte que nous soyons exposés au risque de crédit et au risque lié à la réputation. Nous pourrions être obligés de composer avec le risque opérationnel et le risque lié à l'environnement juridique lorsque des questions d'ordre environnemental surviennent dans nos succursales, nos bureaux ou nos centres de traitement des données.

Le Groupe des affaires environnementales (GAE) établit les exigences prescrites dans nos politiques à l'échelle de l'entreprise, aux fins de la mise en évidence, de l'évaluation, du contrôle, de la surveillance et de la présentation du risque environnemental. La haute direction et le Comité de la gouvernance et des affaires publiques du Conseil d'administration sont responsables de la surveillance. Les secteurs d'exploitation et les unités fonctionnelles des Services de soutien généraux doivent pour leur part incorporer dans leurs activités les exigences et contrôles liés à la gestion du risque environnemental. Le GAE fournit également des services-conseils et des services de soutien aux

secteurs d'exploitation, aux fins de la gestion de risques environnementaux précis dans le cadre des opérations commerciales.

Nous nous assurons périodiquement que nos politiques et processus de gestion du risque environnemental sont mis en œuvre de la façon envisagée. Nous fournissons annuellement, ou plus souvent selon les besoins, des informations sur les activités de gestion du risque environnemental ainsi que sur les questions et les tendances liées à ces risques à la haute direction et au Comité de la gouvernance et des affaires publiques du Conseil d'administration. Si nous ne gérons pas le risque environnemental de façon appropriée, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats ou nuire considérablement à notre réputation.

Nous fournissons annuellement des informations exhaustives sur la gestion du risque environnemental dans le Rapport sur la responsabilité de l'entreprise et la Déclaration de responsabilité publique.

### Autres facteurs

Les autres facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels incluent les modifications de la politique gouvernementale en matière de commerce, la mise au point réussie, au moment opportun, de nouveaux produits et services, notre capacité à effectuer plus de ventes croisées à nos clients, les changements technologiques et la confiance accordée aux tiers qui fournissent les composantes de l'infrastructure, le défaut de tiers de respecter leurs obligations envers nous et nos affiliés en ce qui a trait à la gestion d'informations confidentielles, la fraude perpétrée par des tiers à l'interne ou à l'externe, l'incidence possible, sur nos activités, d'une épidémie ayant des répercussions sur l'économie locale, nationale ou mondiale, d'une panne de l'infrastructure publique, notamment les transports, la communication, les réseaux d'électricité ou d'aqueducs, de conflits internationaux et d'autres questions politiques, y compris celles liées à la guerre contre le terrorisme, et la mesure dans laquelle nous réussissons à prévoir et à gérer les risques connexes.

Nous informons nos lecteurs que l'analyse des facteurs de risque, dont un bon nombre sont indépendants de notre volonté, n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur nos résultats. Les déclarations prospectives énoncées dans le présent rapport comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire ainsi qu'aux perspectives relatives aux économies canadienne, américaine et européenne, aux perspectives et aux priorités pour chacun de nos secteurs d'exploitation, et sont présentées à la rubrique Risques d'illiquidité des liquidités et de financement. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions à notre égard, doivent bien tenir compte de ces facteurs, des facteurs présentés ci-dessous et d'autres faits et incertitudes, ainsi que d'autres facteurs propres à l'industrie et à la Banque qui pourraient avoir une incidence défavorable sur nos résultats futurs et sur l'évaluation boursière de nos actions ordinaires. À moins que la loi ne l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

## Gestion du capital

Nous gérons activement notre capital afin de maintenir de solides ratios de capital et de conserver des cotes de crédit élevées, tout en procurant des rendements élevés à nos actionnaires. Nous tenons compte des exigences des organismes de réglementation, des agences de notation, des déposants et des actionnaires, de nos plans d'affaires, des comparaisons avec nos homologues et de nos objectifs internes en matière de ratios de capital. Notre objectif est d'optimiser l'utilisation et la structure du capital et de soutenir nos secteurs d'exploitation et nos clients et d'offrir des rendements supérieurs à nos actionnaires, tout en protégeant nos déposants et nos créanciers de premier rang.

### Cadre de gestion du capital

Notre cadre de gestion du capital prévoit les politiques et processus nécessaires pour établir et évaluer le capital ainsi que pour mobiliser et investir des capitaux de tout genre, selon une démarche coordonnée et uniforme. Nous gérons et surveillons différents types de capital, notamment le capital réglementaire, le capital économique et le capital affecté aux filiales.

Notre cadre de gestion du capital comprend un processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres internes qui établit des objectifs en matière de fonds propres internes et définit des stratégies pour atteindre ces objectifs d'une manière qui cadre avec notre goût du

risque, nos plans d'affaires et l'environnement dans lequel nous exerçons nos activités.

Dans le cadre de ce processus, nous avons mis en place, dans l'ensemble de l'entreprise, un programme d'évaluation du stress visant à estimer l'incidence des multiples facteurs de stress sur les bénéficiaires et le capital (du point de vue économique et réglementaire). Il s'agit d'un exercice auquel participent diverses équipes, y compris la division Gestion des risques du Groupe et les équipes responsables de la trésorerie générale, des finances et de l'économie. Les résultats constituent des données essentielles à notre processus de planification du capital et nous permettent de déterminer les objectifs en matière de fonds propres internes.

Le Conseil d'administration est en fin de compte responsable de la surveillance du cadre de gestion du capital, y compris l'examen et l'approbation annuels de notre plan relatif au capital et du processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres internes. Le Comité de vérification est responsable de la gouvernance liée au cadre de gestion du capital, qui comprend notamment l'approbation des politiques de gestion du capital, l'examen régulier de notre position de capital et des processus de gestion, l'approbation du processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres internes, et l'examen continu du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Le Comité actif-passif et la haute direction supervisent la gestion du capital et reçoivent régulièrement des rapports sur la conformité aux principaux plafonds et aux principales lignes directrices établis.

### Accord de Bâle II

L'entité supérieure consolidée à laquelle l'accord de Bâle II s'applique est la Banque Royale du Canada.

En vertu de l'accord de Bâle II, les banques doivent choisir, parmi des approches différentes, l'approche qu'elles adopteront pour calculer leur capital réglementaire minimal nécessaire pour couvrir le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel.

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2007, nous avons adopté l'approche des notations internes avancées en vertu de l'accord de Bâle II afin de calculer le capital lié au risque de crédit aux fins de la présentation de l'information réglementaire consolidée.

La plupart des risques de crédit auxquels nous sommes exposés sont présentés conformément à l'approche des notations internes avancées concernant le capital réglementaire prévue par l'accord de Bâle II, mais pour certains portefeuilles considérés comme étant de moindre importance sur le plan de la consolidation, le risque de crédit est toujours présenté conformément à l'approche standardisée prévue par l'accord de Bâle II (par exemple, nos services bancaires dans les Antilles). En outre, l'approche standardisée prévue par l'accord de Bâle II continuera d'être utilisée pour des portefeuilles précis de RBC Bank (USA) jusqu'à la conclusion de la vente annoncée, qui devrait avoir lieu en mars 2012; pour RBC Dexia IS, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %, cette approche continuera d'être utilisée (conformément aux IFRS) jusqu'à ce que nous soyons tenus de comptabiliser les contreparties selon la méthode de la mise en équivalence, avec prise d'effet au premier trimestre de 2014.

Nous continuons d'utiliser l'approche standardisée pour calculer le capital lié au risque opérationnel aux fins de la présentation de l'information réglementaire consolidée.

En ce qui concerne le calcul du capital lié au risque de marché aux fins de la présentation de l'information réglementaire consolidée, nous utilisons à la fois l'approche des notations internes et l'approche standardisée.

Le tableau qui suit présente notre capital réglementaire, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de capital sur une base consolidée.

<b>Capital réglementaire, actif pondéré en fonction des risques et ratios de capital</b>	<b>Tableau 58</b>	
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients)	<b>2011</b>	2010
<b>Capital</b>		
Capital de première catégorie	35 713 \$	33 972 \$
Capital total	41 021	37 625
<b>Actif pondéré en fonction des risques</b>		
Risque de crédit	205 182 \$	197 195 \$
Risque de marché	21 346	24 828
Risque opérationnel	40 283	38 433
Risque lié à l'ajustement transitoire prescrit par le BSIF (1)	969	-
<b>Total de l'actif pondéré en fonction des risques</b>	<b>267 780 \$</b>	<b>260 456 \$</b>
<b>Ratios de capital et coefficients</b>		
Ratio du capital de première catégorie	13,3 %	13,0 %
Ratio du capital total	15,3 %	14,4 %
Coefficient actif-capital	16,1X	16,5X
Ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie (2)	10,6 %	9,8 %

(1) Ajustement transitoire prévu à la section 1.7 des lignes directrices du BSIF concernant l'adéquation des fonds propres.

(2) Le ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

### Capital réglementaire et ratios de capital

La suffisance du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le BSIF, fondées sur les normes de la Banque pour les règlements internationaux. Le capital réglementaire comporte deux catégories : le capital de première catégorie et le capital de deuxième catégorie. Le capital de première catégorie comprend le capital de la plus haute qualité et constitue une mesure principale de la capacité financière d'une banque. Il se compose des éléments de capital permanents, est exempt des charges fixes obligatoires portées en diminution des bénéfices et est juridiquement subordonné aux droits des déposants et des autres créanciers de l'institution financière. Le capital de deuxième catégorie se compose d'instruments de capital supplémentaires qui contribuent à la capacité globale d'une institution financière à poursuivre ses activités. Le capital total représente la somme du capital de première catégorie et du capital de deuxième catégorie. La liste des composantes du capital de première catégorie et de deuxième catégorie est présentée dans le tableau 59. Pour plus de détails sur les modalités des diverses composantes du capital, se reporter à la rubrique Principales données concernant les actions, ainsi qu'aux notes 16, 17 et 18 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

Les ratios de capital réglementaire sont calculés au moyen de la division du capital de première catégorie et du capital total par l'actif pondéré en fonction des risques. Le BSIF établit des objectifs officiels pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. Cet objectif est supérieur ou égal à 7 % pour le ratio du capital de première catégorie et supérieur ou égal à 10 % pour le ratio du capital total. Les banques canadiennes doivent également s'assurer que leur coefficient actif-capital, qui est calculé au moyen de la division du montant brut de l'actif ajusté par le capital total, n'excède pas le niveau maximal prescrit par le BSIF.

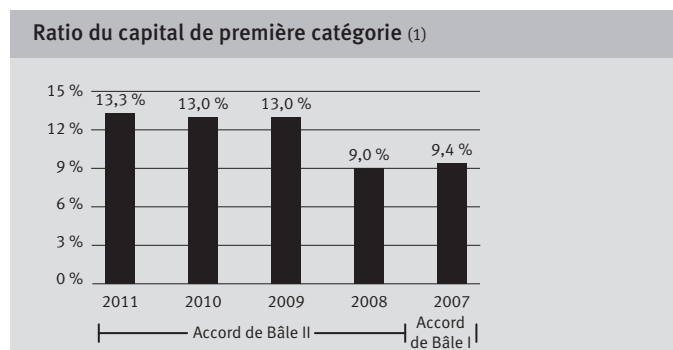
À compter du premier trimestre de l'exercice 2012, le BSIF adoptera les changements à la réglementation en matière de capital applicable au portefeuille de négociation tels qu'ils sont présentés dans le document intitulé *Revisions to the Basel II market risk framework (July 2009)* du Comité de Bâle sur la supervision bancaire, ainsi que les changements aux exigences en matière de capital relatifs aux opérations de titrisation tels qu'ils sont présentés dans le document intitulé *Enhancements to the Basel II framework (July 2009)* du même Comité. L'incidence sur le capital de ces changements, communément désignés Bâle 2.5, sera déterminée par les facteurs de calcul qui seront prescrits par le BSIF.

Entrera également en vigueur au premier trimestre de l'exercice 2012 la règle relative à la déduction du capital au titre des placements dans des compagnies d'assurances détenus depuis avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007 contenue dans l'accord de Bâle II, selon laquelle le capital doit être déduit du capital de première catégorie dans une proportion de 50 % et du capital de deuxième catégorie dans une proportion de 50 %. Comme il s'agit d'une mesure transitoire dans le cadre de l'accord de Bâle II, le BSIF a reporté l'application de ce changement de réglementation jusqu'à l'exercice 2012 et a permis aux banques de déduire les placements dans des compagnies d'assurances du capital de deuxième catégorie seulement. La mise en œuvre de cette modification fera baisser notre capital de première catégorie, mais n'aura pas d'incidence sur notre capital total.

Comme l'exige le BSIF, nous appliquerons les règles de l'accord de Bâle III concernant le capital à compter du premier trimestre de 2013. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Aperçu d'autres risques.

Capital		Tableau 59	
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)		2011	2010
<b>Capital-actions ordinaire et capital réglementaire de première catégorie</b>			
Actions ordinaires	13 977 \$	13 287 \$	
Surplus d'apport	212	236	
Bénéfices non répartis	24 282	22 706	
Montant net après impôts des pertes à la juste valeur découlant des variations du risque de crédit propre aux institutions financières	(47)	(17)	
Écart de conversion	(1 663)	(1 685)	
Montant net après impôts de la perte sur placement non réalisée liée aux titres de capitaux propres disponibles à la vente	–	–	
Écart d'acquisition	(7 703)	(8 064)	
Intérêts de groupe financier	(101)	(101)	
Déductions relatives à la titrisation	(517)	(810)	
Placements dans des filiales d'assurance	(67)	(29)	
Perte prévue en sus des provisions – approche NI avancée	(72)	(39)	
Autres	(10)	–	
<b>Total du capital-actions ordinaire de première catégorie</b>	<b>28 291</b>	<b>25 484</b>	
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	4 810	4 810	
Instruments de capital innovateurs	2 582	3 327	
Autre part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	30	351	
<b>Total du capital réglementaire de première catégorie</b>	<b>35 713</b>	<b>33 972</b>	
<b>Capital réglementaire de deuxième catégorie</b>			
Débetures subordonnées permanentes	837	863	
Débetures subordonnées non permanentes (1)	6 832	5 778	
Instruments de capital innovateurs (excédent de 15 % du capital réglementaire de première catégorie)	–	–	
Excédent des actions privilégiées à dividende non cumulatif	–	–	
Montant net après impôts du gain non réalisé sur les titres de capitaux propres disponibles à la vente	11	12	
Billets secondaires de fiduciaire	1 027	1 023	
Provision générale	430	517	
Excédent des provisions (approche des NI)	–	–	
Intérêts de groupe financier	(101)	(101)	
Placements dans des filiales d'assurance	(3 154)	(3 607)	
Déductions relatives à la titrisation	(490)	(792)	
Perte prévue en sus des provisions – approche des NI avancées	(72)	(39)	
Autres	(12)	(1)	
<b>Total du capital réglementaire de deuxième catégorie</b>	<b>5 308 \$</b>	<b>3 653 \$</b>	
<b>Total du capital réglementaire</b>	<b>41 021 \$</b>	<b>37 625 \$</b>	

(1) Les débetures subordonnées dont l'échéance survient dans moins de cinq ans sont assujetties à la méthode de l'amortissement linéaire sur l'échéance résiduelle jusqu'à leur élimination et sont, par conséquent, incluses dans ce tableau à leur valeur après amortissement.



(1) Les ratios de capital de première catégorie de l'accord de Bâle I et de l'accord de Bâle II ne sont pas directement comparables.

Notre position de capital est demeurée solide au cours de l'exercice, en raison principalement des capitaux autogénérés. Nos ratios de capital demeurent bien supérieurs aux cibles en capital réglementaires établies par le BSIF.

Au 31 octobre 2011, notre ratio du capital de première catégorie était de 13,3 %, et notre ratio du capital total, de 15,3 %.

Notre ratio du capital de première catégorie a augmenté de 30 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement des capitaux autogénérés, de l'émission d'actions ordinaires en vertu de nos régimes de réinvestissement de dividendes et d'épargne et d'actionariat des employés, de l'exercice d'options sur actions, ainsi que de la réduction de la déduction au titre des capitaux concernant les risques liés aux opérations de titrisation par suite de la vente de titres de placements. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de l'actif pondéré en fonction des risques et par le rachat d'instruments de capital innovateurs au cours de l'exercice considéré.

Notre ratio du capital total a augmenté de 90 points de base, en raison des facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que de l'émission nette de débetures subordonnées et de la réduction de la déduction au titre des capitaux concernant l'assurance découlant de la vente de Liberty Life.

Au 31 octobre 2011, notre coefficient actif-capital s'établissait à 16,1 fois, comparativement à 16,5 fois pour l'exercice précédent, en raison de l'augmentation des capitaux, facteur neutralisé en partie par la hausse du montant brut de l'actif ajusté. Notre coefficient actif-capital demeure inférieur au maximum prescrit par le BSIF.

#### Actif pondéré en fonction des risques

En vertu de l'accord de Bâle II, le BSIF exige que les banques satisfassent à des exigences minimales de fonds propres fondées sur les risques en ce qui concerne le risque de crédit, le risque opérationnel et, si elles effectuent d'importantes activités de négociation, le risque de marché. L'actif pondéré en fonction des risques est calculé pour chacun de ces types de risque, et le total de l'actif pondéré en fonction des risques représente la somme de chacun des montants calculés. En outre, au nombre des directives transitoires prévues par l'accord de Bâle II, le BSIF exige que les exigences minimales de fonds propres fondées sur les risques correspondent à au moins 90 % des besoins de liquidités calculés en vertu des normes de l'accord de Bâle I. Si les besoins de liquidités sont inférieurs à 90 %, on doit procéder à un ajustement transitoire de l'actif pondéré en fonction des risques, comme l'indiquent les lignes directrices du BSIF concernant l'adéquation des fonds propres.

Au cours de l'exercice, l'actif pondéré en fonction des risques s'est accru de 7,3 milliards de dollars, ou 3 %, résultat qui découle essentiellement de la hausse de l'actif pondéré en fonction des risques lié au risque de crédit, laquelle tient en grande partie à l'augmentation des risques liés aux prêts de gros, de l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques lié au risque opérationnel découlant de la croissance des revenus et de l'ajustement transitionnel relatif à l'actif pondéré en fonction des risques, facteurs neutralisés en partie par la réduction de l'actif pondéré en fonction des risques lié au risque de marché tenant principalement à la réduction des risques liés aux activités de négociation.

**Actif pondéré en fonction des risques – accord de Bâle II**
**Tableau 60**

	2011					2010	
	Risque (1)	Facteur de pondération moyen des risques (2)	Actif pondéré en fonction des risques				Total
			Approche standardisée	Approche avancée	Autres		
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)							
<b>Risque de crédit</b>							
Risques liés aux prêts et autres risques							
Prêts hypothécaires résidentiels	118 926 \$	6 %	1 419 \$	5 450 \$	– \$	6 869 \$	
Autres prêts de détail	212 365	20 %	7 785	34 644	–	42 429	
Prêts aux entreprises	153 912	60 %	26 915	65 335	–	92 250	
Organismes souverains	36 131	5 %	446	1 353	–	1 799	
Banques	54 378	9 %	2 238	2 485	–	4 723	
<b>Total des risques liés aux prêts et autres risques</b>	<b>575 712 \$</b>	<b>26 %</b>	<b>38 803 \$</b>	<b>109 267 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>148 070 \$</b>	
Risques liés aux activités de négociation							
Mise en pension de titres	190 471 \$	1 %	530 \$	1 779 \$	– \$	2 309 \$	
Dérivés hors cote	57 962	28 %	1 563	14 423	–	15 986	
<b>Total des risques liés aux activités de négociation</b>	<b>248 433 \$</b>	<b>7 %</b>	<b>2 093 \$</b>	<b>16 202 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>18 295 \$</b>	
<b>Total des risques liés aux prêts et autres risques et risques liés aux activités de négociation</b>	<b>824 145 \$</b>	<b>20 %</b>	<b>40 896 \$</b>	<b>125 469 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>166 365 \$</b>	
Instruments d'intermédiation bancaire	1 519	88 %	–	1 336	–	1 336	
Risques liés aux opérations de titrisation	48 794	14 %	726	6 225	–	6 951	
Facteur scalaire réglementaire	s.o.	s.o.	s.o.	7 982	–	7 982	
Autres actifs	36 809	61 %	s.o.	s.o.	22 548	22 548	
<b>Total du risque de crédit</b>	<b>911 267 \$</b>	<b>23 %</b>	<b>41 622 \$</b>	<b>141 012 \$</b>	<b>22 548 \$</b>	<b>205 182 \$</b>	
<b>Risque de marché</b>							
Taux d'intérêt			3 310 \$	1 048 \$	– \$	4 358 \$	
Actions			562	1 088	–	1 650	
Change			849	17	–	866	
Marchandises			882	14	–	896	
Risque spécifique			6 312	7 264	–	13 576	
<b>Total du risque de marché</b>			<b>11 915 \$</b>	<b>9 431 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>21 346 \$</b>	
<b>Risque opérationnel</b>			<b>40 283 \$</b>	<b>s.o.</b>	<b>s.o.</b>	<b>40 283 \$</b>	
Ajustement transitoire prescrit par le BSIF					969 \$	969 \$	
<b>Total de l'actif pondéré en fonction des risques</b>	<b>911 267 \$</b>		<b>93 820 \$</b>	<b>150 443 \$</b>	<b>23 517 \$</b>	<b>267 780 \$</b>	

- (1) Le risque total représente le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance, soit le risque brut prévu advenant un cas de défaillance par un débiteur. Ce montant est présenté compte non tenu de toute provision spécifique ou de toute réduction de valeur partielle et il ne reflète pas l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit ni les garanties détenues.
- (2) Représente le facteur de pondération moyen des risques de contrepartie liés à une catégorie donnée.

**Principales activités de gestion du capital**
**Tableau 61**

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	2011		
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
<b>Capital de première catégorie</b>			
Actions ordinaires émises			
Dans le cadre de l'acquisition d'une entreprise (1)		6 412	324 \$
Régime de réinvestissement de dividendes (2)		2 951	162
Options sur actions levées (3)		2 953	90
Régimes d'épargne et d'actionariat des employés (4)		1 138	63
Rachat d'instruments de capital innovateurs			
RBC TruCS de série 2011 (5)	30 juin 2011		750
<b>Capital de deuxième catégorie</b>			
Émission de débentures subordonnées échéant le 2 novembre 2020 (6)	1 <sup>er</sup> novembre 2010		1 500
Rachat de débentures subordonnées échéant le 12 avril 2016 (6)	12 avril 2011		400

- (1) Le 2 mai 2011, nous avons exercé notre droit de rachat visant les actions échangeables de catégorie B de RBC PH&N Inc. et nous avons émis des actions ordinaires de RBC en échange. Pour plus de détails, se reporter à la note 11 de nos états financiers consolidés annuels.
- (2) Notre régime de réinvestissement de dividendes a été financé au moyen d'achats d'actions sur le marché libre pour le premier trimestre de 2011, et au moyen d'actions autodétenues pour les trois derniers trimestres de 2011.
- (3) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions levées au cours de la période, l'ajustement à la juste valeur des options sur actions et la levée des options sur actions liée aux droits à la plus-value des actions et aux droits à la plus-value des actions qui ont fait l'objet d'une renonciation.
- (4) Des actions autodétenues ont été émises aux termes des régimes d'épargne et d'actionariat des employés. Pour plus de détails, se reporter à la note 21 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.
- (5) Pour plus de détails, se reporter à la note 17 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.
- (6) Pour plus de détails, se reporter à la note 16 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

Le 2 mai 2011, conformément à la convention d'achat de Phillips, Hager & North Investment Management Ltd. (PH&N) conclue en 2008, nous avons exercé notre droit de rachat visant la totalité des actions échangeables de catégorie B en circulation de RBC PH&N Inc. (actions de catégorie B) et, en échange, nous avons émis 6,4 millions d'actions ordinaires de RBC aux porteurs d'actions de catégorie B. Étant donné que les actions de catégorie B étaient comprises dans notre capital de première catégorie à titre de part des actionnaires sans contrôle dans les filiales, la transaction n'a eu aucune incidence sur le capital de première catégorie et sur le capital total. Avant l'échange, un dividende cumulé de 38,5 millions de dollars sur ces actions a été versé.

Nous avons racheté la totalité de nos titres de fiducie de capital de série 2011 en circulation, d'un montant de 750 millions de dollars (RBC

TruCS – série 2011), pour une contrepartie qui correspond au prix de rachat plus la distribution prévue le 30 juin 2011.

**Dividendes**

Notre politique relative aux dividendes sur actions ordinaires reflète nos perspectives en ce qui concerne le bénéfice, notre ratio de distribution cible, ainsi que le besoin de maintenir des niveaux de capital adéquats pour financer les occasions d'affaires. Notre objectif en ce qui a trait au ratio de distribution est de 40 % à 50 %. En 2011, le ratio de distribution lié aux activités poursuivies s'est élevé à 47 %, soit un résultat conforme à notre ratio de distribution cible. Le ratio de distribution sur une base consolidée s'est établi à 65 %, en hausse par rapport à 57 % en 2010, résultat qui tient principalement à la perte liée à la vente annoncée de nos



services bancaires de détail régionaux aux États-Unis. Au troisième trimestre de 2011, nous avons augmenté notre dividende par action ordinaire de 4 cents par action, ou 8 %, pour le porter à 0,54 \$ par action.

Les dividendes sur actions ordinaires versés au cours de l'exercice se sont établis à 2,9 milliards de dollars.

## Principales données concernant les actions (1)

Tableau 62

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	2011			2010			2009		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires en circulation	1 438 376	14 017 \$	2,08 \$	1 424 922	13 378 \$	2,00 \$	1 417 610	13 075 \$	2,00 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation									
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300 \$	1,23 \$	12 000	300 \$	1,23 \$	12 000	300 \$	1,23 \$
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	1,11	12 000	300	1,11	12 000	300	1,11
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300	1,18	12 000	300	1,18	12 000	300	1,18
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	1,15	8 000	200	1,15	8 000	200	1,15
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250	1,13	10 000	250	1,13	10 000	250	1,13
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	1,13	10 000	250	1,13	10 000	250	1,13
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	1,11	8 000	200	1,11	8 000	200	1,11
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	1,13	10 000	250	1,13	10 000	250	1,13
À dividende non cumulatif, série AH	8 500	213	1,41	8 500	213	1,41	8 500	213	1,41
À dividende non cumulatif, série AJ (3)	16 000	400	1,25	16 000	400	1,25	16 000	400	1,49
À dividende non cumulatif, série AL (3)	12 000	300	1,40	12 000	300	1,40	12 000	300	1,48
À dividende non cumulatif, série AN (3)	9 000	225	1,56	9 000	225	1,56	9 000	225	1,50
À dividende non cumulatif, série AP (3)	11 000	275	1,56	11 000	275	1,56	11 000	275	1,34
À dividende non cumulatif, série AR (3)	14 000	350	1,56	14 000	350	1,56	14 000	350	1,27
À dividende non cumulatif, série AT (3)	11 000	275	1,56	11 000	275	1,56	11 000	275	1,11
À dividende non cumulatif, série AV (3)	16 000	400	1,56	16 000	400	1,56	16 000	400	1,01
À dividende non cumulatif, série AX (3)	13 000	325	1,53	13 000	325	1,53	13 000	325	0,87
Actions autodétenues – privilégiées	(6)	–	–	(86)	(2)	–	(65)	(2)	–
Actions autodétenues – ordinaires	146	8	–	(1 719)	(81)	–	(2 127)	(95)	–
Actions échangeables de RBC PH&N Holdings Inc. (4)	–	–	–	6 750	324	–	6 750	324	–
Options sur actions									
En cours	14 413	–	–	15 659	–	–	17 877	–	–
Pouvant être levées	8 688	–	–	10 170	–	–	12 806	–	–
Dividendes									
Actions ordinaires		2 979	–		2 843	–		2 819	–
Actions privilégiées		258	–		258	–		233	–

(1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion du capital, se reporter à la note 18 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

(2) Avec prise d'effet le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.

(3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.

(4) Le 2 mai 2011, nous avons exercé notre droit de rachat visant toutes les actions échangeables de catégorie B de RBC PH&N Holdings Inc. en circulation et émis des actions ordinaires de RBC en échange.

Au 25 novembre 2011, le nombre d'actions ordinaires en circulation et d'options sur actions en cours se chiffrait à 1 439 828 034 et à 14 290 936, respectivement. Au 25 novembre 2011, le nombre de nos actions privilégiées et ordinaires autodétenues s'établissait à 19 179 et à (511 681), respectivement. Se reporter aux notes 18 et 21 de nos états financiers consolidés annuels de 2011 pour de plus amples renseignements sur notre capital-actions.

### Capital économique

Le capital économique représente notre propre quantification des risques liés à nos activités commerciales, ce qui correspond au capital requis pour demeurer solvable dans des conditions de marché extrêmes, compte tenu de notre objectif qui consiste à maintenir une cote de crédit d'au moins AA. Le capital économique est attribué à chaque secteur d'exploitation en fonction de l'évaluation des risques de la part de la direction. Il fournit des mesures de comparaison du rendement au sein de nos secteurs d'exploitation telles que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, comme il est présenté à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR. Le capital économique aide également la haute direction à déterminer l'affectation des ressources, en fonction d'autres facteurs.

Par ailleurs, le capital économique sert à évaluer l'adéquation de nos fonds propres. Notre politique a pour objectif de maintenir un niveau de capitaux disponibles qui excède considérablement le capital économique. Le capital disponible se définit comme les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et les autres instruments de capital dont la permanence est analogue à celle des titres de capitaux et qui permettent d'absorber les pertes, tels que les actions privilégiées et les instruments innovateurs de capital de première catégorie.

Le capital économique est calculé et attribué en fonction d'un plus grand nombre de risques que le capital réglementaire calculé

conformément au pilier 1 de l'accord de Bâle II, lequel est calibré principalement en fonction du risque de crédit, du risque de marché (activités de négociation) et du risque opérationnel. Le capital économique est calculé en fonction du risque de crédit, du risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), du risque opérationnel, du risque commercial, du risque lié aux immobilisations corporelles, ainsi que du risque d'assurance, et il comprend l'attribution du capital lié à l'écart d'acquisition et aux autres actifs incorporels.

- Le risque commercial est le risque de pertes ou de préjudices dus à des écarts dans les volumes, les prix et les coûts occasionnés par la concurrence, par des modifications réglementaires ainsi que par des risques liés à la réputation et aux stratégies.

- Le risque lié aux immobilisations corporelles constitue le risque que la valeur future de ces actifs soit inférieure à leur valeur comptable. Se reporter à la rubrique sur la gestion du risque pour une analyse plus détaillée du risque de crédit, du risque de marché, du risque opérationnel et du risque d'assurance.

Le calcul et l'attribution du capital économique nécessitent la formulation d'hypothèses et de jugements par la direction. Ceux-ci font l'objet d'une surveillance dans le but de garantir que le cadre de gestion du capital économique demeure exhaustif et uniforme. Les modèles sont comparés avec les principales pratiques du secteur au moyen de sondages, d'examen des méthodes et des relations permanentes établies avec des professionnels du secteur spécialisés en gestion des risques.

Nous avons révisé notre méthode d'attribution du capital économique de façon prospective, avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2010. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

L'information qui suit comporte une analyse de notre capital économique lié aux activités poursuivies.

**Capital économique****Tableau 63**

(soldes moyens en millions de dollars canadiens)	2011	2010
Risque de crédit	10 100 \$	8 250 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	4 200	3 300
Risque opérationnel	4 350	3 250
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 950	2 250
Risque d'assurance	550	350
Capital de risque	22 150 \$	17 400 \$
Écart d'acquisition et actifs incorporels	9 450	8 400
Capital économique	31 600	25 800
Sous-attribution de capital	900	3 650
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités abandonnées	3 050	3 800
<b>Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires</b>	<b>35 550 \$</b>	<b>33 250 \$</b>

Le capital économique a augmenté de 5,8 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement du changement de méthode d'attribution du capital dont il est fait mention ci-dessus, aux termes duquel une tranche de 4,7 milliards a été attribuée aux différents types de risques et secteurs d'activité. La tranche résiduelle de 1,1 milliard de dollars tient principalement à la hausse de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels découlant de l'acquisition de BlueBay, ainsi qu'à l'augmentation du risque opérationnel et du risque commercial découlant de la croissance des revenus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution du risque de crédit tenant essentiellement à la baisse du taux de capital lié aux prêts à intérêts non comptabilisés, et à l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Notre capitalisation demeure favorable, et les niveaux actuels des capitaux disponibles excèdent le capital économique requis pour couvrir tous nos risques importants.

**Capital affecté aux filiales**

Notre cadre de gestion du capital comprend la gestion du capital affecté aux filiales. Nous investissons le capital à l'échelle de l'entreprise, afin de satisfaire aux exigences des autorités de réglementation locales en matière d'adéquation des fonds propres et de maximiser les rendements pour nos actionnaires. Nous investissons dans nos filiales au besoin au cours de l'exercice. Nous établissons des lignes directrices pour déterminer les investissements de capitaux dans nos filiales et pour gérer le lien qui existe entre les capitaux investis dans les filiales et notre capital consolidé pour nous assurer un accès au capital dont il est tenu compte pour mesurer le capital réglementaire consolidé.

Chaque filiale est responsable d'assurer sa conformité aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres prescrites par les autorités de réglementation locales, lesquelles pourraient comprendre des restrictions liées au transfert d'actifs sous forme d'espèces, de dividendes, de prêts ou d'avances. Actuellement, la Trésorerie générale est responsable des activités de surveillance centralisée et des activités de gestion du capital consolidé de toutes les filiales.

**Autres facteurs influant sur le capital**

Le traitement des fonds propres liés aux placements en titres de capitaux propres dans d'autres entités se fonde sur diverses lignes directrices d'ordre comptable et réglementaire et sur le montant ou la nature du placement. Nous avons recours aux trois démarches générales suivantes :

- Consolidation : nous effectuons la consolidation intégrale des entités dans lesquelles nous détenons une participation conférant le contrôle dans nos bilans consolidés. Dans le cas des coentreprises, nous appliquons la méthode de la consolidation proportionnelle.
- Déduction : certains titres détenus sont portés en déduction aux fins du calcul du capital réglementaire. Ces titres comprennent tous les « intérêts de groupe financier » non consolidés tels qu'ils sont définis dans la *Loi sur les banques* (Canada), ainsi que tous les placements dans des filiales d'assurance.
- Pondération des risques : un facteur de pondération des risques est attribué aux placements en titres de capitaux propres non consolidés qui ne sont pas portés en déduction du capital, en fonction du taux prescrit aux fins du calcul des charges de capital.

**Information financière supplémentaire****Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés****Risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, aux titres garantis par des créances (TGC) et aux prêts hypothécaires**

Certaines activités et opérations que nous effectuons nous exposent au risque de crédit lié aux créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition nette aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain représente moins de 0,2 % du total de notre actif au 31 octobre 2011, par rapport à 0,3 % à l'exercice précédent.

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 237 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain était auparavant couverte au moyen de swaps sur défaillance assurés par MBIA. L'augmentation de 92 millions de dollars de l'exposition aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain par rapport à l'exercice précédent tient principalement à la résiliation de swaps au premier semestre de 2011, déduction faite des opérations de couverture et de la vente de titres. Relativement à ces risques potentiels, 35 % de nos placements connexes présentaient au moins une cote A, comparativement à plus de 55 % à l'exercice précédent; la diminution tient essentiellement à la résiliation de swaps dont il est fait mention ci-dessus. Au 31 octobre 2011, nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain présentant une cote AAA, sur une base nette, représentaient 3 % du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain, comparativement à 17 % à l'exercice précédent. L'exposition aux prêts à risque aux États-Unis s'établissait à 207 millions de dollars au 31 octobre 2011, soit 0,03 % du total de l'actif. Ce résultat en baisse de

112 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent tient en partie aux remboursements de capital effectués et à l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 276 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain a diminué de 281 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la vente de titres et de l'incidence du raffermissement du dollar canadien. Moins de 49 % de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles ont été émis en 2006 et par la suite. Notre exposition aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain se chiffrait à 675 millions de dollars au 31 octobre 2011, ce qui représente 0,1 % du total de l'actif. Cette diminution de 298 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent tient en grande partie à l'incidence du raffermissement du dollar canadien et à la vente de titres.

Du total de nos placements dans des TGC, des placements de 17 millions de dollars pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque ou aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. Nos TGC étaient auparavant couverts au moyen de swaps sur défaillance assurés par MBIA. Notre exposition a diminué de 4 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, déduction faite des opérations de couverture. La juste valeur des TGC de sociétés, déduction faite des opérations de couverture, se chiffrait à 2,2 milliards de dollars au 31 octobre 2011, soit une hausse de 1,9 milliard par rapport à l'exercice précédent qui tient principalement à la résiliation de la police d'assurance souscrite directement auprès de MBIA. Pour plus de détails sur la résiliation des swaps sur défaillance assurés par MBIA, se reporter à la rubrique Principaux événements de 2011.

**Risques nets liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain découlant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des TGC et des prêts hypothécaires**

**Tableau 64**

	2011			Total
	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)				
Juste valeur des titres, compte non tenu des opérations de couverture	237 \$	276 \$	17 \$	530 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, selon la cote				
AAA	7 \$	46 \$	– \$	
AA	50	14	–	
A	26	40	–	
BBB	18	27	–	
Inférieure à BBB-	136	149	17	
<b>Total</b>	<b>237 \$</b>	<b>276 \$</b>	<b>17 \$</b>	<b>530 \$</b>
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, par année de montage				
2003 (ou avant)	22 \$	8 \$	– \$	
2004	47	62	–	
2005	128	72	17	
2006	40	36	–	
2007 et par la suite	–	98	–	
<b>Total</b>	<b>237 \$</b>	<b>276 \$</b>	<b>17 \$</b>	<b>530 \$</b>
Coût après amortissement des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A (prêts entiers)	161 \$	664 \$	– \$	825 \$
Coût après amortissement des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A transférés dans les prêts en vertu du chapitre 3855	46 \$	11 \$	– \$	57 \$
Risque total lié aux prêts à risque et de catégorie Alt-A, déduction faite des opérations de couverture	444 \$	951 \$	17 \$	1 412 \$
Sensibilité de la juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, aux modifications des hypothèses :				
Augmentation de 100 points de base de l'écart de taux	(6)\$	(8)\$		
Augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt	(1)	(2)		
Augmentation de 20 % des taux de défaillance	(1)	(12)		
Diminution de 25 % des taux de paiement anticipé	(3)	(2)		

**Arrangements hors bilan**

Pour de plus amples renseignements sur nos arrangements hors bilan, y compris les conduits multicédants, les instruments de placement structurés et les autres entités à détenteurs de droits variables au 31 octobre 2011, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan.

**Financement avec endettement**

Nos services de financement avec endettement comprennent les activités de financement des infrastructures, des services essentiels et d'autres types de financement. Ils ne comprennent ni le financement de première qualité, ni le financement de qualité inférieure pour lequel il n'y a pas de commandite liée aux placements privés. Au 31 octobre 2011, le total de nos engagements de financement capitalisés et non capitalisés s'établissait à 6 097 millions de dollars. En pourcentage du total de notre actif, il est demeuré inchangé par rapport à l'exercice précédent, s'établissant à 0,8 %.

**Informations sur les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales**

La juste valeur de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales s'élevait à 202 millions de dollars au 31 octobre 2011.

**Actifs et passifs évalués à la juste valeur**

D'importants transferts d'instruments entre les niveaux 1, 2 et 3 et d'importantes sorties d'instruments de ces niveaux ont eu lieu au cours de l'exercice, selon la hiérarchie de la juste valeur définie au chapitre 3862, intitulé « Instruments financiers – Informations à fournir ». Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

**Actifs et passifs évalués à la juste valeur**

**Tableau 65**

	Au 31 octobre 2011				
	Juste valeur (1)	Niveau 1 (1)	Niveau 2 (1)	Niveau 3 (1)	Total
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
<b>Actifs financiers</b>					
Détenus à des fins de transaction, autres que les dérivés	145 274 \$	37 %	62 %	1 %	100 %
Disponibles à la vente	33 235	15 %	67 %	18 %	100 %
Prêts de gros	2 992	0 %	81 %	19 %	100 %
Dérivés	119 453	2 %	97 %	1 %	100 %
Autres actifs	516	66 %	34 %	0 %	100 %
<b>Passifs financiers</b>					
Dépôts	69 570 \$	0 %	90 %	10 %	100 %
Dérivés	120 350	2 %	96 %	2 %	100 %

(1) Juste valeur des actifs et des passifs en pourcentage du total de l'actif et du passif évalués à la juste valeur sur une base récurrente pour les catégories présentées dans le tableau ci-dessus; ne reflète pas l'incidence de la compensation.

**Questions en matière de comptabilité et de contrôle**

**Conventions comptables critiques et estimations**

**Mise en application des conventions comptables critiques et estimations**

Nos principales conventions et estimations comptables sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés annuels de 2011. Certaines de ces conventions, ainsi que des estimations faites par la direction aux fins de l'application desdites conventions, constituent des conventions comptables critiques, car elles font en sorte que nous sommes tenus d'exercer des jugements particulièrement subjectifs ou complexes à propos de questions qui sont de par leur nature incertaines, et parce qu'il est probable que des montants considérablement différents seront présentés dans des conditions différentes ou selon diverses hypothèses. Nos conventions comptables critiques et nos estimations visent la juste valeur des instruments financiers, la perte de valeur durable des titres disponibles à la vente et des titres détenus jusqu'à l'échéance, les opérations de titrisation, la provision pour pertes sur créances, les entités à détenteurs de droits variables, l'écart d'acquisition et autres actifs incorporels, les régimes de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite ainsi que les impôts sur les bénéfices. Nos conventions comptables critiques et nos estimations ont été examinées et approuvées par notre Comité de vérification, en collaboration avec la direction, dans le cadre du processus d'examen et d'approbation de nos principales conventions comptables et estimations.

**Instruments financiers – comptabilisation et évaluation**

**Juste valeur des instruments financiers**

Tous les instruments financiers doivent être évalués à la juste valeur au moment de la constatation initiale, sauf en ce qui a trait à certaines opérations entre apparentés. L'évaluation au cours des périodes subséquentes dépend de la catégorie dans laquelle l'instrument financier a été classé ou désigné comme instrument détenu à des fins de transaction, instrument disponible à la vente, instrument détenu jusqu'à l'échéance, prêts et créances ou autres passifs financiers. Un instrument financier peut être désigné comme détenu à des fins de transaction (option de la juste valeur) au moment de la constatation initiale, à condition qu'il réponde à certains critères, même si cet instrument n'a pas été acquis ou pris en charge principalement en vue de sa revente ou de son rachat à court terme.

Les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction, y compris les dérivés, sont évalués à la juste valeur, et les variations de la juste valeur sont inscrites dans le résultat net, sauf en ce qui concerne les dérivés désignés à titre de couverture efficace des flux de trésorerie ou de couverture du risque de change d'un investissement net dans un établissement étranger autonome; les variations de la juste valeur de ces dérivés sont inscrites dans les autres éléments du résultat étendu. Les actifs financiers disponibles à la vente sont également évalués à la juste

valeur, et les gains et pertes non réalisés, y compris les variations des taux de change, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu, sauf en ce qui concerne les placements dans des instruments de capitaux propres classés comme disponibles à la vente qui n'ont pas de prix cotés sur un marché actif, lesquels sont évalués au coût. Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, les prêts et créances et les autres passifs financiers sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Au 31 octobre 2011, environ 352 milliards de dollars, ou 47 %, de nos actifs financiers et 252 milliards, ou 35 %, de nos passifs financiers étaient inscrits à la juste valeur (350 milliards, ou 48 %, de nos actifs financiers et 257 milliards, ou 37 %, de nos passifs financiers au 31 octobre 2010).

Le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Instruments financiers – informations à fournir », établit une hiérarchie à trois niveaux aux fins de la présentation de l'information sur les instruments financiers évalués à la juste valeur, laquelle est essentiellement la même que la hiérarchie établie en vertu des PCGR des États-Unis. Le classement des actifs et des passifs dans la hiérarchie est fondé sur le caractère observable ou non observable des données de la méthode d'évaluation. Les données observables reflètent l'information tirée du marché ou fondée sur le marché obtenue de sources indépendantes, alors que les données non observables reflètent nos estimations sur les données liées au marché. La hiérarchie à trois niveaux pour l'évaluation à la juste valeur qui suit est fondée sur la transparence des données utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- Niveau 1 – Données correspondant à des prix cotés non ajustés d'instruments identiques sur des marchés actifs.
- Niveau 2 – Données, autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.
- Niveau 3 – Une ou plusieurs données importantes utilisées dans la technique d'évaluation sont non observables aux fins du calcul de la juste valeur des instruments financiers.

La juste valeur de nos instruments financiers au 31 octobre 2011 est présentée à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

Par juste valeur, on entend le montant pour lequel un instrument financier pourrait être acheté ou vendu dans le cadre d'une opération sans lien de dépendance et sans contrainte effectuée entre deux parties consentantes et averties, autre que dans le cadre d'une vente forcée ou d'une liquidation. Ce qui atteste le mieux la juste valeur des instruments, dans un marché actif, est le cours du marché ou le cours vendeur, selon le cas. Si le cours du marché et le cours vendeur ne sont pas disponibles, nous utilisons le cours de clôture de la plus récente opération visant cet instrument, sous réserve des ajustements au titre des liquidités mentionnés ci-dessous. Si un cours du marché n'est pas disponible relativement à un instrument financier donné, nous utilisons le cours du marché d'un instrument financier doté de caractéristiques et de profils de risque semblables ou des modèles d'évaluation internes ou externes fondés sur des facteurs du marché observables pour déterminer la juste valeur.

Un degré de subjectivité minimal est lié au calcul de la juste valeur des instruments financiers qui sont activement négociés, pour lesquels un cours du marché ou des paramètres d'entrée des modèles facilement observables sont disponibles. Toutefois, la direction doit exercer un jugement si un cours du marché ou des paramètres observables ne sont pas disponibles. La direction exerce également un jugement lorsqu'elle détermine quels ajustements de l'évaluation boursière doivent être effectués pour déterminer la juste valeur. Ces ajustements comprennent les ajustements de l'évaluation pour tenir compte des liquidités relatives aux instruments financiers qui n'ont pas de prix coté sur un marché actif, lorsque nous estimons qu'il est possible que le montant réalisé à la vente soit inférieur à la juste valeur estimative, en raison d'une liquidité insuffisante à court terme. Ils comprennent également les ajustements de l'évaluation qui sont calculés lorsque aucun cours du marché n'est observable en raison du volume insuffisant d'activités boursières ou de l'absence d'activités boursières récentes dans un marché moins actif ou inactif.

La plupart de nos instruments financiers classés comme détenus à des fins de transaction, autres que les dérivés et les actifs financiers classés comme disponibles à la vente, comportent ou visent des titres de créance et des titres de participation activement négociés, qui sont inscrits à la juste valeur en fonction des cours du marché disponibles. Étant donné que peu de dérivés et d'instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction au moyen de l'option de la juste valeur sont activement cotés, nous nous basons principalement sur des modèles internes d'établissement des prix ainsi que sur des modèles standards du secteur, tels que le modèle de Black et Scholes, pour déterminer la juste valeur. Pour déterminer les hypothèses qui sous-tendent nos modèles d'établissement des prix, nous nous basons principalement sur des facteurs de marché externes facilement observables tels que les courbes de rendement des taux d'intérêt du G7, les taux de change, ainsi que la volatilité de certains prix et taux. Toutefois, pour évaluer certains dérivés, nous nous appuyons sur

d'importants facteurs de marché non observables tels que les corrélations entre les défaillances. Ces facteurs font l'objet d'un nombre considérablement plus élevé d'analyses quantitatives et de jugements par la direction. Lorsque les paramètres d'entrée ne sont pas fondés sur des données observables dans le marché, nous reportons les revenus ou les pertes de négociation initiaux jusqu'à ce que les montants reportés aient été réalisés par suite de la réception ou du versement d'espèces, ou lorsque les paramètres d'entrée sont observables dans le marché. Nous comptabilisons également des ajustements de la juste valeur afin de tenir compte de l'incertitude relative à l'évaluation découlant de l'incertitude caractérisant les risques et les paramètres liés au modèle lorsque nous évaluons des instruments financiers complexes ou des instruments financiers qui sont négociés moins activement. De plus amples renseignements sur nos instruments dérivés sont fournis à la note 7 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

Pour déterminer les ajustements à la juste valeur des titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, comme il est décrit à la section Vue générale des résultats financiers, nous calculons la valeur actualisée de ces instruments en fonction des flux de trésorerie contractuels sur la durée du contrat, selon les taux de financement effectifs de RBC au début et à la fin de la période, et nous comptabilisons aux résultats la variation non réalisée de la valeur actualisée.

Le calcul de la juste valeur lorsque aucun cours du marché n'est disponible et que l'établissement des ajustements de l'évaluation appropriés nécessite l'exercice d'un jugement de la part de la direction se fonde sur des recherches et des analyses quantitatives. La Gestion des risques du Groupe et la fonction Finances sont chargées d'élaborer les méthodes et politiques que nous utilisons à des fins d'évaluation, et ces politiques et méthodes traitent de l'utilisation et du calcul des ajustements de l'évaluation. Ces méthodes font l'objet d'un examen continu, de manière à assurer leur caractère approprié. La surveillance qu'exerce la Gestion des risques du Groupe dans le cadre du processus d'évaluation vise également à garantir que tous les modèles d'évaluation financière importants font l'objet de contrôles rigoureux et de révisions régulières, de manière à fournir un point de vue indépendant. De plus amples renseignements sur la sensibilité des instruments financiers utilisés aux fins des activités de négociation et des activités autres que de négociation sont présentés à la rubrique Gestion du risque.

#### *Contrôles relatifs aux évaluations des instruments financiers*

Une infrastructure de contrôle indépendante est essentielle pour garantir que les évaluations à la juste valeur des instruments financiers sont fiables, constantes et effectuées en fonction des valeurs de sortie. Notre infrastructure de contrôle des évaluations prévoit un processus de surveillance par la direction et elle est indépendante des unités fonctionnelles qui négocient des instruments financiers ou effectuent des investissements dans de tels instruments. Les évaluations sont régies par des politiques et des contrôles, y compris des vérifications indépendantes des prix, un examen quotidien des profits et des pertes, et le calcul des ajustements des évaluations concernant des cours du marché ou des paramètres non facilement observables. La mise en œuvre de ces politiques et de ces contrôles incombe à des membres du personnel possédant des compétences et des connaissances appropriées à l'égard des instruments et des marchés sur lesquels nous effectuons des opérations. Ces politiques et contrôles prévoient un examen de toutes nos nouvelles activités, de manière à assurer le respect de normes minimales avant que ces activités soient approuvées.

#### **Perte de valeur durable des titres disponibles à la vente et des titres détenus jusqu'à l'échéance**

Les titres susceptibles de vente qui présentent des pertes non réalisées sont évalués à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie, afin de déterminer s'ils ont subi une perte de valeur. Lorsque la juste valeur de l'un quelconque de ces titres devient inférieure à son coût après amortissement, la direction doit évaluer si la perte de valeur est durable. Aux fins de cette évaluation pour les titres disponibles à la vente, nous tenons compte de plusieurs facteurs, notamment : i) le laps de temps pendant lequel la juste valeur est inférieure au coût après amortissement et l'importance de cet écart; ii) l'importance de la perte de valeur; iii) la cause de la perte de valeur ainsi que la situation financière et les perspectives à court terme de l'émetteur; iv) notre volonté et notre capacité de conserver le placement assez longtemps pour que survienne la remontée prévue de la juste valeur. La décision de comptabiliser une perte de valeur, le montant de ladite perte de valeur et la période au cours de laquelle cette perte est comptabilisée sont fondés sur le jugement de la direction. Si la direction juge que la perte de valeur est durable, les variations cumulatives des justes valeurs des titres susceptibles de vente qui étaient auparavant inscrites dans le cumul des autres éléments du résultat étendu sont reclassées dans le résultat net au cours de cette période. Nous évaluons nos titres détenus jusqu'à l'échéance afin de déterminer s'ils ont subi une perte de valeur en utilisant le même modèle relatif à la perte de valeur que pour les prêts. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 1 et 3 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

## Opérations de titrisation

Nous procédons périodiquement à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels canadiens, de créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires commerciaux en vendant ceux-ci à des structures d'accueil ou à des fiduciaires qui émettent des titres aux investisseurs. L'une des principales décisions comptables aux fins de la titrisation de nos prêts consiste à déterminer si la cession des prêts satisfait aux critères établis pour que ladite cession soit considérée comme une vente et, si tel est le cas, à évaluer les droits que nous avons conservés dans les prêts titrisés. La note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2011 fournit une description détaillée de la convention comptable liée aux opérations de titrisation de prêts.

Lorsque nous titrisons des prêts et que nous conservons un droit dans lesdits prêts, nous devons exercer un jugement pour déterminer si les prêts ont été isolés juridiquement. Le cas échéant, nous obtenons des avis juridiques afin d'obtenir l'assurance que les prêts cédés ont été isolés juridiquement. Dans bien des cas, nous conservons des droits dans des prêts titrisés tels que des coupons détachés, des droits de gestion ou des comptes de réserve. Lorsque aucun cours du marché n'est disponible, l'évaluation des droits conservés sur les actifs vendus se fonde sur notre meilleure estimation de plusieurs hypothèses clés, telles que le taux de remboursement des prêts cédés, la durée moyenne pondérée des créances pouvant être prépayées, la marge excédentaire, les pertes sur créances prévues et le taux d'actualisation. La juste valeur de ces droits conservés calculée au moyen de ces hypothèses influe sur le gain ou la perte qui est constaté au titre de la vente des prêts. La note 5 de nos états financiers consolidés annuels de 2011 fournit des renseignements sur les volumes de titrisation de nos prêts ainsi que sur le gain ou la perte constaté à la vente, de même qu'une analyse de sensibilité des principales hypothèses utilisées pour évaluer les droits que nous avons conservés.

Une autre décision comptable clé consiste à déterminer si nous sommes tenus de consolider la structure d'accueil utilisée aux fins de la titrisation et de la vente de nos prêts. Comme il est décrit à la note 6 de nos états financiers consolidés annuels de 2011, nous avons conclu qu'aucune des structures d'accueil que nous utilisons pour titriser nos actifs financiers ne doit être consolidée.

## Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances est maintenue à un niveau que la direction estime approprié pour couvrir les pertes sur créances estimatives désignées dans le portefeuille de même que les pertes qui ont été subies, mais qui ne peuvent encore être déterminées à la date du bilan. La provision est liée aux risques figurant au bilan, tels que les prêts et les acceptations, ainsi qu'aux éléments hors bilan tels que les lettres de crédit, les garanties et les engagements non capitalisés.

La provision est établie en fonction de la détermination et de l'évaluation, par la direction, des comptes problèmes et d'autres facteurs tels que la composition et la qualité du crédit du portefeuille et les changements de la conjoncture économique et commerciale. La provision pour pertes sur créances est composée des provisions spécifiques et de la provision générale.

Le processus qui sert à calculer les provisions consiste notamment à effectuer des évaluations quantitatives et qualitatives au moyen d'informations actuelles et historiques sur les créances. Notre portefeuille de prêts fait l'objet d'un examen continu, de manière à déterminer si certains prêts devraient être classés à titre de prêts douteux et s'il y a lieu de constituer une provision ou de procéder à une radiation. Le processus nécessite forcément la formulation de certaines hypothèses et de certains jugements, y compris : i) l'évaluation du classement des prêts à titre de prêts douteux ou des cotes de crédit liées aux prêts; ii) l'estimation des flux de trésorerie et de la valeur des biens affectés en garantie; iii) l'établissement de taux de défaillance et de pertes basés sur les données historiques et sur les données de l'industrie; iv) l'ajustement des taux de perte et des paramètres de risque en fonction de la pertinence des données historiques compte tenu des changements apportés aux stratégies, aux processus et aux politiques en matière de crédit; v) l'évaluation de la qualité actuelle du crédit du portefeuille selon les tendances en matière de qualité du crédit ayant trait aux prêts douteux, aux radiations et aux recouvrements, ainsi qu'aux caractéristiques et à la composition du portefeuille; vi) l'établissement de la position actuelle relativement au cycle économique et au cycle de crédit. Des modifications de ces hypothèses ou le recours à d'autres jugements raisonnables pourraient avoir une incidence importante sur le niveau de la provision et, par conséquent, sur notre bénéfice net.

## Provisions spécifiques

Des provisions spécifiques sont comptabilisées afin de constater les pertes estimatives sur les prêts de détail et de gros classés à titre de prêts douteux. Les pertes liées aux portefeuilles de prêts de détail sont gérées collectivement et sont évaluées en fonction de l'expérience en matière de radiations nettes. En ce qui concerne les cartes de crédit, nous comptabilisons la provision et la radiation lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 180 jours. Les prêts aux particuliers sont généralement radiés lorsqu'ils sont en souffrance depuis 150 jours. Les autres prêts sont radiés lorsque la possibilité de recouvrer la totalité du montant du

prêt est à peu près inexistant. Les pertes liées aux prêts de gros sont estimées selon le jugement de la direction quant à la réalisation des flux de trésorerie futurs que l'on peut raisonnablement s'attendre à recevoir des emprunteurs ou de garants financièrement responsables, ou par suite de la réalisation d'une sûreté réelle. Les coûts de recouvrement estimatifs sont déduits des montants que l'on s'attend à récupérer, et ces montants sont actualisés au taux d'intérêt effectif de l'obligation.

## Provision générale

La provision générale est établie afin de couvrir les pertes sur créances estimatives subies à l'égard de nos portefeuilles de prêts qui n'ont pas encore été précisément désignés comme douteux. Dans le cas des portefeuilles de prêts de gros, la détermination de la provision générale est fondée sur l'application d'une probabilité de défaillance estimative, sur le montant brut assujéti aux défaillances et sur les facteurs de perte, lesquels sont établis en fonction des pertes historiques et sont définis selon le type et la cote du prêt. Pour ce qui est des portefeuilles de prêts de détail, la provision générale est déterminée en fonction des taux de pertes historiques. Pour déterminer le niveau de la provision générale, la direction considère également les tendances actuelles en matière de qualité du crédit du portefeuille, la conjoncture économique, l'incidence des modifications des politiques et des processus, ainsi que d'autres facteurs.

## Total de la provision pour pertes sur créances

Selon les procédures dont il est fait mention ci-dessus, la direction estime que le total de la provision pour pertes sur créances, à savoir 2 049 millions de dollars, est suffisant pour absorber les pertes sur créances estimatives subies par le portefeuille de prêts au 31 octobre 2011 (2 126 millions au 31 octobre 2010). Ce montant comprend une tranche de 91 millions de dollars (88 millions au 31 octobre 2010) au titre de lettres de crédit, de garanties et d'engagements non provisionnés, classée dans les autres passifs.

## Entités à détenteurs de droits variables

La NOC-15 fournit des directives sur la façon d'appliquer les principes de consolidation à certaines entités constituant des EDDV. Lorsqu'une entité constitue une EDDV, le principal bénéficiaire est tenu de consolider les actifs, les passifs et les résultats d'exploitation de l'EDDV. Le principal bénéficiaire est l'entité qui, en raison des droits variables qu'elle détient, assume la majorité des pertes prévues de l'EDDV (telles qu'elles sont définies dans la NOC-15) ou reçoit la majorité des rendements résiduels prévus de cette dernière (tels qu'ils sont définis dans la NOC-15) ou les deux.

Nous avons recours à divers processus d'estimation complexes reposant sur des facteurs qualitatifs et quantitatifs pour déterminer si une entité constitue une EDDV et, le cas échéant, pour analyser et calculer les pertes prévues et les rendements résiduels prévus. Ces processus consistent notamment à estimer les flux de trésorerie et le rendement futurs de l'EDDV, à analyser la variabilité de ces flux de trésorerie et à attribuer les flux de trésorerie aux parties désignées qui détiennent des droits variables afin de déterminer le principal bénéficiaire de l'EDDV. Nous devons par ailleurs exercer un jugement important pour interpréter les dispositions de la NOC-15 et pour les appliquer à chacune de nos opérations.

La NOC-15 s'applique à un certain nombre de nos opérations, y compris les fonds multicédants que nous administrons, les EDDV de création de produits de crédit et les EDDV de financement structuré. La section Arrangements hors bilan et la note 6 de nos états financiers consolidés annuels de 2011 fournissent de plus amples renseignements sur les EDDV auxquelles nous avons recours.

## Écart d'acquisition et autres actifs incorporels

En vertu des PCGR, l'écart d'acquisition n'est généralement pas amorti et est réparti entre les unités d'exploitation qui se situent au niveau immédiatement inférieur à nos secteurs d'exploitation. L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment s'il existe des événements ou des changements qui indiquent que la juste valeur d'une unité d'exploitation pourrait se situer en deçà de sa valeur comptable.

Le test de dépréciation de l'écart d'acquisition s'amorce par le calcul de la juste valeur de chaque unité d'exploitation et la comparaison avec sa valeur comptable, y compris l'écart d'acquisition. Si la valeur comptable d'une unité d'exploitation excède sa juste valeur, la juste valeur de l'écart d'acquisition de l'unité d'exploitation doit être déterminée et comparée à sa valeur comptable. La juste valeur de l'écart d'acquisition est répartie en déterminant la juste valeur des actifs et des passifs de l'unité d'exploitation. On considère que l'écart d'acquisition a subi une perte de valeur lorsque sa valeur comptable excède sa juste valeur. Cet excédent correspond à la perte de valeur qui doit être passée en charges dans la période où l'excédent est constaté. Les reprises ultérieures de pertes de valeur ne sont pas permises.

La direction se fonde en grande partie sur son jugement pour déterminer la juste valeur de nos unités d'exploitation et y parvient essentiellement à l'aide d'une approche fondée sur les bénéfices qui tient

compte des prévisions internes de chaque unité d'exploitation à l'égard des produits et des charges. L'utilisation de cette méthode et, de façon plus générale, nos processus de détermination de la perte de valeur exigent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses, y compris celles ayant trait aux taux d'actualisation, aux taux de croissance et aux taux finaux de croissance. Les variations des estimations ou hypothèses pourraient avoir une incidence sur le calcul de la juste valeur de nos unités d'exploitation et, par conséquent, sur les résultats du test de dépréciation. Outre l'approche fondée sur les bénéficiaires, nous utilisons, dans la mesure du possible, une approche fondée sur le marché en vue d'évaluer à quoi correspond la juste valeur appropriée de chaque unité d'exploitation dans le marché actuel en fonction de la conjoncture et de sociétés comparables.

Les autres actifs incorporels ayant une durée de vie limitée font l'objet d'un amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, qui n'excède généralement pas 20 ans, et ils sont également soumis à un test de dépréciation lorsqu'il existe des conditions pouvant indiquer que les flux de trésorerie nets futurs estimatifs provenant d'un actif ne seront pas suffisants pour recouvrir sa valeur comptable. La détermination de tels événements ou conditions pourrait être assujettie au jugement de la direction. L'estimation de la juste valeur d'un actif incorporel ayant une durée de vie limitée en vue de déterminer si ce dernier a subi une perte de valeur exige également de la direction qu'elle formule des estimations et des hypothèses, et toute modification de ces estimations et hypothèses pourrait avoir une incidence sur la détermination de la juste valeur des actifs incorporels et, par conséquent, sur les résultats du test de dépréciation. Nous ne possédons pas d'actifs ayant une durée de vie indéfinie.

Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 1 et 10 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

### **Régimes de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite**

Nous offrons un certain nombre de régimes à prestations ou à cotisations déterminées qui fournissent des prestations de retraite et d'autres

avantages postérieurs au départ à la retraite aux employés admissibles. Ces régimes comprennent les régimes de retraite agréés, les régimes de retraite complémentaires et les régimes d'assurance maladie, d'assurance soins dentaires, d'assurance invalidité et d'assurance vie. Ces régimes de retraite fournissent des prestations établies en fonction du nombre d'années de service, des cotisations et du salaire moyen à la retraite.

En raison de la nature à long terme de ces régimes, le calcul de la charge et de l'obligation au titre des prestations constituées repose sur diverses hypothèses telles que les taux d'actualisation, les taux de rendement prévu des actifs, les taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé, les augmentations salariales prévues, l'âge de la retraite, ainsi que les taux de mortalité et de cessation d'emploi. Les hypothèses à l'égard des taux d'actualisation sont déterminées à partir d'une courbe de rendement de titres de créance de sociétés ayant une cote AA. La direction formule toutes les autres hypothèses, et les actuaires procèdent à leur examen annuel. Tout écart entre les résultats réels et les hypothèses actuarielles influera sur les montants de l'obligation et de la charge au titre des prestations constituées. Les hypothèses moyennes pondérées utilisées et la sensibilité des hypothèses clés sont présentées à la note 20 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

### **Impôts sur les bénéficiaires**

La direction exerce un jugement pour estimer la charge d'impôts. Nous sommes assujettis aux lois fiscales des divers territoires où nous exerçons nos activités. Ces lois fiscales complexes peuvent faire l'objet d'interprétations différentes de la part des contribuables et des autorités fiscales visées. La charge d'impôts représente l'interprétation par la direction des lois fiscales pertinentes ainsi que son estimation de l'incidence des opérations effectuées et des événements survenus au cours de la période sur les impôts exigibles et les impôts futurs. Un actif ou un passif d'impôts futurs est déterminé pour chaque écart temporaire en fonction des taux d'imposition futurs qui devraient être en vigueur et des hypothèses de la direction quant au moment auquel la résorption de l'écart temporaire devrait avoir lieu.

## **Modifications de conventions comptables**

### **Modifications importantes apportées en 2011 aux conventions comptables et à l'information à fournir**

#### *PCGR du Canada*

Nous n'avons adopté aucune nouvelle convention comptable importante au cours de l'exercice.

#### *PCGR des États-Unis*

#### *Modifications des directives en matière de consolidation et des normes de comptabilisation des transferts d'actifs financiers*

Le 1<sup>er</sup> novembre 2010, les mises à jour des directives en vertu du Topic 860 de l'Accounting Standards Codification (ASC), intitulé Transfers and Servicing (FAS 166 – Accounting for Transfers of Financial Assets – an amendment of FASB Statement No. 140) et en vertu du Topic 810-10-15 [FAS 167 – Amendments to FASB Interpretation No. 46(R)] sont entrées en vigueur en ce qui nous concerne.

Les directives en vertu du Topic 860 de l'ASC, que nous avons appliquées sur une base prospective comme l'exige la norme, éliminent le concept de structure d'accueil admissible aux fins comptables et font en sorte que le Topic 810-10-15 de l'ASC s'applique à toutes les structures d'accueil. Ces directives imposent également des critères supplémentaires et clarifient certains principes liés aux exigences relatives à la comptabilisation comme une vente que les cédants doivent appliquer pour évaluer la cession d'actifs financiers. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence importante sur notre structure financière et nos résultats d'exploitation consolidés.

Le Topic 810-10-15 de l'ASC, qui est entré en vigueur sur une base rétrospective le 1<sup>er</sup> novembre 2010 en ce qui nous concerne, remplace l'approche quantitative qui permet de désigner le principal bénéficiaire d'une entité à détenteurs de droits variables par une méthode axée sur l'identification de l'entité publiable qui a le pouvoir de diriger les activités d'une entité à détenteurs de droits variables ayant le plus d'incidence sur la performance économique de l'entité, et l'obligation d'absorber les pertes de l'entité éventuellement importantes pour l'entité à détenteurs de droits variables ou le droit de retirer les avantages de l'entité. Cette nouvelle directive s'applique aux entités auparavant désignées comme des structures d'accueil admissibles. Nous consolidons maintenant une structure d'accueil admissible et certaines entités à détenteurs de droits variables qui n'étaient pas consolidées auparavant, et nous avons déconsolidé d'autres entités à détenteurs de droits variables. L'application de cette directive a donné lieu à une augmentation du total de l'actif et du total du passif d'environ 2,2 milliards de dollars, déduction faite de nos droits conservés dans les entités. Elle a également donné lieu à une réduction du solde d'ouverture des bénéfices non répartis de 220 millions de dollars, déduction faite des impôts, de manière à tenir compte de l'incidence de l'écart de conversion cumulé lié aux périodes précédentes, et à une diminution du cumul des autres éléments du résultat étendu de 29 millions, déduction faite des impôts.

### *Informations à fournir sur la qualité de crédit des créances de financement et la provision pour pertes sur créances*

Le FASB a publié la mise à jour ASU 2010-20, intitulée Disclosure about the Credit Quality of Financing Receivables and the Allowance for Credit Losses, qui, en ce qui nous concerne, a pris effet le 1<sup>er</sup> novembre 2010 et doit être appliquée de manière prospective. Cette mise à jour exige d'une entité qu'elle fournisse des informations supplémentaires sur les prêts et les provisions pour pertes sur créances connexes ventilées au moyen de la méthode de dépréciation. L'information sur les prêts qui font l'objet de tests de dépréciation sur une base collective et individuelle est également requise, de même que l'information qualitative et quantitative sur la qualité de crédit des créances de financement.

*Critères servant à un créancier à déterminer si une restructuration représente une restructuration de dettes de débiteurs en difficulté*  
Le FASB a publié l'ASU 2011-02, intitulée Receivables: A Creditor's Determination of Whether a Restructuring Is a Troubled Debt Restructuring, afin de préciser les cas où une restructuration constitue une restructuration de dettes de débiteurs en difficulté. En vertu de cette norme, une entité doit fournir des informations qualitatives et quantitatives sur les restructurations de dettes de débiteurs en difficulté survenues au cours de l'exercice. La norme est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2011 en ce qui nous concerne, et elle doit être appliquée de façon rétrospective aux restructurations survenues au cours de l'exercice. Se reporter à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

Par ailleurs, plusieurs nouvelles prises de position aux termes des PCGR des États-Unis publiées par le FASB ont pris effet le 1<sup>er</sup> novembre 2010 en ce qui nous concerne, mais l'adoption de ces prises de position n'a pas eu d'incidence importante sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation consolidés. Pour de plus amples renseignements sur ces nouvelles prises de position, se reporter à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

### **Modifications futures de conventions comptables et présentation d'information**

#### *PCGR du Canada*

Nous avons adopté les IFRS pour les périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2011. Les PCGR du Canada à l'intention des entreprises ayant une obligation d'information du public ont été remplacés par les IFRS. Se reporter à la rubrique Adoption des Normes internationales d'information financière ci-dessous.

#### *PCGR des États-Unis*

En raison de l'adoption des IFRS pour les périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2011, nous ne serons plus tenus de rapprocher nos résultats selon les PCGR des États-Unis; par conséquent, le présent document ne comporte aucun sommaire des modifications futures des PCGR des États-Unis.

Conformément à la décision du Conseil des normes comptables du Canada, nous préparerons nos états financiers conformément aux IFRS, y compris les données correspondantes pour l'exercice 2011, pour les périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2011.

Aux fins de la gestion du passage aux IFRS, nous avons mis en œuvre, à l'échelle de l'entreprise, un programme exhaustif portant sur les principaux éléments qui sont touchés, y compris l'information financière, les systèmes et processus, ainsi que les communications et la formation. Les activités aux fins du passage aux IFRS sont presque terminées. Notre exercice de transition a débuté le 1<sup>er</sup> novembre 2010 (la « date de transition »).

Nous avons amorcé notre processus de transition en 2008 en effectuant un processus de diagnostic exhaustif afin d'évaluer l'étendue et la complexité du passage aux IFRS, dans le cadre duquel nous avons mis en évidence les différences importantes qui existent entre les IFRS et les PCGR du Canada. Les éléments qui devraient selon nous avoir la plus grande incidence sur nos résultats financiers et notre capital sont présentés ci-dessous aux rubriques Principales exemptions en vertu d'IFRS 1 et Méthodes comptables critiques.

Au cours de la transition, nous avons réalisé les activités et les livrables qui visent à soutenir les principaux éléments touchés. Nous avons également :

- effectué des évaluations préliminaires relativement aux divers choix de conventions comptables à faire en vue de la première adoption des IFRS;
- amorcé de nombreux projets dans le cadre d'un programme qui visait à effectuer des analyses des PCGR, à évaluer les incidences financières et économiques ainsi qu'à cibler les exigences des processus et des systèmes afin d'assurer la réussite de la transition;
- élaboré un modèle de ressourcement afin de nous assurer que des ressources suffisantes liées au programme étaient disponibles pour produire les principaux livrables.

Nous avons aussi lancé une série d'initiatives permanentes, dans le cadre desquelles nous avons notamment :

- établi des communications fréquentes et récurrentes avec le Conseil d'administration, le Comité de vérification, la direction et la haute direction afin de nous assurer que des décisions sont prises en temps opportun relativement aux principaux problèmes et risques;
- fourni des mises à jour fréquentes à nos vérificateurs internes et aux vérificateurs externes ainsi qu'au BSIF sur les principaux éléments liés à l'état d'avancement du programme, à la structure du programme et à l'évaluation des incidences comptables;
- ciblé des exigences de communication externes pour les investisseurs et les analystes;
- tenu des séminaires de formation interne, effectué des évaluations des répercussions sur nos activités et tenu d'autres activités liées à

la préparation au passage aux IFRS pour les principales parties prenantes de RBC dans les divers secteurs d'exploitation et unités fonctionnelles, qui portaient sur la façon dont notre adoption des IFRS et l'adoption de ces normes par nos clients se répercuteront sur la présentation de l'information financière, sur nos activités commerciales et sur la gestion des risques.

Outre ces activités, nous avons effectué ce qui suit en 2010 :

- nous avons formulé des conclusions préliminaires relativement aux choix de conventions comptables à faire en vue de la première adoption des IFRS;
- nous avons déterminé les modifications clés qui devront être apportées à nos principales conventions comptables;
- nous avons effectué des analyses des PCGR plus approfondies, évalué les incidences financières et économiques, et ciblé les exigences des processus et des systèmes afin d'assurer la réussite de la transition.

En 2011, nous avons apporté à nos politiques, processus et systèmes les modifications que nous jugeons essentielles, afin de présenter nos résultats financiers en vertu des IFRS à compter de l'exercice 2012, ainsi que les chiffres correspondants de l'exercice 2011. Nous avons également effectué ce qui suit :

- nous avons informé régulièrement le Conseil d'administration et le comité de vérification des progrès accomplis dans le cadre de la transition, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre d'un environnement de contrôle approprié, les répercussions possibles de la transition et les répercussions permanentes prévues sur nos résultats financiers et nos activités, de même que les faits nouveaux concernant les IFRS et la réglementation connexe;
- nous avons offert des séances de formation aux membres du personnel responsables du passage aux IFRS et à ceux qui sont responsables de la présentation de l'information financière; ces séances sont élaborées en fonction des besoins mis en évidence.

### Incidence de l'adoption des Normes internationales d'information financière

Nous sommes tenus de préparer un bilan d'ouverture consolidé en vertu des IFRS à la date de transition, qui constitue le point de départ pour la présentation de notre information financière selon les IFRS. Tous les écarts entre la valeur comptable de l'actif, du passif et des capitaux propres calculée en vertu des PCGR du Canada et des IFRS, à la date de transition, seront comptabilisés comme un ajustement du solde d'ouverture des bénéfices non distribués. En vertu des IFRS, il existe deux catégories générales d'ajustements transitoires qui se répercutent sur le bilan d'ouverture consolidé :

- a) Principales exemptions en vertu d'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* (IFRS 1);
- b) Différences concernant les méthodes comptables critiques en vertu des IFRS et les conventions comptables critiques en vertu des PCGR du Canada.

Le tableau suivant illustre le rapprochement de nos bilans consolidés au 1<sup>er</sup> novembre 2010 préparés selon les PCGR du Canada et les IFRS.

Rapprochement des bilans consolidés d'ouverture en IFRS avec les PCGR du Canada (montants estimatifs)												Tableau 66	
Au 1 <sup>er</sup> novembre 2010 (non audité)													
(en millions de dollars canadiens)	Décisions relatives à IFRS 1				Autres conventions comptables critiques								IFRS
	PCGR du Canada	Classement des instruments financiers (renvoi 1)	Avantages sociaux (renvoi 2)	Écarts de conversion cumulés (renvoi 3)	Écart d'acquisition (renvoi 4)	Titrisation (décomptabilisation) (renvoi 5)	Structures d'accueil (renvoi 6)	Contrats d'assurance (renvoi 7)	Activités abandonnées (renvoi 8)	Instruments de couverture et autres (renvoi 9)	Incidence totale		
<b>Actif</b>													
Encaisse et montants à recevoir de banques	8 440 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	(30) \$	– \$	888 \$	– \$	858 \$	9 298 \$	
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	13 254	–	–	–	–	–	–	–	(2)	–	(2)	13 252	
Valeurs mobilières	183 519	521	–	–	–	(11 733)	1 436	–	5 200	140	(4 436)	179 083	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	72 698	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	72 698	
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)													
Prêts de détail	213 770	–	–	–	–	48 311	1 920	–	6 551	(182)	56 600	270 370	
Prêts de gros	59 236	(596)	–	–	–	–	(793)	–	12 172	(2)	10 781	70 017	
Actifs provenant des fonds distincts	–	–	–	–	–	–	–	279	(22)	–	257	257	
Actifs liés aux activités abandonnées	34 364	–	–	–	–	–	–	–	(28 641)	–	(28 641)	5 723	
Autres – Dérivés	106 155	–	–	–	–	(24)	(90)	–	68	–	(46)	106 109	
– Autres	34 770	(19)	(1 266)	–	(1 261)	116	(22)	977	3 786	1 484	3 795	38 565	
<b>Total de l'actif</b>	<b>726 206 \$</b>	<b>(94) \$</b>	<b>(1 266) \$</b>	<b>– \$</b>	<b>(1 261) \$</b>	<b>36 670 \$</b>	<b>2 421 \$</b>	<b>1 256 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>1 440 \$</b>	<b>39 166 \$</b>	<b>765 372 \$</b>	
<b>Passif</b>													
Dépôts	414 561 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	42 820 \$	2 568 \$	– \$	18 472 \$	(10) \$	63 850 \$	478 411 \$	
Passifs provenant des fonds distincts	–	–	–	–	–	–	–	279	(22)	–	257	257	
Passifs liés aux activités abandonnées	24 455	–	–	–	–	–	–	–	(19 443)	–	(19 443)	5 012	
Autres – Dérivés	108 908	–	–	–	–	(843)	10	–	2	–	(831)	108 077	
– Autres	129 667	(40)	98	–	–	(4 819)	(1 642)	977	991	1 605	(2 830)	126 837	
Débitures subordonnées	6 681	–	–	–	–	–	995	–	–	–	995	7 676	
Titres de fiducie de capital	727	–	–	–	–	–	900	–	–	–	900	1 627	
<b>Total du passif</b>	<b>684 999 \$</b>	<b>(40) \$</b>	<b>98 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>37 158 \$</b>	<b>2 831 \$</b>	<b>1 256 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>1 595 \$</b>	<b>42 898 \$</b>	<b>727 897 \$</b>	
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>													
Actions ordinaires et privilégiées	18 344 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	18 344 \$	
Bénéfices non répartis	22 706	(57)	(1 364)	(1 664)	(1 261)	(415)	(226)	–	–	(668)	(5 655)	17 051	
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(2 099)	3	–	1 664	–	(73)	(29)	–	–	520	2 085	(14)	
	38 951	(54)	(1 364)	–	(1 261)	(488)	(255)	–	–	(148)	(3 570)	35 381	
<b>Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales</b>	2 256	–	–	–	–	–	(155)	–	–	(7)	(162)	2 094	
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>41 207 \$</b>	<b>(54) \$</b>	<b>(1 364) \$</b>	<b>– \$</b>	<b>(1 261) \$</b>	<b>(488) \$</b>	<b>(410) \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>(155) \$</b>	<b>(3 732) \$</b>	<b>37 475 \$</b>	
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>726 206 \$</b>	<b>(94) \$</b>	<b>(1 266) \$</b>	<b>– \$</b>	<b>(1 261) \$</b>	<b>36 670 \$</b>	<b>2 421 \$</b>	<b>1 256 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>1 440 \$</b>	<b>39 166 \$</b>	<b>765 372 \$</b>	

Les renvois entre parenthèses (renvoi X) concernent la colonne correspondante du tableau ci-dessus illustrant le rapprochement de nos bilans consolidés selon les PCGR du Canada et les IFRS. Toutes les estimations dont il est fait mention ci-dessus feront l'objet de modifications et d'un suivi.

#### Principales exemptions en vertu d'IFRS 1

IFRS 1 fournit aux nouveaux adoptants des IFRS des directives sur la comptabilisation des éléments lors de la transition aux IFRS. En règle générale, IFRS 1 exige l'application rétrospective des IFRS au moment de la transition, mais prévoit cependant certaines exceptions à la règle. Les décisions que nous avons prises à cet égard font l'objet d'une analyse présentée ci-après. Les autres choix prévus par IFRS 1, dont il n'est pas question dans le présent document, ne sont ni importants, ni pertinents pour nos activités.

#### Désignation d'instruments financiers comptabilisés antérieurement (Renvoi 1)

Au moment de l'adoption des IFRS, un émetteur doit appliquer rétrospectivement la norme comptable internationale (IAS) 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, et classer ses instruments financiers à la date à laquelle ces instruments ont été acquis initialement. Un émetteur peut également désigner, à la date de transition, un actif financier ou un passif financier comptabilisé antérieurement comme un actif financier ou un passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net, ou comme un actif financier disponible à la vente. Les écarts entre la juste valeur et la valeur comptable seront comptabilisés dans le solde d'ouverture des bénéfices non distribués. Nous prévoyons effectuer ce choix et désigner les actifs financiers et les passifs financiers suivants au moment de la transition.



(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur à la date de transition	Classification précédente	Valeur comptable précédente
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	128 \$	Passifs détenus à des fins autres que de transaction Prêts et créances	138 \$
Actifs financiers désignés comme disponibles à la vente	564		629
Actifs financiers désignés comme disponibles à la vente	3 232	Détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur	3 232
Actifs financiers désignés comme disponibles à la vente	7 297	Détenus à des fins de transaction	7 297

**Avantages sociaux (renvoi 2)**

En vertu d'IFRS 1, les écarts actuariels cumulés sur les régimes d'avantages sociaux qui sont reportés en vertu des PCGR du Canada peuvent être comptabilisés dans le solde d'ouverture des bénéfices non distribués à la date de transition. Nous avons effectué ce choix pour les régimes de retraite à prestations déterminées et autres avantages postérieurs à l'emploi à la date de transition, ce qui entraînera une diminution du solde d'ouverture des bénéfices non distribués d'environ 1,4 milliard de dollars. Bien que ce choix ait une incidence importante sur notre bilan d'ouverture en vertu des IFRS et qu'il réduise le solde d'ouverture de nos bénéfices non distribués, l'incidence des pertes actuarielles différées précédemment à la date de transition ne se répercutera pas sur le bénéfice net des périodes futures. Les écarts actuariels cumulés représentent la somme des pertes actuarielles nettes non comptabilisées, des obligations ou actifs transitoires et des coûts au titre des services passés.

**Écarts de change cumulés (renvoi 3)**

En vertu d'IFRS 1, le montant des écarts de change cumulés comptabilisés dans les autres éléments du résultat global lié aux filiales à l'étranger peut être ramené à zéro à la date de transition. Nous avons effectué ce choix et ramènerons à zéro, à la date de transition, tous les écarts de change cumulés découlant de la conversion des établissements à

l'étranger, ce qui entraînera une diminution du solde d'ouverture des bénéfices non distribués d'environ 1,6 milliard de dollars.

**Regroupements d'entreprises**

En vertu d'IFRS 1, IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (IFRS 3), peut être appliquée à n'importe quelle date, jusqu'à la date de transition inclusivement. L'application d'IFRS 3 à compter d'une date antérieure à la date de transition nécessiterait le retraitement de tous les regroupements d'entreprises effectués entre cette date et la date de transition. Nous avons choisi d'appliquer IFRS 3 de manière prospective en partant de la date de transition; par conséquent, les regroupements d'entreprises effectués avant la date de transition ne seront pas retraités. Ce choix n'a aucune incidence sur le solde d'ouverture des bénéfices non distribués.

**Contrats d'assurance**

IFRS 1 permet l'adoption des dispositions transitoires d'IFRS 4, *Contrats d'assurance* (IFRS 4), qui limitent les modifications des méthodes comptables concernant les contrats d'assurance, y compris les modifications effectuées par un nouvel adoptant. Nous avons décidé d'adopter les dispositions transitoires d'IFRS 4, ce qui nous permet de continuer d'appliquer nos méthodes comptables existantes aux fins de la comptabilisation de nos activités d'assurance. Ce choix n'a aucune incidence sur le solde d'ouverture des bénéfices non distribués.

**Méthodes comptables critiques**

Nous prévoyons que presque toutes nos principales méthodes comptables en vertu des IFRS seront les mêmes que nos méthodes actuelles en vertu des PCGR du Canada. Un sommaire des principaux postes sur lesquels la transition aura le plus de répercussions est présenté ci-dessous.

Poste	PCGR du Canada	IFRS	Répercussions au moment de la transition
Goodwill (renvoi 4)	L'écart d'acquisition est attribué aux unités d'exploitation qui sont censées bénéficier des synergies découlant des regroupements d'entreprises ayant occasionné ledit écart. Une unité d'exploitation correspond soit à un secteur d'exploitation, soit au niveau immédiatement inférieur. En vertu des PCGR du Canada, nous avons 8 unités d'exploitation.  Aux fins du test de dépréciation, l'écart d'acquisition est d'abord évalué au moyen d'une comparaison entre la valeur comptable et la juste valeur d'une unité d'exploitation. Si la valeur comptable de l'unité d'exploitation excède sa juste valeur, le montant de la juste valeur de l'écart d'acquisition de l'unité d'exploitation, déterminé au moyen de la juste valeur de l'actif et du passif de l'unité d'exploitation, est attribué, et la juste valeur résiduelle est attribué à l'écart d'acquisition. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable de l'écart d'acquisition d'une unité d'exploitation est supérieure à sa juste valeur attribuée.	Le goodwill est attribué aux unités génératrices de trésorerie ou groupes d'unités génératrices de trésorerie qui sont censés bénéficier des synergies découlant des regroupements d'entreprises ayant occasionné ledit goodwill. Nous prévoyons avoir 10 unités génératrices de trésorerie en vertu des IFRS.  Le goodwill est considéré avoir subi une perte de valeur lorsque la valeur comptable d'une unité génératrice de trésorerie excède sa valeur recouvrable. La perte de valeur ne peut faire l'objet d'une reprise. Un test de dépréciation doit être effectué à la date de transition aux IFRS.	L'attribution actuelle de l'écart d'acquisition qui est présentée à la note 10 de nos états financiers consolidés annuels de 2011 sera modifiée en fonction des nouvelles unités génératrices de trésorerie que nous avons mises en évidence. Notre unité d'exploitation Services bancaires internationaux sera présentée dans deux unités génératrices de trésorerie, soit les Services bancaires aux États-Unis et les Services bancaires dans les Antilles. Notre unité d'exploitation Gestion mondiale d'actifs sera également présentée dans deux unités génératrices de trésorerie, soit la Gestion de patrimoine – Canada et la Gestion mondiale d'actifs.  Nous avons effectué un test de dépréciation à la date de transition, en fonction des unités génératrices de trésorerie mises en évidence. Selon les résultats de ce test, le goodwill lié à notre unité génératrice de trésorerie Services bancaires aux États-Unis a subi une perte de valeur et sa valeur a par conséquent été ramenée à zéro. Cela entraînera une diminution du solde d'ouverture des bénéfices non distribués d'environ 1,26 milliard de dollars.

<p>Titrisation (Décomptabilisation) (renvoi 5)</p>	<p>La décomptabilisation des actifs financiers se base principalement sur la forme juridique de la transaction et sur une analyse visant à déterminer si le vendeur conserve le contrôle des actifs et si ceux-ci sont isolés juridiquement du vendeur et de ses créanciers, même en cas de faillite.</p>	<p>La décomptabilisation se base sur le transfert des risques et des avantages; le contrôle est uniquement pris en considération lorsque la quasi-totalité des risques et des avantages n'ont pas été transférés ou conservés.</p>	<p>La plupart des actifs transférés dans le cadre de nos opérations de titrisation ne seront pas admissibles à la décomptabilisation. Par conséquent, les actifs et les passifs connexes seront comptabilisés dans nos bilans consolidés. Les gains comptabilisés antérieurement seront comptabilisés à titre d'ajustement transitoire, ce qui entraînera une réduction du solde d'ouverture des bénéfices non distribués d'environ 400 millions de dollars.</p> <p>Bien que cette modification de méthode ait une incidence importante sur nos bilans d'ouverture en vertu des IFRS et entraîne une réduction du solde d'ouverture des bénéfices non distribués, nous comptabiliserons le bénéfice net tiré des actifs sur leur durée de vie restante. Des informations sur nos opérations de titrisation au 31 octobre 2011 sont présentées à la note 5 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.</p>
<p>Consolidation des structures d'accueil (renvoi 6)</p>	<p>La consolidation se base sur un modèle de participation financière majoritaire. Dans le cas des entités à détenteurs de droits variables (EDDV), la consolidation repose sur une analyse des risques et avantages économiques, et elle est effectuée par la partie qui absorbe la majorité des pertes prévues de l'entité ou qui a le droit de recevoir la majorité des rendements prévus.</p>	<p>Les entités ad hoc créées dans un but précis et bien défini sont consolidées selon un modèle de contrôle qui est plus général que les notions prévues par les PCGR du Canada. Le contrôle englobe à la fois la capacité à prendre des décisions et les conséquences économiques qui en résultent (c.-à-d. les avantages et les risques).</p> <p>La notion d'EDDV n'existe pas en vertu des IFRS.</p>	<p>Certaines entités que nous ne consolidons pas antérieurement seront consolidées, tandis que d'autres entités qui étaient consolidées seront déconsolidées. Les actifs et les passifs connexes seront ajustés dans nos bilans consolidés, et les bénéfices (pertes) comptabilisés ou non comptabilisés antérieurement seront inscrits comme un ajustement transitoire qui entraînera une réduction du solde d'ouverture des bénéfices non distribués d'environ 200 millions de dollars.</p>
<p>Assurance (renvoi 7)</p>	<p>Les états financiers d'une société d'assurance excluent l'actif, le passif, les produits et les charges des fonds distincts, mais ils incluent les honoraires et le coût lié à toutes les garanties ou aux autres avantages dont bénéficie le titulaire du contrat qui reviennent à l'assureur dans le cadre de l'administration de ces fonds.</p> <p>Les sociétés qui offrent des assurances vie et maladie doivent porter les primes de réassurance, les sinistres réglés aux termes des polices de réassurance et les sommes à recouvrer au titre de ces mêmes polices en déduction des rentrées de primes, des sinistres réglés et des provisions techniques.</p>	<p>Les placements détenus dans des fonds distincts sont comptabilisés comme des actifs de la société d'assurance, puisqu'ils sont détenus de manière licite et qu'ils sont conservés dans un fonds distinct. La société d'assurance a également une obligation envers les titulaires de police et doit vendre les actifs sous-jacents et rembourser les titulaires de police lorsqu'ils rachètent leurs fonds distincts.</p> <p>Les assureurs ne doivent pas compenser les actifs de réassurance dans les passifs d'assurance connexes et, dans un même ordre d'idées, ils ne doivent pas compenser les produits/charges liés aux contrats de réassurance dans les charges/produits liés aux contrats d'assurance connexes.</p>	<p>Les placements détenus dans des fonds distincts, qui ne sont pas comptabilisés à l'heure actuelle en vertu des PCGR du Canada, seront comptabilisés dans nos bilans consolidés, et un passif correspondant relatif aux titulaires de police sera également comptabilisé.</p> <p>Les montants à recouvrer au titre des polices de réassurance et les obligations connexes liées aux indemnités, qui sont actuellement compensés en vertu des PCGR du Canada, seront présentés séparément à titre d'actifs et de passifs, respectivement, dans les bilans consolidés.</p> <p>Ces modifications de méthodes comptables ont une incidence sur la présentation de l'actif et du passif dans les bilans consolidés, mais elles n'ont aucune incidence sur le solde d'ouverture des bénéfices non distribués.</p>
<p>Activités abandonnées (renvoi 8)</p>	<p>Les résultats liés aux activités abandonnées sont présentés comme une composante distincte du bénéfice ou de la perte pour la période considérée et les périodes précédentes. L'actif et le passif d'un groupe destiné à être cédé qui sont classés comme détenus en vue de la vente ou qui ont été vendus, sont présentés séparément aux postes Actif et Passif, respectivement, des bilans de la période considérée et des périodes comparatives.</p>	<p>Le retraitement des bilans des périodes précédentes découlant des activités abandonnées n'est pas permis. Les ajustements relatifs aux activités abandonnées inscrits dans le bilan sont effectués de manière prospective à partir de la date à laquelle les activités sont classées comme des activités abandonnées. Les résultats liés aux activités abandonnées sont présentés comme une composante distincte du bénéfice ou de la perte pour la période considérée et pour toutes les périodes comparatives.</p>	<p>Aux fins du rapprochement de notre bilan consolidé d'ouverture en vertu des IFRS et de notre bilan en vertu des PCGR du Canada au 1<sup>er</sup> novembre 2010, nous avons procédé à la reprise de l'incidence des activités abandonnées liées à la vente de nos services bancaires de détail aux États-Unis annoncée au troisième trimestre de 2011, relativement à laquelle les résultats des périodes précédentes ont été ajustés conformément aux PCGR du Canada au moment de la vente.</p> <p>En vertu des IFRS, le classement de nos services bancaires de détail aux États-Unis dans les activités abandonnées sera pris en considération dans nos bilans consolidés avec prise d'effet au trimestre se clôturant le 31 juillet 2011. La vente de Liberty Life Insurance Company annoncée en octobre 2010 et inscrite dans les activités abandonnées au quatrième trimestre de 2011, conformément aux PCGR du Canada, sera présentée dans les activités abandonnées à partir de la date de transition, selon les IFRS.</p>

Couverture et autres (renvoi 9)	Dans une relation de couverture admissible, la totalité ou une partie d'un actif ou d'un passif comptabilisé peut être désignée comme l'élément couvert. Une partie de l'élément couvert se définit a) soit comme un pourcentage du total de l'actif ou du passif comptabilisé; b) soit comme la totalité ou un pourcentage d'un ou de plusieurs flux de trésorerie définis; c) soit comme un dérivé incorporé qui n'est pas constaté isolément.	Une partie des flux de trésorerie d'un actif ou d'un passif financier peut être désignée comme élément couvert seulement si les flux de trésorerie définis sont inférieurs au total des flux de trésorerie de l'actif ou du passif. Dans le cas des passifs pour lesquels le taux d'intérêt réel est inférieur au taux d'intérêt de référence, il n'est pas permis de désigner comme élément couvert les flux de trésorerie établis en fonction de la référence parce que ces flux de trésorerie seraient supérieurs au total des flux de trésorerie du passif.	La comptabilité de couverture a été appliquée seulement aux relations de couverture qui satisfont aux critères de comptabilité de couverture en vertu d'IAS 39 à la date de transition. Certaines couvertures de flux de trésorerie qui sont admissibles à la comptabilité de couverture en vertu des PCGR du Canada n'y sont pas admissibles en vertu des IFRS parce que les éléments couverts sont des tranches des passifs au titre des dépôts dont les flux de trésorerie sont inférieurs au taux d'intérêt de référence. Les montants cumulés dans les autres éléments du résultat étendu relativement à ces couvertures ont été réduits à zéro, leur incidence étant comptabilisée comme une réduction d'environ 350 millions de dollars du solde d'ouverture de nos bénéfices non répartis. Bien que cette modification de convention ait une incidence considérable sur notre bilan d'ouverture en IFRS et qu'elle fasse diminuer le solde d'ouverture de nos bénéfices non répartis, l'amortissement des pertes, auparavant reporté dans les autres éléments du résultat étendu, ne sera plus constaté dans le bénéfice net pour les périodes futures.
---------------------------------	--	--	--

Nous continuerons de surveiller les modifications apportées aux IFRS afin de déterminer leur incidence sur nos conventions comptables actuelles ainsi que sur nos activités et notre position de capital.

### Incidence sur le capital de première catégorie

La présentation du capital réglementaire en vertu des IFRS débutera lors de notre passage aux IFRS, le 1<sup>er</sup> novembre 2011. Selon les lignes directrices du BSIF concernant l'adéquation des fonds propres, les institutions financières peuvent appliquer progressivement l'incidence de la conversion aux IFRS sur le capital réglementaire présenté. Nous prévoyons effectuer ce choix et appliquer progressivement l'incidence de la conversion aux IFRS sur une période s'échelonnant sur cinq trimestres qui débutera au premier trimestre de 2012. Cet amortissement progressif est basé sur l'incidence de la conversion aux IFRS sur les bénéfices non

distribués au 1<sup>er</sup> novembre 2011, et il est comptabilisé selon le mode linéaire. Nous n'avons pas encore terminé notre estimation de l'incidence sur les bénéfices non distribués au 1<sup>er</sup> novembre 2011, mais l'amortissement progressif devrait atténuer l'incidence de la conversion aux IFRS sur notre capital de première catégorie, et se traduire par une réduction d'environ 2 milliards de dollars au premier trimestre de 2012, le capital de première catégorie passant ainsi de 2,5 milliards à 500 millions.

Le tableau suivant présente notre estimation actuelle de l'incidence des principales différences entre les IFRS et les PCGR du Canada sur les capitaux propres et le capital réglementaire. Il présente également l'incidence de ces différences sur le capital de première catégorie pour la période d'application progressive.

### Incidence estimative de la période d'application progressive permise sur le capital de première catégorie

Tableau 68

(en millions de dollars canadiens)	Réduction des capitaux propres attribuables aux actionnaires (1)	Réduction pro forma du capital de première catégorie (2)	Incidence estimative de l'application progressive sur le capital de première catégorie (sous réserve de modifications) (3)				
			Au				
			31 janvier 2012	30 avril 2012	31 juillet 2012	31 octobre 2012	31 janvier 2013
Avantages sociaux	1 400 \$	1 400 \$	250 \$	550 \$	800 \$	1 100 \$	1 400 \$
Titrisation	500	400	100	150	250	300	400
Structures d'accueil	250	200	40	80	120	160	200
Écart d'acquisition	1 260	-	-	-	-	-	-
Autres incidences de la transition	160	500	110	220	330	440	500
<b>Total</b>	<b>3 570 \$</b>	<b>2 500 \$</b>	<b>500 \$</b>	<b>1 000 \$</b>	<b>1 500 \$</b>	<b>2 000 \$</b>	<b>2 500 \$</b>

(1) En vertu des IFRS, le total des capitaux propres se compose des capitaux propres attribuables aux actionnaires et de la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales. L'incidence présentée dans cette colonne concerne la réduction des capitaux propres attribuables aux actionnaires.

(2) Les calculs liés à l'application progressive non récurrente de l'incidence de la conversion seront basés sur les différences entre les IFRS et les PCGR du Canada ayant pris effet au 1<sup>er</sup> novembre 2011. L'établissement de ces différences n'est pas encore terminé. Les calculs sont ajustés en fonction des différences connues et sont susceptibles de changer.

(3) Tous les montants de capital de première catégorie présentés ont été calculés conformément à l'accord de Bâle II. Nous nous attendons à ce que l'incidence au 31 janvier 2013 soit calculée selon l'accord de Bâle III, qui est toujours en cours d'élaboration, comme il est indiqué à la rubrique Contexte réglementaire.

Toutes les estimations dont il est fait mention ci-dessus feront l'objet de modifications et d'un suivi.

### Obligations au titre des régimes de retraite

Grâce à un certain nombre de régimes à cotisations ou à prestations déterminées, nous fournissons des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Nos régimes à prestations déterminées fournissent des prestations établies en fonction du nombre d'années de service, des cotisations et du salaire moyen à la retraite. Nos autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi offrent notamment une protection au titre des soins de santé, des soins dentaires, de l'assurance invalidité et de l'assurance vie. Au Canada, tous les nouveaux employés à temps plein embauchés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012 adhéreront au régime de retraite à cotisations déterminées après six mois de service.

Nous avons évalué nos obligations au titre des prestations et nos actifs au titre des régimes de retraite au 30 septembre 2011. Au cours de

l'exercice, les rendements des obligations de sociétés, qui ont une incidence sur le choix du taux d'actualisation que nous utilisons pour évaluer nos obligations au titre des prestations, sont demeurés inchangés par rapport à l'exercice précédent. Cette situation s'est traduite par une faible perte actuarielle de 1 million de dollars liée à nos obligations au titre des prestations, ce qui représente un montant inférieur aux gains de 140 millions liés à nos actifs au titre des régimes de retraite, qui ont réduit notre passif total découlant des régimes de retraite. Les gains et les pertes sur nos actifs au titre des régimes de retraite sont amortis sur les années de service résiduelles moyennes estimatives du régime, ce qui

atténuée la volatilité de nos charges comptabilisées chaque année. Nous capitalisons nos régimes de retraite à prestations déterminées en fonction des montants déterminés par calcul actuariel requis pour respecter nos obligations au titre des avantages sociaux conformément aux réglementations en vigueur en matière de régimes de retraite. Nous continuons de capitaliser nos régimes de retraite conformément aux réglementations fédérale, provinciales et internationales en vigueur. En ce qui a trait à notre principal régime de retraite, l'évaluation actuarielle

plus récente effectuée aux fins de la capitalisation a été finalisée le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Compte tenu des résultats de cette évaluation, nos cotisations aux régimes de retraite pour 2011 ont été basées sur les exigences de capitalisation minimales établies par les organismes de réglementation des régimes de retraite. Pour 2011, le total des cotisations versées à nos régimes de retraite à prestations déterminées s'est élevé à 178 millions de dollars. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 20 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

## Contrôles et procédures

### Contrôles et procédures de présentation de l'information

Nos contrôles et procédures de présentation de l'information sont conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information que nous sommes tenus de fournir dans les rapports déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières du Canada et des États-Unis est consignée, traitée, résumée et rapportée au cours des délais prévus dans ces lois. En outre, ces contrôles et procédures sont conçus de manière à assurer la collecte et la communication de cette information à la direction, notamment au président et chef de la direction et au chef de l'administration et chef des finances, afin de permettre la prise de décisions au moment opportun à l'égard de l'information à fournir.

Au 31 octobre 2011, la direction a évalué l'efficacité des contrôles et processus liés à la présentation de l'information, conformément aux règles adoptées par la SEC. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef de l'administration et chef des finances. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de l'administration et chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 31 octobre 2011.

### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière est conçu de façon à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR. Toutefois, étant donné ses limites intrinsèques, le contrôle interne à l'égard de l'information financière peut ne pas prévenir ni déceler des inexactitudes en temps opportun. Se reporter au rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ainsi qu'au rapport des comptables agréés inscrits indépendants. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2011, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

## Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires habituels et des services d'exploitation et concluons d'autres opérations avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés apparentées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles accordées à des parties non apparentées.

Nous accordons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. En outre, nous offrons des régimes d'unités d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Se reporter aux notes 9 et 27 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

## Renseignements supplémentaires

### Revenu net d'intérêt sur l'actif et le passif moyens — Données liées aux activités poursuivies

Tableau 69

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Soldes moyens			Intérêt (1)			Taux moyen		
	2011	2010	2009	2011	2010	2009	2011	2010	2009
<b>Actif</b>									
<b>Dépôts à d'autres banques</b>									
Canada (2)	2 778 \$	1 377 \$	4 092 \$	19 \$	14 \$	37 \$	0,68 %	1,02 %	0,90 %
États-Unis	4 666	4 140	4 645	8	12	11	0,28	0,29	0,24
Autres pays (2)	4 481	4 529	2 576	64	33	114	1,01	0,73	4,43
	11 925	10 046	11 313	91	59	162	0,76	0,59	1,43
<b>Valeurs mobilières</b>									
Titres détenus à des fins de transaction (3)	164 538	147 702	133 775	4 178	3 729	4 041	2,54	2,52	3,02
Titres disponibles à la vente	37 125	38 890	45 289	940	990	1 698	2,53	2,55	3,75
	201 663	186 592	179 064	5 118	4 719	5 739	2,54	2,53	3,20
<b>Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	82 356	57 508	44 476	736	474	931	0,89	0,82	2,09
<b>Prêts</b>									
Canada									
Prêts de détail (3)	219 274	204 592	185 318	9 268	9 138	8 660	4,23	4,47	4,67
Prêts de gros	31 333	30 716	35 074	1 075	1 035	1 179	3,43	3,47	3,36
	250 607	235 308	220 392	10 343	10 173	9 839	4,13	4,32	4,46
États-Unis	15 224	14 171	16 393	902	500	678	5,92	3,53	4,14
Autres pays	15 868	15 243	17 559	1 730	1 821	1 923	10,90	11,95	10,95
	281 699	264 722	254 344	12 975	12 494	12 440	4,61	4,72	4,89
<b>Total de l'actif productif d'intérêts</b>	577 643	518 868	489 197	18 920	17 746	19 272	3,28	3,42	3,94
Dépôts non productifs d'intérêts à d'autres banques	6 665	5 923	5 895	—	—	—	—	—	—
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7 547	7 983	10 246	—	—	—	—	—	—
Autres actifs	148 545	150 226	189 962	—	—	—	—	—	—
<b>Total de l'actif</b>	740 400 \$	683 000 \$	695 300 \$	18 920 \$	17 746 \$	19 272 \$	2,56 %	2,60 %	2,77 %
<b>Passif et capitaux propres</b>									
<b>Dépôts (3),(4)</b>									
Canada	195 110 \$	177 830 \$	172 736 \$	2 911 \$	2 646 \$	2 946 \$	1,47 %	1,49 %	1,71 %
États-Unis	45 058	39 464	40 191	232	160	442	0,51	0,41	1,10
Autres pays	129 293	126 460	143 736	2 099	2 111	3 038	1,62	1,67	2,11
	369 461	343 754	356 663	5 242	4 917	6 426	1,42	1,43	1,80
<b>Engagements afférents à des titres vendus à découvert</b>	56 479	47 689	37 597	2 168	1 749	1 286	3,84	3,67	3,42
<b>Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés</b>	51 026	42 458	36 647	518	356	409	1,02	0,84	1,12
<b>Débiteures subordonnées</b>	7 833	6 321	7 377	353	307	350	4,51	4,86	4,74
<b>Autres passifs portant intérêt</b>	601	946	3 943	39	79	95	6,49	8,35	2,41
<b>Total du passif portant intérêt</b>	485 400	441 168	442 227	8 320	7 408	8 566	1,71	1,68	1,94
Dépôts ne portant pas intérêt (3)	58 551	48 005	42 949	—	—	—	—	—	—
Acceptations	7 547	7 983	10 247	—	—	—	—	—	—
Autres passifs	148 627	147 885	165 310	—	—	—	—	—	—
<b>Total du passif</b>	700 125 \$	645 041 \$	660 733 \$	8 320 \$	7 408 \$	8 566 \$	1,19 %	1,15 %	1,30 %
<b>Capitaux propres</b>									
Actions privilégiées	4 737	4 718	4 130	—	—	—	—	—	—
Actions ordinaires	35 538	33 241	30 437	—	—	—	—	—	—
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	740 400 \$	683 000 \$	695 300 \$	8 320 \$	7 408 \$	8 566 \$	1,12 %	1,08 %	1,23 %
<b>Revenu net d'intérêt et marge nette d'intérêt</b>	740 400 \$	683 000 \$	695 300 \$	10 600 \$	10 338 \$	10 706 \$	1,43 %	1,51 %	1,54 %
<b>Revenu net d'intérêt et marge nette d'intérêt (moyenne de l'actif productif)</b>									
Canada	362 938 \$	333 546 \$	311 715 \$	8 870 \$	8 405	7 863 \$	2,44 %	2,52 %	2,52 %
États-Unis	77 301	69 877	72 683	1 123	1 079	1 298	1,49	1,54	1,79
Autres pays	137 404	115 445	104 799	607	854	1 544	0,44	0,74	1,47
<b>Total</b>	577 643 \$	518 868 \$	489 197 \$	10 600 \$	10 338 \$	10 705 \$	1,84 %	1,99 %	2,19 %

(1) Le revenu d'intérêt comprend des commissions sur prêts de 434 millions de dollars (390 millions en 2010; 364 millions en 2009).

(2) Certains dépôts qui avaient été classés au poste Autres pays ont été reclassés au poste Canada afin de refléter l'emplacement où sont faits ces dépôts.

(3) Les dépôts comprennent les dépôts d'épargne, lesquels avaient des soldes moyens de 97 milliards de dollars (83 milliards en 2010; 66 milliards en 2009), des frais d'intérêt de 0,6 milliard (0,4 milliard en 2010; 0,3 milliard en 2009), ainsi que des taux moyens de 0,6 % (0,4 % en 2010; 0,3 % en 2009). Les dépôts comprennent également les dépôts à terme, lesquels avaient des soldes moyens de 245 milliards de dollars (230 milliards en 2010; 261 milliards en 2009), des frais d'intérêt de 3,4 milliards (3,8 milliards en 2010; 5,3 milliards en 2009), ainsi que des taux moyens de 1,40 % (1,64 % en 2010; 2,05 % en 2009).

(4) Les chiffres correspondants présentés précédemment ont été reclassés.

## Variation du revenu net d'intérêt – Données liées aux activités poursuivies (1)

Tableau 70

(en millions de dollars canadiens)	2011 par rapport à 2010			2010 par rapport à 2009		
	Facteur d'augmentation (de diminution)			Facteur d'augmentation (de diminution)		
	Volume moyen (2)	Taux moyen (2)	Variation nette	Volume moyen (2)	Taux moyen (2)	Variation nette
<b>Actif</b>						
<b>Dépôts à d'autres banques</b>						
Canada (4)	11 \$	(6)\$	5 \$	(27)\$	4 \$	(23)\$
États-Unis	1	(5)	(4)	(1)	2	1
Autres pays (4)	0	31	31	52	(133)	(81)
<b>Valeurs mobilières</b>						
Titres détenus à des fins de transaction (3)	427	22	449	394	(706)	(312)
Titres disponibles à la vente	(45)	(5)	(50)	(217)	(491)	(708)
<b>Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	219	43	262	219	(676)	(457)
<b>Prêts</b>						
Canada (4)						
Prêts de détail (3)	636	(506)	130	873	(395)	478
Prêts de gros	21	19	40	(147)	3	(144)
États-Unis	40	362	402	(85)	(93)	(178)
Autres pays (4)	72	(163)	(91)	(268)	166	(102)
<b>Total du revenu d'intérêt</b>	<b>1 382 \$</b>	<b>(208)\$</b>	<b>1 174 \$</b>	<b>793 \$</b>	<b>(2 319)\$</b>	<b>(1 526)\$</b>
<b>Passif</b>						
<b>Dépôts (3)</b>						
Canada	258 \$	7 \$	265 \$	85 \$	(385)\$	(300)\$
États-Unis	25	47	72	(8)	(274)	(282)
Autres pays	47	(59)	(12)	(337)	(590)	(927)
<b>Engagements afférents à des titres vendus à découvert</b>	334	85	419	365	98	463
<b>Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés</b>	79	83	162	59	(112)	(53)
<b>Débiteures subordonnées</b>	69	(23)	46	(51)	8	(43)
<b>Autres passifs portant intérêt</b>	(24)	(16)	(40)	(115)	99	(16)
<b>Total des frais d'intérêt</b>	<b>788 \$</b>	<b>124 \$</b>	<b>912 \$</b>	<b>(2)\$</b>	<b>(1 156)\$</b>	<b>(1 158)\$</b>
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>594 \$</b>	<b>(332)\$</b>	<b>262 \$</b>	<b>795 \$</b>	<b>(1 163)\$</b>	<b>(368)\$</b>

(1) Le classement géographique des actifs et passifs choisis est fondé sur le point d'inscription des actifs et des passifs en question.

(2) L'écart de volume ou de taux est attribué en fonction du pourcentage des variations de soldes et de taux par rapport au total de la variation nette du revenu net d'intérêt.

(3) Les chiffres correspondants présentés précédemment ont été reclassés.

(4) Certains dépôts qui avaient été classés au poste Autres pays ont été reclassés au poste Canada afin de refléter l'emplacement où sont faits ces dépôts.

## Prêts et acceptations par secteur géographique – Données liées aux activités poursuivies pour 2009 à 2011

Tableau 71

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2011	2010	2009	2008	2007
<b>Canada</b>					
Prêts hypothécaires résidentiels	132 018 \$	124 064 \$	117 292 \$	117 690 \$	107 453 \$
Prêts aux particuliers	75 668	69 291	60 493	48 780	42 506
Prêts sur cartes de crédit	8 793	9 704	8 285	8 538	8 142
Prêts aux petites entreprises	2 481	2 712	2 851	2 804	2 652
<b>Prêts de détail</b>	<b>218 960</b>	<b>205 771</b>	<b>188 921</b>	<b>177 812</b>	<b>160 753</b>
Prêts aux entreprises	46 529	45 217	47 110	53 775	51 237
Organismes souverains	3 802	2 785	1 394	1 544	585
Banques	770	808	1 096	978	521
<b>Prêts de gros</b>	<b>51 101 \$</b>	<b>48 810 \$</b>	<b>49 600 \$</b>	<b>56 297 \$</b>	<b>52 343 \$</b>
	<b>270 061 \$</b>	<b>254 581 \$</b>	<b>238 521 \$</b>	<b>234 109 \$</b>	<b>213 096 \$</b>
<b>États-Unis</b>					
Prêts de détail	4 372	4 230	4 163	12 931	6 804
Prêts de gros	12 366	7 584	9 310	30 943	18 548
	<b>16 738</b>	<b>11 814</b>	<b>13 473</b>	<b>43 874</b>	<b>25 352</b>
<b>Autres pays</b>					
Prêts de détail	5 152	4 936	4 625	4 712	1 905
Prêts de gros	13 980	11 084	12 964	20 345	10 862
	<b>19 132</b>	<b>16 020</b>	<b>17 589</b>	<b>25 057</b>	<b>12 767</b>
<b>Total des prêts et des acceptations</b>	<b>305 931 \$</b>	<b>282 415 \$</b>	<b>269 583 \$</b>	<b>303 040 \$</b>	<b>251 215 \$</b>
<b>Total de la provision pour pertes sur prêts</b>	<b>(1 958)</b>	<b>(2 038)</b>	<b>(2 164)</b>	<b>(2 215)</b>	<b>(1 493)</b>
<b>Total des prêts et des acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts</b>	<b>303 973 \$</b>	<b>280 377 \$</b>	<b>267 419 \$</b>	<b>300 825 \$</b>	<b>249 722 \$</b>

**Prêts et acceptations par portefeuille de crédit et par secteur – Données liées aux activités poursuivies pour 2009 à 2011**

**Tableau 72**

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2011	2010	2009	2008	2007
Prêts hypothécaires résidentiels	134 804 \$	126 790 \$	119 945 \$	122 991 \$	109 745 \$
Prêts aux particuliers	82 192	75 519	66 405	60 727	48 743
Prêts sur cartes de crédit	9 007	9 916	8 508	8 933	8 322
Prêts aux petites entreprises	2 481	2 712	2 851	2 804	2 652
<b>Prêts de détail</b>	<b>228 484 \$</b>	<b>214 937 \$</b>	<b>197 709 \$</b>	<b>195 455 \$</b>	<b>169 462 \$</b>
Prêts aux entreprises					
Exploitations agricoles	4 880	4 705	4 967	5 305	5 367
Industrie automobile	3 025	3 228	3 282	3 999	3 285
Biens de consommation	5 341	5 202	5 323	7 389	5 206
Énergie	6 545	5 869	6 984	8 146	7 632
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	3 857	4 593	3 345	8 788	6 959
Industrie forestière	698	726	761	1 152	1 349
Produits industriels	3 381	3 143	3 331	5 033	4 119
Mines et métaux	1 122	587	1 746	3 947	2 301
Secteur immobilier et secteurs connexes	15 569	12 651	13 308	22 978	19 187
Technologie et médias	2 712	2 257	2 307	3 206	2 423
Transport et environnement	4 927	3 546	4 184	4 239	2 656
Autres (1)	18 296	15 290	17 041	25 623	17 583
Organismes souverains	4 650	3 765	2 779	2 496	932
Banques	2 444	1 916	2 516	5 284	2 754
<b>Prêts de gros</b>	<b>77 447 \$</b>	<b>67 478 \$</b>	<b>71 874 \$</b>	<b>107 585 \$</b>	<b>81 753 \$</b>
<b>Total des prêts et des acceptations</b>	<b>305 931 \$</b>	<b>282 415 \$</b>	<b>269 583 \$</b>	<b>303 040 \$</b>	<b>251 215 \$</b>
<b>Total de la provision pour pertes sur prêts</b>	<b>(1 958)</b>	<b>(2 038)</b>	<b>(2 164)</b>	<b>(2 215)</b>	<b>(1 493)</b>
<b>Total des prêts et des acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts</b>	<b>303 973 \$</b>	<b>280 377 \$</b>	<b>267 419 \$</b>	<b>300 825 \$</b>	<b>249 722 \$</b>

(1) Pour 2011, le poste Autres est lié aux autres services, 6,0 milliards de dollars, aux produits de financement, 4,1 milliards, aux sociétés de portefeuille et de placement, 4,2 milliards, aux soins de santé, 3,1 milliards, et à d'autres éléments, 0,9 milliard.

**Prêts douteux, par portefeuille de crédit et par secteur géographique – Données liées aux activités poursuivies pour 2009 à 2011**

**Tableau 73**

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2011	2010	2009	2008	2007
Prêts hypothécaires résidentiels	719 \$	691 \$	533 \$	340 \$	180 \$
Prêts aux particuliers	289	278	290	348	189
Prêts aux petites entreprises	40	49	59	40	19
<b>Prêts de détail</b>	<b>1 048</b>	<b>1 018</b>	<b>882</b>	<b>728</b>	<b>388</b>
Prêts aux entreprises					
Exploitations agricoles	75 \$	74 \$	79 \$	95 \$	65 \$
Industrie automobile	38	97	36	20	5
Biens de consommation	91	91	111	57	83
Énergie	33	104	100	80	3
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	13	28	197	25	14
Industrie forestière	27	49	47	25	29
Produits industriels	38	102	143	194	29
Mines et métaux	4	8	18	7	4
Secteur immobilier et secteurs connexes	464	560	422	1 137	353
Technologie et médias	47	68	114	45	10
Transport et environnement	105	52	20	10	19
Autres (1)	371	385	514	500	116
Prêts aux organismes souverains	–	9	10	–	–
Prêts aux banques	33	34	62	–	–
<b>Prêts de gros</b>	<b>1 339</b>	<b>1 661</b>	<b>1 873</b>	<b>2 195</b>	<b>730</b>
<b>Total des prêts douteux (2)</b>	<b>2 387 \$</b>	<b>2 679 \$</b>	<b>2 755 \$</b>	<b>2 923 \$</b>	<b>1 118 \$</b>
<b>Canada</b>					
Prêts hypothécaires résidentiels	567 \$	544 \$	441 \$	238 \$	149 \$
Prêts aux particuliers	188	174	173	150	152
Prêts aux petites entreprises	40	49	59	40	19
<b>Prêts de détail</b>	<b>795</b>	<b>767</b>	<b>673</b>	<b>428</b>	<b>320</b>
Prêts aux entreprises					
Exploitations agricoles	62 \$	71 \$	77 \$	95 \$	64 \$
Industrie automobile	30	87	27	17	4
Biens de consommation	48	53	53	43	81
Énergie	25	65	5	5	1
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	1	1	1	3	3
Industrie forestière	7	11	20	22	28
Produits industriels	26	99	140	174	28
Mines et métaux	2	4	6	6	4
Secteur immobilier et secteurs connexes	164	177	232	50	53
Technologie et médias	43	55	88	10	10
Transport et environnement	12	42	17	10	19
Autres	93	106	173	94	82
Prêts aux organismes souverains	–	–	–	–	–
Prêts aux banques	–	–	–	–	–
<b>Prêts de gros</b>	<b>513</b>	<b>771</b>	<b>839</b>	<b>529</b>	<b>377</b>
<b>Total</b>	<b>1 308 \$</b>	<b>1 538 \$</b>	<b>1 512</b>	<b>957</b>	<b>697</b>
<b>États-Unis</b>					
Prêts de détail	6 \$	– \$	– \$	133 \$	27 \$
Prêts de gros	176	364	719	1 526	322
<b>Total</b>	<b>182 \$</b>	<b>364 \$</b>	<b>719 \$</b>	<b>1 659 \$</b>	<b>349 \$</b>
<b>Autres pays</b>					
Prêts de détail	247 \$	251 \$	209 \$	167 \$	41 \$
Prêts de gros	650	526	315	140	31
<b>Total</b>	<b>897 \$</b>	<b>777 \$</b>	<b>524 \$</b>	<b>307 \$</b>	<b>72 \$</b>
<b>Total des prêts douteux</b>	<b>2 387 \$</b>	<b>2 679 \$</b>	<b>2 755 \$</b>	<b>2 923 \$</b>	<b>1 118 \$</b>
Provisions spécifiques pour pertes sur prêts	(646)	(721)	(863)	(767)	(351)
<b>Prêts douteux, montant net</b>	<b>1 741 \$</b>	<b>1 958 \$</b>	<b>1 892 \$</b>	<b>2 156 \$</b>	<b>767 \$</b>
<b>Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations</b>					
Prêts hypothécaires résidentiels	0,53 %	0,54 %	0,44 %	0,28 %	0,16 %
Prêts aux particuliers	0,35 %	0,37 %	0,44 %	0,57 %	0,39 %
Prêts aux petites entreprises	1,63 %	1,81 %	2,07 %	1,43 %	0,72 %
<b>Prêts de détail</b>	<b>0,46 %</b>	<b>0,47 %</b>	<b>0,45 %</b>	<b>0,37 %</b>	<b>0,23 %</b>
<b>Prêts de gros</b>	<b>1,73 %</b>	<b>2,46 %</b>	<b>2,61 %</b>	<b>2,04 %</b>	<b>0,89 %</b>
<b>Total</b>	<b>0,78 %</b>	<b>,95 %</b>	<b>1,02 %</b>	<b>0,96 %</b>	<b>0,45 %</b>
<b>Provisions spécifiques pour pertes sur prêts en pourcentage du montant brut des prêts douteux</b>	<b>27,06 %</b>	<b>26,91 %</b>	<b>31,32 %</b>	<b>26,24 %</b>	<b>31,40 %</b>

(1) Pour 2011, le poste Autres est lié à d'autres éléments, 97 millions de dollars, aux produits de financement, 113 millions, aux autres services, 105 millions, aux sociétés de portefeuille et de placement, 37 millions, et aux soins de santé, 19 millions.

(2) Les prêts en souffrance depuis plus de 90 jours, non compris dans les prêts douteux, totalisaient 130 millions de dollars en 2011 (180 millions en 2010; 312 millions en 2009; 347 millions en 2008; 280 millions en 2007).



**Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances, par portefeuille de crédit et par secteur géographique – Données liées aux activités poursuivies pour 2009 à 2011**

**Tableau 74**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2011	2010	2009	2008	2007
Prêts hypothécaires résidentiels	11 \$	25 \$	22 \$	16 \$	5 \$
Prêts aux particuliers	427	457	494	445	364
Prêts sur cartes de crédit	364	399	393	270	223
Prêts aux petites entreprises	34	45	55	46	34
<b>Prêts de détail</b>	<b>836 \$</b>	<b>926 \$</b>	<b>964 \$</b>	<b>777 \$</b>	<b>626 \$</b>
Prêts aux entreprises					
Exploitations agricoles	6 \$	18 \$	18 \$	5 \$	2 \$
Industrie automobile	(4)	15	21	10	2
Biens de consommation	14	29	38	19	27
Énergie	(22)	(6)	13	21	(7)
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	(11)	(34)	264	–	–
Industrie forestière	3	3	11	2	10
Produits industriels	–	(6)	38	95	10
Mines et métaux	–	(1)	7	2	1
Secteur immobilier et secteurs connexes	60	184	124	345	78
Technologie et médias	(3)	5	94	21	(2)
Transport et environnement	28	10	8	3	7
Autres <sup>(1)</sup>	66	76	296	130	28
Prêts aux organismes souverains	–	–	–	–	–
Prêts aux banques	–	15	20	–	–
<b>Prêts de gros</b>	<b>137 \$</b>	<b>308 \$</b>	<b>952 \$</b>	<b>653 \$</b>	<b>156 \$</b>
<b>Total des provisions spécifiques</b>	<b>973 \$</b>	<b>1 234 \$</b>	<b>1 916 \$</b>	<b>1 430 \$</b>	<b>782 \$</b>
<b>Canada</b>					
Prêts hypothécaires résidentiels	3 \$	7 \$	18 \$	8 \$	5 \$
Prêts aux particuliers	398	444	467	352	334
Prêts sur cartes de crédit	364	399	393	266	220
Prêts aux petites entreprises	34	45	55	46	34
<b>Prêts de détail</b>	<b>799 \$</b>	<b>895 \$</b>	<b>933 \$</b>	<b>672 \$</b>	<b>593 \$</b>
Prêts aux entreprises					
Exploitations agricoles	6 \$	18 \$	18 \$	5 \$	2 \$
Industrie automobile	(3)	15	17	10	2
Biens de consommation	13	17	26	13	26
Énergie	(11)	3	(4)	(3)	(4)
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	–	(1)	36	–	–
Industrie forestière	2	3	9	2	10
Produits industriels	–	(4)	36	78	10
Mines et métaux	1	2	2	1	1
Secteur immobilier et secteurs connexes	28	35	52	12	15
Technologie et médias	6	(6)	33	4	4
Transport et environnement	4	10	7	3	8
Autres	27	30	204	27	28
Prêts aux organismes souverains	–	–	–	–	–
Prêts aux banques	–	–	–	–	–
<b>Prêts de gros</b>	<b>73 \$</b>	<b>122 \$</b>	<b>436 \$</b>	<b>152 \$</b>	<b>102 \$</b>
<b>Total</b>	<b>872 \$</b>	<b>1 017 \$</b>	<b>1 369 \$</b>	<b>824 \$</b>	<b>695 \$</b>
<b>États-Unis</b>					
Prêts de détail	4 \$	– \$	– \$	84 \$	26 \$
Prêts de gros	(13)	62	455	494	58
	(9)\$	62 \$	455 \$	578 \$	84 \$
<b>Autres pays</b>					
Prêts de détail	33 \$	31 \$	31 \$	21 \$	7 \$
Prêts de gros	77	124	61	7	(4)
	110 \$	155 \$	92 \$	28 \$	3 \$
<b>Total de la dotation aux provisions spécifiques</b>	<b>973 \$</b>	<b>1 234 \$</b>	<b>1 916 \$</b>	<b>1 430 \$</b>	<b>782 \$</b>
<b>Total de la dotation à la provision générale</b>	<b>2</b>	<b>6</b>	<b>251</b>	<b>165</b>	<b>9</b>
<b>Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances</b>	<b>975</b>	<b>1 240</b>	<b>2 167</b>	<b>1 595</b>	<b>791</b>
<b>Dotation aux provisions spécifiques en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations</b>	<b>0,34 %</b>	<b>0,45 %</b>	<b>0,72 %</b>	<b>0,53 %</b>	<b>0,33 %</b>

(1) Pour 2011, le poste Autres est lié aux produits de financement, 5 millions de dollars, aux autres services, 20 millions, aux soins de santé, 2 millions, aux sociétés de portefeuille et de placement, 4 millions, et à d'autres éléments, 35 millions.

**Provision pour pertes sur créances, par portefeuille de crédit et par secteur géographique – Données liées aux activités poursuivies pour 2009 à 2011**

**Tableau 75**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2011	2010	2009 (1)	2008	2007
<b>Provision au début</b>	2 126 \$	2 264 \$	1 734 \$	1 572 \$	1 486 \$
<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances</b>	975	1 240	2 167	1 595	791
<b>Radiations par portefeuille</b>					
Prêts hypothécaires résidentiels	(16)	(11)	(9)	(9)	(5)
Prêts aux particuliers	(515)	(538)	(535)	(504)	(446)
Prêts sur cartes de crédit	(440)	(463)	(445)	(319)	(268)
Prêts aux petites entreprises	(45)	(56)	(54)	(44)	(42)
<b>Prêts de détail</b>	<b>(1 016)\$</b>	<b>(1 068)\$</b>	<b>(1 043)\$</b>	<b>(876)\$</b>	<b>(761)\$</b>
Prêts aux entreprises	(247)\$	(478)\$	(805)\$	(435)\$	(107)\$
Prêts aux organismes souverains	(9)	–	–	–	–
Prêts aux banques	–	–	–	–	–
<b>Prêts de gros</b>	<b>(256)\$</b>	<b>(478)\$</b>	<b>(805)\$</b>	<b>(435)\$</b>	<b>(107)\$</b>
<b>Total des radiations par portefeuille</b>	<b>(1 272)\$</b>	<b>(1 546)\$</b>	<b>(1 848)\$</b>	<b>(1 311)\$</b>	<b>(868)\$</b>
<b>Recouvrements par portefeuille</b>					
Prêts hypothécaires résidentiels	2 \$	1 \$	1 \$	1 \$	1 \$
Prêts aux particuliers	78	79	65	76	75
Prêts sur cartes de crédit	76	63	52	49	46
Prêts aux petites entreprises	7	7	5	7	7
<b>Prêts de détail</b>	<b>163 \$</b>	<b>150 \$</b>	<b>123 \$</b>	<b>133 \$</b>	<b>129 \$</b>
Prêts aux entreprises	60 \$	51 \$	126 \$	29 \$	41 \$
Prêts aux organismes souverains	–	–	–	–	–
Prêts aux banques	–	–	–	–	–
<b>Prêts de gros</b>	<b>60 \$</b>	<b>51 \$</b>	<b>126 \$</b>	<b>29 \$</b>	<b>41 \$</b>
<b>Total des recouvrements par portefeuille</b>	<b>223 \$</b>	<b>201 \$</b>	<b>249 \$</b>	<b>162 \$</b>	<b>170 \$</b>
<b>Radiations nettes</b>	<b>(1 049)\$</b>	<b>(1 345)\$</b>	<b>(1 599)\$</b>	<b>(1 149)\$</b>	<b>(698)\$</b>
Ajustements (2)	(3)	(33)	(38)	281	(7)
<b>Total de la provision pour pertes sur créances à la fin</b>	<b>2 049 \$</b>	<b>2 126 \$</b>	<b>2 264 \$</b>	<b>2 299 \$</b>	<b>1 572 \$</b>
<b>Provisions spécifiques pour pertes sur prêts</b>					
<b>Canada</b>					
Prêts hypothécaires résidentiels	47 \$	47 \$	39 \$	23 \$	13 \$
Prêts aux particuliers	88	88	94	79	79
Prêts aux petites entreprises	15	18	22	17	9
<b>Prêts de détail</b>	<b>150 \$</b>	<b>153 \$</b>	<b>155 \$</b>	<b>119 \$</b>	<b>101 \$</b>
Prêts aux entreprises					
Exploitations agricoles	13 \$	14 \$	10 \$	13 \$	9 \$
Industrie automobile	15	27	6	5	2
Biens de consommation	17	20	18	12	45
Énergie	3	10	1	2	–
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	–	1	–	9	9
Industrie forestière	3	4	8	4	10
Produits industriels	12	36	63	49	9
Mines et métaux	1	1	1	1	1
Secteur immobilier et secteurs connexes	47	36	44	9	18
Technologie et médias	20	12	32	6	5
Transport et environnement	5	6	7	5	7
Autres	40	40	72	23	38
Prêts aux organismes souverains	–	–	–	–	–
Prêts aux banques	–	–	–	–	–
<b>Prêts de gros</b>	<b>176 \$</b>	<b>207 \$</b>	<b>262 \$</b>	<b>138 \$</b>	<b>153 \$</b>
<b>Total des provisions spécifiques pour pertes sur prêts</b>	<b>326 \$</b>	<b>360 \$</b>	<b>417 \$</b>	<b>257 \$</b>	<b>254 \$</b>
<b>États-Unis</b>					
Prêts de détail	1 \$	– \$	– \$	21 \$	6 \$
Prêts de gros	69	85	251	375	62
<b>Total des provisions spécifiques pour pertes sur prêts</b>	<b>70 \$</b>	<b>85 \$</b>	<b>251 \$</b>	<b>396 \$</b>	<b>68 \$</b>
<b>Autres pays</b>					
Prêts de détail	80 \$	83 \$	74 \$	68 \$	13 \$
Prêts de gros	170	193	121	46	16
<b>Total des provisions spécifiques pour pertes sur prêts</b>	<b>250 \$</b>	<b>276 \$</b>	<b>195 \$</b>	<b>114 \$</b>	<b>29 \$</b>
<b>Total des provisions spécifiques pour pertes sur prêts</b>	<b>646 \$</b>	<b>721 \$</b>	<b>863 \$</b>	<b>767 \$</b>	<b>351 \$</b>
<b>Provision générale</b>					
Prêts hypothécaires résidentiels	41 \$	26 \$	24 \$	20 \$	16 \$
Prêts aux particuliers	412	480	449	461	349
Prêts sur cartes de crédit	365	365	313	270	193
Prêts aux petites entreprises	60	60	47	47	37
<b>Prêts de détail</b>	<b>878 \$</b>	<b>931 \$</b>	<b>833 \$</b>	<b>798 \$</b>	<b>595 \$</b>
<b>Prêts de gros</b>	<b>434 \$</b>	<b>386 \$</b>	<b>468 \$</b>	<b>650 \$</b>	<b>370 \$</b>
<b>Provision générale pour les éléments hors bilan et les autres éléments</b>	<b>91 \$</b>	<b>88 \$</b>	<b>100 \$</b>	<b>84 \$</b>	<b>256 \$</b>
<b>Total de la provision générale</b>	<b>1 403 \$</b>	<b>1 405 \$</b>	<b>1 401 \$</b>	<b>1 532 \$</b>	<b>1 221 \$</b>
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 049 \$</b>	<b>2 126 \$</b>	<b>2 264 \$</b>	<b>2 299 \$</b>	<b>1 572 \$</b>
<b>Principaux ratios</b>					
Provision pour pertes sur créances en pourcentage des prêts et des acceptations	0,67 %	0,75 %	0,84 %	0,76 %	0,63 %
Radiations nettes en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,36 %	0,49 %	0,60 %	0,42 %	0,30 %

- (1) Au 1<sup>er</sup> novembre 2008, le solde d'ouverture de la provision pour pertes sur créances a été retraité en raison de l'application des modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*.
- (2) Les autres ajustements comprennent principalement les conversions en devises de la provision pour pertes sur créances libellée en monnaies autres que le dollar canadien, ainsi que les ajustements suivants au titre d'acquisitions : ajustement de 25 millions de dollars lié à RBTT en 2008; ajustement de 50 millions lié à ANB en 2008; ajustement de 21 millions lié à Flag Bank en 2007.

**Information sur la qualité du crédit par province canadienne – Données liées aux activités poursuivies pour 2009 à 2011**
**Tableau 76**

(en millions de dollars canadiens)	2011	2010	2009	2008	2007
<b>Prêts et acceptations</b>					
Provinces de l'Atlantique (1)	14 702 \$	13 942 \$	12 709 \$	11 446 \$	11 556 \$
Québec	32 369	31 396	28 739	32 908	35 168
Ontario	123 099	112 559	106 957	105 410	90 242
Provinces des Prairies (2)	53 352	51 563	47 654	43 884	40 956
Colombie-Britannique et territoires (3)	46 539	45 121	42 462	40 461	35 174
<b>Total des prêts et des acceptations au Canada</b>	<b>270 061 \$</b>	<b>254 581 \$</b>	<b>238 521 \$</b>	<b>234 109 \$</b>	<b>213 096 \$</b>
<b>Montant brut des prêts douteux</b>					
Provinces de l'Atlantique (1)	66 \$	72 \$	57 \$	66 \$	53 \$
Québec	135	162	190	122	118
Ontario	398	598	647	504	322
Provinces des Prairies (2)	404	429	300	158	112
Colombie-Britannique et territoires (3)	305	277	318	107	92
<b>Total du montant brut des prêts douteux au Canada</b>	<b>1 308 \$</b>	<b>1 538 \$</b>	<b>1 512 \$</b>	<b>957 \$</b>	<b>697 \$</b>
<b>Dotations aux provisions spécifiques</b>					
Provinces de l'Atlantique (1)	52 \$	50 \$	56 \$	43 \$	40 \$
Québec	56	85	90	63	66
Ontario	578	659	942	610	490
Provinces des Prairies (2)	90	146	138	60	51
Colombie-Britannique et territoires (3)	96	77	143	48	48
<b>Total de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances au Canada</b>	<b>872 \$</b>	<b>1 017 \$</b>	<b>1 369 \$</b>	<b>824 \$</b>	<b>695 \$</b>

(1) Comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.

(2) Comprennent le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta.

(3) Comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

**Prêts et acceptations liés aux petites entreprises au Canada par secteur – Données liées aux activités poursuivies pour 2009 à 2011**
**Tableau 77**

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2011	2010	2009	2008	2007
Exploitations agricoles	302 \$	332 \$	304 \$	261 \$	271 \$
Industrie automobile	684	643	666	636	650
Biens de consommation	2 448	2 367	2 261	2 234	2 350
Énergie	465	393	367	384	370
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	71	73	66	84	88
Industrie forestière	300	305	316	346	351
Produits industriels	1 830	1 712	1 696	1 672	1 543
Mines et métaux	140	113	102	100	98
Secteur immobilier et secteurs connexes	3 439	3 205	3 053	3 052	2 822
Technologie et médias	304	318	318	316	314
Transport et environnement	1 039	941	961	940	901
Autres (1)	5 674	5 360	5 013	4 687	4 488
<b>Total des prêts liés aux petites entreprises</b>	<b>16 696 \$</b>	<b>15 762 \$</b>	<b>15 123 \$</b>	<b>14 712 \$</b>	<b>14 246 \$</b>

(1) Pour 2011, le poste Autres est lié principalement aux autres services – 3,2 milliards de dollars; aux soins de santé – 1 835 millions; aux sociétés de portefeuille et de placement – 525 millions et aux produits de financement – 72 millions.